

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE
HISTORIQUE, CRITIQUE ET COMPARÉE
SUR
LE DROIT DE CHASSER
EN GÉNÉRAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue

le Mardi 29 Mai 1900, à 10 heures

PAR

Lucien MOYAT

Président : M. LE POITTEVIN.

Suffragants { MM. LAINÉ,
SALEILLES, } *professeurs.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1900

THÈSE
POUR LE
DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE
HISTORIQUE, CRITIQUE ET COMPARÉE
SUR
LE DROIT DE CHASSER
EN GÉNÉRAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

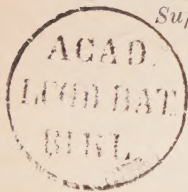
Sera soutenu le Mardi 29 Mai 1900, à 10 heures

PAR

Lucien MOYAT

Président : M. LE POITTEVIN.

Suffragants { MM. LAINÉ, } *professeurs.*
 { SALEILLES, }



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1900



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550211_0069

INTRODUCTION

La chasse est à l'époque actuelle une des distractions les plus répandues. Il n'est pas de commune et même de hameau qui ne compte aujourd'hui parmi ses habitants plusieurs porteurs de permis de chasse et rien n'est plus curieux que de voir le dimanche les trains de Paris déposer dans les différentes stations de la banlieue un nombre parfois incalculable de chasseurs qui vont, souvent fort loin, peiner toute une journée, pour rapporter le soir un maigre butin.

Que résulte-t-il de cet engouement pour la chasse ? D'abord un fait économique bien caractéristique ; c'est que les chasses qui se trouvent aux environs des grandes villes, notamment de Paris, atteignent maintenant des prix de location fabuleux. Aucun inconvénient à cela, c'est un simple effet de la loi de l'offre et de la demande, qui ne peut au contraire que favoriser la circulation de la richesse. Mais par contre il en résulte, en second lieu, une diminution progressive du gibier, que seules des lois nouvelles et moins larges pourraient arrêter ou tout au moins modérer.

La législation du droit de chasse est donc, pour ces diverses raisons, très intéressante à étudier. Mais cette

législation est vaste et complexe et l'objet de cette thèse n'est pas d'examiner toutes les questions qui s'y rapportent. Notre but est beaucoup plus restreint. Nous nous proposons simplement de voir quels sont les individus qui peuvent chasser et quelles conditions ils doivent personnellement remplir pour pouvoir légalement se livrer à cet exercice.

Nous laisserons donc de côté bien des points cependant fort intéressants, tels que ceux relatifs à la propriété du gibier, à la louveterie et aux battues dites administratives, à la responsabilité des propriétaires ou locataires pour les dommages causés par le gibier, à la destruction des animaux nuisibles, aux délits de chasse, et toutes les questions d'ordre administratif telles que les attributions des préfets.

Nous n'étudierons même pas toutes les conditions nécessaires pour l'exercice légal de la chasse. Ces conditions se réduisent à quatre. Il faut :

- 1° Que la chasse soit ouverte ;
- 2° Que le mode de chasse employé ne soit pas défendu ;
- 3° Que le chasseur soit muni d'un permis ;
- 4° Qu'il soit propriétaire du terrain sur lequel a lieu le fait de chasse, ou tout au moins qu'il soit muni du consentement du propriétaire ou de ses ayants droit.

Les deux premières de ces conditions ne se rapportant pas à la personne du chasseur resteront en dehors de notre sujet.

Après avoir montré dans un résumé historique quelles furent aux différentes époques les personnes auxquelles la chasse fut permise et celles auxquelles elle fut prohibée, nous aborderons au point de vue critique et comparé la question du permis de chasse organisé par la loi du 3 mai 1844. Puis nous étudierons, d'après ce texte et la jurisprudence, les rapports entre le droit de chasse et la propriété foncière en France, pour arriver enfin à l'exposé des divers systèmes, plus ou moins originaux, appliqués dans les États étrangers et plus particulièrement en Allemagne. Nous essayerons de conclure en montrant que si le droit de chasse lui-même est un attribut essentiel de la propriété, son exercice n'est cependant pas absolument inséparable de la propriété, sauf à déterminer dans quelles conditions la séparation pourrait avoir lieu.

PREMIÈRE PARTIE

APERÇU HISTORIQUE

§ 1er. — Temps anciens.

La chasse fut pratiquée dès les temps les plus reculés. Elle s'imposa tout naturellement à l'homme primitif obligé de défendre contre les bêtes féroces sa personne et celle des siens. Il trouva en outre, dans la chair des animaux sauvages, une nourriture fortifiante et dans leur peau des vêtements.

Lorsque les peuples primitifs, ayant domestiqué certaines espèces, furent devenus pasteurs et cultivateurs, ils n'en continuèrent pas moins à pratiquer la chasse, la considérant non plus seulement comme une nécessité, mais comme un exercice à la fois utile et plein d'attrait. Ces courses aventureuses, ces luttes pleines de péripéties furent toujours en grand honneur chez eux. L'histoire sacrée conserve le souvenir des exploits de Nemrod, petit-fils de Noë, qualifié par la Genèse de *robustus venator coram Domino*. La mythologie dont la plupart des héros ne furent que d'habiles chasseurs, a mis Hercule, vainqueur du sanglier d'Hérimante et

du lion de Némée, au rang des dieux. Toutes les religions païennes de l'antiquité eurent leur divinité tutélaire de la chasse. C'est Artemis en Grèce, Diane à Rome, Ardhuinna chez les Gaulois (d'où vint le nom de forêt des Ardennes), Uller en Scandinavie, Holda chez les Germains.

Toutefois, ce n'est qu'à une époque relativement récente, lorsque la population s'accrut et lorsque la majeure partie des terres fut l'objet d'une appropriation privée, que le législateur s'occupa de soumettre le droit de chasse à des règles positives. Jusque-là, le besoin de ces règles ne se faisait pas sentir, les chasseurs pouvant librement poursuivre leur proie à travers des vastes étendues de terres incultes, sans craindre de se gêner mutuellement ni de causer dommage à autrui. Il n'y avait donc jusque-là aucune prohibition. Tout individu se sentant suffisamment fort pour s'attaquer aux animaux sauvages et affronter les dangers d'une lutte contre eux, avait à cet effet pleine liberté.

Chez les Grecs, aucune entrave ne fut mise à la liberté de la chasse avant Solon qui, frappé des habitudes d'oisiveté qu'elle développait chez ses contemporains, interdit la chasse d'une façon absolue.

Les Romains pratiquèrent aussi beaucoup la chasse. On en trouve de nombreuses preuves dans les œuvres d'Horace, de Virgile et de Tibulle. Deux poèmes cynégétiques complets, l'un de Gratien, l'autre de Némésien, sont parvenus jusqu'à nous. Mais la chasse n'était à Rome l'objet d'aucune réglementation spéciale ; les

Prudents s'en étaient tenus aux principes du droit naturel considérant la chasse comme un moyen d'acquérir par occupation les *res nullius*. Les animaux sauvages rentraient dans la catégorie des *res nullius*, en prenant ce mot dans le sens restreint de *res quæ nullius in bonis sunt* par opposition aux *res domini juris* et aux *res publicæ*. Il en était ainsi, non seulement pour les animaux sauvages vivant *in laxitate naturali*, mais même pour ceux qui, ayant été capturés parvenaient à s'échapper, car, en vertu du *jus postliminii*, ils étaient réputés n'avoir jamais cessé de vivre à l'état sauvage et n'avoir jamais, par conséquent, perdu le caractère de *res nullius* (1).

Done, pas de réglementation spéciale, mais liberté pleine et entière de chasser. Il n'y avait pas plus à distinguer entre les espèces d'animaux qu'entre les classes de personnes, pérégrins et citoyens romains, plébéiens et patriciens, hommes libres et esclaves. Tous pouvaient chasser en tout temps et avec quelqu'engin que ce fut. Toutefois il faut remarquer que l'esclave n'ayant pas de personnalité civile acquérait pour son maître et non pour lui les animaux dont il parvenait à s'emparer. En outre pendant plusieurs siècles le droit de chasser les fauves fut réservé aux proconsuls et à leurs officiers ; et encore, ils ne pouvaient pas en user pour leur propre compte ; ils devaient envoyer à Rome les animaux capturés, pour servir aux jeux du cirque.

(1) L. 3, pr. Dig., *De acq. rer. dom.*, XLJ, t. 1.

Cette disposition pesait très lourdement sur les provinces et les lions se multipliaient dans des proportions dangereuses. Elle subsista cependant longtemps, on ignore l'époque exacte où elle fut édictée pour la première fois, mais on connaît la date de son abrogation. En 417 une constitution des empereurs Honorius et Théodose II permit à tout le monde de mettre bas les fauves. Une seule prohibition subsista, celle de les prendre vifs et de les vendre.

Il n'y avait à Rome, disons-nous, aucune restriction en principe au droit de chasser. A l'égard des lieux publics, chacun pouvait y chasser et pêcher librement. Cette faculté était même garantie par une action ; le chasseur pouvait recourir à l'action d'injures qui lui permettait d'obtenir, de quiconque le troublait dans son droit de chasse, une réparation pécuniaire en rapport avec le trouble qu'il avait souffert (1). A l'égard des propriétés privées, chacun pouvait chasser sur son propre domaine, et même sur le domaine d'autrui pourvu que le propriétaire ne s'y fût pas opposé. Cette condition était indispensable : *Non est consentaneum*, dit un rescrit d'Antonin, *ut per aliena prædia invitis dominis aucupium faciatis*.

Ce n'est pas que les Romains aient fait comme nous du droit de chasse un accessoire du droit de propriété ; telle n'était pas leur pensée. La faculté de chasser n'était pas pour eux un droit spécial, mais tout pro-

(1) Dig. liv. 47, tit. 40, *De injuriis et famosis libellis*, loi 13, § 7.

propriétaire pouvait interdire à qui bon lui semblait de pénétrer sur son fonds, comme à un oisif de s'y promener. Au cas où une pièce de gibier avait été capturée sur le fonds d'autrui, malgré la défense du propriétaire, l'animal n'en était pas moins acquis au chasseur, mais le propriétaire du terrain, lésé dans son droit de jouissance absolue, n'avait que l'*actio injuriarum* contre le délinquant et en cas de dommage l'*actio legis Aquilice* qui lui permettait d'obtenir, à titre de réparation, la plus haute valeur atteinte par la chose endommagée pendant les trente jours antérieurs au dommage.

Tels étaient les principes du droit romain. Grâce à leur esprit juridique les Romains ont su distinguer deux faits bien distincts : la circulation sur le sol et la capture de l'animal. Le droit du propriétaire peut entraver le premier mais ne peut rien contre le second. Le chasseur qui s'empare d'une pièce de gibier sur le terrain d'autrui n'en devient pas moins propriétaire et celui auquel appartient le terrain ne peut que le poursuivre pour le fait d'avoir chassé sur la propriété d'autrui. Sur ses propres terres, on peut chasser en toute liberté sauf à se conformer aux lois générales de police que le législateur a le droit d'édicter pour assurer la sécurité publique. Ce principe ne saurait être contesté : « Le « droit de chasse, dit la Cour d'Orléans dans un arrêt du « 10 mars 1846, qui est inhérent à la propriété, mérite « le même respect et la même protection que le principe d'où il dérive. » C'est là un droit qui paraît indéniable et qui, cependant, n'a pas été toujours respecté.

§ II. — France.

Le caractère du droit de chasse considéré comme attribut de la propriété a dû se révéler, dit M. Camusat-Busserolles (1) : « Aussitôt que la propriété eut été clairement comprise et définie et quand les premières « barrières s'élevèrent dans les champs partagés. » C'est bien ainsi, en effet, que le droit de chasse nous apparaît à l'origine de notre pays. Il est certain que tout d'abord, et sous nos premiers rois, la chasse était considérée comme un attribut du droit de propriété et appartenait comme tel à tout propriétaire sur son fonds. Certaines dispositions des lois Salique, Ripuaire et Gombette ainsi que celle des Wisigoths s'occupent de la chasse mais simplement pour la réglementer et en protéger l'exercice, mais non pour en restreindre le droit.

Ces principes qui n'étaient que la consécration du droit naturel ne tardèrent pas à être méconnus par la féodalité puis ils firent place à un principe tout différent : « tout est au roi, rien n'est qu'au roi. » La chasse devient alors un droit régalien. Il ne faudrait pas croire que ce changement d'idées eut lieu brusquement. Cette nouvelle maxime n'apparut que petit à petit, en quelque sorte par le développement même des principes du droit naturel, développement d'abord normal mais ensuite poussé jusqu'à ses limites extrêmes, et qui finit

(1) *Code de la police de chasse.*

par enlever le droit de chasser à certaines classes de la société, les plus nombreuses, pour ne l'accorder qu'à certaines classes privilégiées. Ces restrictions peuvent être classées sous deux ordres d'idées. Les unes se rattachent simplement à des considérations morales, ce sont celles qui interdisent la chasse aux ecclésiastiques, les autres sont basées sur les principes mêmes de la féodalité.

Occupons-nous tout d'abord des premières. Divers capitulaires, sur l'appui des conciles tels que ceux d'Agde en l'an 600 et d'Épaone en 717, avaient défendu la chasse aux ecclésiastiques. Chilpéric III les sanctionna à deux reprises en 742 et 744. Le concile de Tours en 813 convoqué par ordre de Charlemagne renouvela cette prohibition et défendit formellement la chasse « à tous les serviteurs de Dieu » : *Omnibus servis Dei venationes et sylvaticas vagationes cum canibus et ut accipitres et falcones non habeant interdicimus* (1). Quant au concile, il défendit aux ecclésiastiques, dit de Launay, « d'aller à la chasse comme d'aller au bal et à la comédie » (2). Les ecclésiastiques qui se servaient de chiens et faucons pour chasser perdaient l'honneur, et étaient punis de la perte de leurs dignités et bénéfices. Certaines exceptions étaient apportées à la rigueur de ce principe ; ainsi les moines du monastère de Saint-Denis pouvaient chasser le chevreuil et le cerf dans les

(1) Capit, *Ut servi domini venationes non exerceant*, Baluze, t. 4, p. 491.

(2) De Launay, *Traité du droit de chasse*, p. 29.

bois dépendant de leur abbaye afin, dit l'acte qui les autorise, de pouvoir faire des gants, des ceintures ou des couvertures de livre avec les peaux des bêtes capturées. La raison de ces prohibitions c'est que « l'Église dès le commencement du VIII^e siècle, dit Guizot dans son histoire de la civilisation en France, était tombée dans un désordre presque égal à celui de la société civile. Une foule d'évêques, grands propriétaires et maîtres des richesses toujours croissantes de l'Église se livraient à des excès scandaleux, abandonnant le caractère ecclésiastique pour mener la vie laïque, chevauchant, chassant et combattant. »

De nombreux conciles, à l'époque féodale, édictèrent de nouveau cette prohibition. Ce sont ceux de Paris en 1212, de Latran en 1213, de Pont-Audemer en 1276. Les synodes de Nantes et d'Auch se prononcèrent dans le même sens. Le motif allégué c'était que la chasse détourne du service du culte « et sert à former une habitude de cruauté contraire à cet esprit de paix et de miséricorde qui doit éclater dans toute la conduite des clercs » (1).

Cette prohibition était-elle complète? La question était discutée mais les docteurs pensaient que la chasse à courre et à l'oiseau devait seule être interdite aux ecclésiastiques. Ils leur permettaient la chasse aux petits oiseaux « qui pouvait se pratiquer sans éclat ni dépense et qui procurait une récréation utile et souvent néces-

(1) Durand de Maillane, *Dictionnaire de droit canonique*.

saire à la santé ». Nous croyons cette décision contraire à l'esprit des conciles. Ceux-ci dans leurs canons prohibaient la chasse, sans faire aucune distinction, comme étant incompatible avec le caractère pacifique et miséricordieux du sacerdoce. Or il faut bien avouer que la chasse est tout aussi cruelle à l'égard des petits oiseaux qu'à l'égard du gros gibier. Il ne faut donc voir dans l'argument un peu judaïque des docteurs que le désir de tourner dans la mesure du possible une prohibition gênante des conciles.

Au XV^e siècle, nous voyons encore l'autorité royale sanctionner les dispositions des conciles. C'est ainsi notamment que le 15^e Canon du IV^e concile de Latran fut rappelé dans la pragmatique sanction de 1438 en ces termes : *Venationem, aucupationem universis clericis interdiciamus*. Ainsi, quoique gentilhomme, bourgeois ou roturier possédant fief, l'ecclésiastique ne jouissait pas de la faculté de chasser. Pour sanctionner efficacement cette prohibition, François I^{er}, dans son ordonnance de mars 1515, édicta des peines sévères contre l'ecclésiastique qui enfreindrait les ordonnances :
« Pour ce que plusieurs cleres pourraient enfreindre
« nos dites ordonnances et pour éviter la punition dessus
« dite se voudraient targuer de leurs tonsures ; nous
« pour obvier à leurs abus et à ce que nos ordonnances
« ne soient pas frustratoires, avons ordonné et ordon-
« nons que se aucun cleres, prêtres, moines ou reli-
« gieux, attentaient contre nos dites ordonnances, qu'il
« leur soit défendu de demourer à quatre lieues d'icelles

« forêts, buissons ou garennes, et néanmoins soient ren-
« dus à leurs juges chargés du cas privilégié et punis
« d'icelui suivant l'exigence du cas ; et s'ils étaient cou-
« tumiers de ce faire, leur sera défendu de demourer à
« vingt lieues près des dites forêts, et à ce seront con-
« traints par princes du temporel et par toutes autres
« voyes dues et raisonnables. » Les mêmes peines sont
au XVII^e siècle édictées contre les ecclésiastiques et les
séculiers. L'ordonnance d'Henri IV en janvier 1600
porte : « et d'autant que plusieurs religieux, prêtres et
« ecclésiastiques contre la décence de leur profession
« et au lieu de vacquer au service divin s'adonnent au
« fait de la chasse, nous voulons qu'ils soient punis de
« pareilles peines que les laïcs et séculiers selon que
« nous avons ci-dessus ordonné, sans qu'ils puissent se
« targuer de leurs tonsures et privilèges. » Une ordon-
nance de Louis XIV en 1669 se borne à reproduire les
termes de l'ordonnance de François I^{er}.

Il ne paraît pas cependant que ces lois aient toujours
été observées. La *vie de Rancé*, réformateur de la
Trappe, en fournit au besoin la preuve. On lit dans cet
ouvrage publié par Châteaubriand : « Dom Gervaise ra-
conte que la chasse était un de ses amusements favoris.
On l'a vu plus d'une fois, dit-il, après avoir chassé trois
ou quatre heures le matin, venir le même jour, en poste,
de douze à quinze lieues, soutenir une thèse en Sorbonne
et prêcher à Paris avec autant de tranquillité d'esprit
que s'il fut sorti de son cabinet. Un jour Champvallon
l'ayant rencontré dans les rues lui dit : « Où vas-tu l'abbé ?

Que fais-tu ce matin ? — Ce matin, dit-il, prêcher comme un ange ; et ce soir, chasser comme un diable. »

Quoi qu'il en soit, de cette prohibition de la chasse aux ecclésiastiques résultaient deux conséquences : d'abord, quoique seigneurs hauts justiciers, bourgeois ou roturiers possesseurs de fiefs, les clercs et les religieux ne pouvaient pas chasser ; d'autre part, les communautés religieuses ne pouvaient pas accorder à leurs membres cette faculté. Toutefois, par exception aux principes de droit commun, les ecclésiastiques pouvaient concéder à des tiers le droit de chasser sur leurs terres, pourvu que ceux-ci eussent la qualité requise pour chasser. Ce droit de cession compensait dans une certaine mesure l'interdiction de chasser, car les clercs, surtout les évêques, étaient souvent titulaires de bénéfices fonciers parfois considérables et trouvaient dans cette cession une source importante de revenu. C'était, disons-nous, une exception, car en principe, le droit de chasse, droit honorifique, ne pouvait être affermé. Cette exception s'imposait, sans quoi le droit de chasse eut été inutile pour les ecclésiastiques. Pareille exception était faite, pour les mêmes raisons, en faveur des veuves et des tuteurs de mineurs, titulaires de droits de chasse. Il y avait cependant une condition pour que la cession fut légale : il fallait que la commission du chasseur cessionnaire fut enregistrée au greffe de la maîtrise dont la terre dépendait. En tous cas, pour que les ecclésiastiques pussent user de cette faculté de céder leur droit de chasse, il fallait évidemment qu'ils eussent ce droit de chasse.

Or, depuis l'ordonnance de Charles VI de 1396 et celle de Charles VII en 1451, ils devaient, pour le posséder, avoir recueilli par succession un fief ou une justice ; c'est-à-dire être seigneurs, soit nobles de leur personne, soit titulaires d'un bénéfice qui fut un fief ou une justice.

Le second ordre de restrictions apportées au droit de chasse, quant aux personnes, se rattache, avons-nous dit, aux principes mêmes de la féodalité.

A l'origine de notre pays le droit de chasse, nous le savons, était considéré comme un attribut de la propriété et appartenait comme tel à tout propriétaire sans distinction. La première restriction qui fut apportée à la liberté de chasser résulte de la création des *forêts* d'abord et des *garennas* ensuite. La chasse était libre chez les Gaulois comme à Rome, mais l'invasion de la Gaule par les Francs ayant été suivie, du moins à l'origine, d'une dépossession partielle des vaincus, ces barbares qui dédaignaient encore l'agriculture et ne s'occupaient guère que de chasse, s'attribuèrent la jouissance exclusive, au point de vue du gibier, des terres des Gallo-Romains. Rois et seigneurs francs se réservèrent le droit de chasser, à l'exclusion de tout autre, sur des espaces de terrain souvent considérables qui ne leur appartenaient pas, et qu'ils peuplèrent pour leur plaisir de bêtes sauvages, au grand détriment des campagnes. Ces espaces prirent le nom de *forêts*, mais ce mot n'avait pas le même sens qu'aujourd'hui. Il s'appliquait non-seulement aux bois mais aussi aux terres cultivées, aux rivières et étangs, et désignait tous les lieux frappés par l'interdic-

tion royale ou seigneuriale dans lesquels les populations ne pouvaient ni chasser ni pêcher. Ces forêts qui, en fait, doivent remonter à la conquête, n'existent en droit qu'à dater du VI^e siècle. La loi Salique n'en parle pas encore mais Grégoire de Tours nous parle d'une forêt en Bourgogne. Les seigneurs d'un ordre inférieur imitèrent les grands vassaux ; ils se réservèrent des espaces nécessairement plus restreints qui prirent le nom de *garennues* ou *défens*. A la différence des forêts, vu leur moindre étendue, les garennues n'étaient guère peuplées que de petit gibier tel que lièvres, lapins, faisans. Le nombre en devint si considérable que Charlemagne dut, par un capitulaire, interdire la création de nouvelles forêts, prohibition renouvelée par une ordonnance de Louis X le Hutin en 1315 et diverses ordonnances rendues en 1350, 1352, 1353 et 1355. Cette dernière porte :

« Pour ce que lesdits maîtres de nos eaux et forêts et
« aucuns autres de notre royaume, ducs, comtes et
« autres nobles se sont efforcés et s'efforcent de jour en
« jour d'étendre et accroître les garennues anciennes et
« de faire acquérir nouvelles garennues pour quoi l'on
« ne peut labourer profitablement mais demeurent les
« labourages à faire et quand ils sont faits si sont-ils
« perdus et gâtés ; nous avons octroyé et octroyons que
« tous accroissements de garennues anciennes et les
« nôtres même qui de notre temps ou du temps de notre
« très cher seigneur et frère seront faites et acquises
« soit du tout mises au néant et par ces présentes les
« otions et les mettons à néant, abattons du tout et don-

« nous congé et licence que chacun y puisse chacier et
« prendre sans amende aucune. »

Ces réserves faites par les seigneurs ne leur attribuaient point la propriété du sol, elles leur réservaient seulement la chasse sur les espaces indiqués. La culture devenait impossible dans ces régions. Les forêts et garennes furent établies par la force, uniquement en vertu du droit du plus fort. Leur établissement donna lieu de la part des paysans à bien des révoltes qui furent réprimées avec la cruauté traditionnelle des seigneurs de cette époque. Peu à peu cependant les paysans s'habituerent à ces exigences et les forêts et garennes finirent par être considérées comme un droit. De nombreuses ordonnances et capitulaires, de Charlemagne à Charles VII, notamment plusieurs capitulaires de Charlemagne, une ordonnance de Charles le Chauve, les Établissements de Saint-Louis en 1270 et la coutume de Beauvoisis en 1283, reconnurent et sanctionnèrent ce droit en prohibant, sous des peines très sévères, la chasse dans les forêts et garennes réservées par les seigneurs.

En dehors de ces réserves, la chasse continuait à être libre. Chacun avait la faculté de chasser sur ses terres et la tenait non pas d'une volonté supérieure mais « de la nature de son caractère d'homme » (1). Jusqu'en 1396, nous ne trouvons aucune prohibition générale s'appliquant à toute une classe de personnes. Dans le *Roman de la Rose*, Guillaume de Lorris et Jehan de Meung

(1) Championnière, *Histoire et théorie du droit de chasse*.

parlent de certains bourgeois de cette époque qui chassent *por sembler gentiz damoisiaux*. En outre, les restrictions apportées par les conciles à l'égard des ecclésiastiques, prouvent que la chasse était libre pour les laïques. Chacun, noble ou roturier, pouvait chasser sur ses propriétés, quand elles n'étaient pas grevées d'un droit de forêt ou de garenne. Toutefois, une instruction attribuée à Charles IV, le *Code des chasses*, porte : « Personnes non nobles peuvent chasser parlout
« hors garennes à lièvres et connins, à lévriers ou chiens
« courants, ou à chiens, à oiseaux ou à bâtons ; mais ils
« n'y peuvent tendre quelconques engins de grosses
« bêtes s'ils n'ont titre. Gentilshommes peuvent chasser
« à connins et lièvres, à tous engins... Gentilshommes
« peuvent chasser aux grosses bêtes en leur garenne et
« en celle de leur voisin avec congé et non ailleurs. » Cette instruction fait donc une restriction déjà formulée par une ordonnance de Philippe le Long en 1318. Les personnes non nobles ne pouvaient pas se servir de rets, filets ou panneaux. Ces engins n'étaient permis qu'aux gentilshommes seulement et ceux-ci pouvaient seuls, en outre, se livrer à la chasse des grosses bêtes.

Malgré tout, les roturiers pouvaient, en droit, rarement chasser. En effet les terres du Moyen-Age se divisaient en deux grandes catégories : d'une part les terres libres ou francs-alleux et d'autre part les terres inféodées. Il est incontestable que tout roturier possesseur de franc-alleu pouvait y chasser librement, mais ces alleux étaient fort rares et constituaient une exception.

Quant aux terres inféodées, elles étaient de deux sortes : les fiefs ou immeubles accordés par un seigneur à ses vassaux à charge d'hommage, et les censives ou immeubles baillés moyennant une redevance appelée cens. Pour les fiefs, le seigneur concédant était censé avoir abandonné au concessionnaire tous ses droits sur la terre, se réservant simplement sur elle un domaine de supériorité. Pour les censives, au contraire, le seigneur n'avait transmis que le droit d'en percevoir les fruits et d'en disposer, conservant pour lui-même le domaine direct. De bonne heure les roturiers purent, en payant au roi une redevance dite droit de franc-fief, acquérir des terres nobles et par conséquent chasser sur ces terres ; mais la plupart des roturiers ne possédaient que des censives sur lesquelles le seigneur seul avait le droit de chasse. Toutefois la situation du roturier censitaire différait de celle du propriétaire d'un terrain faisant partie d'une forêt ou garenne, en ce que le seigneur n'avait pas le droit de favoriser la multiplication des animaux nuisibles sur les terres du censitaire et celui-ci pouvait repousser et détruire les animaux qui causaient dommage à ses récoltes.

En fait il n'en était pas ainsi, les roturiers, même ceux qui n'étaient pas possesseurs de fiefs, chassaient souvent ; soit qu'ils eussent obtenu des seigneurs des permissions spéciales ou même générales s'appliquant dans ce dernier cas aux habitants de tout un territoire, soit que le seigneur les laissât faire par simple tolérance.

Le droit exorbitant des garennes ne dura d'ailleurs

pas. Nous avons dit que diverses dispositions étaient venues interdire aux seigneurs de créer de nouvelles garennes. La renaissance du droit romain mettant à jour les principes du droit naturel et l'influence de l'Église qui dans ses prédications prenait la défense des faibles, vinrent hâter la suppression de cet état de choses que Bouteiller qualifiait de « droit haineux ». Les seigneurs petit à petit consentirent d'eux-mêmes à faire, aux populations rurales, des chartes de renonciation au droit de garenne, soit gratuitement, soit moyennant finances afin de se procurer de l'argent pour les Croisades. La charte de 1321 octroyée par le Comte d'Anjou à ses sujets nous en fournit un exemple. Au XV^e siècle deux garennes seulement subsistaient : celle du roi de France appelée « plaisirs du roi », et celle du Comte d'Artois.

Quoiqu'il en soit, en dehors des personnes qui chassaient régulièrement, beaucoup de gens, censitaires ou même simples détenteurs de tenures serviles, abandonnaient leurs travaux manuels pour braconner sur des terres qui ne leur appartenaient pas. C'est particulièrement contre eux que furent rendues, de la fin du XIV^e siècle jusqu'à la première moitié du XVI^e siècle, toute une série d'ordonnances avec lesquelles nous voyons apparaître de véritables restrictions à la liberté de la chasse, au point de vue des personnes qui peuvent la pratiquer.

Le 10 janvier 1396, Charles VI, par une ordonnance dont l'importance est capitale dans l'histoire du droit

de chasse, vient frapper toute une classe de la société d'une impossibilité absolue de chasser. « Attendu, dit
« cette ordonnance, que les artisans et laboureurs dé-
« laissent leurs labourages et mestiers et à la fin de-
« viennent les aucuns par leurs dictes oisivetés, larrons,
« meurtriers, espieurs de chemin et meinent mauvaise
« vie... Aucune personne non noble de notre royaume,
« s'il n'est à ce privilégié ou s'il n'a aveu ou expresse
« commission à ce, de par personne qui la lui puisse
« ou doit donner, ou s'il n'est personne d'Église ou
« s'il n'est bourgeois venant de ses possessions et rentes,
« ne se enhardir de chasser, ne tendre grosses bêtes
« ne oiseaux, ne d'avoir pour ce faire, chiens, furets,
« cordes, etc..... » Ainsi, d'après ce texte, avaient
seuls le droit de chasser les nobles, les gens d'Église,
sauf ce que nous avons dit précédemment, et parmi les
roturiers uniquement ceux qui vivaient de leurs pos-
sessions et rentes, ou qui, moins fortunés, avaient tout
au moins obtenu une permission expresse, soit spéciale
soit générale. Les autres, tels que les laboureurs ou les
artisans, ne le pouvaient aucunement, à moins d'avoir
ainsi privilège ou permission ou d'être propriétaires de
franc-allevé ce qui était très rare. Dix-sept ans après,
le 25 mai 1413, Charles VI lui-même dut, pour apaiser
l'émeute, rendre la célèbre Ordonnance Cabochienne qui,
rétablissant l'ancien état de choses, proclamait la liberté
du droit de chasser sans distinctions de classes. La durée
de cette concession arrachée par le peuple à la royauté
chancelante ne fut qu'éphémère. Dans un lit de justice

tenu le 5 septembre de la même année, Charles VI fit déchirer par le Parlement l'Ordonnance Cabochienne et celle de 1396 fut remise en vigueur.

Le peuple toutefois s'habitua difficilement à cette législation et ne respecta guère ces interdictions que de nombreuses ordonnances durent à plusieurs reprises rappeler aux roturiers. Charles VII en 1415, François I^{er} en 1515 et 1533, Henri III en 1581, Henri IV en 1600 vinrent renouveler les prohibitions de l'ordonnance de 1396 et édicter des peines terribles contre ceux qui y contreviendraient.

Jusqu'ici, ces restrictions ont pour cause, en apparence du moins, l'intérêt de l'agriculture et des arts mécaniques que les roturiers abandonnaient trop facilement pour les plaisirs de la chasse ; mais, en réalité, c'est uniquement par faveur pour la noblesse. Avec Louis XI apparaît un principe nouveau : « Tout est au roi, rien n'est qu'au roi », et, par conséquent, la chasse, comme toute autre chose, est l'apanage de la royauté, qui peut en accorder le droit à qui bon lui semble, en restreindre ou même en prohiber totalement l'exercice à son gré. En vertu de ce principe, Louis XI, passionné pour la chasse et grand ennemi de la noblesse, dont il craignait les ambitions et dont il ne négligeait jamais les occasions de diminuer l'importance, enleva le droit personnel de chasser même aux nobles. Le roi seul avait ce droit, et personne ne pouvait l'exercer sans sa permission.

On conçoit facilement qu'une pareille prohibition

ne fut pas acceptée sans récriminations, et Louis XI dut employer à plusieurs reprises des moyens tyranniques pour la faire respecter. *L'Histoire singulière du roy Louis XII*, de l'évêque Claude de Seynel, contient un passage bien caractéristique ainsi conçu : « Louis XI fist les deffences de chasses dont il se delectai grandement si expres et si rigoureuses, qu'il était plus rémissible de tuer un homme qu'un cerf ou un sanglier. » Toutefois, ce fut plutôt par des obstacles de fait que par des dispositions législatives que Louis XI empêcha les nobles de chasser. On ne trouve aucune ordonnance à ce sujet, mais les plaintes de la noblesse formulées aux États généraux de 1483 sous Charles VIII ne laissent aucun doute sur l'étendue et la durée de la prohibition : « Et combien, disaient-ils, qu'il soit licite aux nobles de chasser à toutes bestes sauvages en leurs bois, hors la gruerie du Roy et combien que ainsi en ont usé du temps du roy Charles VII et paravant, néantmoins après son trépas ont été empeschés en leurs dicts et fait contre eux merueilleuses exécutions par commissaires et gens de petit estat. » A la suite de ces plaintes, Charles VIII rendit à la noblesse le droit de chasser.

Néanmoins, à dater de cette époque, le principe déjà mis en lumière sous Louis XI est désormais établi : le roi est seul maître du droit de chasse, et si les seigneurs en jouissent, c'est parce qu'il le veut bien. François I^{er}, dans son ordonnance de 1515, où il renouvelle, sous des peines très sévères, la défense faite aux roturiers laboureurs ou artisans, affirme à nouveau

ce principe du droit régalien, et Henri III, dans sa déclaration du 10 décembre 1581, après avoir défendu à tous ses sujets généralement quelconques de tirer dans quelque lieu que ce soit, ajoute : « N'entendons toutefois
« défendre l'honneste plaisir et exercice de notre noblesse en cas et ainsi qu'il lui est toléré et permis par
« nosdites ordonnances. » Ce principe est admis sans conteste par les juriconsultes des XVII^e et XVIII^e siècles.

Nous voyons donc jusqu'au règne de Louis XIV la chasse réservée aux nobles et aux bourgeois ou roturiers vivant noblement. Outre les raisons que nous avons indiquées précédemment, divers arguments étaient invoqués pour motiver ces restrictions. Le préambule de l'ordonnance de 1515 s'appuyait notamment sur ce que la chasse est en quelque sorte l'image de la guerre. Elle constitue un excellent exercice d'entraînement pour les fatigues de la guerre et c'était, prétendait-on, une raison logique de ne la réserver qu'à ceux-là seuls qui étaient destinés à guerroyer. S'il en est ainsi, pourquoi fut-elle si longtemps permise à des gens tels que les bourgeois vivant de leurs rentes qui par leur état n'étaient pas destinés à guerroyer ? C'est que pour ceux-ci elle n'offrait pas les mêmes dangers que pour les roturiers ; il n'y avait pas à craindre qu'ils négligeassent leurs travaux manuels pour les plaisirs de la chasse. La royauté voyait d'ailleurs en cela un moyen d'atténuer le prestige de la féodalité en accordant à ces bourgeois le même privilège qu'aux seigneurs.

Avec Louis XIV nous voyons la restriction du droit

de chasse devenir encore plus étroite. A dater de l'ordonnance des Eaux et Forêts rendue par ce monarque à Saint-Germain-en-Laye en août 1669, aucun roturier, de quelque état ou condition qu'il fut; n'eut plus le droit de chasser, à moins bien entendu qu'il ne possédât soit un franc-allen, soit un fief, une seigneurie ou une haute justice, ce qui l'assimilait à un seigneur. Même dans ce cas les roturiers différaient encore des nobles en ce que ces derniers avaient le droit de chasse d'une façon absolue, comme inhérent à leur qualité, tandis que les premiers ne pouvaient y prétendre qu'en raison de leur possession, comme propriétaires de fief, seigneurie ou haute justice. Cette fameuse ordonnance est ainsi conçue : « Faisons défenses (art. 26) aux marchands, artisans, bourgeois et habitants des villes, bourgs, paroisses, villages ou hameaux, paysans et roturiers, de
« quelque état et qualités qu'ils soient, non possédant
« fief, seigneurie et haute justice de chasser en quelque
« lieu sorte et manière et sur quelque gibier de poil ou
« de plume que ce puisse être. »

Certains ont prétendu que Louis XIV n'avait pas été le premier à décider ainsi. On a cru trouver déjà cette importante restriction dans l'édit d'Henri IV de 1601 dont l'article 8 est ainsi conçu : « Et quant aux marchands, artisans, laboureurs, paysans et autres telles sortes de gens roturiers, leur avons fait défense de tirer de l'arquebuse..... » On a voulu tirer des mots : « et autres telles sortes de gens roturiers » la conséquence qu'Henri IV avait entendu défendre la chasse à

tous ceux qui n'appartenaient pas à la noblesse du sang. Il n'en était rien. Ces mots ne sont pas suffisants pour prouver qu'il ait entendu déroger au principe de ses prédécesseurs qui assimilaient aux gentilshommes ceux qui menaient une vie noble. C'est donc seulement Louis XIV qui fit cette grande innovation, ne permettant l'exercice de la chasse qu'aux gentilshommes exclusivement.

Le principe dont nous avons déjà parlé, d'après lequel la chasse appartient au roi dans tout le royaume et nul n'en peut jouir que par sa permission, est alors admis de tous les jurisconsultes et ceux-ci considèrent le droit de chasse comme un attribut de la souveraineté. C'est là une profonde erreur, le droit de chasse est un attribut de la propriété, une manière de jouir du fonds dont on est possesseur.

Sur quelles terres ceux qui avaient la faculté de chasser pouvaient-ils exercer ce droit ? Il faut distinguer. Au début de la féodalité, le seigneur qui concédait un fief à un vassal était censé lui abandonner tous ses droits et ne se réserver qu'un simple domaine de supériorité. Le seigneur vassal avait donc le droit de chasse, mais il semble que le seigneur dominant du fief ait eu le droit de chasser concurremment avec lui ; ce droit étant alors considéré comme purement honorifique. A l'époque qui nous occupe, le droit de chasse appartient au roi qui, par une permission générale, le concède à tous les gentilshommes. Le seigneur vassal a donc, ici, certainement le droit de chasser à l'exclusion du seigneur dominant du fief. Le seigneur haut justicier pou-

vait encore, cependant, chasser concurremment avec le seigneur vassal, mais ce droit était pour lui incessible et incommunicable, et le seigneur du fief avait seul le droit de donner des permissions de chasse, sous cette réserve toutefois que les permissions accordées à des roturiers étaient sans valeur aux termes de l'ordonnance.

Pour terminer l'étude du droit de chasse avant la Révolution, il nous faut parler brièvement des *garennnes* et des *capitaineries*. Nous avons vu que les droits de garenne avaient peu à peu disparu grâce aux ordonnances royales. Ces garennnes étaient donc devenues, à l'époque de la rédaction des coutumes, extrêmement rares. Les seigneurs, réduits ainsi à chasser sur leurs propres domaines, cherchèrent tout au moins à les rendre giboyeux. Pour cela ils peuplèrent des enclos ou même des bois ouverts de gibier et surtout de lapins. Ces espaces prirent le nom de « *conniens* » ou de « *buissons à lapins* ». Leur création était parfaitement licite et ces buissons à lapins ne ressemblaient en rien aux anciennes garennnes. Ils étaient établis par le seigneur, soit sur ses propres domaines, soit sur les terres d'autrui, mais alors avec le consentement absolument libre du propriétaire. Il n'y avait donc à cela aucune usurpation. Le gibier qui s'y trouvait était regardé comme la propriété du seigneur et non pas comme *res nullius*. Celui qui tuait un lapin dans les buissons du seigneur commettait un vol et les lapins qui s'en écartaient pour causer dommage aux propriétés des riverains ne pouvaient pas être tués par ces derniers. Ceux-ci n'a-

vaient simplement que le droit de demander des dommages-intérêts. Enfin, à la différence du droit de chasse attaché à la possession de tout fief, droit purement honorifique, la chasse dans les conniens ou buissons à lapins pouvait être affermée.

Bien que la création de ces buissons à lapins fut parfaitement équitable et n'eût rien d'analogue avec celle des anciennes garennes, on perdit de vue petit à petit le sens originaire du mot « garennes » qui signifiait défendre, garder (du mot germanique *wahren*) et on l'appliqua à ces buissons à connils que l'on appela *garennes à lapins* ou simplement *garennes*. Cette confusion ne fut même pas remarquée des rédacteurs des coutumes et se trouva reproduite dans presque toutes, sauf toutefois dans celle de Meaux qui fait très nettement la distinction. On comprend donc aisément que les buissons à lapins, bien qu'étant absolument légaux, aient été mal vus des populations qui conservaient encore le souvenir des anciennes garennes. Ils constituaient d'ailleurs, malgré tout, une charge assez lourde pour les populations. Le gibier, surtout les lapins dont le seigneur favorisait la multiplication dans ses buissons, causait beaucoup de tort aux récoltes des paysans riverains et bien que ceux-ci eussent théoriquement le droit de réclamer des dommages-intérêts, en fait ils étaient lésés n'osant pas engager une lutte contre le seigneur. La suppression des conniens fut une des premières choses que la noblesse vota dans la nuit du 4 août.

D'un autre côté, nous avons vu que les ordonnances royales avaient presque complètement aboli les anciens droits de garennes au profit des seigneurs. Par contre, la royauté avait eu soin de maintenir celles qui existaient à son profit. Le nom seul contre lequel s'étaient accumulées tant de haines de la part des peuples avait changé ; mais c'était encore, en dehors des domaines du roi, des vastes étendues de terrain sur lesquelles il se réservait exclusivement le droit de chasse. François I^{er} créa ainsi pour le plaisir royal de vastes espaces qui sous le nom de *capitaineries* n'étaient autres que les anciennes garennes royales. La même défense était faite à quiconque d'y pénétrer, d'y chasser et même de tuer certain gibier dans un rayon déterminé autour de ces capitaineries. C'était une servitude très lourde à supporter pour les propriétaires des terrains assujettis car le droit de chasse du roi dans les capitaineries s'étendait même aux jardins clos de murs dont les capitaines pouvaient faire ouvrir les portes. L'agriculture en souffrait beaucoup, les paysans étant obligés de ne faucher les prés et de ne couper les taillis qu'à certaines époques seulement, de façon à ne pas déranger la chasse. Plusieurs de ces capitaineries étaient très importantes : notamment la Varenne du Louvre, créée par Henri IV en 1567 ; la Varenne des Tuileries, créée par Louis XIV ; les Capitaineries de Versailles, Compiègne, Fontainebleau.

En résumé, à la veille de la Révolution, le droit de chasse, considéré comme un attribut de la souveraineté,

était devenu le privilège exclusif des nobles et des roturiers assimilés, c'est-à-dire possédant fief, seigneurie ou haute justice, auxquels le roi l'avait volontairement concédé par permission générale. Il était interdit à toute autre classe de personne, sous des peines excessivement sévères. Il n'en était ainsi cependant que de la chasse proprement dite, car l'oisellerie, c'est-à-dire la chasse des petits oiseaux à la pipée n'avait jamais cessé d'être permise à tous les habitants du royaume, et même aux ecclésiastiques.

L'esprit égalitaire de la Constituante devait nécessairement renverser tous ces faux principes. La noblesse elle-même se rendait compte d'ailleurs du caractère injuste et abusif de cet état de choses, et surtout de la charge pesante qu'il imposait aux paysans. Les cahiers de la Noblesse de 1789, d'accord avec ceux du Tiers-État, demandaient la suppression de ces privilèges.

Dans la nuit du 4 août, sur la proposition du vicomte de Noailles, le droit de chasse cessa d'être une faveur concédée par le roi pour devenir un attribut de la propriété. « Avec la Noblesse, tout le Clergé adhère à la proposition, dit le *Moniteur* des 4 et 5 août 1789. Il se forme même un tel ensemble d'applaudissements et d'expressions de bienveillance que la délibération reste suspendue pendant quelques temps. » Chacun devenait ainsi libre de chasser sur ses terres, les capitaineries royales et les garennes ouvertes étaient abolies. L'article 3 du décret des 4-11 août 1789, déclare : « Le « droit exclusif de la chasse et des garennes ouvertes est

« pareillement aboli ; et tout propriétaire a le droit de
« détruire, seulement sur ses possessions, toute espèce
« de gibier, sauf à se conformer aux lois de police qui
« pourront être faites relativement à la sûreté publique.
« Toutes capitaineries, même royales, et toutes réserves
« de chasse, sous quelque dénomination que ce soit,
« sont pareillement abolies. »

Ce régime de liberté, succédant brusquement à un régime de sévères restrictions, devait nécessairement donner lieu à des excès. Une foule de chasseurs se répandit dans les champs et les forêts, ravageant les récoltes et violant à chaque instant le droit de propriété. Un décret des 28 et 30 avril 1790 rendu par la Constituante, malgré l'opposition de Robespierre, qui voulait que tout individu put librement chasser partout, vint renforcer le décret du 4 août en défendant, sous peine d'amende, de chasser sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire.

Ce décret qui traitait également diverses autres questions relatives à la police de la chasse (telles que les époques où la chasse est permise et la poursuite des délits) fut avec celui du 4 août, sauf quelques modifications, le seul texte qui régla le droit de chasse jusqu'à la loi de 1844 qui nous régit actuellement. Il n'y eut pendant cet intervalle de temps que quelques dispositions relatives à des sujets spéciaux, telles que le décret du 11 juillet 1810 organisant le permis du port d'armes de chasse, complété par le décret du 4 mai 1812 et modifié par l'article 77 de la loi du 28 avril 1816.

On peut également citer parmi les textes principaux le règlement du 20 août 1814 sur l'organisation de la louveterie et la loi du 21 avril 1832 suivie de l'ordonnance du 24 juillet même année et modifiée par la loi du 24 avril 1833 sur la chasse dans les forêts de l'État.

En 1843 le décret de 1789 qui n'était soi-disant que provisoire était encore le seul texte général relatif à la chasse bien qu'il fut très incomplet. Le braconnage se développait d'une façon inquiétante grâce au peu de sévérité ou même aux lacunes de la loi, et le gibier, traqué de toutes parts, disparaissait de plus en plus. Faisant droit aux plaintes qui s'élevaient de tous côtés et aux vœux émis par de nombreux conseils généraux, M. Martin, ministre de la justice, présenta, le 17 avril 1843, à la Chambre des Pairs, un projet de loi sur l'exercice de la chasse divisé en quatre sections. Cette assemblée vota le projet sans difficultés, par 93 voix sur 97 (1). Les débats furent beaucoup plus animés devant la Chambre des Députés à laquelle la proposition avait été soumise le 26 mai 1843. L'opposition prétendait voir dans plusieurs de ses dispositions des tendances politiques réactionnaires. S'exagérant la protection, légitime cependant, qu'il accordait à la propriété, l'opposition reprochait au projet d'avoir des tendances aristocratiques et l'accusait d'être une aspiration au régime féodal. Les débats durèrent du 9 au 21 février 1844. Après avoir subi quelques modifica-

(1) *Moniteur* des 23, 24, 25 mai 1843.

tions, le projet fut de nouveau porté à la Chambre des Pairs et revint à la Chambre des Députés où il fut voté le 13 avril par 214 voix sur 313. C'est notre loi du 3 mai 1844 actuellement en vigueur. Elle règle les principales questions relatives à la police de la chasse et laisse aux préfets, entre autres attributions, le soin de délivrer les permis de chasse et de fixer chaque année les époques d'ouverture et de fermeture. Sur ce dernier point la loi du 22 janvier 1874 est venue modifier la loi du 3 mai 1844.

Notre loi cynégétique, depuis 1844, a fait l'objet de nombreuses critiques et de nombreux projets de lois ont été soumis aux Chambres dans le but de la modifier. Il nous suffira d'indiquer ici sommairement les principaux.

En 1876, on trouve une première proposition de M. Dréolle tendant à la suppression du permis de chasse et la même idée fut reprise cinq ans après, le 21 mars 1881, par M. de Guilloutet. Le 16 février 1878, on propose la création de permis de chasse valables pour une semaine et de permis valables pour un jour.

M. Chavoix, le 25 mai 1878, demande d'apporter à la loi de 1844 d'importantes modifications tendant à rendre l'exercice de la chasse encore plus accessible à tous et dépose à nouveau son projet le 20 mai de l'année suivante.

M. Labitte, député, nommé rapporteur de la commission chargée par la Chambre d'examiner ces diverses propositions déposa à son tour, le 11 juin 1881, un projet de loi très complet qui modifiait de fond en comble la loi du 3 mai 1844. Ce projet n'ayant pu venir en dis-

cussion en temps utile fut à nouveau déposé par son auteur avec quelques modifications le 4 novembre 1881 à la Chambre des Députés et le 25 juillet 1883 au Sénat. M. Ténaille-Saligny, sénateur, fut nommé rapporteur, et le Sénat vota, le 23 novembre 1886, un texte qui fut transmis le 24 novembre 1889 à la Chambre des Députés. Un rapport très complet fut déposé, le 10 juillet 1893, par M. le député Morillot. N'ayant pu être discuté en temps utile, ce projet fut repris par M. Morillot, qui, le 12 juin 1894, le déposa pour son compte personnel à la Chambre des Députés. Depuis cette époque, l'attention de l'Assemblée a été attirée plusieurs fois sur ce projet, soit par M. Morillot, soit par M. Marcel Habert, notamment en 1898, mais il est encore en suspens. Certaines parties en ont été disjointes et discutées séparément, notamment en ce qui concerne la protection des petits oiseaux et les dommages causés par le gibier.

En dehors de ce projet de révision complète, il nous faut encore citer, depuis 1890, diverses propositions accessoires, mais très intéressantes, sur lesquelles nous aurons l'occasion de revenir. Le permis de chasse notamment, a fait l'objet de nombreuses critiques et beaucoup de modifications ont été proposées.

Nous voyons proposer successivement :

Le 28 novembre 1893, la délivrance de permis de chasse valables pendant vingt-quatre heures.

Le 7 mai 1894, la création de plusieurs permis de prix minimes.

Le 8 juin 1899, le remplacement du permis de chasse par une taxe proportionnelle et progressive.

Le 27 juin 1899, la création de permis de chasse hebdomadaires et du dimanche.

Enfin, le 16 novembre 1899, la suppression du droit de 28 francs relatif à l'obtention des permis de chasse.

Nous devons encore mentionner sur des sujets divers :

La proposition de M. Georges Graux, du 23 octobre 1894, relative à la communalisation de l'exercice du droit de chasse ;

Celle de MM. Chauvin et Jules Guesde, du 14 novembre 1896, tendant à la création d'un impôt sur les chasses gardées ;

Et celle de M. Lemire, du 7 juillet 1898, sur la publicité des chasses réservées.

Enfin, les rapports entre propriétaires et fermiers relativement au droit de chasse, qui font actuellement l'objet de graves controverses, sont exactement fixés par deux projets du 6 juillet 1894 et du 7 juillet 1898.

La liberté absolue de la chasse et de la pêche, qui serait une énormité au point de vue juridique et pratique, a même été proposée, le 25 octobre 1898, par MM. Vaillant, Chauvière, Coutant et Marcel Sembat.

§ III. — Principaux États Étrangers.

Si nous jetons un coup d'œil sur les principales législations étrangères relatives au droit de chasse, nous constatons que toutes les nations modernes n'ont pas

encore reconnu le principe admis en France en vertu duquel le droit de chasse est un attribut de la propriété. Dans les pays qui reconnaissent ce principe, nous trouvons, au point de vue historique, une évolution d'idées analogue à celle qui s'est produite en France mais plus tardive. Notre intention n'est pas d'étudier ici toutes les législations cynégétiques étrangères. Nous voulons simplement signaler les principales dont nous aurons le plus souvent l'occasion de parler.

Elles peuvent se réunir en trois groupes différents : Le premier de ces groupes comprend les pays dont le système actuel de chasse est sensiblement le même que celui de notre loi française. Il en est ainsi, notamment, pour l'Angleterre, la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Espagne et la Russie.

Dans le second groupe, se placent l'Allemagne, l'Autriche et la Hongrie qui reconnaissent, en principe, le droit de chasse comme attribut de la propriété mais règlent son exercice d'une façon très différente de la législation française.

Enfin, le troisième groupe comprend les divers pays tels que l'Italie et la Suisse dont les lois cynégétiques sont basées sur des principes tout à fait différents du nôtre.

PREMIER GROUPE

Angleterre. — Au temps des Bretons qui menaient une vie sauvage et pastorale, les terrains n'étaient pas clos et n'étaient que peu ou point cultivés. Les habitants

tiraient en grande partie leur subsistance de la chasse dont ils jouissaient tous en commun. C'était le droit naturel seul qui régissait la chasse. Mais, lorsque sous les Saxons, on commença à défricher les terres et à les enclore, les animaux sauvages se retirèrent naturellement dans les bois et dans les lieux déserts. Ces terrains prirent le nom de forêts et n'ayant pas été compris dans la première distribution des terres, furent considérés comme appartenant à la Couronne. Le roi seul pouvait donc y chasser.

En dehors de ces lieux réservés aux plaisirs du souverain, tout individu avait entière liberté de chasser sur ses propriétés. La charte rendue par le roi Canute, charte dite de Winchester, en 1062, consacre ce droit : *Volo ut omnis liber homo pro libito suo habeat venerem sive viridem in planis suis super terras suas, sine chacea tamen, et divident omnes meam ubicumque eam habere voluero*. Cette charte reconnaissait, en outre, à quelques particuliers le droit de chasser dans les forêts royales. Il faut même remarquer que, parmi ces personnes privilégiées, étaient compris les évêques et les abbés, tandis que le droit canonique et les canons de l'Église publiés sous le roi saxon Edgar, leur interdisaient l'exercice de la chasse. Une loi d'Édouard-le-Confesseur reconnut à nouveau le droit appartenant à chacun de chasser sur ses propriétés privées, droit consacré déjà par la charte de Winchester : *Sit quilibet homo, dit cette loi, dignus venatione sua in sylvis et in agris sibi propriis, et in dominio suo,*

et abstineat omnis homo a venariis regiis, ubicumque pacem eis habere voluerit.

Cette liberté reconnue au temps des Bretons et des Saxons disparut avec l'invasion des Normands. Ceux-ci, apportant dans l'île les coutumes féodales, répandirent la notion que le droit de poursuivre et de capturer le gibier appartenait au roi seul ou à ceux qu'il y autorisait. Les animaux sauvages, comme choses n'appartenant à personne, faisaient partie des régales au même titre que les épaves et les trésors. Les rois, en vertu de ce principe, réclamaient et exerçaient la prérogative d'établir des « *forest* » partout où il leur plaisait sur les terres de leurs sujets et défendaient sous des peines très sévères, à quiconque d'y chasser sans leur permission.

Diverses réclamations armées s'étant produites, le roi Jean d'abord et son fils ensuite donnèrent leur consentement à deux fameuses chartes des libertés anglaises la *Magna Carta* et la *Carta de foresta*. Par cette dernière, rendue pendant la neuvième année du règne d'Henri III, c'est-à-dire en 1225, la royauté rendait libre toutes les forêts d'institution récente, ainsi que les adjonctions appelées « *purlieus* » faites aux anciennes forêts saxonnes. Elle ne conservait le privilège que sur les forêts déjà existantes au temps des Saxons, et s'interdisait le droit d'en créer de nouvelles.

Malgré ces concessions, la chasse n'était pas encore complètement libre pour les propriétaires. Il ne suffisait pas, pour pouvoir chasser, d'être propriétaire du terrain,

car le statut XIII^e de Richard II, déclare que « nul ne peut chasser s'il n'a des moyens suffisants d'existence ». Il fallait en conséquence avoir en terres un revenu de 40 shillings ou bien être fils d'esquire ; autrement dit, il suffisait d'être qualifié soit par le rang, soit par la fortune. Ces dispositions étaient inspirées par la crainte de voir des gens de bas étage et dénués de ressources se réunir en armes sous prétexte de chasse et se soulever contre la royauté mal établie. En outre, pendant longtemps, la noblesse seule put tuer ou avoir en sa possession toute une classe d'animaux et d'oiseaux. « Les lois actuelles, disait Blakstone, établissent au lieu d'un seul chasseur puissant un petit Nemrod dans chaque manoir. »

Quant aux ecclésiastiques, nous savons que le droit canonique leur interdisait totalement la chasse, se basant sur ce mot de saint Jérôme : *Venatorem nunquam legimus sanctum*. Au lieu de sanctionner, comme en France, les prohibitions de l'Église, les lois séculières en Angleterre, même au temps de la religion romaine, permirent aux ecclésiastiques l'exercice de la chasse afin de les rendre plus dispos pour l'accomplissement de leurs devoirs. On ne saurait douter que les ecclésiastiques aient eu le droit de chasser d'après les lois anglaises : « La *Carta de foresta*, dit M. Faider, avait permis aux archevêques et évêques qui se rendaient aux ordres du roi, de tuer deux cerfs ou daims dans ses forêts sous certaines conditions. C'était aussi une des prérogatives royales que de prendre possession de la moute

d'un évêque à sa mort ou d'une somme à convenir à titre de compensation. Certaines contraventions de chasse, enfin, étaient considérées comme félonies sans privilège clérical, ce qui emporte nécessairement la pensée qu'elles pouvaient être commises par des clercs. » Toutefois, il y avait, à la fin de l'époque féodale, une différence entre les clercs et les laïques en ce que ceux-ci ne pouvaient chasser que s'ils avaient un revenu de 40 shillings, tandis qu'il fallait pour les ecclésiastiques un revenu de 10 livres sterling.

Le statut de Guillaume IV du 5 octobre 1831 vint établir une transformation radicale et fut pour l'Angleterre ce qu'avait été pour la France le décret du 7 août 1789. La liberté de chasser fut rendue aux particuliers beaucoup plus tôt en Angleterre qu'en France puisque la *Carta de Foresta* date de 1225 et fut rendue par Henri III dont le règne correspond à celui de Saint-Louis. Par contre, cette liberté fut complète en France plus tôt qu'en Angleterre, car le statut de Guillaume IV date du 5 octobre 1831 et se trouve, par conséquent, postérieur de 42 ans au décret du 7 août 1789.

Actuellement, la chasse est réglée par un nombre considérable d'anciens statuts et de lois plus récentes. L'Angleterre aime les vieilles traditions ; elle a deux sources principales de législation : la coutume *common law* et les lois écrites *statute law* ; mais il est rare d'y voir une loi complètement abrogée et remplacée par une loi subséquente.

La réforme du statut de Guillaume IV consistait

principalement en ce que toute personne munie d'une licence ou permis de chasse reçut le droit de chasser sur son propre domaine ou sur le domaine d'autrui avec l'autorisation du propriétaire. Les propriétés, en Angleterre, en vertu d'une fiction légale, relèvent en principe du souverain et le droit de chasse n'est qu'une concession faite au propriétaire ; mais depuis l'act de Guillaume IV, il n'est plus nécessaire pour pouvoir chasser sur sa propriété d'avoir une certaine situation sociale ou un titre ; il suffit d'avoir une licence. Les permis de chasse et de port d'armes sont réglementés par l'act des 23^e et 24^e années du règne de Victoria (13 août 1860) et l'act des 33^e et 34^e années du même règne (1870). La licence de chasse ou « *game licence* » est délivrée par le juge de paix au propriétaire ou à l'occupant, c'est-à-dire à celui qui jouit du droit de chasse car, depuis le « *Ground game act* » (43^e et 44^e années du règne de Victoria) du 7 septembre 1880, le droit de chasser le lièvre et les lapins se rattache au fait de la possession du sol et le possesseur seul, à l'exclusion du propriétaire, peut chasser ou autoriser à chasser ces espèces de gibier.

Belgique. — Les traces de la législation française sont très sensibles en Belgique. Les provinces qui plus tard devaient former cet État furent d'abord soumises au droit naturel, puis au droit féodal, le droit de chasse appartenant alors uniquement au souverain ou aux nobles en vertu d'une concession expresse ou tacite de sa part.

Il y avait cependant exception pour les duchés de Brabant et de Limbourg. Une charte de Jeanne de Ven-ceslas du 3 janvier 1355 dite de joyeuse entrée reconnut la chasse comme un droit personnel attaché à la qualité de Brabançon ou de Limbourgeois. Chacun pouvait donc chasser dans ces duchés à la seule condition d'être propriétaire ou d'avoir l'autorisation d'un propriétaire. Quelques exceptions seulement furent apportées peu à peu à cette règle relativement à certaines espèces de gibier.

Réunie à la France par le décret du 9 vendémiaire an IV, la Belgique fut soumise aux lois françaises, et le régime féodal fut aboli. Les décrets de 1790, de 1810 et de 1812, reçurent leur application et furent confirmés le 14 août 1814 par le prince souverain des Provinces unies des Pays-Bas.

Ayant recouvré son indépendance en 1830, la Belgique se donna, le 26 février 1846, une loi cynégétique qui reproduit la loi française de 1844. Bien que modifiée par une loi du 29 mars 1873 sur la répression des délits, la loi de 1846 fut reconnue insuffisante, surtout contre le braconnage, et fut remplacée par la loi actuelle promulguée le 28 février 1882.

Luxembourg. — L'histoire du droit de chasse, dans le grand duché de Luxembourg, comme en Belgique, est à peu près la même qu'en France. Avant 1795, le droit féodal était la seule règle. Il suffit de citer pour cette époque le très important placard des archiducs

Albert et Isabelle du 31 août 1613 qui servit de base à tous les édits subséquents.

Après la réunion à la France du 9 vendémiaire an IV, la législation française vint remplacer le droit féodal jusqu'au moment où le Luxembourg fut incorporé au royaume des Pays-Bas. L'ordonnance du 18 août 1814 sur la communalisation de l'exercice du droit de chasse fut alors applicable, mais fut remplacée le 21 février 1822 par la législation française qui régit à nouveau le Luxembourg jusqu'en 1843, bien qu'il fut placé sous le protectorat des Pays-Bas par les traités de 1815. Enfin, le 7 juillet 1843, fut promulguée une loi inspirée de la loi française de 1844. Reconnue insuffisante comme la loi belge de 1846, elle fut à son tour remplacée par la loi actuelle du 5 mai 1883.

Pays-Bas. — La même évolution se retrouve dans les Pays-Bas. D'abord régi par le droit naturel, le droit de chasse fut ensuite restreint par les principes du droit féodal. Jamais cependant, à la différence de ce qui se passa au Moyen-Age dans la plupart des autres pays, la chasse ne fut considérée comme un droit régalien appartenant au souverain seul ou à ceux auxquels le pouvoir sans limites du souverain voulait bien le concéder. Jamais il ne fut permis, même à ces derniers, de chasser sur la propriété d'autrui sans le consentement du propriétaire, mais ce consentement était présumé pour les propriétés non closes. Les privilèges accordés par le souverain ne s'étendaient que sur les dunes ou garennes

faisant partie des domaines du souverain ou de l'État. Le seul droit vraiment régalien de cette époque consistait dans le droit, pour le gouvernement, d'accorder et de refuser arbitrairement le permis de chasse et de port d'armes.

La République Batave ayant été proclamée en 1793 tout droit seigneurial fut aboli. Le droit de chasse lui-même disparut en 1798 mais l'ancien état de choses fut rétabli en 1805. Réuni à l'empire Français le royaume de Hollande est soumis à notre législation de 1809 à 1813 époque à laquelle il recouvre son indépendance. Plusieurs des droits seigneuriaux abolis par la législation française reparaissent alors avec la loi du 11 juillet 1814 modifiée et complétée successivement par plusieurs arrêtés royaux. Le caractère féodal de ce régime ne disparut qu'en 1852. Une loi du 6 mars 1852 remplacée par celle du 1^{er} juillet 1857 reconnaît les principes modernes en vertu desquels le droit de chasse appartient au propriétaire du sol. La loi des 14 et 15 avril 1886 actuellement en vigueur modifie la précédente et proclame à nouveau ces principes.

Espagne. — En Espagne le droit féodal ne disparut qu'en 1837 et quelques dispositions de la législation actuelle, rares il est vrai, se ressentent encore vaguement de son esprit. Les anciens états et les provinces, dont se compose la monarchie espagnole étaient régis par des lois ou *fueros* provinciaux qui leur étaient propres ; mais depuis 1829 de nombreuses tentatives faites en

vue d'établir une législation uniforme aboutirent à la *Ley de Caza* du 10 janvier 1879. Cette loi, très complète, votée par les Cortès en 1878 et promulguée sous le règne d'Alphonse XII reconnaît le droit de chasse comme attribut de la propriété.

Russie. — La Russie reconnaît également ces principes. Elle donne au propriétaire seul le droit de chasser sur ses propriétés privées et laisse en outre aux particuliers un droit plus ou moins étendu sur les terres de la couronne et sur les terres communales. A la différence des États précédemment cités, le droit féodal n'y fut jamais appliqué. La chasse fut au contraire libre pendant longtemps, à condition de ne pas usurper sur les droits des propriétaires du sol et de ne causer aucun dommage aux propriétés.

Après l'abolition du servage il devint indispensable de réglementer cette matière afin de prévenir les désordres qui sans cela se seraient infailliblement produits. Divers décrets impériaux et règlements relatifs notamment aux engins et modes de chasse autorisés, aux époques d'ouverture et à la protection du gibier furent rendus dans ce but. Plusieurs projets de lois soumis à l'examen du Conseil d'État aboutirent au règlement du 1^{er} mars 1892.

DEUXIÈME GROUPE

Allemagne. — De même qu'en France et en Angleterre le droit de chasse en Allemagne a passé par trois

périodes successives. Libre d'abord il devient ensuite le privilège d'une certaine classe de la société pour être enfin reconnu comme inhérent au droit de propriété.

Au temps des anciens Germains nous constatons une pleine liberté du droit de chasse en faveur des propriétaires. Les anciennes lois ne s'occupaient que de la réparation du préjudice causé par le gibier, et du vol des chiens ou des engins de chasse. Elles ne renfermaient que, d'une façon toute incidente, quelques dispositions relatives au droit de chasse proprement dit.

Bientôt, avec le Moyen-Age, la classe des petits propriétaires libres devint de plus en plus rare et la grande propriété foncière finit par se concentrer entre les mains de quelques seigneurs. Le droit de chasse, accessoire de la propriété, leur appartint dès lors presque exclusivement. La chasse interdite aux sujets devint un droit régalien réservé à ceux qui gouvernaient le peuple et le territoire et ne fut plus permise qu'à ceux que le souverain autorisait spécialement. Trois motifs contribuèrent à ce résultat. D'abord le désir d'assurer l'ordre des choses établi par la conquête, car si les sujets, nouvellement soumis, avaient eu pleine liberté pour porter sur eux les armes nécessaires à la chasse, ils auraient pu, sous prétexte de se livrer à cet exercice, troubler la tranquillité publique. En second lieu la crainte de voir délaisser pour ce plaisir les travaux utiles de l'agriculture. Enfin la protection du gibier que les princes entendaient conserver pour se récréer. En vertu des

principes féodaux, toutes les terres appartenait en principe au souverain. Lorsque celui-ci concédait un fief à l'un de ses vassaux il était censé se réserver les droits utiles et honorifiques tels que le droit de chasse. Ce droit appartenait ainsi sur tout le territoire au prince seul qui pouvait soit l'exercer lui-même, soit le concéder à certains individus spécialement désignés ou à certaines classes de personnes. Les concessions de ce genre étaient constatées par un acte qui en déterminait l'étendue, notamment le genre de chasse et les espèces de gibier auxquels elles donnaient droit. Elles étaient révocables au gré du concédant.

Certaines personnes ne pouvaient pas obtenir ces concessions et ne pouvaient aucunement chasser. L'Église défendait aux ecclésiastiques les plaisirs cynégétiques mais les lois allemandes les permettaient aux princes de l'Église et aux prélats ayant une juridiction séculière. Cette permission n'avait lieu cependant qu'à titre exceptionnel, afin de procurer à ces ecclésiastiques une honnête distraction et à condition d'en user avec modération.

Il est une autre catégorie d'individus auxquels aucune concession ne pouvait être faite. Ce sont les cultivateurs. L'empereur Frédéric craignant qu'ils ne négligeassent les travaux de l'agriculture leur avait défendu toute espèce de chasse.

L'application de ce régime du droit régalien et des concessions laissait donc en Allemagne, comme d'ailleurs dans tous les pays au Moyen-Age, libre cours au

bon vouloir, à l'arbitraire et aux exigences du seigneur féodal. Pour justifier ce régime, le *Corps de Droit* de l'empereur Frédéric, rendu en 1752, déclarait que toutes les choses qui n'ont pas de maître, telles que le gibier, font partie du droit régalien. Les animaux sauvages sont, d'après cette théorie, des régales et « c'est pourquoi, dit le texte, personne ne peut, sans notre consentement et une concession de notre part, prendre des oiseaux dans l'air, etc..... ».

Ces principes féodaux étaient tellement enracinés en Allemagne, qu'au moment même où en Europe le droit féodal disparaissait, Frédéric-Guillaume II publiait, le 5 février 1794, pour la Prusse, l'*Allgemeines Landrecht*, véritable Code féodal qui, modifiant ce que les anciennes pénalités avaient de trop cruel, n'en maintenait pas moins ce qui existait dans le passé.

L'idée de droit régalien subsista donc très longtemps, mais on sentit cependant, en présence du progrès des idées françaises le besoin d'expliquer ce droit de *Jagdregal*, non plus par les principes féodaux, mais par une autre raison. Les auteurs imaginèrent de représenter le droit régalien comme appartenant aux droits communs de la souveraineté de l'État et le rattachèrent au pouvoir que l'État possède de réglementer la chasse dans un intérêt de sécurité publique. Ce principe de droit public de la souveraineté de l'État est parfaitement juste. L'État peut réglementer la chasse, mais entre la réglementation et l'absorption complète la différence est trop grande pour que cette théorie puisse justifier l'état

de choses qui existait en Allemagne encore dans la première moitié de ce siècle.

Ce n'est, en effet, qu'à une époque toute moderne, en 1848, que se fit en Allemagne la grande révolte contre les idées féodales et tous les abus du Moyen-Age, révolution analogue, quoique moins sanglante et beaucoup plus tardive que celle qui bouleversa la France de 1789 à 1794. Toutes les lois promulguées en Allemagne à cette époque reconnaissent le principe que le droit de chasser sur un domaine quelconque appartient au propriétaire et que nul ne peut y chasser sans son consentement. Sous ce rapport : « l'année 1848 a été pour l'Allemagne ce qu'avait été pour la France la fameuse nuit du 4 août ; mais l'orage passé et la révolution étouffée, les anciens abus ne tardèrent pas à repaître. Ne craignant plus pour leur existence, les gouvernements n'hésitèrent pas à donner satisfaction aux réclamations passionnées des grands propriétaires et par les lois qu'ils promulguèrent dès 1850 à revenir sur les concessions qui leur avaient été arrachées (1). »

Le décret du 31 octobre 1848, rendu par Frédéric-Guillaume à Sans-Souci, porte : « 1° Tout droit de chasse sur le fonds d'autrui est aboli sans exception. Les possessions et concessions réciproques des ayants-droit de chasse actuellement en vigueur viennent à tomber. 2° Le droit de chasse ne peut être séparé du fonds et ne saurait se concevoir comme droit particulier. » En

(1) Clavé, *La Chasse en France*.

outre, ce décret reconnaît les syndicaux de propriétaires : « Il est loisible, dit-il, aux propriétaires voisins de réunir leurs domaines en un canton de chasse et d'en louer la chasse par adjudication publique ou de la faire exercer par un chasseur ou bien aussi de ne pas en user du tout. Aucun propriétaire ne peut cependant être contraint à semblable union. »

Bientôt se produisit en Allemagne ce qui s'était produit en France après le 4 août 1789. Un nombre énorme de chasseurs se rua au travers des champs et des forêts dont l'accès leur avait été interdit jusqu'alors. Ils furent pris d'une telle ardeur pour ce plaisir nouveau que le gibier fut détruit dans des proportions inquiétantes, à tel point que l'on pouvait en craindre l'extermination. C'est alors que, deux ans après le décret de 1848, fut rendu celui du 7 mars 1850, qui étendit à toute la monarchie prussienne, avec quelques modifications, un système déjà pratiqué avant 1848 dans le gouvernement du Bas-Rhin. En 1814, le gouverneur général des provinces du Bas-Rhin et du Rhin-Moyen, provinces qui plus tard formèrent la Prusse Rhénane, avait rendu un décret aux termes duquel les terres étaient divisées en cantons de chasse et louées au profit de la commune. Les propriétaires d'un bloc de terres de 50 hectares au moins, sans enclaves, conservaient seuls le droit de chasser sur leurs terres concurremment avec le fermier de chasse. D'après un décret royal du 17 avril 1830, ces locations eurent lieu au profit non plus de la caisse communale, mais des propriétaires des champs ainsi

affermés. Ce second régime était beaucoup plus juste car le premier conduisait à une expropriation forcée des petits propriétaires et sans indemnité. Le décret de 1830 modifiait en outre le chiffre d'hectares nécessaires pour qu'un propriétaire pût conserver personnellement l'exercice du droit de chasse sur ses terres. Il exigeait non plus 50 hectares, mais simplement 300 morgen, c'est-à-dire 25 hectares $1/2$. Aboli par le décret impérial de 1848, ce système fut bientôt regretté par les habitants de la Prusse Rhénane, qui en réclamèrent le rétablissement. Le décret du 7 mars 1850 reconnaissant l'utilité pratique de ce système du décret de 1830 l'étendit, avec quelques modifications, à toute la monarchie prussienne.

Il existe dans l'empire d'Allemagne en matière de chasse comme en beaucoup d'autres, des règles générales et des textes spéciaux aux divers pays qui composent l'Empire. Depuis 1871, époque à laquelle la Confédération du Nord et la Confédération du Sud furent réunies pour ne plus former qu'un seul empire sous la souveraineté du roi de Prusse, l'œuvre d'unification fut beaucoup facilitée. Malgré tout, en dehors des dispositions générales telles que le Code pénal allemand promulgué le 31 mai 1870, la chasse continue à être réglée différemment dans les vingt-six États qui composent l'empire d'Allemagne. Aucun projet d'unification n'a encore abouti mais dans tous ces États se retrouve à peu de chose près le même principe. C'est également le système autrichien.

Nous nous contenterons de citer les principaux textes relatifs à notre sujet qui régissent actuellement la chasse en Allemagne :

En *Prusse*, outre la loi du 7 mars 1850 sur le régime de la chasse et celle du 26 février 1870 sur les époques où elle est autorisée, il faut citer la loi du 1^{er} août 1883 qui, relative à la compétence des autorités administratives, traite subsidiairement de la police de la chasse. Certains sujets sont traités par des lois spéciales telles que la loi d'empire du 22 mars 1888 sur la protection des oiseaux et celle du 11 juillet 1891 sur les dommages causés par le gibier.

Dans le *Grand Duché de Bade* la loi du 26 juillet 1848 fut remplacée par celle du 2 décembre 1850 que vint ensuite modifier la loi très complète et actuellement en vigueur du 29 avril 1886. Une ordonnance ministérielle du 6 novembre 1886 assure l'exécution de cette dernière loi.

En *Saxe* la chasse est réglée par une loi du 1^{er} décembre 1864 modifiée le 22 juillet 1876.

Dans le *Royaume de Wurtemberg* la loi cynégétique du 27 octobre 1855 fut complétée par l'ordonnance royale du 12 août 1878 relative au temps où la chasse est autorisée et modifiée elle-même par une ordonnance du 30 juillet 1886. On peut encore citer l'ordonnance royale du 3 octobre 1890 sur la protection des petits oiseaux.

L'*Alsace-Lorraine* resta longtemps soumise à la loi française de 1844 mais cet état de choses disparut avec

la loi du 7 février 1881 complétée par la loi du 7 mai 1883 sur la police de la chasse et l'ordonnance du 20 juin de la même année.

En *Bavière* la chasse est réglementée par la loi du 30 mars 1850 et l'ordonnance du 15 novembre 1889 sur la protection des oiseaux.

Autriche. — Le système allemand se retrouve dans l'empire d'Autriche et le royaume de Hongrie. Ces deux États depuis 1867 forment une même nation, mais avec une constitution dualiste, de sorte que la Hongrie, tout en faisant partie des États autrichiens, possède une législation particulière sur la chasse. L'empire d'Autriche proprement dit ne jouit pas lui-même d'une législation uniforme en cette matière. Il se compose en effet de nombreuses provinces et principautés (pays cisleithans) dont les affaires communes sont soumises à la représentation de l'empire, mais qui ont chacune un statut provincial spécial. Il y a donc pour la chasse, comme en Allemagne, des règles générales et des règles spéciales.

Comme l'Allemagne aussi l'empire d'Autriche ne vit disparaître complètement le droit féodal qu'en 1848 avec la patente impériale du 7 septembre de la même année. Auparavant la chasse sur le littoral autrichien avait été régie par l'Édit de Marie-Thérèse en date du 7 janvier 1769 qui, tout en reconnaissant au propriétaire le droit de chasser sur ses terres, laissait également ce droit sur les propriétés privées non-clôturées et non-cultivées, à toute

personne munie d'une licence régulière délivrée par les magistrats impériaux. Les paysans et les bourgeois ne pouvaient d'ailleurs pas chasser, ce droit leur ayant été enlevé par une patente impériale du 28 février 1786.

La patente du 7 septembre 1848 qui vint abolir le droit féodal et toute chasse sur le terrain d'autrui fut à son tour remplacée par celle du 7 mars 1849 dont les principes, analogues à ceux du système allemand, sont toutefois un peu moins restrictifs à l'égard des petits propriétaires.

Le 15 décembre 1852 le ministre de l'Intérieur adressait aux gouverneurs des provinces formant l'empire une instruction leur prescrivant de publier toutes les dispositions légales qu'ils jugeraient nécessaires pour assurer la police de la chasse et protéger les intérêts des chasseurs et des cultivateurs, à condition de se conformer aux dispositions du décret du 7 mars 1849. Ce sont ces diverses ordonnances rendues en vertu de l'instruction de 1852 qui forment l'ensemble de la législation sur la chasse en Autriche. Nous croyons inutile de les énumérer. Elles ont nécessairement entre elles un grand rapport, étant donné leur point de départ commun qui se trouve, avons-nous dit, dans le décret de 1849.

Hongrie. — Le royaume de Hongrie séparé de l'Autriche au point de vue constitutionnel, depuis 1867, conserva tout d'abord en matière de chasse les lois et règlements qui la régissaient avant cette époque. Les lois VI de l'année 1872 et XLIV de 1876 vinrent modi-

fier cette législation mais furent elles-mêmes remplacées par la loi du 19 mars 1883 actuellement en vigueur. Cette dernière fut complétée par la loi XXIII sur la taxe des armes et la taxe de chasse mentionnée le 8 et promulguée le 13 août 1883.

TROISIÈME GROUPE

Italie. — Le droit féodal en Italie remplaça au Moyen-Age les principes du droit naturel consacrés par le Droit romain qui s'y était maintenu pendant longtemps. Tandis qu'il y a pour la pêche une loi de 1877 commune à tout le royaume, on ne trouve pas encore aujourd'hui, malgré de nombreux projets, de législation uniforme pour la chasse qui reste régie par des lois et ordonnances très diverses suivant les provinces. D'une façon générale il est permis d'y chasser partout où ce n'est pas défendu. Les seules lois communes à tout le royaume et relatives à notre matière sont les lois du 6 juillet 1871 sur le port, la vente et la fabrication des armes ; les lois du 26 juillet 1868 et 8 juin 1874 modifiées par celle du 19 juillet 1880 relatives aux taxes afférentes aux permis de port d'armes et aux permis de chasse.

Suisse — En Suisse, la chasse est régie par la loi fédérale du 17 septembre 1875 et le règlement d'exécution du 12 avril 1876, mais elle n'est cependant pas réglée d'une façon uniforme. Cette loi contient, en effet, des dispositions générales applicables à tous les can-

tons, par exemple pour les époques d'ouverture et de fermeture et pour la protection des oiseaux, mais elle laisse, sous réserve de ces dispositions, pleine liberté aux pouvoirs législatifs des cantons. Elle leur laisse notamment le droit de choisir entre deux systèmes de chasse, celui des chasses louées et celui des chasses avec patentes ou permis. Il en résulte une législation assez compliquée, surtout au point de vue des patentes ou permis de chasse qui sont très nombreux et très variés. Nous critiquerons en son temps le système suisse en vertu duquel l'État se considère comme propriétaire du droit de chasse et vend aux particuliers des permis qui leur confèrent le droit de chasser où bon leur semble dans le canton, sauf seulement dans les propriétés closes de murs ou dans un certain rayon autour des habitations.

DEUXIÈME PARTIE

DROIT ACTUEL

Nous avons vu l'évolution progressive du droit de chasser qui, d'abord complètement libre et sans limites, devint, avec les constitutions féodales, le privilège exclusif de certaines classes de la société, pour se confondre ensuite avec le droit de propriété dont il est un attribut. Ce changement s'opéra brusquement en France et plus ou moins rapidement dans les divers pays. Ce principe qui, d'ailleurs, n'est pas encore reconnu dans toutes les nations modernes et auquel il conviendrait peut-être d'apporter en pratique certains tempéraments, est, en tous cas, celui qui régit actuellement la France grâce à la loi du 3 mai 1844. Tout propriétaire foncier, qu'il soit noble ou non, peut aujourd'hui chasser sur ses terres ou concéder ce droit. Nous n'avons plus rien d'analogue aux prohibitions de l'ancienne législation. Toute personne est, en principe, capable de chasser et, si notre loi indique certains individus auxquels l'administration peut ou même doit refuser les permis de chasse, c'est uniquement par nécessité d'ordre public et non point par souvenir des défenses de l'ancien droit.

Un ministre du culte peut, si bon lui semble, poursuivre et tuer le gibier tout comme un autre individu, et si nous voyons peu d'ecclésiastiques se livrer au plaisir de la chasse, ce n'est pas qu'il y ait à cela un obstacle juridique, mais simplement parce que nos mœurs considèrent, encore aujourd'hui, cet exercice comme un peu trop brutal et trop cruel pour se concilier aisément avec le caractère essentiellement paisible et doux du sacerdoce. Les étrangers peuvent chasser comme les nationaux. Les femmes aussi possèdent ce droit que l'ancienne jurisprudence leur refusait, car aucun texte ne le leur défend, et si l'exercice de la chasse est peu répandu parmi les femmes c'est uniquement parce qu'il est trop dur pour leur sexe.

La loi de 1844 s'est-elle bornée à reconnaître ces principes? Non, sans quoi elle n'eût rien ajouté au décret du 30 avril 1790 qui proclamait le droit pour tout propriétaire de détruire ou de faire détruire « sur ses possessions seulement » toute espèce de gibier, sauf à se conformer aux mesures de police telles que l'obligation du port d'armes; ni au décret de 1810 qui créa le permis de port d'armes de chasse. La loi de 1844 en réglementant la police de la chasse se proposait un triple but: interdire le permis de chasse aux personnes dans les mains desquelles la présence d'une arme à feu pouvait constituer un danger soit pour elles mêmes soit pour la société; protéger la propriété contre les dégâts du chasseur; favoriser la conservation du gibier et sa reproduction. C'est ce qui ressort nettement des pa-

roles prononcées par le garde des sceaux au sujet de la loi : « L'opinion publique, disait-il, accusait depuis longtemps notre législation sur la chasse, de faiblesse et d'insuffisance. Elle demandait contre le braconnage des moyens de répression plus sévères et plus efficaces. Le vœu qu'elle a exprimé a été entendu par le Gouvernement et les Chambres : la loi sur la police de la chasse a été rendue. Si cette loi est exécutée comme elle doit l'être, avec une sage fermeté, elle fera cesser les abus qui excitaient de si vives et de si justes réclamations. Elle sera un bienfait pour la propriété et l'agriculture qui regardaient avec raison les braconniers comme l'un de leurs plus redoutables fléaux. Elle préservera le gibier de la destruction complète et prochaine dont il est menacé. Elle aura, enfin, un résultat moral qui doit l'agrandir et en relever l'importance aux yeux de tous les gens de bien : elle empêchera une classe nombreuse et intéressante de la société de se livrer à des habitudes d'oisiveté et de désordres qui conduisent trop souvent au crime. » Malheureusement ce but n'a été atteint que bien imparfaitement et notre législation est encore aujourd'hui insuffisante pour arrêter le braconnage et la disparition très sensible du gibier.

Quoi qu'il en soit, la loi de 1844 dans cet ordre d'idées fut divisée en quatre parties :

La première, qui seule nous occupera, comprend toutes les dispositions relatives à l'exercice de la chasse.

La seconde détermine les peines applicables à chaque infraction.

La troisième règle la manière dont les délits doivent être constatés et poursuivis.

La quatrième contient quelques dispositions transitoires.

Voyons quelles sont les conditions exigées par notre loi pour qu'un individu puisse chasser légalement. Elles se ramènent à quatre qui se retrouvent, sauf exception, dans la plupart des autres pays.

Il faut : 1° Être muni d'un permis de chasse (article 1^{er}, § 1^{er}) ;

2° Être propriétaire du terrain où l'on chasse ou tout au moins agir avec le consentement du propriétaire ou de ses ayants droit (article 1^{er}, § 2) ;

3° Que la chasse soit ouverte, sauf exception pour les terrains clos ;

4° Que les engins employés ne soient pas prohibés (article 9).

Nous nous sommes proposé comme but, avons-nous dit, d'étudier simplement les conditions se rapportant à la personne même du chasseur. Nous laisserons donc de côté la questions des engins prohibés et celle de l'époque où la chasse est permise.

Toutefois, nous voudrions faire sur ce dernier point, évidemment très important, une remarque. Aux termes de l'article 3 de la loi de 1844, modifiée par la loi du 25 janvier 1874 « les préfets détermineront par des arrêtés publiés au moins dix jours à l'avance les époques des ouvertures et celles des clôtures des chasses, soit à tir, soit à courre, à cor et à cris, dans chaque dépar-

tement ». Les récoltes étant en effet plus ou moins avancées suivant les régions, la chasse ne peut être ouverte uniformément dans toute la France. Il en résulte que la chasse peut se trouver ouverte ou fermée à des époques différentes dans deux départements voisins, et cet état de choses présente incontestablement de grands inconvénients.

Le colportage du gibier est en effet permis ou prohibé, suivant que la chasse est permise ou défendue, et souvent il arrive qu'un individu qui a chassé légalement pendant toute une journée sur le territoire d'un département où la chasse est ouverte et qui habite dans un département voisin où elle est fermée, se trouve le soir dans l'impossibilité de rentrer chez lui en emportant son gibier, sous peine de se voir dresser procès-verbal. Bien plus, il est impossible d'expédier du gibier, quand bien même la chasse serait ouverte à la fois au lieu d'expédition ou de départ, et au lieu de destination ou d'arrivée, s'il se trouve, entre ces deux points extrêmes, des endroits intermédiaires où la chasse est fermée. (Ainsi jugé par la Cour de Paris, dans un arrêt du 22 novembre 1844.)

Un autre inconvénient de ce système c'est de faciliter le braconnage en permettant, là où la chasse est ouverte, le colportage et la vente du gibier alors que ce dernier provient souvent d'endroits où elle est défendue. Le contrôle est presque impossible.

Sans doute, ces inconvénients sont de beaucoup atténués par une circulaire ministérielle du 4 juillet 1863, qui, pour rendre plus uniformes les dates d'ouverture, a

classé tous les départements en trois zones (nord, centre et midi) et décidé que la date serait la même pour tous les départements d'une même zone. En outre, la maturité des récoltes variant dans un même lieu, suivant les années, la composition des zones peut être modifiée par le ministre chaque année. C'est évidemment une bonne mesure, mais il faut remarquer que la circulaire dont il s'agit ne parle que de l'ouverture et laisse au préfet le soin de fixer la date de fermeture. En outre, elle n'a pas force de loi, et c'est volontairement que les préfets l'exécutent.

Que conviendrait-il donc de faire ? C'est une question très délicate, et nous sommes assez disposés pour le maintien du *statu quo*. Décider, comme le voulait un projet de loi déposé en 1885 (1), que « l'ouverture de la chasse aura lieu pour toute la France le 1^{er} septembre » et que « la chasse à tir sera close le 1^{er} janvier et la chasse à courre le 1^{er} mars », ce serait ne tenir aucun compte des intérêts de l'agriculture. Les inconvénients signalés plus haut disparaîtraient et la surveillance du braconnage serait facilitée, mais, par contre, il y aurait des régions où les récoltes seraient déjà coupées et rentrées dans les greniers, alors que dans d'autres elles ne seraient même pas à moitié mûres.

D'autre part, établir, comme en Allemagne, en Autriche et en Angleterre, qu'il y aura une seule date pour tout le territoire, mais variant suivant le rut et la

(1) Annexe au procès-verbal de la séance du 21 novembre 1885.

couvée des diverses espèces de gibier, ce serait évidemment faciliter la conservation et le repeuplement du gibier, mais cela présenterait le même danger que le projet de loi de 1885.

Il faut donc, selon nous, laisser le soin de fixer les époques d'ouverture et de fermeture aux autorités locales, qui sont, mieux que le législateur, en état de constater l'avancement des récoltes et les besoins du pays. La circulaire de 1863 nous paraît tenir un juste milieu. Tout ce que l'on pourrait faire, ce serait, croyons-nous, quelques règlements établissant des certificats d'origine pour constater la provenance du gibier de manière à surveiller efficacement le braconnage sans porter atteinte aux besoins des chasseurs. Peut-être aussi pourrait-on, comme certaines lois étrangères, donner aux chasseurs un délai pour se défaire du gibier.

En tous cas, la loi des 22 et 25 janvier 1874 est venue apporter à l'article 3 de la loi de 1844 une heureuse modification. Cet article chargeait auparavant les préfets de déterminer « l'époque de l'ouverture et celle de la clôture dans chaque département ». Le préfet ne pouvait donc fixer qu'une date uniforme pour tout le département, quel que soit le genre de chasse. Le nouveau texte porte au contraire : « Les préfets détermineront par des arrêtés publiés au moins dix jours à l'avance les époques des ouvertures et celles des clôtures des chasses, soit à tir, soit à courre, à cor et à cris, dans chaque département. » Grâce à cette innovation,

des époques différentes peuvent être fixées suivant les modes de chasse et les diverses espèces de gibier.

Nous allons aborder maintenant, sans plus tarder, l'étude des conditions personnelles du droit de chasser. Pour cela, dans un chapitre I^{er}, nous verrons le permis de chasse au point de vue du droit français et du droit comparé. Dans un chapitre II, nous étudierons les rapports de la propriété foncière et du droit de chasse d'après notre législation actuelle. Nous verrons comment sont compris ces rapports dans les divers pays modernes, en insistant plus spécialement sur le système allemand.

CHAPITRE PREMIER

DU PERMIS DE CHASSE

§ 1er. — Historique.

Aux termes de l'article 1^{er} de la loi de 1844, nul ne pourra chasser « s'il ne lui a pas été délivré un permis de chasse par l'autorité compétente ». Est-ce là une innovation? Non pas. Cette obligation est imposée pour la première fois, dans un décret du 11 juillet 1810. Mais si nous jetons un coup d'œil sur l'ancienne législation, nous voyons que, déjà dans l'ancien droit, il fallait être muni d'un permis, sinon pour chasser, tout au moins pour porter des armes. C'est dans ce permis de port d'armes que se trouve, selon nous, l'origine du permis de chasse.

Quelle est, en effet, une des principales raisons d'être de l'obligation du permis de chasse? C'est que les armes de chasse pourraient, dans les mains de certains individus, constituer un véritable danger pour la société : or, il est évident que si ce danger est devenu plus grand depuis l'invention des armes à feu, il n'en a pas moins existé de tout temps, et le besoin de s'en préserver s'est fait sentir dès l'ancien droit.

Tout en variant suivant les époques, la législation fut toujours très sévère sur ce point. L'esprit de violence qui s'était perpétué jusqu'aux siècles derniers, comme un vieux reste de l'époque barbare et du Moyen-Age, força nos rois à prohiber, dans un intérêt d'ordre public, le port d'armes, sous les peines les plus sévères. François I^{er}, Charles IX, Henri IV, rendirent à ce sujet, plusieurs ordonnances par lesquelles l'usage des armes fut interdit, même à la noblesse.

Déjà en 1288, une ordonnance de Philippe le Bel interdisait le port de « couteaux pointus, bâtons creusés, etc... ».

En 1515, François I^{er} rendit une ordonnance dont les défenses n'avaient trait qu'aux officiers des forêts royales et aux sujets qui habitaient dans un rayon de deux lieues autour des forêts de la Couronne, et dont le but était la protection du gibier de ces forêts. En outre, ceux qui avaient « châteaux ou maisons fortes », échappaient à la prohibition; les autres devaient remettre leurs armes à feu et arbalètes, en garde « au château le plus voisin ». Avec l'ordonnance de janvier 1691, ce fut chez le Maire ou l'Échevin.

Un édit du 13 juillet 1546 interdit à toutes personnes, gentilshommes et autres, de parcourir le pays avec des armes et des arquebuses. Jusque-là, en effet, les défenses ne mentionnaient pas les armes à feu employées à la chasse; ce qui le prouve, c'est que les ordonnances d'Henri IV, de 1600 à 1601, permettaient l'usage de « l'harquebouze » pour le gibier d'eau, l'interdisant

seulement pour les lièvres et les perdrix (Code de chasse). Cet édit ne fut d'ailleurs pas observé.

C'est vers 1500 que s'introduisit l'usage des armes à feu pour la chasse, par suite de l'invention du menu plomb ou dragée. Le roi, craignant de voir, grâce à ces engins dangereux, ravager les garennes, défendit, par des lettres patentes de mai 1571, « de porter ou faire porter harquebouzes, pistoles, pistolets à feu, ni arbalestres, sous peine de confiscation de corps et de biens ».

Mais en 1603, Henri IV, prétendant que l'autorisation de se servir d'armes à feu pour la chasse servait « de couverture et manteau à toutes sortes de personnes qui en voulaient abuser et porter armes, tant pour leurs querelles particulières qu'autres plus mauvais desseins, de sorte qu'il en résultait tous les jours des actes de violence », défendit expressément à « toutes personnes, de quelque état, qualité et condition qu'ils soient, de chasser dorénavant ni faire chasser à quelque sorte de chasse que ce puisse être avec l'arquebuse, ni tirer, ni la porter, ni même une pistole ou pistolet, à peine, à sçavoir, pour la noblesse, d'amende arbitraire, de confiscation des armes, et quinze jours de prison pour la première fois qu'ils y contreviendront et de la vie pour la seconde. Et pour toutes autres personnes qui ne seront de cette qualité, à la peine de la vie dès la première fois. »

Devant les réclamations de la noblesse, Henri IV, l'année suivante, se vit forcé de révoquer la déclaration

de 1603 et de permettre aux gentilshommes et seigneurs de chasser, avec des armes à feu, tout gibier non prohibé par les ordonnances, afin « de donner un moyen à notre noblesse, d'avoir plus de contentement en leurs maisons et adoucir leurs peines passées ».

Il faut donc remarquer que la prohibition subsistait pour la chasse des lièvres et des perdrix et pour tous individus autres que les « gentilshommes, gens vivant noblement, officiers de justice, gens de guerre et arquebusiers ».

Louis XIV, dans sa déclaration du 18 décembre 1660, prit dans le même sens plusieurs mesures de sûreté. Il fut interdit à toute personne autre que gentilshommes, officiers de justice, gens de guerre etc., de porter l'épée dans l'intérieur de Paris ; défense fut faite de fabriquer, vendre ou acheter des couteaux, baïonnettes, ou pistolets de poche ; le port et l'usage des armes à feu furent défendus à tous, sauf les exceptions précédentes.

Une déclaration du 4 septembre 1679, vint défendre à toute personne de porter « soit de jour, soit de nuit, sous prétexte de défense et sûreté de leurs personnes, aucunes épées, pistolets et autres armes à feu, à l'exception toutefois des gentilshommes faisant profession des armes ». Cette ordonnance, comme celle de Henri IV (1604), permit en outre aux gentilshommes ayant droit de chasse, de se servir d'arquebuses et fusils.

Plusieurs ordonnances, dans le courant du XVIII^e siècle, renouvelèrent ces dispositions.

Les textes législatifs de l'époque révolutionnaire gardèrent le silence sur la question du port d'armes. Fallait-il en conclure que l'abolition des privilèges avait rendu les prohibitions des ordonnances applicables à tous les citoyens, ou bien, au contraire, que le droit de port d'armes était accordé à tous ? C'est évidemment cette seconde solution que le législateur avait tacitement voulu consacrer. Aucun doute ne saurait s'élever sur ce point, car deux textes de cette époque reconnaissent implicitement ce principe : 1° Un décret du 20 août 1789 décida que pour assurer la tranquillité publique, les hommes sans aveu, sans métier ni profession et sans domicile seraient désarmés. Les autres pouvaient donc porter des armes. 2° Une loi du 30 avril 1790 permit aux propriétaires, possesseurs ou fermiers de repousser avec des armes à feu les bêtes fauves qui porteraient préjudice à leurs récoltes ; ce qui suppose le droit de porter ces armes.

Quoi qu'il en soit, aucun doute ne pouvait subsister à la suite de la promulgation du Code pénal de 1810. L'article 28 de ce Code, remplacé par l'article 12 de la loi du 28 août 1832, considère l'interdiction de porter des armes comme une peine encourue par les individus condamnés aux travaux forcés à temps, au bannissement ou à la réclusion ; et l'article 42 range ce droit parmi les droits civils et de famille que les tribunaux correctionnels peuvent interdire dans certains cas.

Ainsi, pleine liberté était laissée à chacun de porter des armes, à l'exception toutefois de certaines armes.

telles que poignards et pistolets, prohibées par une déclaration du 23 mars 1728, un décret du 12 mars 1806 et une ordonnance de Louis-Philippe du 23 février 1837 ; et cela, que ce soit pour se défendre personnellement ou pour chasser.

Le décret du 11 août 1810 vint modifier cet état de choses en créant le *permis de port d'armes de chasse*. A dater de ce décret, tout individu conserva l'entière liberté de porter des armes non prohibées, mais à condition de ne pas s'en servir pour chasser. Celui qui voulait chasser avec armes, employer ses armes pour la chasse, dut se munir d'un permis délivré par l'administration de l'enregistrement moyennant le prix de 30 francs.

Un décret du 14 mai 1812 vint sanctionner ces dispositions en édictant certaines peines contre ceux qui chasseraient avec des armes sans être munis de ce permis. La légalité de ce dernier décret fut contestée, car un simple acte du pouvoir exécutif ne peut édicter des peines ; mais il fut accepté par la Cour de cassation. (Cassation : 8 avril 1831, — 22 avril 1831, — 18 novembre 1831, — 3 mai 1834. — Bordeaux, 3 janvier 1834. — Rennes, 12 décembre 1836.)

Le but de ces décrets était surtout fiscal. Mais comme il n'y a que la chasse à tir, au fusil, dans laquelle on emploie des armes, le permis n'était exigé que pour ce genre de chasse et non pas pour les autres modes, tels que la chasse à courre, au filet pour les oiseaux, aux bourses pour les lapins. Il n'y avait pour ces derniers aucune formalité.

En un mot, le permis n'était exigé que pour le fait de chasser avec des armes. Il fallait la réunion de ces deux conditions : port d'armes et fait de chasse. Aussi le délit de chasse sans permis dans les bois soumis au régime forestier donnait lieu à deux procès-verbaux : l'un pour fait de chasse, poursuivi par l'administration forestière ; et l'autre pour contravention aux règlements sur le port d'armes, poursuivi par le Procureur du roi (1).

Il en est tout autrement depuis la loi de 1844.

Cette loi a remplacé le *Permis de port d'armes de chasse* par le *Permis de chasse*, et la différence entre ces deux sortes de permis est très sensible. Tout individu a, comme auparavant, le droit de porter, sans aucun permis, des armes non prohibées ; mais quiconque veut chasser doit se munir d'un permis, et cela, pour toute espèce de chasse, que ce soit avec ou sans armes, à courre ou à tir, au filet, aux bourses comme au fusil. En un mot, tout acte de chasse, tout mode de chasse est soumis à l'obligation du permis.

L'exposé des motifs de la loi de 1844 est très explicite à ce sujet : « Les décrets de 1810 et 1812 n'exigeaient le permis que pour la chasse au fusil ; ce projet l'exige pour toute espèce de chasse ; voilà pourquoi nous avons substitué aux mots *permis de port d'armes de chasse*, employés d'une manière restrictive dans les décrets de 1810 et 1812, les expressions plus générales *permis de chasse*. Ces expressions seules peuvent rendre

(1) Circulaire de la Direction des forêts du 30 octobre 1828.

l'intention du projet qui a été de ne pas borner au cas de la chasse au fusil, l'obligation d'obtenir un permis. »

M. Martin, du Nord, disait, au cours de la séance du 26 mai 1843 : « Vous approuverez sans doute la proposition de supprimer le *Permis de port d'armes de chasse*, exigé par les décrets du 11 juillet 1810 et du 4 mai 1812, qui n'était applicable qu'à la chasse au fusil, pour le remplacer par le *Permis de chasse*, applicable à tous les modes de chasse. »

Enfin, la circulaire du Ministre de l'Intérieur du 20 mai 1844 est au moins aussi explicite : « Vous aurez remarqué sans doute, Monsieur le Préfet, la différence qui existe entre la législation ancienne et la loi nouvelle, quant à l'intitulé du titre délivré par l'autorité pour rendre licite l'exercice de la chasse. De l'ancien nom, *Permis de port d'armes de chasse*, on pouvait, jusqu'à un certain point, conclure qu'il était loisible de chasser sans permis de toute autre manière qu'avec un fusil. C'est pour éviter toute équivoque que, dans la loi du 3 de ce mois, on a employé les mots : *Permis de chasse*, qui, dans leur généralité, embrassent toute espèce de chasse, soit à tir, soit à courre, soit même la chasse des oiseaux de passage, que vous aurez à réglementer en vertu de l'article 9 (1). »

C'est donc avec raison, selon nous, que la Cour de Cassation, dans un arrêt du 24 septembre 1847 (2), a

(1) *Bulletin officiel du Ministère de l'Intérieur*, p. 115.

(2) D. 47, 4, 70.

déclaré le permis de chasse nécessaire même pour la chasse des petits oiseaux à l'aide de la glu.

§ II. — Distinction du permis de port d'armes et du permis de chasse.

Le *Permis de port d'armes* et le *Permis de chasse* sont donc deux choses distinctes, et il importe de ne pas confondre ces deux expressions. Si, dans le langage courant, on les emploie souvent l'une pour l'autre, cela tient à ce qu'il n'y a plus aujourd'hui de permis spécial de port d'armes, tout individu pouvant porter librement des armes non prohibées, et, en second lieu, à ce que le permis de chasse implique nécessairement le permis de port d'armes; enfin, raison historique, à ce que le permis de chasse actuel a son origine dans le permis de port d'armes de chasse. Toutefois, par suite des considérations historiques que nous avons exposées, il faut bien les distinguer.

Certains pays, notamment l'Italie, l'Angleterre, l'Espagne et la Hongrie, font d'ailleurs nettement cette distinction.

En Italie, où l'unité législative n'est pas encore accomplie en matière de chasse, sauf pour le permis de chasse, on distinguait sous l'empire de la loi du 8 juin 1874 :

1° Le permis annuel de porter des armes à feu non prohibées, exclusivement pour la défense personnelle (prix : 5 lires);

2° Le permis de porter des armes non prohibées et de chasser avec elles (prix variant suivant l'arme employée : 20 livres pour armes à feu).

Cette loi fut modifiée par celle du 19 juillet 1880, qui fixe un prix de 50 livres pour le permis annuel de port d'armes non prohibées, même pour l'usage de la chasse, et un prix de 10 livres pour le port de toute arme devant servir à la chasse ou à la défense personnelle. En outre, cette loi exige des permis de chasse spéciaux, variant comme prix, suivant les divers modes de chasse, ainsi que nous le verrons. Or, le permis pour la chasse avec fusil est de 12 livres, aussi ce permis étant compris dans celui dit *port d'armes*, beaucoup de ceux qui le demandent, ne s'en servent que pour pouvoir porter des armes destinées à leur défense personnelle et non pour chasser.

Déjà avant ces lois, dans le Piémont, la patente royale du 29 décembre 1836 décidait, article 5, que « pour obtenir le permis de chasse avec des armes à feu, il est nécessaire que le réquérant prouve qu'il a le droit de port d'armes prescrit par les patentes royales du 28 février 1817 », et la lettre patente du 16 juillet 1844, déclarait, article 9, que « celui qui, muni de la licence du port d'armes, aura chassé avec un fusil, sans avoir aussi un permis de chasse, sera déchu de sa licence, qui lui sera retirée par la police ».

Même distinction en Lombardie, les lois piémontaises sur la chasse, lui ayant été appliquées en 1853.

En Angleterre, pour pouvoir se servir du chien, du

fusil ou autre engin, c'est-à-dire, quel que soit le mode de chasse employé, il faut être muni d'une licence, dite *game licence* (de *game* gibier). Mais, en outre de ce permis de chasse, toute personne qui, dans le Royaume-Uni, se sert d'un fusil, ou le transporte ailleurs que dans sa propriété, doit être munie d'un permis annuel de port d'armes, *gun licence* (prix 10 schellings). Ainsi le veut l'act des 33^e et 34^e années du règne de Victoria (1870) (1).

En Espagne, la *Ley de Caza* du 10 janvier 1879, exige deux permis nécessaires pour chasser : un permis de port d'armes, et un permis de chasse ; et, chose à remarquer, le permis de port d'armes est exigé même pour les chasses où le fusil n'est pas employé. « Pourra seul chasser, dit cette loi, article 28, celui qui aura obtenu du gouverneur civil de la province le permis d'user d'armes à feu et le permis de chasse. »

Enfin, dans le royaume de Hongrie (loi XXIII du 13 août 1883), chacun est tenu d'acquitter une taxe pour les armes à feu servant à la chasse, qu'il possède ou qui sont détenues ou employées par les membres de sa famille ou par ses serviteurs. Celui qui veut exercer le droit de chasser doit payer, en outre, une taxe de chasse (*vadaszati adót*). Les personnes qui ne détiennent pas d'armes, mais qui chassent avec chevaux et chiens, sont tenues seulement d'acquitter le droit de permis de chasse.

(1) Chapitres 37 et 57.

§ III. — Le permis de chasse existe presque partout.

La plupart des autres législations étrangères n'exigent, pour l'exercice de la chasse, qu'un seul permis, dit *permis de chasse* ; mais partout, ou presque partout, ce permis est exigé. Il en est ainsi, non seulement en Europe, mais dans tous les pays qui possèdent une organisation centrale suffisante pour pouvoir exercer sur la police de la chasse un contrôle efficace. Quelques rares pays seulement font exception, notamment la Finlande et la Norvège où le permis de chasse n'existe pas ; de même la Perse, où la chasse est libre pour tous, sans permis, mais réglementée de très près quant au mode de procéder, par le droit religieux musulman.

§ IV. — Raison d'être du permis de chasse.

Pourquoi est-il ainsi exigé presque partout ? Quelle est sa raison d'être ?

Nous croyons que ce permis de chasse est absolument légitime et même qu'il s'impose nécessairement, bien que cela ait été contesté dans un projet de loi déposé au cours de la session de 1876.

Les anciennes ordonnances royales sur l'interdiction de porter des armes étaient surtout motivées par une double crainte : d'abord, par celle de voir des gens armés se réunir et s'attrouper sous prétexte de chasser, mais en réalité pour tenter un coup de main contre les

institutions politiques ; en second lieu, par la crainte de laisser des armes entre les mains d'individus plus ou moins sans aveu, qui pouvaient en abuser, s'en servir pour leurs querelles ou autres mauvais desseins, et constituer, par des actes de violence quotidiens, un véritable danger pour la sécurité publique et la paix sociale.

Si la première de ces deux raisons historiques n'existe plus aujourd'hui, grâce à la solide organisation de la force publique, la seconde n'en subsiste pas moins. Il est incontestable que le pouvoir exécutif a le droit et même le devoir d'examiner l'intelligence et la moralité des individus qui se proposent d'employer des armes pour la chasse, et de n'accorder le permis nécessaire qu'à ceux qui présentent des garanties suffisantes. S'il pouvait chasser librement, un fou risquerait de se blesser lui-même ou de blesser peut-être mortellement les autres ; et un vagabond sans aveu pourrait, sous prétexte d'aller à la chasse, devenir un rôdeur de grands chemins ; de même un braconnier de profession pourrait, en toute liberté, s'attaquer à toute espèce de gibier et n'avoir aucun respect pour les propriétés. Il serait alors très difficile de surveiller ces individus, tandis qu'en leur refusant le permis de chasser, on évite ce danger, ou tout au moins on en diminue les risques.

Toutefois, si ces raisons expliquent pourquoi le législateur exige un permis pour ceux qui veulent chasser avec des armes, elles n'indiquent pas pourquoi ce per-

mis est exigé même pour la chasse sans armes, telle que la chasse à courre ou au filet. C'est qu'il y a encore d'autres motifs. « Il y a, dit M. Leroy-Beaulieu (1), des raisons de police pour que la chasse soit soumise à un certain contrôle; il n'y a pas, en effet, d'industrie qui prépare plus au crime, que celle du braconnage; et la chasse conduit aussi au maraudage, c'est-à-dire à la violation des droits de propriété. »

En outre, le gibier constitue une richesse nationale. L'alimentation publique y trouve une source importante. La destruction du gibier nous obligerait à en faire venir de l'étranger, alors que les espèces étrangères sont inférieures aux nôtres comme qualité et délicatesse. Enfin, la disparition du gibier aurait pour conséquence, non seulement d'annihiler les revenus que l'État, les communes, les bureaux de bienfaisance, les hospices, etc. tirent des locations de chasses, mais encore de léser considérablement l'industrie de l'armurerie et les intérêts de tous les ouvriers dont le métier se rapporte à la chasse.

L'État doit donc se préoccuper le plus possible de sa conservation, en le protégeant contre ses ennemis de toutes sortes; or, diminuer, si peu que ce soit, le nombre des chasseurs, c'est, dans une certaine mesure, contribuer à la reproduction et à la multiplication du gibier.

Il y a enfin une raison fiscale, et c'est surtout à ce

(1) *Traité de la Science des finances.*

point de vue que s'étaient placés les décrets de 1810 et 1812. Le permis de chasse est délivré moyennant une taxe de 28 francs. Or, de 1870 à 1890, soit pendant une période de vingt années, il a été délivré 6,724,530 permis de chassé, ce qui fait 336,227 par an. Il entre donc en moyenne chaque année, du chef des permis de chasse, dans les caisses des communes, une somme de 3,362,270 francs (10 fr. par permis), et dans la caisse de l'État, une somme de 6,052,086 francs, à laquelle il faut ajouter le prix des 336,227 feuilles de papier timbré à 0 fr. 60 qui servent à faire les demandes, soit 201,736 fr. 20. Il serait évidemment bien maladroit de renoncer à ce rapport.

En présence de ces considérations, on est étonné de voir que certains projets de loi, auxquels nous avons déjà fait allusion, aient osé contester la légitimité et la nécessité du permis de chasse; et l'on comprend facilement le peu de succès qu'ils obtinrent.

Le 30 mars 1876 (1), M. Ernest Dréolle déposait à la Chambre des députés un projet de loi dont l'article unique portait : « Les permis de chasse sont supprimés. » Il appuyait sa proposition sur ce que, d'après lui, la législation qui a exigé successivement un permis de chasse avec armes, et un permis de chasse purement et simplement, de tout chasseur, quel que soit le procédé employé, n'a créé aucune garantie sérieuse, soit pour la propriété, soit pour la nécessité publique; et que

(1) Annexe au procès-verbal de la séance du 30 mars 1876.

cette législation est au contraire la source d'abus et d'excès contre lesquels la liberté seule peut réagir. Il faut bien avouer qu'il y a en cela un peu de vrai. Sans doute le permis de chasse est parfois délivré par les autorités après un examen vraiment trop superficiel de la moralité des impétrants, et beaucoup d'individus de conduite douteuse, se servant du permis ainsi obtenu pour tromper la surveillance des agents de l'autorité et se livrer, en réalité, à un véritable braconnage.

Est-ce à dire que le permis de chasse doit être supprimé ? Faut-il le condamner pour cela ? Loin de là, car le mal serait encore plus grand. S'il y a dans la pratique beaucoup d'abus sur ce point, c'est en apportant plus de soin à la délivrance des permis qu'il faut y remédier. Il serait désirable que les maires des communes, au risque de déplaire à certains de leurs électeurs, ne délivrassent qu'à bon escient, et après mûre réflexion, le certificat de bonnes vie et mœurs exigé par les préfets et sous-préfets pour l'obtention du permis.

Comment, d'ailleurs, les signataires de cette proposition espéraient-ils donc remplacer, pour l'État et les communes, cette source importante de revenus que la suppression des permis de chasse aurait tarie ? Ils prétendaient que cette diminution de recettes serait compensée par l'augmentation du débit de la poudre et du plomb ; car, le nombre des chasseurs étant plus grand, il y aurait nécessairement plus de munitions employées. Il suffit d'une simple remarque pour répondre à ce faible argument. Si le débit de la poudre et du plomb

augmente dans des proportions suffisantes pour venir compenser les dix millions que rapporte annuellement la taxe des permis de chasse, cela suppose un nombre de chasseurs considérable ; mais alors le gibier, traqué de tous côtés, qui déjà, maintenant, devient de plus en plus rare, disparaîtra complètement en peu de temps. L'emploi de la poudre et du plomb devenant ainsi inutile, le Trésor, de toute façon et quoi qu'on dise, subirait un préjudice inévitable.

C'est donc avec raison qu'aucune suite ne fut donnée à cette proposition.

L'idée de la suppression du permis de chasse fut reprise cinq ans après par M. de Guilloutet, qui déposa, le 21 mars 1881, un projet supprimant aussi purement et simplement le permis de chasse (1). L'exposé des motifs de ce projet, qui fut déposé à nouveau le 3 novembre 1881, représente le permis de chasse de 1844 comme étant en opposition formelle avec les droits de propriété et avec les principes d'égalité civile proclamés en 1789. Avec les droits de propriété, en ce qu'un individu ne peut chasser, même sur ses propres terres, dont il est cependant le seul maître, sans un permis délivré par l'autorité compétente. C'est à cette autorité compétente qu'appartient le droit de laisser chasser et d'enlever, par conséquent, au propriétaire, une partie de ce dont il ne peut être dépossédé que pour cause d'utilité publique, la jouissance de sa propriété. Avec

(1) Annexe au procès-verbal (séance du 21 mars 1881)

les principes d'égalité civile, en ce qu'il favorise les privilégiés de la fortune en ne permettant pas à tout le monde l'usage d'un droit que, dans un but fiscal, l'État retient sur le domaine du particulier.

Les signataires de ce projet ajoutent que le permis de chasse créé par la loi de 1844 est impuissant pour assurer la conservation du gibier et est, par conséquent, inutile.

Ce projet de loi, combattu vivement à la tribune par M. Labitte, n'eut pas plus de succès que le précédent.

Outre les raisons que nous avons exposées plus haut sur la nécessité du permis de chasse, nous pouvons ajouter :

1° Il se peut que la nécessité du permis de chasse n'assure pas, autant qu'on l'espérait, la conservation du gibier, mais ce n'est pas là, comme nous l'avons vu, son seul but ; le permis de chasse est nécessaire à beaucoup d'autres points de vue ;

2° D'ailleurs, si la loi de 1844, qui exige le permis de chasse, est insuffisante pour la conservation du gibier (ce qui est exact), il faut, non pas l'affaiblir encore, mais au contraire la compléter. Ce serait encore bien pis, s'il n'y avait pas du tout de permis, car ce serait activer la destruction complète des espèces précieuses à l'alimentation publique, en laissant libre cours aux ravages exercés par des individus qui ne sont, pour la plupart, que des apprentis malfaiteurs ;

3° La nécessité du permis de chasse n'est pas une atteinte aux droits de propriété. Les signataires du

projet Chavoix reconnaissent eux-mêmes que de telles atteintes peuvent avoir lieu, pour cause d'utilité publique, dans un intérêt général. Or, c'est précisément le but de la loi de 1844, qui a voulu non seulement protéger la sécurité publique, en empêchant de chasser les gens dangereux, énumérés dans les articles 7 et 8, vagabonds et repris de justice, auxquels le Code pénal n'interdit pas spécialement le permis de chasse; mais encore protéger les récoltes et la conservation du gibier en donnant aux Préfets le droit de refuser le permis aux individus coupables de dévastations d'arbres ou de récoltes et en les obligeant à le refuser aux gardes-champêtres et forestiers auxquels la nature de leurs fonctions faciliterait la destruction du gibier.

Si l'on voulait être logique il faudrait, d'ailleurs, que le propriétaire pût chasser librement, en tout temps, le jour ou la nuit et comme bon lui semblerait, avec n'importe quel engin, car ces restrictions portent tout autant atteinte au droit de propriété.

La loi sur la police de la chasse de 1844 respecte le droit de propriété en déclarant que nul ne peut chasser sur autrui sans le consentement du propriétaire, et le domicile en permettant à tout propriétaire de chasser dans les propriétés contigües à son habitation sans être soumis à aucune condition. Mais en dehors du domicile du citoyen l'État doit surveiller l'exercice de la chasse afin d'assurer la police et la sûreté de la société. De là la nécessité d'un permis de chasse, délivré sous la surveillance des autorités, et garantissant que le chasseur

a toute sa capacité intellectuelle et juridique et qu'il ne constituera pas un danger pour la société.

La taxe exigée n'est ni plus injuste ni plus anormale que les autres impôts. L'État peut tout aussi bien mettre un impôt sur le droit de chasser que sur le droit de propriété, sur les terres par l'impôt foncier ou même sur les personnes par la cote personnelle. Les droits de propriété sont tout aussi bien sauvegardés dans les deux cas, car de même que le propriétaire qui acquitte l'impôt foncier demeure le maître de sa terre, de même aussi le droit de chasse de celui qui paye pour obtenir un permis, demeure intact.

4° Enfin la loi de 1844 ne porte pas atteinte aux principes d'égalité civile et ne crée pas un privilège en faveur de la richesse. Nous reviendrons sur ce point. Le permis de chasse actuel n'est pas une création nouvelle. La loi du 30 avril 1790 renvoyait aux « lois de police qui pourraient être faites relativement à la sécurité publique ». Or le permis de port d'armes de chasse des décrets de 1810 et 1812 n'était en réalité qu'un permis de chasse sous un faux nom, tout citoyen ayant le droit de porter sans permis spécial des armes non prohibées.

Comment enfin compenserait-on pour l'État et les communes le déficit budgétaire qui résulterait de la suppression du permis ? Si l'état de nos finances est suffisamment prospère pour permettre ce dégrèvement, il y a bien d'autres impôts, notamment ceux sur la consommation, qu'il serait plus urgent de faire disparaître.

§ V. — **Exceptions à la nécessité du permis de chasse.**

Aucun doute ne saurait donc subsister. Le permis de chasse est absolument légitime et nécessaire. C'est donc avec raison que la loi de 1844 l'exige pour tout chasseur, pour toute espèce de chasse et quels que soient les moyens employés, ainsi que le rappelle, dans sa circulaire du 20 mai 1844, le Ministre de l'Intérieur de cette époque. Il ne faudrait pas cependant généraliser cette règle outre mesure et s'imaginer qu'elle ne comporte aucune exception. Si le permis de chasse se justifie par la nécessité où se trouve l'État de contrôler de très près l'exercice de la chasse, en raison des diverses considérations que nous avons indiquées, il n'en est pas moins vrai que ce contrôle pourrait devenir, dans certains cas, inutile, et même, dans d'autres cas, vexatoire. Ce devoir de l'État a des limites et doit s'arrêter là où il serait inconciliable avec d'autres principes indéniables, tels que, par exemple, le respect du domicile ou la légitime défense.

Voyons, en conséquence, comment doit s'entendre la nécessité du permis de chasse :

- 1° Quant à la personne du chasseur ;
- 2° Quant au mode de chasse ;
- 3° Quant au lieu ;
- 4° Quant au gibier.

1° — La personne du chasseur, en France, importe

peu ; la loi de 1844 ne distingue pas : « Nul ne peut chasser s'il ne lui a été délivré un permis de chasse. » Quels que soient la nationalité, le sexe ou les fonctions du chasseur, il lui faut un permis. Les étrangers aussi bien que les nationaux, et les femmes aussi bien que les hommes, sont soumis, sur ce point, aux mêmes formalités.

Certains ont prétendu cependant que les femmes échappaient à cette règle ; mais il est impossible de soutenir, raisonnablement, cette opinion en présence des termes généraux de notre article 1^{er} de la loi de 1844, qui, n'admettant aucune exception de ce genre, déclare que *nul* ne pourra chasser sans être muni du permis. Il est incontestable que cette expression est employée au masculin dans un sens général et comprend tout aussi bien les femmes que les hommes. Cette question, qui semble ne devoir faire aucun doute, a cependant été discutée plusieurs fois devant les tribunaux, notamment devant le tribunal de Pontoise, qui, par un jugement du 16 novembre 1842 (1), s'est prononcé en notre sens.

Enfin, tandis que certaines lois étrangères dispensent de permis certaines personnes, en raison de leur rang ou des fonctions qu'elles remplissent, nous n'avons, en France, aucune dispense de ce genre. Notre régime égalitaire exige, avec raison d'ailleurs, pour les membres du pouvoir exécutif, les mêmes formalités que pour tout autre individu ; les gardes particuliers ou forestiers, de même que les officiers de l'ouvèterie,

(1) Perrève, p. 36.

doivent être munis du permis. Sous l'empire des décrets de 1810 et 1812, ces derniers (officiers de louveterie) et leurs piqueurs étaient dispensés de se pourvoir du permis de port d'armes de chasse et d'en acquitter la taxe en vertu d'une décision du 30 octobre 1823, lorsqu'ils se livraient exclusivement à la chasse des loups ou des animaux nuisibles. Mais, dans les autres cas, ils devaient se munir de ce permis et en payer le prix. Aujourd'hui encore, ils sont exempts, ainsi que leurs piqueurs, d'avoir un permis pour l'accomplissement de toutes leurs fonctions concernant la louveterie, même lorsqu'il s'agit des chasses à courre, qu'ils sont autorisés à faire deux fois par mois dans les forêts de l'État, en temps d'ouverture, pour tenir leurs chiens en haleine (Ordonnance de 1814, restreinte par l'ordonnance du 24 juillet 1832). Certains auteurs, cependant, ne leur accordent cette dispense, que lorsqu'il s'agit de battues autorisées par le préfet, mais la majorité des auteurs (Dalloz n° 519 — Perrève, p. 448), se prononcent en notre sens (1).

Nous n'avons donc, en France, en ce qui concerne la personne du chasseur, aucune exception proprement dite à la nécessité du permis de chasse, et ce permis est strictement personnel. On ne pourrait donc, sous aucun prétexte, se servir du permis d'un autre pour chasser, sous peine d'un emprisonnement de trois mois à un an.

(1) Voir également Nîmes, 9 juillet 1829.

Mais, il y a des personnes qui ne sont pas considérées comme chasseurs et pour lesquelles, par conséquent, le permis n'est pas exigé. Nous voulons parler des auxiliaires de chasse, tels que traqueurs, rabatteurs, valets de chiens, qui sont indispensables pour certains modes de chasse. Ces gens sont considérés comme ne faisant qu'une seule et même personne avec le chasseur qu'ils accompagnent, et sont couverts par le permis de ce dernier. Toutefois, cette tolérance ne s'applique qu'à la condition essentielle que les auxiliaires agissent simultanément avec le chasseur, et que ce dernier soit réellement l'agent qui dirige. Si ces auxiliaires venaient à prendre une part principale à la chasse, par exemple, s'ils tiraient du gibier pour le compte de leur maître absent, ils commettraient un délit. Quoi qu'il en soit, la jurisprudence exige pour le piqueur, un permis de chasse, même s'il n'est muni que d'un fouet ou d'un cor, car elle refuse, avec raison, de le considérer comme un auxiliaire ordinaire (Nancy, 25 novembre 1844, D. 45, 4, 75).

Si le chasseur principal n'était pas muni du permis, les auxiliaires, participant à la chasse, seraient solidairement responsables, mais ne seraient considérés comme complices, que si leur mauvaise foi était prouvée (Colmar, 29 mai 1866).

Certaines législations étrangères sont plus explicites que la nôtre, et ont réglé expressément la situation des auxiliaires de chasse. La loi du 1^{er} décembre 1864 notamment, qui régit le royaume de Saxe, dispose,

dans son article 23, *in fine*, que « les personnes employées seulement pour faire lever le gibier ou comme porteurs, n'ont pas besoin de permis de chasse ». De même en Angleterre, ceux qui portent aide ou assistance pour chasser certains gibiers, en la présence et pour le compte d'une autre personne munie d'un permis, sont dispensés expressément de la licence de chasse.

Plusieurs législations étrangères, à la différence de la nôtre, spécifient certaines catégories de personnes qui échappent au droit commun en matière de permis de chasse.

En ce qui concerne les étrangers, les lois et règlements de tous les pays leur imposent, comme aux nationaux, la nécessité du permis ; mais beaucoup de législations étrangères fixent en outre, pour les étrangers, des formalités spéciales sur lesquelles nous reviendrons.

Dans certains pays également, le permis de chasse est délivré gratuitement à certaines personnes en raison de leurs fonctions. Nous reviendrons aussi sur ce point.

Mais dans peu de pays, nous trouvons de véritables dispenses de permis de chasse, qu'il nous suffira, croyons-nous, de citer. Il convient notamment d'indiquer dans cet ordre d'idées :

Le royaume de Saxe, qui est le pays admettant le plus de dispenses, quant aux personnes. Là, la loi du 1^{er} décembre 1864 (art. 26) porte : « Sont dispensés de l'obliga-

tion du permis de chasse : 1° ceux qui prennent part aux chasses royales ; 2° les ayants-droit des duché et comté de Schönburg, en ce qui concerne la chasse sur le territoire desdits domaines, soit sur les terrains qui leur appartiennent, soit sur ceux où la chasse leur a été louée ; sont aussi exemptes de l'obligation du permis les personnes invitées, par un membre de cette famille, à prendre part à ces chasses ; 3° ceux qui sont autorisés à l'exercice de la chasse d'après les §§ 4 et 5 de cette loi (1) ; en ce qui concerne les cas mentionnés au § 7, alinéa 4 (2) et au § 10 (3), les membres de leur famille, quoique mineurs, jouissent aussi de la dispense de permis, tant qu'ils restent avec eux ; 4° les gardes forestiers au service de l'État, ainsi que les directeurs de l'Académie des forêts, les apprentis et aides de l'administration des forêts, sur les domaines de l'État, ainsi que les élèves de l'Académie des forêts sur les terrains spéciaux qui leur sont assignés pour leurs études ; 5° les gardes forestiers au service des particuliers, engagés avec appointements fixes, ainsi que leurs apprentis et aides, mais seulement sur les terrains appartenant aux maîtres par lesquels ils sont employés et engagés. »

L'Alsace-Lorraine, où la loi du 7 mai 1883 (art. 9)

(1) Il s'agit des propriétaires et usufruitiers des terrains d'une contenance de 300 acker (166 hectares) qui peuvent exercer leur droit de chasse d'une manière indépendante.

(2) Locataires d'un district de chasse de 300 acker.

(3) Ce paragraphe 10 est relatif au cas de terrain enclavé.

porte : « N'auront pas besoin de permis de chasse : 1° les personnes qui exercent la chasse sur des terrains attenants à une habitation et entourés d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins ; 2° les gardes forestiers qui, dans l'exercice de leurs fonctions, et par ordre de leurs supérieurs, tuent du gibier, soit dans les chasses administratives faisant partie de leur district, soit dans les chasses ordonnées par mesure de police. »

L'Angleterre, où certaines personnes sont dispensées de l'obligation du permis, en raison de leur qualité ou de leurs fonctions ; ainsi les membres de la famille royale, et les gardes chasses commissionnés par les officiers des bois et forêts, sont dispensés de la licence de chasse (*game licence*), même s'ils se servent de chiens ou d'engins de chasse.

Enfin, l'Autriche où, en vertu des circulaires du 30 mars 1881 et du 23 janvier 1884, du Ministre de l'Intérieur, les membres du corps diplomatique, accrédités auprès du gouvernement austro-hongrois, sont dispensés de l'obligation du permis de chasse ; et où le permis de port d'armes, n'est pas non plus exigé pour eux, par suite du § 17 de la circulaire ministérielle du 15 décembre 1852.

2° — Pas d'exception non plus dans la loi française, en ce qui concerne le mode de chasse. Il faut un permis, quel que soit le mode de chasse, quels que soient les engins employés. C'est là, nous l'avons vu, une juste innovation de la loi de 1844. Le permis est exigé pour

la chasse à tir, à courre, aux bourses, au furet, etc., en un mot, pour tout acte qui constitue un fait de chasse. Il est même nécessaire, selon nous, pour la chasse à l'aide des engins exceptionnels, tels que pièges, lacets, filets, prohibés d'ordinaire et dont le Préfet peut, en vertu de l'article 9, autoriser l'emploi pour la chasse des oiseaux de passage. Cependant nous trouvons un arrêt de la Cour de Bourges du 27 février 1845 (1), qui décide, en sens contraire, que l'obtention du permis n'est exigée que pour l'exercice de la chasse ordinaire et normale ; mais la Cour de cassation, par un arrêt du 18 avril 1845, a cassé cet arrêt de Bourges (2), et la Cour de Nîmes, par un arrêt du 6 mars 1873, s'est prononcée dans le même sens. Nous croyons même que l'arrêté préfectoral ne pourrait pas dispenser expressément de l'obligation du permis pour ce genre de chasse. (Cassation, 18 avril 1845, précité ; — Bordeaux, 28 février 1850, S. 54, 2, 661.)

En Angleterre, au contraire, la licence de chasse n'est pas exigée pour prendre les bécasses au filet.

3^o — Si nous ne trouvons en France aucune exception à la nécessité du permis de chasse en ce qui concerne la personne du chasseur et le mode de chasse employé, nous trouvons, par contre, de véritables exceptions en ce qui concerne le lieu et le gibier.

Pour le lieu, le permis de chasse est exigé, nous

(1) S. 45, 2, 240.

(2) *Bulletin criminel de la Cour de cassation*, n^o 139.

l'avons dit, par des considérations d'ordre public, l'État ayant le droit et le devoir de surveiller l'exercice de la chasse, afin d'éviter tout ce qui pourrait troubler la sécurité ou même simplement la tranquillité publique. Mais il y a nécessairement des cas où cette surveillance deviendrait abusive. Si l'État, sous prétexte de surveiller l'exercice de la chasse, prétendait la réglementer, même lorsqu'elle est exercée dans une propriété close et attenante à une habitation, ce serait à la fois inutile et vexatoire. Inutile, car la sécurité publique et la tranquillité des particuliers ne sont nullement mises en danger par le fait d'un individu qui chasse dans l'intérieur de son parc, à condition toutefois qu'il se conforme aux lois de police et aux arrêtés municipaux relatifs à la sûreté publique, notamment à ceux qui règlent l'emploi des armes à feu dans les jardins situés dans l'intérieur des villes. Vexatoire, car l'inviolabilité du domicile doit être respectée par l'État comme par les particuliers. L'article 2 de la loi de 1844 dispose, en conséquence, que « le propriétaire ou possesseur peut chasser ou faire chasser en tout temps, sans permis de chasse, dans ses possessions attenant à une habitation et entourées d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins ».

On ne saurait douter que se sont bien là les motifs de cette disposition, après les paroles prononcées par M. Gillon, lors de la discussion de la loi. « La faculté, dit-il, qui est laissée de chasser dans l'enclos auquel tient une habitation, n'a pas une autre source que le

respect pour le domicile du citoyen et le foyer de la famille. Cela est si vrai, que s'il n'y a pas d'habitation, mais seulement une usine, ou une étable, ou tel bâtiment étranger à l'habitation de l'homme, il ne donnera pas la faculté réservée par notre article. »

La loi de 1790, beaucoup plus large, étendait cette exception à toute espèce d'enclos. Notre loi de 1844, plus sensée, exige deux conditions : 1^o qu'il y ait dans l'enclos une construction habitable et, sinon toujours habitée, du moins destinée à l'être ; 2^o que l'enclos soit formé par une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins, de façon à isoler complètement la propriété. C'est là surtout une question de fait laissée à l'appréciation des tribunaux.

Sans vouloir nous étendre davantage sur ce sujet, nous ferons remarquer que cette exception, basée sur le respect du domicile, se retrouve également dans les législations étrangères.

En outre, nous trouvons en Russie une exception d'un genre spécial relative au lieu : « Les règlements ci-après exposés, dit le règlement du 1^{er} mars 1892 (art. 4), concernant l'exercice de la chasse avec permis délivré à cet effet, ne s'appliquent point aux gouvernements d'Arkangel, de Vologda, d'Olonetz, de Perm, de Viatka, de Kostronia, ni aux districts de Kolmodemiane, de Tchebonsare, etc... » Cette exception, qui permet de chasser sans permis sur certaines parties du territoire, s'explique par ce fait que ces régions sont à la fois très étendues et peu habitées et

qu'il y a un intérêt moindre à y limiter l'exercice de la chasse.

4°. — L'exception suivante, relative au gibier, est motivée non plus par le principe du respect du domicile, mais par celui de la légitime défense. Elle se trouve dans le droit accordé par le § 3 de l'article 9 de la loi de 1844, qui déclare que les préfets des départements prendront, après avis des Conseils généraux, des arrêtés pour déterminer « les espèces d'animaux malfaisants ou nuisibles que le propriétaire, possesseur ou fermier, pourra en tout temps détruire sur ses terres, et les conditions de l'exercice de ce droit, sans préjudice du droit appartenant au propriétaire ou au fermier de repousser ou de détruire, même avec des armes à feu, les bêtes fauves qui porteraient dommage à ses propriétés ».

Ce paragraphe contient deux dispositions distinctes et qu'il ne faut pas confondre. Les mots *bêtes fauves*, en effet, ne comprennent pas seulement les animaux classés malfaisants et nuisibles par le préfet, mais en outre tous les animaux qui portent préjudice à la personne et aux biens. S'il appartient au préfet de déterminer quels sont les animaux simplement malfaisants et nuisibles, il ne lui appartient certainement pas de déterminer quelles sont les bêtes fauves. On n'en saurait douter après les paroles prononcées par M. Crémieux lors de la discussion de la loi : « On pourra chasser, même en temps prohibé, les animaux malfaisants sur les propriétés non closes, non attenantes à l'habitation,

mais il faudra l'autorisation d'un règlement du préfet ; nous y consentons. Maintenant, à côté de ce droit, il y en a un autre pris dans la loi de 1790 et dans laquelle nous l'avons copié, droit naturel d'ailleurs, et qui n'est pas contestable ; c'est le droit pour le propriétaire de détruire tout animal malfaisant quel qu'il soit, en tout temps, quand il menace ou attaque sa propriété. » Donc aucune confusion.

Pour ce qui concerne les animaux simplement malfaisants ou nuisibles désignés dans l'arrêté préfectoral, il faut distinguer :

En temps d'ouverture, ils pourront être détruits, soit par les personnes munies du permis de chasse, et dans ce cas, par tous les moyens admis par le droit commun, sans se préoccuper des arrêtés préfectoraux ; soit même par les personnes non munies du permis de chasse, mais alors rien que par les procédés autorisés par le préfet.

En temps de fermeture, la destruction de ces animaux peut encore avoir lieu, mais à trois conditions. Il faut : 1^o Que l'animal à détruire soit compris dans l'une des espèces énumérées par l'arrêté préfectoral ; 2^o que la destruction ait lieu conformément aux conditions imposées par le préfet, quant au mode de chasse et quant aux engins employés, lesquels doivent être énumérés par l'arrêté préfectoral (1) ; 3^o que la destruction soit

(1) Un projet de loi déposé en 1889 donnait ce droit de destruction par tous moyens et engins. (Annexe au p.-v. du 14 décembre 1889.)

accomplie par une des personnes ayant qualité pour le faire et qui sont, aux termes de notre article, « le propriétaire, le possesseur, le fermier ou leurs délégués ».

Le principe de légitime défense donne également le droit de détruire, en tout temps et sans permis de chasse, les bêtes fauves. Tout animal sauvage, nuisible de sa nature, qui cause actuellement un dommage quelconque, peut être regardé comme une bête fauve et détruit par tous les moyens possibles, sans que le destructeur se soumette aux obligations ordinairement imposées en matière de chasse. Le permis de chasse n'est donc pas nécessaire, car il s'agit, non pas de chasse, mais d'un acte de destruction et de défense. M. Crémieux l'a déclaré dans la discussion de la loi. « Vous avez le droit de détruire ces animaux sans avoir besoin de permis de chasse. » Toutefois, si cette exception trouve sa justification dans le principe de légitime défense, elle doit également être limitée par lui. Ce droit de destruction ne pourra être exercé qu'au moment du dégât, car la légitime défense suppose un danger présent ou tout au moins imminent. Sans cette restriction, le braconnage serait singulièrement facilité. On verrait, en effet, bien des propriétaires se mettre à l'affût, sous prétexte d'attendre des bêtes fauves, mais, en réalité, pour tuer du gibier. (Cour de Rouen, 18 février 1864, D. 64, 2, 154.)

On peut détruire, mais non pas chasser. Ce sont là d'ailleurs, surtout, des questions de fait que les tribunaux doivent apprécier. En tout cas, c'est au proprié-

taire ou fermier qu'incombe la preuve du fait actuel et du dommage. En outre, les engins employés doivent être de ceux dont l'usage ou la détention n'est point prohibée, sans quoi ce serait permettre de violer les lois de police et autoriser ici encore, indirectement, le braconnage, tout contrôle devenant impossible (1).

Donc, pour la destruction des bêtes fauves et des animaux nuisibles, il n'est pas besoin de permis, car ce n'est pas un fait de chasse, mais de légitime défense. (Orléans, 15 mai 1851, D. 52, 2, 192. — Paris, 14 février 1866, *Gazette des Tribunaux*, 16 mars.)

Tout arrêté préfectoral qui obligerait au permis serait nul en ce point. (Rouen, 14 février 1845, D. 45, 2, 57.)

Cette exception, comme la précédente, se retrouve dans la plupart des législations étrangères, et nous croyons inutile d'en dire davantage. Nous nous contenterons de citer les législations hollandaise et espagnole, et nous ferons remarquer qu'en Russie, l'obligation d'avoir un permis ne s'applique point aux personnes qui prennent part aux chasses organisées par l'administration de la police pour la destruction des animaux nuisibles.

Cette exception au permis de chasse, relative aux animaux nuisibles, est la seule en France en ce qui concerne le gibier. En dehors de cet acte de destruction,

(1) Voir au sujet des animaux nuisibles (Annexe au p.-v. du 25 janvier 1894) la proposition de loi tendant à modifier ces règles et précisant certains points.

il faut un permis pour chasser toute espèce de gibier.

Il n'en est pas de même partout, et la loi anglaise admet de nombreuses exceptions en cette matière.

Aux termes du *ground game act* de 1880 (43^e-44^e années du règne de Victoria), le propriétaire, et même simplement le possesseur, c'est-à-dire l'occupant d'une propriété foncière, qui jouit, comme nous l'avons vu, du droit de chasse, et les personnes de lui autorisées, « n'ont pas à demander un permis de chasse pour tuer le gibier (*game licence*), lorsque le but est de tuer ou de prendre des lièvres et des lapins sur la propriété de l'occupant ».

Il n'est pas besoin de payer la taxe ni de se munir de la licence de chasse : 1^o pour la chasse au lièvre (*coursing hares*); 2^o pour la destruction des lapins avec autorisation du tenancier (11^e et 12^e années du règne de Victoria); 3^o pour la destruction des daims (*by hunting*) sur des terres closes; et les destructions de ce gibier, par le propriétaire ou le fermier ou sous leur direction.

Il est toutefois à remarquer que ces dispenses ne s'appliquent qu'à l'obligation du permis de chasse. Les individus qui veulent en profiter et se servent à cet effet d'un fusil, en dehors de leur propriété, n'en sont pas moins tenus de se munir du permis de port d'armes (*gun licence*), exigé par l'act des 23^e et 24^e années du règne de Victoria.

§ VI. — Formalités relatives à l'obtention d'un permis de chasse.

En dehors des cas que nous venons d'examiner, le permis de chasse est absolument indispensable pour l'exercice légal de la chasse.

Comment s'obtient-il ? Qui l'accorde ? Et quelles sont les formalités nécessaires ? Ces formalités, on le conçoit, varient suivant l'organisation administrative des divers pays, et notre intention n'est pas de les exposer toutes. Nous nous bornerons à dire quelques mots des formalités imposées en France, et à faire remarquer que dans presque toutes les autres nations, c'est, comme dans notre pays, l'autorité administrative qui délivre ce permis de chasse.

En Belgique, c'est le commissaire d'arrondissement ou de la province suivant le cas ; en Luxembourg, le gouvernement ; dans les Pays-Bas, le commissaire gouvernant la province ; en Espagne, le gouverneur civil de la province ; en Saxe, l'autorité de police du ressort ; en Bavière, les autorités de police ; en Alsace-Lorraine, le Kreisdirector ou le directeur de la police ; dans le grand duché de Bade, l'administration du district ; en Prusse, l'autorité administrative ou de police du lieu ; en Autriche, en général, le commandant du district de la résidence.

Notons cependant quelques exceptions. En Autriche, en deçà de l'Enns, la loi de 1880 donne le droit de déli-

vrer le permis au juge civil de première instance du ressort ; à Prague et à Reichenberg, ce droit appartient au Conseil municipal. Enfin, en Angleterre, le permis de chasse est délivré par le juge de paix, qui a d'ailleurs des attributions très étendues en matière de chasse.

Il est juste, en effet, que le permis soit accordé par l'autorité administrative. Il trouve, avons-nous dit, sa justification dans le devoir de surveillance qui incombe à l'État en matière de chasse ; il est donc tout naturel qu'il soit délivré par l'autorité locale qui représente l'État : les préfets ou sous-préfets. Les maires des communes connaissent incontestablement mieux leurs administrés et seraient plus à même que les préfets de juger en connaissance de cause ; mais si cette attribution était laissée à leur compétence, il serait à craindre qu'ils ne se laissassent influencer par les nécessités électorales, par le désir de plaire ou la crainte de déplaire à certains électeurs influents, et qu'alors ils ne refusassent ou n'accordassent à tort, le permis demandé.

Le texte de la loi de 1844, article 5, porte : « Les permis de chasse sont délivrés, sur l'avis du maire et du sous-préfet, par le préfet du département dans lequel celui qui en fera la demande, aura son domicile ou sa résidence. » Il s'est produit, lors de la confection de cette loi, des hésitations.

Le projet donnait cette attribution au préfet du département où l'impétrant avait sa résidence ; la Chambre des Pairs, d'autre part, réservait ce droit au préfet

du département où l'impétrant avait son domicile. Le texte définitif concilia les deux opinions, en reconnaissant la compétence de ces deux autorités indistinctement. Les mots *domicile* et *résidence* sont pris, ici, dans le sens légal qu'ils ont ordinairement : le *domicile* est donc le lieu où on a son principal établissement et où l'on jouit des droits de citoyen ; la *résidence*, n'étant qu'une sorte de domicile provisoire, établi pour quelque temps, où la personne se trouve réellement.

Il faut remarquer que, d'après le texte, les préfets seuls peuvent délivrer les permis de chasse. Il en était, en effet, ainsi au début, mais le nombre des chasseurs augmentant chaque année, et l'envoi des pièces aux préfectures entraînant des retards considérables, une circulaire du Ministre de l'Intérieur, du 10 juillet 1860, autorisa les sous-préfets à délivrer, pour les préfets, des permis de chasse aux habitants de leurs arrondissements respectifs. Ils signaient alors : « *Pour le préfet, et par autorisation* », et devaient rendre compte aux préfets des permis délivrés. Les cas où le permis pouvait être refusé restaient soumis à l'appréciation personnelle du préfet.

Un an après, le décret du 1^{er} avril 1861 sur la décentralisation administrative (art. 6), vint donner aux sous-préfets le droit de délivrer, en leur propre nom, les permis de chasse, et leur reconnut les mêmes pouvoirs qu'aux préfets pour l'appréciation des circonstances où le permis peut ou doit être refusé.

La demande doit donc être adressée : au préfet, si

l'on habite l'arrondissement du chef-lieu du département, et au sous-préfet, si l'on habite tout autre arrondissement, eux seuls pouvant accorder le permis demandé.

En quelle forme doit être faite cette demande ? Elle doit être formulée par l'impétrant lui-même, sur une feuille de papier timbré à 0 fr. 50. Nul ne peut, en effet, demander un permis pour un autre ; le permis étant personnel, doit être demandé personnellement.

Si cependant quelqu'un ne sait pas écrire, il doit faire rédiger sa demande, et l'on mentionne que l'impétrant ne sait ni écrire, ni signer ; car il ne faudrait pas que le défaut d'instruction devint indirectement un empêchement à l'exercice du droit de chasser.

S'il s'agit d'un mineur, la demande devra être faite par son représentant légal, c'est-à-dire son père ou son tuteur. C'est, en effet, par eux qu'il est légalement représenté et ce sont eux qui seraient civilement responsables en cas de délit de chasse commis par le mineur.

Certains ont contesté la nécessité de rédiger la demande sur papier timbré. L'article 5, il est vrai, n'en parle pas, et pendant un certain temps on se contentait de papier ordinaire ; mais la demande de permis de chasse est une demande adressée à l'administration, et toutes les demandes de ce genre doivent être faites sur papier timbré. L'article 12 de la loi du 11 brumaire an VII soumet, en effet, à cette formalité « tous actes et écritures, extraits, copies et expéditions, présentés

au Directoire exécutif, aux ministres, à toutes autorités constituées.... et aux administrations ou établissements publics » et « devant ou pouvant faire titre, ou être produits pour obligation, décharge, justification, demande ou défense ».

Il y a, d'ailleurs, une considération fiscale importante en faveur de cette formalité. Elle est peu lourde pour l'impétrant, car elle ne majore que de 0 fr. 60 la taxe de 28 francs exigée pour l'obtention du permis, et elle est très importante pour l'État, auquel elle rapporte environ 200,000 francs par an.

C'est formellement exigé en Belgique, par l'arrêté rendu en exécution de la loi (art. 14) du 28 février 1882.

La délivrance du permis de chasse donne lieu, comme nous verrons, au paiement d'un droit de 25 francs qui s'élève, avec les décimes, à 28 francs. Les personnes qui veulent obtenir un permis de chasse doivent consigner d'avance cette taxe à la caisse du percepteur, et aucune demande ne peut être admise si elle n'est accompagnée de la quittance : ainsi le décide la circulaire du 30 juillet 1849.

Dans les premiers temps qui suivirent la loi de 1844, le paiement de ces droits se faisait, comme aujourd'hui, par anticipation, mais comme il arrivait que beaucoup de chasseurs se croyaient en règle par le seul fait du paiement, il fut décidé, par la circulaire du 18 juillet 1844, que dorénavant les droits ne seraient pas payés d'avance. Des inconvénients encore plus grands s'étant

produits, la circulaire fut rapportée et l'on revint à la pratique primitive.

L'impétrant doit donc, en faisant sa demande, joindre la quittance du percepteur constatant que les droits ont été payés. Il n'a, en dehors de celà, aucune autre justification à faire, car le droit de chasser est le droit commun, et l'incapacité, l'exception. C'est à l'autorité à s'enquérir si les impétrants sont dans l'un des cas exceptionnels où le permis peut ou doit être refusé.

Il y a cependant certaines personnes pour lesquelles d'autres formalités sont nécessaires. Il s'agit des mineurs et, suivant certains auteurs, des femmes mariées.

Les mineurs âgés de moins de seize ans, n'ayant pas la prudence nécessaire à l'exercice de la chasse avec armes, et ne présentant pas, pour la sécurité publique, des garanties suffisantes, ne peuvent aucunement chasser. Le permis doit leur être refusé.

Les mineurs de seize à vingt et un ans, peuvent au contraire chasser, mais il leur faut, pour cela, l'autorisation de leur père, mère, tuteur ou curateur ; en un mot, de la personne qui en a la surveillance, qui les représente légalement et qui serait civilement responsable de leurs actes délictueux. Comme preuve de cette autorisation, l'article 7, § 2, déclare que le permis ne sera pas délivré « aux mineurs de seize à vingt et un ans, à moins qu'il ne soit demandé pour eux par leur père, mère, tuteur ou curateur, porté au rôle des contributions ».

La femme, avons-nous dit, a le droit de chasser

comme l'homme. Si elle est majeure, elle n'a besoin d'aucune autorisation (la question était controversée dans l'ancien droit). Si elle est mineure et non mariée, il lui faut l'autorisation de ses père, mère ou tuteur. Si elle est mineure et mariée l'autorisation de son mari est nécessaire. La question est plus délicate pour la femme majeure mariée. Certains (1) ont prétendu que l'autorisation de son mari lui était nécessaire, mais la majorité des auteurs se prononcent en sens contraire.

La principale raison pour laquelle les mineurs doivent être munis de l'autorisation des personnes précitées, c'est que ces personnes les représentent légalement et sont civilement responsables de leurs actes. Pour la femme mariée, cette raison ne s'applique plus. Que la femme soit mariée sous le régime de la communauté ou sous le régime dotal, en aucune façon ses délits ne rejailliront sur la communauté ni sur les biens du mari, ni même sur le droit de jouissance de ce dernier. Le mari ne pourrait même pas être rendu responsable au cas où il aurait expressément autorisé sa femme à se livrer à l'exercice de la chasse. Cette autorisation ne devrait, en effet, s'entendre que des actes licites.

L'autorisation des parents ou des tuteurs, repose aussi sur une pensée de protection à l'égard des mineurs ; l'autorisation maritale, au contraire, repose, non pas sur cette pensée que la femme a besoin d'être protégée par son mari, mais bien sur ce que toute société, toute

(1) MM. Lavallée et Bertrand.

association, doit avoir un chef. Le mari est tout indiqué, par ses facultés physiques, pour être le chef de l'association conjugale, mais l'intérêt de cette association n'étant nullement en jeu dans cette question, l'autorisation maritale ne se comprendrait pas.

L'autorisation du mari est parfois exigée, comme pour l'acceptation des donations, par des considérations d'ordre moral, le mari ayant un intérêt moral à envisager cet acte. Il n'en est pas de même ici, car le fait de chasser n'a rien d'immoral, et nos mœurs ne voient nullement, avec désapprobation, une femme se livrer à l'exercice de la chasse.

Enfin, la loi de 1844 ne parle nullement de cette formalité, tandis qu'elle le fait expressément pour les mineurs.

Le projet de loi adopté par le Sénat, le 23 novembre 1886 (1), exigeait, pour que la femme mariée put obtenir un permis de chasse, le consentement de son mari. Ce projet resta en suspens à la Chambre des députés à laquelle il fut transmis le 23 novembre 1889 ; mais la commission chargée de l'examiner, supprima cette nécessité, préférant ne pas en parler, à cause des difficultés qui pourraient résulter, pour la femme mariée, de la mauvaise volonté de son mari.

Il faut donc conclure que la femme mariée, majeure, peut demander un permis et chasser, sans que son mari ait besoin de l'y autoriser.

En dehors du cas spécial au mineur, l'individu qui

(1) Annexe au procès-verbal (séance du 25 novembre 1889).

demande un permis de chasse, n'a aucune justification à produire, si ce n'est le paiement des droits.

Ne serait-il pas désirable que d'autres fussent exigées ? Nous le croyons.

Le braconnage, sinon le plus dangereux, tout au moins le plus difficile à surveiller, est celui auquel se trouvent forcément conduits des individus qui, sans avoir le droit de chasse sur aucune parcelle de terre, se munissent d'un permis, et profitent de cette garantie pour chasser sur le terrain d'autrui. Il est forcément très difficile de les surveiller efficacement. Il serait bon, selon nous, que toute personne, demandant un permis de chasse, justifiât qu'elle a le droit de chasse, soit sur des propriétés lui appartenant, soit sur des terres appartenant à d'autres, et qu'elle justifiât, dans ce dernier cas, d'un bail ou d'une permission régulière du propriétaire.

Un système de ce genre se trouve dans la loi luxembourgeoise du 9 mai 1885. L'article 2 ordonne de ne délivrer les permis de chasse « qu'aux personnes qui justifieront : ou bien qu'elles ont le droit de chasser, soit sur une étendue de 200 hectares au moins, situés dans la même commune, ou dans des sections adjacentes de communes voisines, soit sur un terrain d'un seul tenant de 25 hectares au moins ; ou bien qu'elles sont personnellement inscrites, ou que leurs père et mère sont inscrits, pour une cote de 20 francs au moins, soit aux rôles de la contribution foncière, soit à ceux de la contribution mobilière, soit aux deux contributions réunies. Ces faits doivent être justifiés par écrit

et certifiés par le collège des bourgmestre et échevins de la commune de la situation des biens. » Il s'agit ici, remarquons-le, non pas d'une condition territoriale du droit de chasse, analogue au système allemand, que nous étudierons, mais simplement d'une condition exigée pour l'obtention du permis de chasse, condition que nous approuvons, sauf à en fixer les limites.

Les étrangers n'ont en France, comme les nationaux, aucune autre justification à produire que le paiement des droits. Cet état de choses nous paraît juste pour le cas où l'étranger est régulièrement admis à domicile, ce qui suppose qu'une enquête administrative a été faite sur sa moralité. S'il n'avait, au contraire, en France, ni domicile, ni résidence, il ne pourrait aucunement chasser, car le permis doit être délivré par le préfet ou le sous-préfet de l'arrondissement où se trouve le domicile ou la résidence. Il faut donc que l'étranger ait au moins une résidence en France.

Mais si l'étranger avait en France une simple résidence ou bien un domicile de fait, sans admission régulière (ce qui nous paraît possible malgré la controverse à laquelle donnent lieu les articles 13 et 102 du Code civil), n'y aurait-il pas lieu d'exiger, de sa part, certaines garanties, certaines justifications, pour l'obtention du permis ? C'est ce qu'ont pensé plusieurs législations étrangères.

La loi hongroise, par exemple, du 8 août 1883 (art. 30), permet à l'étranger résidant en Hongrie, d'obtenir un permis de chasse, moyennant le paiement de la taxe, mais à la condition d'être cautionné par un citoyen hongrois.

En Prusse, également, la loi de 1850 exige que l'étranger soit cautionné par un regnicole et s'adresse au magistrat du domicile de ce regnicole.

Dans certains cantons suisses, tels que celui d'Appenzell, les étrangers, pour lesquels il existe d'ailleurs des permis spéciaux valables seulement pour quelques jours, ne peuvent demander ces permis que par l'intermédiaire d'un chasseur du pays déjà muni d'un permis.

Rien de tel en France. Quelle que soit la personne qui demande un permis de chasse, il lui suffit de joindre à sa demande la quittance du percepteur constatant le paiement des droits et de transmettre le tout au préfet ou sous-préfet de l'endroit, qui accorde ou refuse le permis, après avis du maire de la commune où l'impétrant possède son domicile ou sa résidence. Cet avis du maire est rigoureusement exigé par notre article 5 ; aussi, la marche la plus simple pour l'impétrant, c'est de remettre sa demande au maire, qui la transmet, avec son avis, à qui de droit. Si cependant la demande était adressée directement au préfet ou au sous-préfet, elle ne devrait pas être repoussée pour cela, mais ceux-ci devraient alors, eux-mêmes, en informer le maire et lui demander son avis.

Il résulte du texte et de l'esprit de la loi qu'on ne pourrait pas faire sa demande de permis au sous-préfet de l'arrondissement de son domicile et la remettre au maire de sa résidence quand le domicile et la résidence sont dans des arrondissements différents. Si l'on de-

mande le permis dans l'arrondissement où on a son domicile, c'est au maire de ce domicile que la pièce doit être remise.

Cette formalité de l'avis du maire s'explique d'elle-même. Parmi les individus qui demandent un permis, beaucoup sont nécessairement peu connus des préfets ou sous-préfets, dont l'administration s'étend sur tout un arrondissement. Le maire, au contraire, connaît presque toujours très bien ses administrés et peut, mieux que personne, fournir des renseignements sur eux. Nous savons pourquoi le législateur n'a pas cru devoir laisser aux maires le soin de délivrer les permis de chasse. Non seulement ils ne sont pas les représentants directs du gouvernement chargé de veiller à la sécurité publique, mais en outre, il aurait été à craindre qu'ils ne se laissassent influencer par des considérations électorales. Un simple avis du maire ne présente pas les mêmes dangers, d'autant plus que cet avis ne lie pas le préfet et doit être motivé. Le maire ne peut pas, en effet, se borner à dire qu'il y a ou qu'il n'y a pas lieu de délivrer le permis ; il doit, si son avis est favorable, indiquer qu'il n'est pas à sa connaissance que l'impétrant se trouve dans aucune des catégories d'exceptions ; et s'il est défavorable, que c'est pour telle ou telle raison, l'impétrant se trouvant dans telle ou telle position qui fait obstacle à la délivrance d'un permis. Si la personne qui demande le permis était récemment arrivée dans la commune et était, de ce fait, insuffisamment connue du maire, celui-ci devrait

se renseigner sur sa moralité afin de ne délivrer son avis qu'à bon escient. Il ne doit jamais refuser de donner son avis. Au cas où le maire refuserait de se prononcer, le préfet devrait, soit par lui-même, soit par un délégué spécial, recueillir les renseignements nécessaires.

Malgré ces précautions, notre législation ne présente pas, selon nous, suffisamment de garanties. Les impétrants sont souvent trop peu connus des autorités auxquelles ils adressent leur demande, et les enquêtes sur leur moralité sont souvent faites d'une façon trop superficielle pour que les permis ne soient jamais délivrés qu'en pleine connaissance de cause.

La loi belge du 28 février 1882 nous paraît, sur ce point, plus complète que la nôtre. L'arrêté royal du mois de mars de la même année, rendu en exécution de l'article 14 de cette loi, veut que l'intéressé fournisse, à l'appui de sa demande, un extrait de son acte de naissance et un certificat de l'administration communale du lieu de sa résidence, attestant sa moralité, sa bonne conduite, et constatant qu'il ne se trouve dans aucun des cas d'exceptions. Ce certificat doit, en outre, mentionner que le pétitionnaire réside, depuis un an au moins, dans la commune ; sinon le postulant devra produire un second certificat émanant de l'administration communale de sa résidence antérieure. Quand le demandeur ne réside pas dans le pays, ou n'y réside que depuis moins d'une année, ce certificat est remplacé par une attestation écrite donnée par deux ci-

loyens notables et portant sur les points indiqués. S'il s'agit, enfin, d'un étranger résidant en Belgique, le commissaire d'arrondissement en réfère à l'administration de la sûreté publique, qui délivre à cet étranger le permis nécessaire.

Ces dispositions nous paraissent plus complètes que les nôtres, parce qu'elles exigent une enquête plus approfondie sur la moralité des postulants.

A notre sens, on devrait, en tout cas, exiger la présentation du casier judiciaire.

Il existe, pour le département de la Seine, en ce qui concerne la délivrance des permis de chasse, comme en beaucoup d'autres points, des règles administratives spéciales. Les personnes qui habitent dans ce département doivent adresser leur demande au préfet de police ; et comme les maires n'exercent, à Paris, aucune attribution de police, c'est au commissaire de police du quartier qu'il faut remettre sa demande, pour qu'il la fasse parvenir au préfet de police avec son avis.

Les arrondissements de Sceaux et de Saint-Denis restent soumis à la règle générale.

Le préfet ou le sous-préfet compétent pour délivrer le permis de chasse ainsi demandé, n'est pas lié par l'avis du maire accompagnant la demande ; mais il doit en tenir compte cependant et ne pas le considérer comme une simple formalité. Il est, en effet, des cas spécialement énumérés par la loi, dans lesquels le préfet ou le sous-préfet peut facultativement refuser le permis de chasse ; il agira sagement, dans ces cas, en se

conformant à l'avis du maire qui, mieux que lui, connaît la moralité du postulant. Nous reviendrons sur ce point.

Si le permis est accordé, il est adressé directement au maire de la commune de l'impétrant, avec recommandation de le lui faire parvenir le plus tôt possible. Si le permis, au contraire, est refusé, le rejet de la demande est notifié au receveur des finances, en même temps qu'au maire de la commune, et le receveur donne ordre au percepteur de rembourser immédiatement les droits; c'est ce qui résulte d'une circulaire du Ministre de l'Intérieur, du 30 juillet 1849. Ces droits seraient également restitués, si l'impétrant se désistait de sa demande, ce qu'il peut toujours faire. Mais une fois le permis délivré, les 28 francs sont acquis à l'État, le permis n'eût-il servi qu'un jour.

L'autorité administrative, saisie d'une demande de permis, accorde ou refuse le permis demandé. Comme il pourrait arriver que, soit par négligence, soit par mauvaise volonté, dans un but de taquinerie envers une personne à laquelle on ne peut légalement refuser un permis de chasse, les préfets ou sous-préfets fissent longuement attendre le permis de chasse demandé, M. Morillot, député, proposa dans un projet de loi déposé à la Chambre des députés, le 12 juin 1894 (1), de leur imposer l'obligation de répondre, dans un délai de huit jours, à toute demande de permis de chasse. Cette

(1) Annexe au procès-verbal (séance du 12 juin 1894).

mesure nous semblerait sage, sauf à examiner si le délai de huit jours est suffisant pour permettre au préfet ou sous-préfet de se livrer à une enquête suffisante.

Telles sont les formalités exigées pour l'obtention du permis de chasse.

§ VII. — Tout individu peut-il ainsi obtenir un permis ?

Il nous faut examiner maintenant si l'autorité administrative a pleine liberté pour accorder ou refuser le permis de chasse ainsi demandé, ou si, au contraire, tout individu remplissant les conditions légales peut l'obtenir en se conformant aux formalités indiquées.

Aucune de ces deux solutions extrêmes ne serait évidemment satisfaisante pour la raison et l'équité. La première livrerait forcément les chasseurs à l'arbitraire du gouvernement; la seconde supprimerait tout contrôle, rendrait l'avis du maire inutile et réduirait le préfet ou le sous-préfet au rôle de simple distributeur de permis. Le législateur devait nécessairement adopter une solution intermédiaire; et c'est ce qu'il a fait dans les articles 6, 7 et 8 de notre loi. Le projet du gouvernement conférait au préfet, de la façon la plus absolue, le droit de refuser le permis de chasse, sauf à rendre immédiatement compte des motifs du refus au Ministre de l'Intérieur, qui devait statuer. C'était livrer les demandes à l'arbitraire de l'administration, et cette disposition, votée malgré l'avis de la commission, par la

Chambre des pairs, fut rejetée par la Chambre des députés, qui fit adopter le texte actuel.

En principe, l'obtention du permis de chasse est, pour tous les citoyens, le droit commun. Toute personne peut l'obtenir ; mais des exceptions sont faites à ce droit dans un intérêt d'ordre public. Les articles 7 et 8 de la loi de 1844 indiquent certaines catégories de personnes auxquelles l'autorité administrative doit nécessairement refuser le permis, et l'article 6 énumère celles auxquelles elle peut simplement le refuser. Dans le premier cas, il s'agit d'une défense absolue ; dans le second, d'une simple faculté. Mais dans tous les cas, c'est à l'autorité qui refuse le permis de prouver que le requérant se trouve dans un des cas d'exclusion, soit obligatoire, soit facultative. La circulaire ministérielle du 20 mai 1844 l'a formellement déclaré.

Quels sont donc ces cas ? Nous nous bornerons ici à un court commentaire des articles 6, 7 et 8.

L'article 6 énumère les individus auxquels le préfet peut facultativement refuser le permis. Ce sont :

1° Tous les individus qui ne sont pas personnellement inscrits ou dont le père ou la mère ne seraient pas inscrits au rôle des contributions. Il suffit d'une seule inscription, et la contribution dont il s'agit importe peu. Le texte s'applique aussi bien à l'impôt personnel qu'à l'impôt foncier ou à tout autre. C'est au préfet à vérifier la situation de l'impétrant à cet égard ; celui-ci n'a aucun extrait de rôle à fournir.

Le projet Morillot 1894 supprimait cette disposition.

qui, d'après lui, s'expliquait sous le régime censitaire, mais serait aujourd'hui en contradiction manifeste avec les principes de notre droit public. Il décidait, en conséquence, qu'il ne pourrait plus y avoir d'autre cause d'exclusion que celle qui est basée sur l'indignité de l'impétrant. Nous pensons cependant qu'il vaut mieux maintenir cette disposition. Les individus qui ne sont, ni par eux-mêmes, ni par leurs père ou mère, inscrits au rôle des contributions directes, seront la plupart du temps des gens qui, s'ils chassaient, seraient peut-être amenés à braconner, n'ayant aucune propriété. Notre article ne fixe d'ailleurs aucun chiffre pour cette inscription au rôle et ne s'applique plus dès que l'impétrant, son père ou sa mère, sont inscrits pour un chiffre quelconque, si minime soit-il. Le préfet n'est d'ailleurs pas obligé de refuser le permis dans cette hypothèse; c'est une simple faculté pour lui, et s'il juge que l'impétrant présente suffisamment de garanties, bien qu'il ne soit pas inscrit au rôle des contributions directes, il ne manquera certainement pas de lui délivrer le permis demandé. Il vaut donc mieux maintenir cette exigence de notre loi de 1844 et nous avons vu qu'il faudrait même, selon nous, exiger que le requérant prouvât qu'il a le droit de chasse sur certaines terres; cela éviterait que des individus qui n'ont aucun droit de chasse ne fussent forcément conduits au braconnage.

2° Tous ceux qui, par une condamnation judiciaire, ont été privés de l'un ou de plusieurs des droits énumérés

dans l'article 42 du Code pénal, autres que le droit de port d'armes ;

3° Tout condamné à un emprisonnement de plus de six mois pour rébellion ou violence envers les agents de l'autorité publique ;

4° Tout condamné pour délit d'association illicite, de fabrication, de débit, distribution de poudre, armes ou autres munitions de guerre ; de menaces écrites ou de menaces verbales avec ordres ou sous condition ; d'entraves à la circulation des grains ; de dévastations d'arbres ou de récoltes sur pied, de plants venus naturellement ou faits de main d'homme ;

5° Tout individu qui aura été condamné pour vagabondage, mendicité, vol, escroquerie ou abus de confiance.

La raison de ces dispositions, c'est que les individus qui ont encouru des condamnations de ce genre, présentent peu de garanties. Ils ne sont pas suffisamment tarés pour encourir forcément un refus de permis comme dans l'article 8, mais il est bon que le préfet ou le sous-préfet puisse examiner leur cas, et ne leur délivrer le permis que s'il est certain qu'ils n'en feront pas mauvais usage.

Il faut, pour que notre article s'applique, que les condamnations soient devenues définitives, c'est-à-dire ne soient plus susceptibles d'aucun recours.

Cette faculté de refuser le permis de chasse aux condamnés dont il est question dans les §§ 3, 4 et 5 de l'article 6, cesse cinq ans après l'expiration de la peine.

S'il s'agit d'un emprisonnement, ces cinq ans courent donc du jour de la sortie de prison, et s'il s'agit d'amende, nous croyons, sauf controverse, qu'ils courent du jour où l'amende aura été payée ou prescrite. Certains ont prétendu qu'ils doivent dans cette dernière hypothèse, courir du jour où la condamnation est devenue définitive. C'est à tort, croyons-nous, car la peine n'est pas subie ou censée subie, ni par conséquent expirée, tant que l'amende n'a pas été payée ou prescrite.

Quant aux condamnés dont parle le § 2 de notre article, le texte ne mentionne aucun délai, et l'on s'est demandé s'il faut déclarer qu'il ne pourra jamais être délivré de permis à ces condamnés, ou s'il faut, au contraire, leur appliquer la prescription de cinq ans. Ceux qui partagent cette seconde opinion, prétendent que le législateur a oublié de mentionner le § 2 dont il s'agit. Nous pensons plutôt qu'il faut décider que le droit de refuser le permis, cesse, pour cette catégorie de condamnés, le jour même de l'expiration de la peine principale. Décider autrement, ce serait oublier que la privation des droits dont parle l'article 42, commence à courir le jour où la peine principale a été subie, de sorte qu'il faudrait superposer les peines et refuser le permis, d'abord pendant la durée de la peine principale, puis pendant tout le temps fixé par le tribunal pour la privation des droits et encore cinq ans après. Ce serait évidemment exagéré.

Les articles 7 et 8 indiquent : le premier, les indivi-

auxquels le permis de chasse ne doit pas être délivré, et le second, ceux auxquels il ne doit pas être accordé. Pourquoi cette différence d'expression dans ces articles qui, tous deux, imposent au préfet l'obligation de refuser le permis aux catégories de personnes qui s'y trouvent énumérées ? Pourquoi l'un emploie-t-il les mots « *ne sera pas accordé* » et l'autre les mots « *ne sera pas délivré* » ? C'est que le législateur a voulu marquer par ces expressions, la différence entre les incapacités et les indignités. « La même prohibition, a dit M. Crémieux, lors de la discussion de la loi, ne pouvait pas frapper, dans les mêmes termes, des catégories différentes ; on a employé un mot plus poli, moins grave, selon les catégories d'individus, voilà tout. »

L'article 7 est basé sur une simple idée de prudence ; l'article 8 éveille l'idée d'une peine frappant accessoirement certains individus reconnus indignes d'obtenir un permis de chasse. Mais dans les deux cas, le permis doit être nécessairement refusé ; il n'y a plus ici aucun pouvoir facultatif laissé à l'autorité administrative.

La première catégorie d'incapables de l'article 7 est composée des mineurs âgés de moins de seize ans. C'est pour eux une incapacité absolue, car ils sont présumés par la loi, ne point avoir de discernement. Quant aux mineurs âgés de plus de seize ans et de moins de 21 ans, ils peuvent, nous le savons, obtenir un permis, pourvu que la demande soit faite par leur père, mère ou tuteur civilement responsable. Il faut toutefois que le mineur lui-même, ou la personne qui fait la demande

pour lui, soit inscrit au rôle des contributions ; l'inscription de l'un des deux suffit.

Le § 3 de notre article comprend les interdits au sens large, c'est-à-dire à la fois ceux qui sont en état d'interdiction légale et privés à titre de peine de l'exercice des droits civils ; et ceux qui sont en état d'interdiction judiciaire prononcée par les tribunaux civils, dans l'intérêt des individus qui, à raison de la faiblesse ou de l'altération de leurs facultés intellectuelles, sont incapables de gouverner leur personne ou de gérer leurs biens. Ces individus pourraient, en effet, être dangereux s'ils pouvaient chasser. Ce serait dépasser l'esprit de la loi que de leur assimiler les personnes pourvues d'un conseil judiciaire ; mais par contre, il serait désirable d'ajouter à cette catégorie, comme le désirait le projet Morillot de 1894, « tous les individus notoirement atteints d'imbécillité ou d'aliénation mentale ». Ces personnes peuvent être, en effet, tout aussi dangereuses que les interdits, et parce qu'il a plu aux familles, pour des raisons fort respectables sans aucun doute, de ne pas faire prononcer leur interdiction, la sécurité publique ne doit pas avoir à en souffrir.

Enfin la prohibition s'applique aux gardes des communes, des établissements publics et de l'État ; et cela, qu'ils soient permanents ou simplement temporaires, tels que les gardes-coupes et les gardes-vignes créés parfois pour surveiller les fruits de la terre. Les gardes particuliers sont en dehors de la prohibition, comme le fait remarquer la circulaire du 20 mai 1844 ; car on ne

saurait empêcher les propriétaires de faire chasser leurs gardes.

Les cas d'indignité prévus par *l'article 8*, sont au nombre de 3.

Viennent d'abord les individus qui, « par suite de condamnations, sont privés du droit de port d'armes ». Les condamnations qui motivent la privation de ce droit, sont celles des articles 28 et 34 du Code pénal, qui entraînent la dégradation civique, et celles que les tribunaux, jugeant correctionnellement, peuvent prononcer en vertu de l'article 42 du même Code. La majorité des auteurs décide, avec raison, que cette interdiction n'est que temporaire.

Le second cas comprend ceux qui n'auront pas exécuté les condamnations prononcées contre eux, pour l'un des délits prévus par la loi de 1844. La remise de la peine ou la prescription équivaudront, bien entendu, à l'exécution. La circulaire du 20 mai 1844 exigeait que l'impétrant fournit la preuve de l'exécution ; nous croyons que, l'obtention du permis de chasse étant la règle, ce devrait être au préfet ou au sous-préfet, de prouver, au contraire, la non exécution. Mais, en fait, l'impétrant sera forcé, si le préfet ou le sous-préfet s'obstine, de fournir la preuve dont il s'agit.

Enfin, l'article 8 vise les condamnés placés sous la surveillance de la haute police, c'est-à-dire, depuis la loi du 27 mai 1885, les individus soumis à l'interdiction de séjour.

Ces dispositions de notre loi de 1844 qui, peut-être à

première vue, pourraient paraître rigoureuses, s'imposent d'elles-mêmes et se retrouvent dans les législations étrangères, où elles sont reproduites souvent dans un sens plus restrictif. Elles sont, en effet, insuffisantes, et cette lacune n'a pas échappé à M. Morillot, auteur du projet de loi du 12 juin 1894, qui proposait des dispositions conçues, avec raison, dans un sens beaucoup plus étroit.

Tout d'abord, supprimant le § 1^{er} de notre article 6 actuel, qui devient, dans ce projet, l'article 8, il décide qu'il ne pourra plus y avoir désormais d'autre cause d'exclusion que celle basée sur l'indignité personnelle de l'impétrant. Nous avons critiqué cette innovation. En revanche, il estime qu'au cas où cette indignité est constatée, l'exclusion doit cesser d'être facultative pour devenir obligatoire. La privation du droit de chasser infligée aux individus reconnus coupables de certains délits, a le caractère d'une peine accessoire ; dès lors, elle doit, ou s'appliquer de plein droit, ou, si elle est facultative, être infligée, ainsi que cela a lieu dans les cas prévus par l'article 18 de la loi de 1844, par le tribunal qui a prononcé la condamnation. Dans aucun cas, l'intervention du pouvoir discrétionnaire du préfet ne semble justifiée, d'autant plus que ce pouvoir l'expose à des sollicitations importunes et peut parfois le mettre dans un certain embarras.

Cette importante modification en amènerait une autre : « L'incapacité facultative créée par les §§ 3, 4 et 5 de l'article 6 de la loi de 1844, disait M. Tenaille-Saligny dans son rapport au Sénat, cesse cinq ans après

l'expiration de la peine. Cette disposition avait sa raison d'être dans l'ordre d'idées où s'était placé le législateur de cette époque. Il eut été abusif, en effet, de laisser à perpétuité un certain nombre de citoyens soumis, pour l'exercice de leurs droits, à l'autorité arbitraire du préfet. Mais l'incapacité que nous créons étant imposée par la loi et prenant de la sorte le caractère d'une incapacité absolue, ne peut plus être limitée quant à sa durée, et elle ne doit cesser d'exister que lorsque la condamnation dont elle est la conséquence a elle-même été effacée. Dans le système dont nous proposons l'adoption au Sénat, tout condamné à l'un des délits prévus par l'article 8 ne pourra recouvrer le droit de se faire délivrer un permis de chasse qu'en obtenant sa réhabilitation dans les termes des articles 619 et suivants du Code d'instruction criminelle, modifiés par la loi du 14 août 1885. La procédure en matière de réhabilitation a été sensiblement simplifiée, et il est permis de dire qu'aujourd'hui la réhabilitation est à la portée de tous ceux qui ont à cœur de retrouver dans la société la situation que leurs fautes leur avaient fait perdre. Il convient donc de ne rien faire, dans l'ordre législatif, qui soit de nature à détourner les condamnés du désir d'y avoir recours. »

Moins exigeant, le texte voté par le Sénat et proposé à la Chambre des députés par M. Morillot maintenait le délai de cinq ans accordé par la loi de 1844. Toutefois, trouvant que les récidivistes ne méritent aucune faveur, ce projet exigeait, pour que les condamnés en question

pussent bénéficier de la loi, qu'il n'y eût pas eu récidive. Au cas de récidive, la réhabilitation seule pouvait effacer ces incapacités.

Enfin, aux délits énumérés par la loi de 1844, le projet ajoutait les infractions à la loi sur l'ivresse, lorsqu'elles ont entraîné trois condamnations successives, le délit de contrebande et le fait d'avoir chassé la nuit avec des engins prohibés. Ces dispositions se justifiaient d'elles-mêmes, car il ne peut y avoir aucun intérêt à laisser le libre usage d'une arme à feu soit aux ivrognes incorrigibles, soit aux contrebandiers, qui sont presque toujours des malfaiteurs, soit aux braconniers de profession, auxquels le permis permettrait d'errer légalement dans les campagnes.

Il y a en Belgique, à ce sujet, une mesure fort bonne : le permis de port d'armes est refusé, par l'article 11 de la loi de 1882, aux individus condamnés ou pour délit de chasse commis au moyen d'armes prohibées, soit en bande, soit pendant la nuit ; ou pour rébellion ou violence à l'occasion d'un délit de chasse. On le refuse également à ceux qui, « dans les douze mois précédents, ont été condamnés pour avoir contrevenu aux lois sur la chasse », et aux individus « qui sont notoirement connus pour se livrer habituellement au braconnage ».

Telles qu'elles sont actuellement, les dispositions de nos articles 6, 7 et 8, sont d'autant plus insuffisantes, qu'elles sont trop souvent éludées en pratique ; et certains individus, comptant sur ce qu'ils sont peu connus

des autorités locales, parviennent à tourner la loi, et se font délivrer des permis qui devraient leur être refusés. Il faudrait tout d'abord, pour y remédier, exiger du requérant, comme l'impose la loi luxembourgeoise, la présentation du casier judiciaire ; cela éviterait bien des erreurs de la part des maires et des sous-préfets, trop souvent trompés par l'aspect honorable d'individus nouvellement fixés dans leur commune ou leur arrondissement. Il faudrait surtout, pour éclairer le préfet ou le sous-préfet, dans les cas où il peut facultativement accorder ou refuser le permis, que les avis des maires fissent mention de certaines considérations lui permettant de se prononcer en toute certitude ; qu'ils indiquassent, par exemple, s'il n'entre pas dans l'intention du demandeur d'abandonner son travail habituel pour chasser, si sa conduite n'est pas notoirement répréhensible, enfin, quelles sont les circonstances des condamnations par lui subies. Au lieu de cela, les maires ne s'occupent, presque toujours, que des incapacités prévues par la loi, et se contentent de signaler à l'autorité administrative, la situation légale du pétitionnaire, au point de vue de l'article 6. Il en résulte que bien souvent, dans des cas facultatifs, le préfet accorde le permis à des gens auxquels il le refuserait certainement, s'il connaissait ces particularités secondaires.

Que décider, au cas où le préfet, induit en erreur, aurait délivré à tort, le permis, à une personne incapable ou indigne ? Peut-il, lorsqu'il reconnaît son erreur, revenir sur sa décision, et retirer le permis délivré con-

trairement aux articles 6, 7 et 8 ? Trois opinions se sont produites sur cette question.

Certains ont voulu refuser au préfet ce droit, dans tous les cas. Pour les personnes comprises dans l'article 6, ce serait, disent-ils, permettre au préfet de revenir sur sa décision, sous prétexte d'erreur. Quant aux personnes dénommées aux articles 7 et 8, tout en reconnaissant que le retrait du permis serait préférable, on ne peut l'admettre, sans un texte qui l'autorise.

D'autres répondent affirmativement et donnent au préfet ce droit dans tous les cas, sous prétexte que c'est le seul moyen qu'on puisse lui donner de réparer sa faute ; et que, d'ailleurs, aucun droit ne saurait naître d'une erreur. On cite, en ce sens, la circulaire du Ministre de l'Intérieur du 20 mai 1844, qui contient cette phrase adressée aux préfets : « Aussi ajouterai-je que si, par l'effet d'une erreur, vous aviez été entraîné à délivrer un permis de chasse, à un individu à qui il n'eût pas dû être accordé, vous ne devriez pas hésiter à le retirer. »

Entre ces deux systèmes radicaux, la vérité nous paraît être avec une troisième opinion, intermédiaire, émise dans un arrêt de la Cour de Douai, du 7 mars 1853, qui établit une distinction entre les cas prévus par l'article 6 et ceux prévus par les articles 7 et 8. Dans les premiers, le retrait ne peut avoir lieu, tandis qu'il est permis dans les seconds.

Le permis accordé à une personne absolument incapable de l'obtenir, comprise dans l'énumération des ar-

ticles 7 et 8, est vicié dans son principe, et n'a aucune valeur. La loi, sans doute, ne prononce pas expressément cette nullité, mais celle-ci résulte implicitement de l'esprit de la loi, sans quoi, si les permis délivrés en violation des articles 7 et 8 étaient valables, ces articles n'auraient aucune sanction. Le préfet ou le sous-préfet qui découvrira son erreur, sera obligé de demander immédiatement au chasseur, la remise du permis ; et, en cas de refus, de lui faire donner intimation d'avoir à le restituer. Si le chasseur n'obéit pas, il sera considéré comme n'ayant pas de permis, et tout nouveau fait de chasse de sa part, sera punissable et poursuivi.

Au cas où l'autorité administrative négligerait de retirer ainsi le permis délivré à tort, le chasseur continuera à chasser légalement, car il se peut qu'il soit de bonne foi, et jusqu'aux sommations dont il vient d'être question, on ne peut pas dire qu'il y ait chasse sans permis (1).

S'il s'agit, au contraire, d'une incapacité facultative de l'article 6, le préfet ou le sous-préfet ne peut plus revenir sur sa décision, car ce serait lui donner un pouvoir arbitraire. S'il prend mal ses renseignements et délivre le premier à un individu auquel il vaudrait mieux le refuser, son erreur ne saurait nuire au chasseur, celui-ci ayant un droit acquis. La circulaire de 1844, qu'on nous oppose, ne saurait nous inquiéter. En premier

(1) En ce sens : Cour de cassation, 28 janvier 1858 (D. 58, 1, 232), bien qu'on puisse citer en sens contraire, Angers, 19 février 1862 (D. 62, 2, 70).

lieu, elle ne saurait être plus exigeante que le texte de la loi ; et en second lieu, elle prévoit le cas où le permis a été délivré à un individu auquel « *il n'eût pas dû être accordé* », mais non pas celui où le permis aurait simplement *pu être refusé*.

Quoi qu'il en soit, le pouvoir que l'article 6, tel qu'il est actuellement, confère aux préfets et sous-préfets, est d'une certaine façon arbitraire, puisque dans les hypothèses que prévoit cet article, ils peuvent accorder ou refuser le permis. En supposant que l'impétrant se voie refuser le permis de chasse, auquel il croit avoir droit, quel recours pourra-t-il exercer contre la décision du préfet ? Deux voies de recours lui sont possibles suivant les circonstances.

Si l'impétrant se trouve dans un des cas prévus par l'article 6, dans lesquels le préfet peut accorder ou refuser facultativement le permis demandé, il n'aura qu'un moyen de recours : s'adresser par voie gracieuse, d'abord au préfet ou sous-préfet lui-même qui lui a refusé le permis ; et ensuite, si celui-ci persiste dans sa décision, au Ministre de l'Intérieur. S'il n'obtient pas encore satisfaction, il pourra s'adresser au Président de la République, chef du pouvoir exécutif ; après quoi, il n'aura plus rien à faire. Ce recours gracieux est de droit commun. Il ne saurait être question de recours contentieux dans ces cas facultatifs de l'article 6.

Si, au contraire, le préfet ou le sous-préfet refuse de délivrer un permis, alors que l'impétrant ne se trouve dans aucun des cas prévus par les articles 6, 7 et 8,

il y a alors violation d'un droit, et l'impétrant pourra, non seulement recourir par voie gracieuse, comme dans l'hypothèse précédente, mais encore attaquer, par voie contentieuse, la décision incriminée, devant le Conseil d'État, pour excès de pouvoir.

Que décider si une personne, capable au moment où elle demande et obtient un permis de chasse, se trouve, dans le cours de l'année, frappée d'interdiction ou condamnée à une des peines prévues par les articles 6 et 8 ? Pourra-t-on lui retirer son permis ?

Les uns soutiennent que non, et déclarent que ce permis sera valable jusqu'à l'expiration du temps pour lequel il a été délivré. Si cependant, l'état d'aliénation d'une personne munie d'un permis était de nature à compromettre la sécurité publique, il appartiendrait au préfet de requérir sa détention, conformément à la loi de 1838 sur les aliénés, et de lui retirer le permis. Mais c'est la seule exception. Il n'y a, disent-ils, à part cette exception, aucun texte qui puisse donner à l'administration le droit de retirer un permis régulièrement accordé.

Nous pensons, au contraire, que le permis prend fin, *ipso facto*, du jour où l'une des incapacités des articles 6, 7 et 8, vient à se produire. Cela résulte, sinon du texte de la loi de 1844, du moins de son esprit.

Plusieurs lois étrangères, plus explicites que la nôtre, notamment en Autriche, en Bohême, en Saxe, en Bavière, en Alsace-Lorraine, en Belgique, consacrent expressément cette solution.

Ajoutons, pour terminer cette question des incapacités, qu'aux termes de l'article 18 de la loi de 1844, en cas de condamnation pour délits de chasse prévus par cette loi, les tribunaux « pourront priver le délinquant du droit d'obtenir un permis de chasse pour un temps qui n'excédera pas cinq ans ». Ce n'est pour les juges qu'une simple faculté et cette peine est accessoire et peut être cumulée. Nous croyons qu'il faut décider, en vertu de cet article, que celui contre lequel cette condamnation a été prononcée ne pourrait pas, à partir du jour où le jugement rendu devient définitif, se servir sans délit d'un permis de chasse antérieurement obtenu et actuellement en cours. La Cour de Nancy s'est prononcée en ce sens dans un arrêt du 29 février 1864 (1). Certains, au contraire, soutiennent que l'article 18 donne seulement aux juges le droit de priver le délinquant du droit d'*obtenir* un permis et non pas du droit de *conserver* celui dont il jouit déjà. Cette solution nous paraît contraire à l'esprit de la loi.

§ VIII. — Droits conférés par le permis régulièrement obtenu.

En supposant que le permis de chasse demandé ait été obtenu et conservé conformément aux règles que nous avons étudiées, il nous reste à voir quels droits il confère au chasseur.

Tout d'abord, il est bien évident que le permis auto-

(1) D. 64, 2, 219.

rise seulement l'exercice du droit de chasse, mais ne confère pas ce droit à ceux qui ne l'ont pas déjà. Notre loi de 1844 décide que le permis donne à celui qui l'a obtenu, dans le temps où la chasse est ouverte, « le droit de chasser, de jour, à tir ou à courre, sur ses propres terres et sur les terres d'autrui, avec le consentement de celui à qui le droit de chasse appartient ».

Contrairement à certaines lois étrangères, telles que les lois de plusieurs cantons suisses, nul ne peut donc, en France, chasser sur la propriété d'autrui, même s'il est muni d'un permis de chasse, sans le consentement du propriétaire ou de ses ayants-droit. En outre, le permis de chasse autorise l'exercice du droit de chasse, mais cet exercice doit avoir lieu en temps d'ouverture et conformément aux prescriptions relatives aux modes de chasse autorisés. Tout cela est évident. Il nous faut simplement examiner où le permis de chasse est valable, pour quels individus et pour combien de temps.

L'article 5, *in fine*, porte : « Les permis de chasse sont personnels ; ils sont valables pour tout le royaume et pour un an seulement. »

Il sont personnels ; nous avons déjà étudié ce principe et nous savons quelles limites il convient d'y apporter. Certains individus, considérés comme ne faisant qu'une seule et même personne avec le chasseur qu'ils accompagnent, sont couverts par le permis de ce dernier, et dispensés d'en être munis eux-mêmes (1).

Les permis de chasse sont valables pour tout le ter-

(1) Voir *supra*, page 90.

ritoire français, sans être soumis à aucun visa d'un département à l'autre. Le préfet ou le sous-préfet du domicile ou de la résidence du chasseur, est censé connaître, mieux que tout autre, la moralité de ce dernier ; et si le permis devait être visé d'un arrondissement à l'autre, ou même d'un département à l'autre, ce serait une formalité aussi inutile que gênante. Les permis sont valables, non seulement pour la France continentale, mais pour tout le territoire français au sens large, c'est-à-dire pour la Corse, l'Algérie, etc.

Enfin, le permis de chasse est valable pour un an. De grandes controverses se sont produites sur la manière de calculer ce délai, sur son point de départ et sur son expiration.

Depuis la circulaire du Ministre de l'Intérieur, du 30 juillet 1849, à laquelle nous avons déjà fait allusion (1), et qui prescrit le paiement préalable des droits, il est évident que le point de départ du permis est la date mise par le préfet ou le sous-préfet au moment où il signe le permis, et non pas la date du jour où les droits sont payés, ni celle du jour où le permis parvient à l'impétrant (2). Cette question était, au contraire, très discutée avant la circulaire de 1849, mais ne peut plus faire aucun doute aujourd'hui.

On décide également, avec raison, que le jour de la délivrance par le préfet ou le sous-préfet ne doit pas

(1) Voir *supra*, page 106.

(2) Limoges, 8 décembre 1849 (D. 54. 2. 179).

figurer dans le délai d'un an. C'était très discuté avant la loi de 1844, car le décret de 1810 portait que les permis n'étaient valables que « *pour une année à dater du jour de leur délivrance* ». Aujourd'hui, la question est encore controversée, mais la majorité des auteurs ne font point compter le jour de la délivrance. Il serait injuste de le compter, car presque jamais le chasseur n'aura la possibilité d'utiliser tout ce jour, le permis ne lui parvenant souvent qu'à une heure avancée de la journée où il a été signé, ou même le lendemain. Il est vrai que l'on peut chasser, selon nous, avant d'avoir reçu le permis, pourvu qu'il ait été signé ; mais le chasseur peut ignorer si son permis est ou non signé. Il est d'ailleurs d'usage que le *dies a quo* n'entre point dans le calcul des délais en général, et cette règle nous paraît devoir s'appliquer ici. C'est d'ailleurs en ce sens que, pour mettre fin à ces controverses, décidait le projet de loi adopté par le Sénat le 23 novembre 1886 et transmis le 25 novembre 1889 (1) à la Chambre des députés, où il est resté en suspens. De nombreuses Cours se sont prononcées en ce sens, notamment la Cour de cassation (2), la Cour d'Orléans (3) et la Cour de Montpellier (4). D'éminents auteurs, cependant, tels que M. Petit, s'appuyant sur certains arrêts, se prononcent en sens contraire.

(1) Annexe au procès-verbal (séance du 25 novembre 1889).

(2) Arrêts du 22 mars 1850 (D. 50, 5, 60).

(3) 14 octobre 1851 (D. 53, 5, 74).

(4) 24 janvier 1865 (D. 65, 2, 165).

Quel que soit le parti que l'on prenne dans ces controverses, le principe admis par la loi de 1844, et que personne n'a jamais contesté, c'est que le permis de chasse est valable pour un an, et que le point de départ et par conséquent l'expiration de ce délai, varient suivant l'époque à laquelle le permis de chasse a été accordé.

Il n'en est pas de même dans toutes les législations étrangères. Si nous jetons un coup d'œil sur les lois cynégétiques des divers pays, nous nous trouvons, sur ce sujet, en présence de deux systèmes qui ont chacun leurs avantages et leurs inconvénients.

Tout d'abord, le système français, que nous venons d'exposer, ou système des *dates variables*, reconnaît au permis de chasse une durée d'une année entière, qui part du jour où le permis a été accordé, et expire un an après. C'est également ce système que nous trouvons en Prusse, en Bavière, en Autriche, en Bohême, en Espagne et en Italie.

Le second système ou système des *dates fixes*, reconnaît également au permis de chasse une durée d'une année ; mais cette année est légalement fixée, quant à son point de départ et quant à son expiration, quelle que soit l'époque à laquelle il est délivré. De nombreux pays ont adopté ce dernier système. Le permis est valable : en Saxe, du 1^{er} septembre au 31 août de l'année suivante ; en Alsace-Lorraine, du 2 février au 1^{er} février suivant ; dans le grand duché de Bade, du 1^{er} février au 31 janvier ; dans le duché de Brunswick, du 24 juin au 24 juin suivant ; dans le royaume de Hongrie et le

grand duché de Luxembourg, du 1^{er} août au 31 juillet ; en Belgique et dans les Pays-Bas, du 1^{er} juillet au 30 juin.

Ce second système a peut-être, sur le premier, l'avantage de faciliter un peu le contrôle des permis de chasse, en ce sens que tous étant datés de la même époque, il est plus facile de constater quels sont les chasseurs qui ont laissé périmer leur permis sans le renouveler. C'est là, cependant, une question accessoire, et nous considérons le premier système comme préférable au second. Avec des registres tenus soigneusement dans les sous-préfectures, le contrôle est tout aussi facile, d'autant plus que les permis devant être présentés à toute réquisition des agents de l'autorité, ceux-ci se rendent très bien compte, après une courte lecture, de la situation légale du chasseur.

Le système des dates fixes a surtout pour inconvénient de faire payer la même taxe à plusieurs individus dont les permis expirent en même temps bien qu'ils aient peut-être été demandés à des dates différentes, car dans ce système la taxe est due pour l'année entière, encore que la jouissance du permis n'ait commencé qu'au cours de l'année. Pour éviter cet inconvénient, il faudrait établir des taxes proportionnées suivant l'époque à laquelle le permis est accordé, mais ce serait alors créer des complications dont l'administration n'a certes pas besoin.

Nous préférons donc le système des dates variables auquel s'est arrêté notre législateur.

§ IX. — De la taxe afférente au permis de chasse.

Nous abordons maintenant une question très importante, d'autant plus qu'elle est très discutée, celle de la taxe afférente au permis de chasse.

Nous avons vu qu'en vertu de l'article 5, § 2, l'obtention des permis de chasse donne lieu au paiement d'un droit de 15 francs au profit de l'État et de 10 francs au profit de la commune dont le maire a donné l'avis exigé par le § 1 de ce même article. Nous savons aussi que ces droits doivent être payés préalablement, la quittance devant être jointe à la demande de permis.

L'exercice du droit de chasse n'avait jamais été l'objet d'aucune redevance jusqu'aux décrets de 1810 et 1812 qui vinrent, pour la première fois, le frapper d'un impôt. Le prix du permis de port d'armes de chasse était fixé par ces décrets à 30 francs, y compris les frais de papier, timbre et expédition ; et devait être payé au receveur de l'enregistrement du chef-lieu du département. Il fut réduit à 15 francs par une loi du 28 avril 1816 relative aux finances et fut maintenu jusqu'à notre loi de 1844.

Depuis cette dernière loi la taxe des permis de chasse fut encore plusieurs fois modifiée. Fixé en 1844 à la somme de 25 francs dont 15 francs étaient dévolus à l'État et 10 francs aux communes où la demande était faite, le prix des permis de chasse fut porté à 30 francs par la loi du 23 août 1871, somme qui, avec celle de

10 francs versée à la commune, formait un total de 40 francs. Ce chiffre trop élevé fit que les demandes diminuèrent considérablement et le 20 décembre de l'année suivante, en 1872, une loi de finances ramena le prix du permis à 25 francs, soit 15 francs pour l'État et 10 francs pour les communes.

Les décimes établis par la loi du 23 août 1871 ayant été déclarés applicables par la loi du 2 juin 1875 aux droits perçus sur les permis de chasse, leur montant pour le trésor se trouve porté à 18 francs ce qui fait, avec les 10 francs dûs à la commune, un total de 28 francs.

Tout permis de chasse donne lieu, en France, au paiement de cet impôt. Personne ne peut obtenir le permis nécessaire à l'exercice légal de la chasse sans payer cette taxe de 28 francs. Il n'en a pas toujours été ainsi et, encore aujourd'hui, beaucoup de législations européennes font à cet égard des distinctions, soit en considération de la qualité ou des fonctions des chasseurs, soit par suite de raisons diverses.

Au lendemain du décret de 1810, deux décrets du 21 mars 1811 et du 12 mars 1813 accordèrent aux personnes décorées des ordres français, le droit de ne payer qu'un franc pour l'obtention du permis de port d'armes de chasse. Une ordonnance du 9 septembre 1814 étendit cette faveur aux chevaliers de l'Ordre de Saint-Louis mais ces immunités furent supprimées par une ordonnance du 17 juillet 1816.

Aujourd'hui, dans le duché de Brunswick, l'article 9 de la loi du 19 avril 1879 ordonne de délivrer gratuite-

ment des permis de chasse : « 1° aux employés de chasse des forêts ducales, au forestier supérieur et aux forestiers aspirants, occupés comme surnuméraires ; aux chasseurs du district ; aux gardes-chasse assermentés, aux élèves forestiers, pour le district où, par suite de leur emploi ou par ordre de l'autorité, ils sont obligés d'exercer la chasse ; 2° aux fermiers ou administrateurs des chasses particulières ou des chasses d'intérêts, ainsi qu'aux propriétaires fonciers ayant droit à l'exercice indépendant de la chasse, pour leur district de chasse, autant qu'ils n'ont pas affermé leur chasse ou n'ont pas, pour cette chasse, engagé de chasseur spécial. »

En Bohême, des cartes de chasse gratuites sont délivrées aux gardes assermentés pour le temps où ils restent en service. Ils reçoivent, au lieu de permis de chasse, « des certificats de chasse délivrés dans les cantons par la commission cantonale, à Prague et à Reichenberg par les bureaux du conseil municipal. Ces certificats n'ont de valeur que pour le temps de service et ne sont soumis à aucune taxe ».

De nombreuses exceptions de ce genre sont admises en Hongrie par la loi XXIII du 13 août 1883. Les membres de la famille souveraine sont dispensés du paiement de la taxe des armes et de la taxe de chasse. Sont également dispensés de cet impôt, mais pour la taxe de chasse seulement : « 1° les membres du corps diplomatique et consulaire étranger, à moins qu'ils ne soient Hongrois ; 2° les préposés à la garde des chas-

ses ; 3° les personnes commises à la surveillance du gibier et de la chasse ; 4° les gardes champêtres, bergers et gardes forestiers préposés à la surveillance des champs, vignes et bois ; 5° les fonctionnaires du personnel des forêts. » Enfin, une réduction des droits a lieu pour les auditeurs à l'école forestière.

La Ley de Caza espagnole du 10 janvier 1879 pose en principe que les gouverneurs de province, seuls compétents pour octroyer les permis de chasse, ne pourront dans aucun cas les concéder gratis ; mais son article 29 ajoute aussitôt : « Néanmoins, les capitaines généraux continueront à jouir de la faculté de concéder des licences gratuites et intransmissibles de chasse, mais uniquement aux militaires en activité de service ou retraités avec pension et aux décorés de la croix de Saint-Ferdinand. » Ce privilège pour les militaires était déjà mentionné dans plusieurs ordonnances royales rendues antérieurement à la loi de 1879 et qui, toutes, l'avaient confirmé.

Des permis de chasse gratuits sont aussi concédés en Russie : « 1° aux membres de l'administration forestière et aux gardes forestiers dépendant de la Couronne, ainsi qu'aux gardes forestiers qui, appartenant à des communautés ou à des particuliers, ont été normalement et régulièrement confirmés dans leurs fonctions ; 2° aux valets de chasse sur la demande de leurs maîtres. » On entend ici par valets de chasse les chefs de meute, piqueurs et veneurs. Nous trouvons également dans la législation russe une disposition (article 10 du

règlement de 1892) en vertu de laquelle le Ministre des Domaines de l'État peut donner gratuitement des permis spéciaux : « 1° pour tuer et chasser en tout temps les animaux sauvages (sauf les aurochs) et les oiseaux, et pour recueillir des nids et des œufs dans un but d'enseignement ; 2° pour s'emparer des diverses espèces de gibier dans le but de les acclimater dans d'autres régions ou de les mettre dans des parcs. »

Enfin la loi du 1^{er} juillet 1857 modifiée par celle des 14 et 15 avril 1886 qui régit les Pays-Bas permet aux commissaires de province de délivrer des permis gratuits aux journaliers et aux ouvriers pour l'exercice de la chasse aux bécasses au moyen de trappes, lacets ou bricoles, « à condition que les maîtres de ces ouvriers délivrent des certificats favorables et que les intéressés produisent le consentement par écrit des propriétaires dont il est fait mention dans le permis ». Cette disposition a pour but vraisemblablement de permettre à cette catégorie d'individus de se procurer un bénéfice par la vente des bécasses qu'ils auront pu capturer, mais elle soumet avec raison cette permission à des conditions très étroites afin d'éviter qu'elle ne facilite le braconnage.

§ X. — Critique des dispositions relatives à la taxe et à la durée des permis de chasse. — Projets de lois et législations étrangères.

Ainsi donc, en France, le permis de chasse est valable pour un an et soumis à une taxe uniforme de 28 francs.

Cette taxe et cette durée de validité ont fait l'objet de nombreuses critiques qu'il n'est pas sans intérêt d'étudier.

A. — On a tout d'abord prétendu que le permis de chasse devrait être toujours délivré gratuitement et que les droits actuellement exigés sont injustes et n'ont pas leur raison d'être. Un projet de loi très récent, déposé à la Chambre des députés le 16 novembre 1899, par M. Paulin Daudé, porte dans son article unique : « Le permis de chasse est gratuit. » L'auteur de ce projet reconnaît la nécessité du permis de chasse, pour les motifs que nous avons précédemment indiqués, mais il prétend qu'on ne peut pas s'expliquer pourquoi l'État exige de l'impétrant le versement d'une somme quelconque. Cette obligation heurte, d'après lui, le principe de l'égalité démocratique en ce sens qu'une personne pauvre qui n'a pas la somme nécessaire pour se procurer un permis ne peut pas chasser.

Nous croyons au contraire que la taxe des permis de chasse est juste et nécessaire. Dès la création des permis de port d'armes de chasse par le décret de 1810, nous voyons la délivrance de ces permis soumise au versement de certains droits ; ce n'est donc pas une innovation de notre loi de 1844. C'est qu'il y a, en effet, un grand intérêt fiscal en jeu pour l'État et les communes. Fixé à 25 francs par la loi de 1844, le prix des permis de chasse produisit au cours de cette année un total de 1,881,685 francs, chiffre qui, en 1861, dépassait 4 millions et, augmentant rapidement, produisit de

1870 à 1890, une moyenne de 9,414,356 francs par an, soit 3,362,270 fr. pour les communes et 6,052,086 fr. pour l'État.

On a insinué, il est vrai, que cet impôt est en contradiction avec le droit de propriété, en ce que, pour chasser sur ses propres terres, le propriétaire est forcé de payer à l'État une somme à laquelle celui-ci semble n'avoir aucun droit. Nous avons eu déjà l'occasion de combattre cet argument (1) qui, s'il était vrai, devrait faire supprimer le permis de chasse lui-même, et nous en avons montré le peu de fondement, l'État pouvant imposer le droit de chasse tout aussi bien que les propriétés foncières. C'est d'ailleurs un impôt sur le plaisir et nous avons ajouté que si l'état de nos finances permet de supprimer cette source de revenus, il y a bien d'autres impôts, tels que ceux sur la consommation, qu'il serait plus urgent de faire disparaître.

L'État a le devoir de surveiller l'exercice de la chasse, il est juste qu'il puisse exiger des chasseurs une modique rétribution lui permettant de faciliter cette surveillance. Il doit aussi se préoccuper de la conservation du gibier qui constitue une richesse nationale, et si, en exigeant une certaine somme pour l'obtention du permis de chasse, il diminue tant soit peu le nombre des chasseurs, c'est un moyen très admissible d'arriver à ce but.

C'est alors que M. Paulin Daudé se récrie et dénonce

(1) Voyez *supra*, pages 85 et 86.

les droits du permis de chasse comme contraires aux principes d'égalité démocratique, les privilégiés de la fortune pouvant seuls les payer. Cet argument nous paraît destiné à éblouir le législateur, justement porté à voter toutes les lois qui tendent à établir, dans la mesure du possible, l'égalité des individus ; mais il ne repose sur aucun fondement. L'exercice de la chasse entraîne de nombreux frais en dehors du paiement des 28 francs que l'auteur du projet critique ; et les individus qui ne seront pas assez riches pour payer cette faible somme, seront, en fait, incapables de chasser, par suite de ces dépenses accessoires qu'il leur faudrait supporter. Tout ce que l'on peut rechercher dans ce but, c'est de fixer pour cet impôt un chiffre qui soit à la portée de tous, et nous croyons que la somme de 28 francs n'a rien d'exagéré à cet égard. Les individus qui ne pourront pas payer cette somme seront presque toujours des personnes sans propriétés aucunes et qui seraient peut-être tentées de braconner si le permis de chasse leur était accordé gratuitement. En exigeant toujours la taxe, on évite ce danger.

Toutes les législations étrangères, reconnaissant ces principes, exigent une taxe plus ou moins élevée pour l'obtention du permis de chasse.

B. — Les droits qui frappent les permis de chasse sont donc justes et nécessaires, mais il nous reste à voir qui peut en fixer le montant et comment ce montant doit être fixé.

La taxe des permis de chasse constitue un impôt et,

comme tout impôt, elle ne peut être établie que par une loi. Ce point ne saurait être discuté.

Par contre, il est une question beaucoup plus délicate, c'est celle de savoir comment le législateur doit fixer le chiffre de cet impôt qui, selon nous, doit être le même pour tous. La fixation des droits exigés pour l'obtention des permis de chasse, ainsi que la durée de validité de ces permis, ont fait l'objet de nombreuses critiques. Cette question est fort discutée, elle a fait l'objet de diverses propositions de lois de la part de ceux qui trouvent notre loi de 1844 insuffisante sous ce rapport, et les législations étrangères l'ont résolue de différentes façons. Nous croyons qu'il n'est pas sans intérêt d'en dire brièvement quelques mots.

Nous sommes ici en présence de deux systèmes : l'un n'admet qu'un seul permis de chasse, identique pour tous les individus, et valable pendant un an ; l'autre établit plusieurs sortes de permis, de durée et de prix différents.

PREMIER SYSTÈME

Le premier de ces deux systèmes, ou système du *permis unique* est celui que notre loi de 1844 adopte pour la France. Quels que soient les individus qui demandent le permis, quelles que soient les circonstances dans lesquelles ils font cette demande et quelle que soit aussi la manière dont ils ont l'intention de chasser, le permis pour tous est valable pour un an et soumis au paiement d'un droit de 28 francs.

Ce système nous paraît le meilleur, mais parmi ses partisans certains demandent que la taxe soit plus élevée, d'autres qu'elle soit abaissée, d'autres enfin sont pour le maintien du statu quo. Il y a peu de questions plus controversées que celle de savoir si, tant au point de vue de la conservation du gibier qu'à celui de la sécurité publique, il y a plus d'intérêt à élever dans une proportion considérable le prix du permis de chasse qu'à le faire descendre à une somme insignifiante.

Certains considèrent la chasse comme un plaisir de luxe et voudraient la voir frappée d'une sorte d'impôt somptuaire très élevé. Ce serait un moyen de secourir les budgets communaux et d'éviter la destruction du gibier en diminuant le nombre des chasseurs. Il faudrait, dans cette opinion, au lieu de diminuer le prix du permis de chasse, le porter à un chiffre très élevé.

D'autres, au contraire, prétendent que dans une mesure aussi anti-démocratique on sacrifierait les intérêts que l'on veut sauvegarder. La chasse, disent-ils, est pour les habitants des bourgs et des villages ce que les fêtes et les spectacles sont pour les habitants des villes; en subordonner l'exercice au paiement d'une taxe élevée que peuvent seules acquitter les classes aisées, c'est constituer au profit de quelques uns un véritable privilège et par suite faire naître chez les autres, de dangereux sentiments d'envie. L'intérêt financier des communes n'est pas en jeu car le nombre des permis devant s'accroître dans des proportions considérables, elles percevraient plus, tout compte fait, dans le système de

la taxe abaissée, que dans celui de la taxe relevée. Enfin le meilleur moyen, disent-ils, d'intéresser le paysan à la conservation du gibier et par conséquent à la répression du braconnage, c'est de lui permettre d'espérer que ce gibier^o lui profitera et que, le moment venu, il pourra en avoir sa part. Sans cela, au lieu de se munir d'un permis de chasse, le paysan préférera chasser clandestinement et deviendra un braconnier d'autant plus à craindre qu'il sera sur les lieux.

Nous pensons, pour notre part, qu'il y a exagération des deux côtés. Trop élevée, la taxe du permis de chasse serait inaccessible aux petites bourses et ce serait alors avec juste raison que l'on pourrait l'accuser de créer un privilège pour les classes fortunées. Trop faible, elle ne répondrait plus à son but qui est à la fois de procurer un important revenu à l'État et d'éliminer certains chasseurs. Dire que le meilleur moyen d'éviter la destruction du gibier c'est d'intéresser le paysan à sa conservation, cela est vrai, mais il ne faut pas exagérer, car si l'impôt du permis de chasse est par trop faible, le nombre des chasseurs sera tellement grand que le gibier disparaîtra forcément. Chaque paysan tuera le plus de gibier possible, dans la crainte que ce gibier, s'il le ménage, ne soit tué par un autre. La taxe actuelle de 28 francs nous paraît, à ces divers points de vue, tenir un juste milieu, mais en supposant qu'elle doive être modifiée, nous serions plutôt tentés de l'augmenter.

Le permis de chasse, dans les pays étrangers qui reconnaissent notre principe du permis unique, est

soumis à un impôt dont le chiffre est plus ou moins différent du nôtre. Il ne coûte que 8 florins (20 francs) en Bavière; 4 florins (10 francs) en Wurtemberg, et 3 roubles (12 francs) en Russie. Par contre son prix s'élève en Belgique à 45 francs.

Parmi les divers projets de lois sur la chasse déposés depuis 1844, beaucoup maintiennent notre système du permis unique et se basent, pour fixer le prix de ce permis, sur l'une ou l'autre des trois opinions que nous venons d'exposer. Nous savons que dans la session de 1881 M. Labitte, député, sur un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. Chavoix tendant à faciliter la chasse aux habitants des campagnes, et celle de M. de Guilloutet sur la suppression du permis de chasse, déposait à son tour, le 11 juin 1881, un projet de révision complète de la loi de 1844. L'article 6 § 2 de ce projet portait : « La délivrance du permis de chasse donnera lieu au paiement d'un droit de 5 francs au profit de l'État et de 5 francs au profit de la commune dont le maire aura donné l'avis énoncé au paragraphe précédent. » C'était donc abaisser la taxe. Au contraire, dans le second projet qu'il déposa le 4 novembre 1881 à la Chambre des députés, ce même M. Labitte élevait à 30 francs le prix du permis de chasse, mais en même temps il proposait la création d'un permis spécial valable pour les dimanches et jours de fête dont le prix aurait été de 10 francs. M. Tenaille-Saligny, rapporteur de ce projet devant le Sénat, proposa de s'arrêter au chiffre de 20 francs qui

serait réparti par moitié entre l'État et les communes, tandis que M. Delun-Montaud, le 10 mars 1883, proposait la taxe de 10 francs. Le texte voté par le Sénat le 23 novembre 1886 et le projet Morillot maintiennent la taxe actuelle de 28 francs.

Ce dernier projet, cependant, apporte une innovation en décidant que « ce droit sera porté au double pour les étrangers qui ne justifieraient pas d'une résidence habituelle en France ». Le but de cette disposition est d'empêcher un abus qui se commet dans nos départements frontières où des personnes étrangères, non domiciliées en France et résidant sur le territoire voisin, prennent un seul permis de chasse au nom de l'une d'entre elles, puis viennent à tour de rôle chasser en France avec cet unique permis.

DEUXIÈME SYSTÈME

Le second système, ou système des *permis multiples*, est celui que la plupart des législations étrangères ont adopté. Il consiste à admettre plusieurs sortes de permis dont le prix et la durée de validité varient suivant certaines considérations. Ces permis sont différenciés, soit d'après le mode de chasse auquel ils donnent droit, soit d'après les espèces de gibier qu'ils permettent de poursuivre, soit encore d'après leur durée de validité, soit enfin d'après la qualité ou la nationalité des chasseurs qui les demandent.

1^{er} groupe. — Parmi les législations étrangères qui, pour établir ces divers permis, se basent sur le mode

de chasse auquel ils donnent droit, il nous faut citer la Belgique. La loi belge du 28 février 1882 défend, sous peine de 100 francs d'amende, de chasser sans être muni d'un permis de port d'armes de chasse, dont le prix est de 35 francs plus une taxe provinciale, qui est généralement de 10 francs. En outre, pour chasser avec des lévriers, il faut, en vertu de cette loi et de la circulaire ministérielle du 2 mars 1882, être muni d'un permis spécial dont le prix est le même que pour le précédent. Ces deux permis sont délivrés par le commissaire de l'arrondissement et sont valables pour un an, du 1^{er} juillet au 30 juin suivant.

La loi espagnole de 1879 exige, pour chasser, deux permis : un permis de port d'armes et un permis de chasse, mais en outre il faut un permis spécial pour chasser au lévrier. Le permis de port d'armes est de 10 pesetas (10 francs), le permis de chasse de 25 pesetas (25 francs), et le permis de chasse au lévrier de 25 pesetas également. Ces permis sont valables pour une année, mais le permis spécial pour chasse au lévrier n'est valable que pour six chasseurs et dix chiens.

Il y a, dans le royaume des Pays-Bas, trois permis de chasse qui sont valables du 1^{er} juillet au 30 juin de l'année suivante : l'un, pour toutes les chasses, est de 30 florins (63 francs); le second, ne comprenant pas la chasse à courre ni la chasse au faucon, est de 15 florins (31 fr. 50); le troisième est de 5 florins seulement (10 fr. 50). Ce dernier, appelé petit permis, n'est valable

que pour certaines espèces de chasse, qui sont : la chasse aux cailles avec filets ou lacets, la chasse au gibier d'eau à l'aide de filets se rabattant et la chasse aux bécasses au moyen de trappes, lacets ou bricoles.

En Italie, il faut, pour chasser, être muni d'un permis de port d'armes dont le prix varie suivant les armes et, en outre, d'une licence de chasse que l'administration délivre moyennant le paiement d'un prix variable suivant que la permission est plus ou moins étendue quant aux moyens à employer. Par exemple, le permis pour la chasse avec fusil est de 12 liras (12 francs); celui pour la chasse au fusil avec chevalet (canardière) est de 66 liras; celui pour la chasse avec filets portés et glu est de 7 liras 20; celui pour la chasse avec filet fixe est de 24 liras, etc..... La licence est personnelle et indique la catégorie de chasse pour laquelle elle a été délivrée.

2^e groupe. — Les législations qui différencient les diverses sortes de permis, uniquement d'après le gibier que ceux-ci donnent le droit de chasser, sont beaucoup plus rares. On peut citer, cependant, dans cet ordre d'idées, les règlements adoptés dans certaines colonies et dans plusieurs pays placés sous l'influence européenne en Afrique, règlements dont les dispositions sont destinées à empêcher la destruction totale des animaux. On ne trouve en Europe rien d'analogue aux mesures prises par ces règlements, mais ceux-ci reposent sur un principe qu'il est très intéressant de noter. Il n'y a pas de permis de chasse général, mais il y a un permis

et un impôt spécial, presque toujours très élevé, pour chaque espèce de gibier, souvent même pour chaque animal que le chasseur a l'intention de poursuivre.

Dans l'Afrique orientale anglaise, par exemple, il y a un permis de 1 livre (25 francs) par an pour chasser l'antilope et un permis de 25 livres (750 francs) par an pour le rhinocéros, l'éléphant et la girafe. Il en est de même dans l'Afrique centrale anglaise et le Nyassaland, où il faut, en outre, un permis de port d'armes de 10 livres (250 francs) par an.

Dans l'Afrique orientale allemande, les chasses à l'éléphant et au rhinocéros sont en principe prohibées, mais on peut être spécialement autorisé par les autorités locales qui, dans ce cas, exigent le paiement d'impôts considérables, capables de faire reculer le plus brave : 500 roupies (environ 750 francs) pour la délivrance du permis ; 250 roupies (375 francs) pour le premier éléphant tué ; 200 (300 francs) pour les suivants. Pour le premier rhinocéros, l'impôt est de 250 roupies et, pour les suivants, de 50 (75 francs). Il y a en outre une taxe de 10 0/0 sur la valeur des fusils importés.

Le droit de chasser l'éléphant coûte 100,000 reis par an (500 francs) dans l'Afrique orientale portugaise.

La colonie anglaise du Cap est pauvre en gibier, et le législateur y prohibe la chasse de nombreux animaux. Cependant, des licences spéciales sont accordées sur demande par le gouverneur de la colonie, mentionnant le genre, le nombre et la variété des animaux que

l'on désire poursuivre. Ces permis vont de 10 à 100 livres (250 à 2,500 francs), selon que l'on veut tuer une gazelle ou un éléphant. Pour chasser les autres animaux, tels que outardes, faisans, lièvres et perdrix, il faut un permis de 5 livres (125 francs) par an.

Les lois sont mieux définies au Transvaal, mais le gibier y est fort rare. Les permis de chasse sont exigés depuis une loi du 1^{er} janvier 1892, qui, la première, a réglementé la chasse en cette région. Ils sont valables pour un an et coûtent : livres 0,10 (2 fr. 50) pour les petits oiseaux ; 10 livres (250 francs) pour les autruches ; livres 1,10 (27 fr. 50) pour les petites antilopes ; 3 livres (75 francs) pour les grandes antilopes, les zèbres et le sanglier ; 10 livres (250 francs) pour l'élan, le buffle, la girafe et le rhinocéros.

3^e groupe. — Les pays où les divers permis de chasse sont différenciés uniquement d'après leur durée de validité sont beaucoup plus nombreux et surtout beaucoup plus voisins du nôtre que les précédents. Nous citerons simplement le royaume de Saxe, le duché de Brunswick et le royaume de Hongrie.

Il y a en Saxe deux permis (de couleur différente), dont le premier, valable pour un an, est de 4 thalers (14 fr. 80), et le second, valable pour un certain nombre de jours fixés dans l'année de chasse, est de 1 ou 2 thalers (3 fr. 70 ou 7 fr. 40).

La loi du 19 avril 1879 adopte aussi deux permis pour le duché de Brunswick. L'un, valable pour l'année, est soumis à un droit de 10 marks (12 fr. 35) et

l'autre, délivré pour trois jours consécutifs seulement, ne coûte que 3 marks (3 fr. 75).

En Hongrie, depuis la loi de 1883, chacun est tenu d'acquitter une taxe pour les armes à feu servant à la chasse, qu'il possède ou qui sont détenues par les membres de sa famille, son personnel ou ses gardes. Cette taxe des armes (*fegyveradó*) est fixée à 1 florin (2 fr. 50) par an et par arme à un coup ; à 2 florins (4 fr. 93) pour arme à deux coups. En outre, tout chasseur doit payer la taxe de chasse (*vadaszati adót*) qui est de 12 florins (environ 30 francs) par an. Des permis de chasse (*vadaszati jegyek*) valables pour 30 jours sont délivrés au prix de 6 florins (15 francs).

4^e groupe. — On trouve très peu de législations qui établissent des permis différents en se basant uniquement sur les qualités personnelles du chasseur. Tout au plus peut-on citer la loi de 1866 qui, introduisant en Bohême le système allemand, ne reconnaît le droit de chasse qu'aux propriétaires de 200 jochs au moins. Ces propriétaires sont alors autorisés à user de leur droit de chasse soit par eux-mêmes, soit en le louant ou en le faisant exercer par des chasseurs (hôtes ou invités) commissionnés à cet effet. Or, des cartes de chasse personnelles, valables pour un an dans tout le royaume, sont exigées de tout chasseur, mais celles délivrées aux propriétaires ou fermiers de chasse coûtent 10 florins (25 francs), alors que celles affectées au chasseur commissionné sont de 2 florins (5 francs) seulement.

5^e groupe. — Presque toutes les autres législations

qui délivrent des permis différents suivant la personne du chasseur, ses droits ou sa nationalité, se basent en outre sur un certain nombre des considérations que nous avons exposées et ce sont ces législations qu'il nous reste à étudier.

Dans cette catégorie rentre la loi badoise de 1886. Le permis de chasse, délivré par l'administration du district pour un an, porte une date fixe (du 1^{er} février au 31 janvier) et son prix qui était de 12 marks en 1850 a été porté à 20 marks (25 francs). De plus, des permis de chasse d'une semaine peuvent être délivrés aux sujets de l'Empire n'ayant ni domicile ni résidence fixes dans le grand duché et qui sont en possession d'un permis de chasse non périmé délivré pour une année par une autorité publique allemande étrangère au grand duché. Le coût de ce permis n'est que de 5 marks (6 fr. 25). Pour faciliter la surveillance, l'article 41 de l'ordonnance ministérielle du 6 novembre 1886 porte que ces permis d'une semaine seront rédigés sur papier blanc et ceux d'une année sur papier gris pâle s'il s'agit d'un propriétaire ou locataire de chasse et sur papier jaune pâle s'il s'agit simplement d'un hôte de chasse.

Dans le grand duché de Luxembourg le permis de chasse d'un an valable du 1^{er} août au 31 juillet suivant n'est délivré qu'aux personnes remplissant les conditions dont nous avons déjà parlé (1) et les droits qu'il comporte se montent à 50 francs. Il peut être accordé, sur

(1) V. *supra*, page 110.

la demande d'un propriétaire ou locataire de chasse, se trouvant dans les conditions auxquelles nous venons de faire allusion, des permis de chasse valables pour cinq jours seulement à des Luxembourgeois résidant à l'étranger et à des étrangers ne résidant pas dans le grand duché. Ces permis ne peuvent être accordés plus de deux fois dans la même année de chasse à la même personne et le signataire de la demande est responsable des amendes ou réparations civiles qui pourraient être prononcées contre le porteur du permis. Il est perçu pour ces permis un droit de 5 francs. Les commissaires de district peuvent, en outre, délivrer des permis d'un an valables seulement pour l'établissement des tenderies. Ces permis donnent ouverture à un droit minime de 3 francs : ils sont nécessaire pour la chasse des petits oiseaux à l'aide de ce procédé, mais les personnes déjà munies d'un permis d'une année sont dispensées de cette obligation.

En Alsace-Lorraine, la loi de 1883, après avoir déclaré que nul ne peut chasser sans avoir obtenu un permis de chasse, déclare que ces permis seront délivrés pour l'espace de temps du 2 février au 1^{er} février de l'année suivante et seront valables pour tout le pays. L'article 9 ajoute : « Des permis de chasse additionnels pourront être délivrés, sur la demande du propriétaire de la chasse, à des invités pour un espace de 8 jours. Ces permis ne seront valables que pour le district de chasse de celui à qui le droit de chasse appartient. » Ainsi, ces permis sont spécialement réservés aux personnes

que le texte appelle des invités ; ils ont une durée maxima de 8 jours et si le chasseur veut sortir du district de chasse appartenant à celui qui l'a invité, il doit se munir d'un nouveau permis demandé pour lui par le propriétaire de ce second district de chasse. La délivrance d'un permis ordinaire donne lieu au paiement d'un droit de 20 marks (25 francs) et celle d'un permis additionnel au paiement d'un droit de 5 marks (6 fr. 25).

Les Cantons Suisses, usant de la liberté que leur accordait la loi fédérale du 17 septembre 1875, ont adopté, quelques-uns le régime des chasses louées, excellent pour la conservation du gibier, les autres, et ce sont les plus nombreux, le régime des chasses à patente ou permis. Tout Suisse est autorisé à chasser sur le territoire du canton qui lui a délivré le permis, mais les permis, dans chaque canton, sont en nombre considérable et leurs prix sont très divers. Les principaux sont : 1° les permis pour la chasse de plaine et la chasse générale (du 1^{er} septembre au 15 décembre) ; 2° les permis pour la chasse des oiseaux seulement ; 3° les permis pour la chasse de montagne et la chasse générale ; 4° les permis pour la chasse de montagne seulement ; 5° les permis pour la chasse sur les lacs etc.... Il y a aussi des permis spéciaux pour les étrangers, valables seulement pour 1, 3, 5, et 10 jours ; des permis spéciaux pour la chasse au renard ; des permis pour la destruction des animaux nuisibles, et des permis ornithologiques délivrés à des savants dans un but scientifique. C'est dans les cantons de Nidwald, des

Grisons et du Tessin que les prix de ces permis sont le moins élevés ; le prix le plus élevé se trouve dans ceux de Berne, Zurich, Fribourg et Soleure. Cette variété de prix fait que le citoyen suisse qui voudrait chasser sur tous les cantons (41,390 kilomètres carrés), avec un chien, et dans toutes conditions, aurait à payer la somme de 1,098 francs. Les sommes qui rentrent ainsi dans les caisses communales sont très importantes.

Il n'est pas sans intérêt de citer, pour terminer ce sujet, l'ordonnance impériale du 5 octobre 1892 relative à la réglementation de la chasse au Japon. Il y a, d'après cette ordonnance, deux catégories de permis : le permis de chasse de profession et le permis de chasse d'agrément. Le premier est délivré à ceux qui font de la chasse un moyen d'existence, le second à ceux qui chassent pour leur plaisir. Chacune de ces catégories se subdivise en permis de la classe A pour ceux qui ne font pas usage d'armes à feu, et permis de la classe B pour ceux qui en font usage. Les permis de chasse de la classe A sont valables pour une année entière à partir du 15 octobre ; ceux de la classe B sont valables pour une saison commençant le 15 octobre et finissant le 15 avril de l'année suivante. Le prix du permis varie suivant chacune de ces catégories. Avant cette ordonnance de 1892, les étrangers, et notamment les Français, qui demandaient un permis, devaient, n'étant pas soumis à la loi Japonaise, s'engager vis-à-vis des autorités de ce pays à observer certaines conditions et à payer la somme de 10 dollars en cas d'infraction à l'une d'elles.

En outre ils n'avaient pas les mêmes droits que les nationaux et ne pouvaient chasser que sur certains territoires, voisins des ports, et assignés par les traités. Aujourd'hui ces restrictions n'existent plus. L'ordonnance de 1892¹ abolissant les règlements et les arrangements diplomatiques antérieurs, la question des pénalités à appliquer par les tribunaux consulaires, au cas où les étrangers violeraient les prohibitions de cette ordonnance, soulève quelques difficultés.

6° Notons enfin qu'en Angleterre le montant des droits des licences nécessaires pour la chasse (en outre du permis de port d'armes), varie suivant l'époque pour laquelle elles sont délivrées. Les permis sont pris soit du 5 avril au 31 octobre de la même année, soit du 5 avril au 5 avril de l'année suivante. Les premiers sont imprimés sur papier vert et coûtent 2 livres (50 francs), les seconds sur papier rouge et coûtent 3 livres (75 francs). Il y a, en outre, des licences qui sont prises le 1^{er} novembre ou après et qui expirent le 5 avril suivant. Pour ces dernières le droit est de 2 livres et elles sont sur papier jaune. Pour les gardes-chasse il y a une licence spéciale dont le prix est de 2 ou 3 livres suivant les cas et les marchands de gibier doivent aussi prendre une licence du prix de 2 livres.

PROPOSITIONS DE LOIS

Des deux systèmes que nous venons d'exposer, celui des permis multiples est donc le plus répandu parmi les législations étrangères. Notre législation ne l'a pas

encore adopté, et c'est avec raison selon nous, mais il ne faudrait pas croire qu'il n'a jamais été proposé. De nombreux projets de lois, depuis 1844, ont réclamé son adoption.

Une première proposition, déposée en ce sens le 4 août 1876 à la Chambre des députés (1) par MM. Alexandre de Bosredon, Raynaud et Taillefer tendait à remplacer l'article 5 actuel par un autre ainsi conçu : « Les permis de chasse seront de deux sortes, savoir : 1° permis libéré, dont le coût intégral aura été payé avant sa délivrance ; 2° permis non libéré dont le coût ne sera payé qu'après sa délivrance et conformément à ce qui sera ultérieurement expliqué. Le permis libéré donnera le droit de chasser, en se conformant aux lois, à partir du jour de sa délivrance, et pour l'année entière. Le permis non libéré ne donnera ce droit qu'après le versement des taxes réglées d'après le tarif qui va suivre, durant la période pour laquelle ces taxes auront été acquittées..... La délivrance des permis de chasse libérés donnera lieu au paiement d'un droit de 15 francs au profit de l'État et de 10 francs au profit de la commune dont le maire aura donné l'avis exigé. Les taxes afférentes aux permis non libérés pourront être acquittées, à la faculté de l'intéressé, soit pour un ou plusieurs mois, soit pour un ou plusieurs jours consécutifs, sans fractions de mois ou de jours. La taxe à verser pour

(1) Annexe au procès-verbal de la séance du 4 août 1876, *Journal Officiel* du 21 septembre.

chaque mois sera de 10 francs ; celle à verser pour chaque jour, de cinquante centimes. Ces taxes seront attribuées de la manière suivante : les $\frac{3}{5}$ à l'État, les $\frac{2}{5}$ à la commune dans laquelle le titulaire du permis aura son domicile etc..... »

Deux ans après, un second projet déposé le 16 février 1878 (1) demandait qu'il soit créé, en outre du permis actuel, des permis de chasse valables pour une semaine et des permis de chasse valables pour un jour, de prix différents.

La seconde rédaction du projet déposé par M. Labitte en 1881 (2) élevait à 30 francs le prix du permis de chasse mais, en même temps, elle comportait la création d'un permis spécial imprimé sur papier de couleur, valable seulement pour les dimanches et jours de fêtes légales, et dont le prix aurait été de 10 francs.

Dans des sessions plus récentes nous trouvons d'abord une proposition de M. Naquet, député, déposée le 28 novembre 1893 (3) tendant à la délivrance de permis de chasse valables pendant 24 heures. Son article unique est ainsi conçu : « Il est créé des permis de chasse valables pendant 24 heures. Ces permis qui prendront le nom de *bons de chasse* seront mis en vente dans tous les débits de tabac. Leur prix est fixé à cinquante centimes. La moitié de cette somme sera attribuée à

(1) Annexe au procès-verbal de la séance du 16 février 1878.

(2) Annexe au procès-verbal de la séance du 4 novembre 1881.

(3) Annexe au procès-verbal de la séance du 28 novembre 1893.

l'État, l'autre moitié à la commune sur le territoire de laquelle le bon aura été acheté. »

Vient ensuite un projet de M. Gendre, député, déposé le 7 mai 1894 (1), dont le but est à la fois non seulement de diminuer le prix des permis et de créer des permis temporaires, mais encore de compléter les mesures relatives à la répression du braconnage. Il porte dans son article 1^{er} : « A dater de la promulgation de la présente loi, le prix du permis de chasse annuel est fixé à 15 francs, dont 10 francs à l'État et 5 francs à la commune. Il est créé des permis temporaires au jour et au mois, à raison de 25 centimes par jour et de 5 francs par mois. Tous les permis seront délivrés par les percepteurs des contributions directes, sur certificats des maires des communes habitées par les intéressés, constatant qu'ils ne sont pas privés du droit de chasser. La quittance du percepteur tiendra lieu de permis de chasse. »

Enfin, tout récemment, le 27 juin 1899, M. Léon Pommeray, député, déposait à la Chambre (2) une proposition dont l'article unique porte : « En outre du permis de 28 francs, tel qu'il est délivré aujourd'hui, il est établi deux autres sortes de permis : le premier, valable pour une semaine et dont la délivrance aura lieu sous les mêmes formes au prix de 5 francs ; le second, pour le dimanche seulement et à 1 franc. Ce

(1) Annexe au procès-verbal de la séance du 7 mai 1894.

(2) Annexe au procès-verbal de la séance du 27 juin 1899.

dernier permis, qui sera délivré par le percepteur du chef-lieu de canton de la résidence de l'impétrant, ne sera valable que dans le département et les arrondissements limitrophes. Le montant des permis de chasse hebdomadaires et journaliers sera réparti par égales parts entre la commune et l'État. »

DISCUSSION DE CES DEUX SYSTÈMES

Que faut-il en penser ? Malgré l'exemple des législations étrangères et les raisons, fort bonnes en apparence, données par les auteurs des divers projets, nous croyons que le système du *permis unique* est préférable à celui des *permis multiples*.

Les partisans de cette seconde théorie objectent qu'une personne qui est fort occupée et qui n'aura par an que quelques journées de liberté pouvant être consacrées à la chasse, ne se résoudra jamais à prendre un permis annuel de 28 francs. Elle se trouvera, par suite, ou privée d'un plaisir honnête et salulaire, ou amenée à chasser en fraude, à faire du braconnage.

C'est là, croyons-nous, une erreur. Celui qui a vraiment le désir de chasser, soit d'une façon fréquente, soit simplement d'une façon accidentelle, ne reculera pas devant une taxe aussi minime que celle de 28 francs dont le paiement lui donnera toute sécurité en face de la loi et lui permettra de chasser quand bon lui semblera pendant la période de l'ouverture. Ceux qui auront la pensée de se soustraire au paiement du droit de 28 francs auront tout aussi bien la pensée de se soustraire

au paiement d'une taxe plus minime et seront la plupart du temps des gens sans grande moralité, auxquels il est bon d'enlever, dans la mesure du possible, l'exercice légal du droit de chasser. Il est certain qu'il y a grand intérêt à éviter le plus possible toutes les causes capables de pousser au braconnage, car ceux qui détruisent le gibier ce ne sont pas tant les chasseurs que les braconniers, mais le meilleur moyen d'arriver à ce but, c'est de faire des lois répressives suffisamment fortes et d'avoir un système de surveillance suffisamment organisé, pour que ceux qui seraient tentés de contrevenir aux lois soient arrêtés par la certitude du châtiment. Or, dans le système des permis multiples le contrôle nous paraît très difficile. On connaît en général, dans les villages surtout, ceux qui ont des permis de chasse et ceux qui n'en ont pas, de sorte que ces derniers hésitent à s'aventurer dans la crainte d'être vus porteurs d'un fusil, d'être suivis et finalement d'être surpris en train de braconner. Avec le système des permis multiples, au contraire, si un garde champêtre ou un garde particulier rencontre en action de chasse un individu qu'il sait ne pas avoir un permis annuel, il négligera peut-être de lui demander la représentation de son permis temporaire, s'en rapportera à ses dires ou même ne lui demandera rien du tout, craignant de le blesser par un soupçon injustifié. Il supposera que cet individu s'est muni, pour la circonstance, d'un permis temporaire, alors qu'il n'en est rien.

Au point de vue fiscal, dit-on encore, l'État et les

communes trouveraient un avantage considérable à l'application du système des permis multiples. Le trésor ne sera pas lésé dans ses bénéfices, il en résultera au contraire un accroissement de ressources, car l'obtention des permis temporaires ne fera pas tort à la délivrance des permis annuels. Il arrivera, d'autre part, que ceux qui croyaient pouvoir se contenter d'un permis temporaire, d'une semaine par exemple, prendront goût à la chasse et seront amenés, dans le cours de la saison, à prendre un nombre de petits permis dont le prix total atteindra ou même dépassera celui du permis annuel.

Ce calcul nous semble très douteux. Ceux qui croiront pouvoir être amenés au cours de la saison à chasser plusieurs fois, préféreront prendre une fois pour toutes leurs précautions en se faisant délivrer un permis annuel. Quant à ceux qui ne chassent qu'accidentellement, s'ils prennent goût à la chasse et désirent continuer cet exercice, ils cesseront de prendre des permis temporaires dès qu'ils verront que cela leur revient trop coûteux et ils se feront délivrer un permis annuel.

En outre, ce système conduirait à de grandes difficultés pratiques. De deux choses l'une : ou bien le permis sera encore demandé à l'administration et alors celui qui, un jour par hasard, voudra chasser, n'aura souvent pas le temps matériel de prévoir cela et de demander le permis, à moins que le préfet ou le sous-préfet ne se presse énormément pour le lui accorder, ce qui pourrait peut-être rendre l'enquête préalable insuffisante ;

ou bien les permis seront mis d'avance à la disposition des chasseurs, par exemple dans les bureaux de tabac, et alors il n'y aura plus aucun contrôle sur la moralité de ceux qui les prendront, d'où de grands dangers pour la sécurité publique.

Il arriverait d'ailleurs un moment où le Trésor subirait forcément un déficit, car au bout d'un certain temps, avec des permis multiples, le gibier déjà rare disparaîtrait presque complètement et il n'y aurait plus de demande de permis. Le gibier est une richesse nationale et toute loi cynégétique doit s'occuper de sa conservation. Nos adversaires prétendent que cette objection n'est pas sérieuse car le gibier, loin d'être menacé par une affluence plus grande de chasseurs, se trouverait mieux protégé, puisque par suite des facilités données, il pourrait être considéré comme le plaisir de presque tous, le droit du propriétaire restant d'ailleurs tout entier. Il faut, disent-ils, faciliter pour les petits cultivateurs et les petits propriétaires l'exercice du droit de chasse et les intéresser ainsi à la conservation du gibier, car sans cela ils seraient tentés de le détruire en braconnant. Nous avons déjà combattu cette idée et nous ajouterons ici que ces individus, s'ils ont envie de braconner, braconneront tout autant dans le système que nous combattons. Ils négligeront de se munir d'un permis temporaire dont ils peuvent, en fait, se passer, et dont ils se passeront la plupart du temps. S'ils veulent être en règle, ils prendront un permis annuel. Ils détruiront peut-être même plus de gibier que dans le système

du permis unique, car ils craindront de voir, les jours de fête, les campagnes envahies par un nombre énorme de chasseurs d'occasion, munis d'un permis de vingt-quatre heures, et dans la crainte que le gibier ne soit tué par un autre, ils commenceront par le tuer eux-mêmes.

Nos adversaires, enfin, représentent leur système comme devant donner satisfaction à l'opinion publique en démocratisant le droit de chasse et en mettant cet exercice hygiénique et salubre à la portée de toutes les bourses. Ceci est tout à fait faux. Sans doute, moyennant la minime somme de cinquante centimes, tout individu pourrait, dans le projet Naquet par exemple, passer une agréable journée ; mais il n'en est pas moins vrai que cet individu n'aura pas les mêmes droits que celui qui, ayant payé 28 francs, aura le droit de chasser toute l'année.

Il faut donc que la taxe soit unique, la même pour tous, et tout ce que l'on peut faire pour démocratiser le droit de chasse, c'est, nous le répétons (1), de fixer le chiffre de cette taxe de manière qu'elle soit accessible à tous, tout en présentant cependant suffisamment de garanties. La somme actuelle de 28 francs est très abordable et nous croyons qu'on ne saurait la diminuer sans danger.

APPENDICE

Certains, cependant, reprenant une partie des arguments qu'on nous oppose et prétextant la nécessité de

(1) V. *supra*, page 149.

démocratiser encore plus le droit de chasse et la possibilité de favoriser la reproduction du gibier en intéressant les petits propriétaires à sa conservation, ont proposé, non plus seulement la création de permis multiples, mais la suppression de la taxe des permis de chasse à laquelle seraient substituées des taxes diverses.

Ces projets se réduisent à deux :

1° — Le premier fut déposé par M. Chavoix à la Chambre des députés le 20 mai 1879 (1) et fut vivement critiqué par M. Labitte en 1881. L'auteur de cette proposition maintenait la nécessité du permis de chasse, reconnaissant qu'il est indispensable dans un intérêt d'ordre public ; mais il demandait que ce permis fût délivré gratuitement. Pour remédier aux pertes que la suppression de cet impôt pourrait faire subir au Trésor, M. Chavoix proposait de faire payer 3 francs pour un fusil double, 1 fr. 50 pour un fusil simple pouvant servir à la chasse et 5 francs pour la chasse au moyen de procédés autres que le fusil, mais autorisés par la loi du 3 mai 1844. La déclaration de ces fusils devrait être faite au secrétariat de la mairie de la commune du domicile réel du chasseur. La quittance de la somme versée à la caisse du percepteur tiendrait lieu de permis de chasse et devrait être présentée à toute réquisition des agents chargés de veiller à l'exécution des lois et règlements sur la police de la chasse.

(1) Ce projet avait déjà été proposé par le même auteur en 1878. V. *Journal officiel* du 22 décembre 1878 et du 7 décembre 1879.

M. Laroche-Joubert, dans un contre-projet, proposait d'établir un droit de 1 franc pour les fusils simples et de 2 francs pour les fusils doubles, payable par tous les détenteurs de ces armes, qu'elles soient ou non destinées à la chasse. Ce genre d'impôt serait impossible à appliquer, car il faudrait s'en rapporter aux simples déclarations, à moins de faire des perquisitions déplacées et il y aurait forcément de nombreuses fraudes. Quant aux chasseurs, ils iraient, d'après l'auteur de cette proposition, dans les bureaux de tabac prendre des timbres-permis de chasse, rouges ou verts, de 20 centimes pour un fusil simple et de 30 centimes pour un fusil double, valables pour une journée. Ils devraient les annihiler eux-mêmes en y mettant la date et les exhiber à toute réquisition des agents. C'est ingénieux peut-être, mais en tous cas impossible à mettre en pratique car il faudrait s'en rapporter à la bonne foi des gens.

M. Chavoix faisait remarquer que l'impôt soutenu par son projet existe en Angleterre et prétendait faire rentrer ainsi au Trésor 15 millions, soit une plus-value de 5 millions 1/2 environ.

Son principal argument est aussi la conservation du gibier à laquelle seraient ainsi intéressés les petits cultivateurs, et, selon lui, plus il y aura de destructeurs, plus il y aura de gibier. Nous savons ce que vaut cet argument fantaisiste. C'est exagérer les choses que d'accuser le petit cultivateur qui ne chasse pas de se livrer au braconnage et de détruire les œufs et les petits par le seul motif qu'il n'a pas l'espoir de les tuer à l'état

adulte. En tous cas, il ne deviendra pas conservateur parce qu'il aura obtenu à meilleur marché un droit qu'il prend si souvent gratis. Il détruira tout autant, convaincu que sa réserve sera inefficace au point de vue de la conservation, son voisin pouvant détruire immédiatement ce qu'il aurait eu la prévoyance de ménager.

L'Angleterre nous fournit, il est vrai, l'exemple d'une taxe imposée sur les armes de chasse, mais M. Chavoix oublie, en citant cet exemple, que la loi anglaise établit en même temps une taxe sur le permis de chasse. Elle est donc, au contraire, plus exigeante encore que notre loi.

Est-il vrai que le Trésor y gagnerait ? C'est fort douteux, nous croyons même pouvoir répondre négativement. M. Chavoix, pour fixer le rendement de l'impôt proposé par lui, se basait sur le chiffre de six millions de fusils. Admettons que ce chiffre ne soit pas exagéré : il n'en est pas moins vrai que, d'une part, beaucoup ne déclareront pas leurs armes, et que, d'autre part, il arrivera souvent qu'un même fusil servira à tour de rôle pour plusieurs chasseurs qui se le passeront mutuellement.

Le calcul de M. Chavoix nous paraît ainsi grandement exagéré, d'autant plus que le contrôle sera très difficile. Les chasseurs seront très nombreux, les permis de chasse seront gratuits et tous les individus, même non chasseurs, qui ne se trouveront pas dans les cas des articles 6, 7 et 8, auront soin de se munir d'un permis pour le cas où ils viendraient à en avoir be-

soin. Il y aura forcément pendant les époques de chasse, notamment au moment des ouvertures, un nombre énorme de chasseurs, de toutes les qualités et de tous les tempéraments, jaloux les uns des autres, qui se trouveront en même temps sur le territoire d'une même commune. Les gardes-champêtres ne pourront jamais contrôler efficacement les droits de tous ces individus et beaucoup de malfaiteurs profiteront de pareilles circonstances pour se livrer à tous leurs mauvais instincts et mettre en péril la sécurité des personnes et des propriétés.

En supposant que chaque chasseur ne tue que une ou deux pièces de gibier, le nombre de ces chasseurs devant être très grand, il en résultera, quoiqu'en ait dit l'auteur de ce projet, une disparition rapide du gibier, d'autant plus que chacun se dira : « Si ce n'est pas moi qui tue, ce sera un autre. »

On vient dire que la taxe de 28 francs crée un privilège pour les classes riches, mais s'il en est ainsi, le projet est en contradiction avec lui-même, car au lieu de supprimer ce privilège, il l'étend et crée tout simplement un plus grand nombre de chasseurs privilégiés. Beaucoup de malheureux, chargés de famille, ne pourront pas dans les campagnes payer, pour avoir le droit de chasser, la somme de 3 francs qui pour eux représente une journée de travail. Si l'on veut entrer dans cet ordre d'idées et démocratiser la chasse encore plus qu'elle ne l'est actuellement, le seul moyen c'est de supprimer complètement toute espèce de taxe, et nous

avons vu que cela serait à la fois impossible et dangereux.

2° — Le second projet est d'une date encore toute récente et n'a été déposé que le 8 juin 1899 par M. Jacob, député. Son article 1^{er} est ainsi conçu : « Le permis de chasse est supprimé. Il est remplacé par une taxe proportionnelle et progressive établie comme suit : Elle sera de dix centimes par hectare de terrain non bâti jusqu'à cinquante hectares de chasse réservée ; de vingt centimes par hectare jusqu'à cent ; de trente centimes par hectare jusqu'à cinq cents ; de quarante centimes par hectare jusqu'à mille ; et de cinquante centimes par hectare au-dessus de mille inclus. »

Il faut remarquer tout d'abord que ce projet, à la différence du précédent, supprime non seulement la taxe du permis de chasse mais le permis de chasse lui-même, pour ne conserver qu'un impôt sur le droit de chasse. Nous avons vivement combattu la suppression du permis de chasse et ce que nous avons dit à ce sujet suffirait pour faire écarter ce projet. L'intérêt fiscal n'est pas en effet la seule raison d'être du permis de chasse, celui-ci s'impose pour beaucoup d'autres raisons d'ordre public.

Peut-être, alors, pourrait-on songer à maintenir le permis de chasse, sauf à remplacer simplement sa taxe fixe par une taxe semblable ou analogue à celle du projet Jacob. Nous ne le pensons pas, et nous croyons qu'il faut repousser le principe même de la taxe proportionnelle.

Les partisans de cette proposition reconnaissent

comme nous la nécessité d'imposer une taxe au chasseur, mais ce qu'ils contestent c'est la manière dont elle doit être fixée. La taxe qui constitue le droit de chasse, disent-ils, est un impôt de capitation et comme tous les impôts de ce genre il est de la plus grande injustice. Celui qui possède 10,000 hectares de terres paye le droit de chasser sur cet espace immense 28 francs, celui qui ne possède qu'un hectare ou n'en possède pas du tout paye la même somme. Le devoir du législateur est d'établir ce droit selon la proportionnalité de la propriété non bâtie que possède le chasseur.

L'injustice dénoncée par les partisans de ce système existe-t-elle en réalité ? Nous ne le pensons pas. Il n'y a pas égalité d'impôts entre ceux qui possèdent 10,000 hectares de terre et ceux qui n'en possèdent qu'un, puisque les contributions foncières qui forment, en somme, le principal impôt, sont proportionnées à l'étendue et créent, par conséquent, une différence entre eux. Sans doute, ces deux propriétaires ou possesseurs paieront tous deux, s'ils veulent chasser, la même taxe de 28 francs, mais cette taxe est un impôt qui n'a rien de commun avec la propriété foncière. Elle frappe, non pas le sol sur lequel on chasse, mais le droit de chasser lui-même. Elle est exigée, non pas pour pouvoir chasser dans tel ou tel endroit, mais simplement pour pouvoir chasser, d'une façon générale. Ce qui est imposé, c'est le fait d'avoir le droit de se livrer légalement à l'exercice de la chasse, et par conséquent, ce droit étant le même pour tous, la taxe doit être aussi la même.

Ce système d'ailleurs présenterait de grandes difficultés d'application et de contrôle ; il donnerait lieu à des fraudes nombreuses et l'intérêt fiscal y perdrait considérablement. Sans doute, l'auteur du projet a prévu ces fraudes et pris des dispositions pour les empêcher. Pour éviter qu'un propriétaire de 100 hectares déclare ne vouloir chasser que sur 50, il décide que toutes les chasses qui sont réservées par le propriétaire sont de droit soumises à la taxe proportionnelle, qu'il y chasse ou non. Pour éviter aussi que plusieurs chasseurs ne s'entendent afin de tourner la loi, en se faisant passer pour les simples permissionnaires de l'un d'entre eux, il déclare que nul ne pourra chasser sur le terrain d'autrui sans le consentement de celui qui en possède le droit de chasse et sans être muni d'une quittance de cinquante centimes valable pour une journée ou de 3 francs valable pour une semaine, délivrée dans les bureaux de tabac. Un tableau des chasses assujetties à la taxe proportionnelle serait tenu à la mairie de chaque commune à la disposition du public et le récépissé délivré par le maire tiendrait lieu de permis de chasse sur les terres déclarées. Malgré tout il y aurait des fraudes nombreuses et surtout des difficultés d'organisation, de comptabilité et principalement de contrôle très grandes.

Quant aux arguments tirés de la nécessité de conserver le gibier nous savons ce qu'ils valent.

Ce projet ne nous paraît donc pas plus admissible que le précédent.

§ XI. — Représentation du permis de chasse

Il nous reste pour terminer l'étude du permis de chasse, à dire quelques mots sur la façon dont il doit être représenté. Nul ne peut chasser s'il ne lui a été délivré un permis de chasse par l'autorité compétente, et tout individu rencontré en exercice de chasse par un agent de la force publique doit exhiber son permis si cet agent l'en requiert. Faut-il donc que le chasseur soit porteur de son permis au moment où il est en exercice de chasse ?

La question était controversée sous l'empire du décret de 1812 et beaucoup décidaient qu'il y avait un délit à chasser sans être porteur de son permis. Il y avait en cela, croyons-nous, une confusion. Il faut se garder de confondre d'une part le permis de chasse, c'est-à-dire la permission de chasser accordée par le préfet ou le sous-préfet et d'autre part l'écrit, simple moyen de preuve constatant que cette permission est accordée. Ce sont là deux choses bien différentes désignées sous le même nom de *permis de chasse*, mais qu'il importe de distinguer.

La loi actuelle se bornant à dire que nul ne pourra chasser s'il ne lui a été délivré un permis, il est évident que tout chasseur poursuivi doit être relaxé des poursuites, s'il justifie qu'au jour du procès verbal le permis lui était déjà délivré (1). On pourrait de même chasser

(1) En ce sens : Cour de Caen, 5 mai 1845, Orléans, 10 mars 1846, et Montpellier, 12 octobre 1846 (D. 47, 4, 73).

avant d'avoir reçu le permis, pourvu qu'il ait été déjà signé. En tous cas c'est au chasseur à établir qu'il avait obtenu un permis, et non pas au ministère public à prouver le contraire.

En outre, celui qui chasse sans être muni de son permis, alors que celui-ci lui est délivré et qui donne par ce fait lieu à des poursuites, doit, bien qu'il soit acquitté par le tribunal, demeurer passible des frais. On objecte que l'article 162 du Code d'Instruction criminelle condamne aux dépens la partie qui succombe et non pas celle que le tribunal acquitte. Malgré cet article nous persistons dans notre opinion, car si le chasseur avait exhibé son permis dès le début à l'agent de l'autorité, les poursuites n'auraient pas eu lieu. La Cour de Caen dans un arrêt du 8 mai 1845 s'est prononcée en ce sens (1).

§ XII. — Cas de perte ou de destruction accidentelle du permis.

Qu'arrivera-t-il si le permis ayant été détruit par accident ou simplement égaré par le chasseur, celui-ci se trouve dans l'impossibilité de le représenter ? Il ne pourra incontestablement pas chasser sans être muni d'un nouveau permis, car la règle que nul ne peut chasser sans permis est générale ; mais quelles formalités devra-t-il accomplir pour l'obtention de ce second permis ? Pourra-t-il obtenir simplement un duplicata ou devra-

(1) D. 45, 4, 73.

t-il au contraire acquitter une seconde fois les droits de 28 francs et obtenir l'avis préalable du maire ?

Certains répondent affirmativement dans tous les cas sans admettre aucune distinction, se basant sur une circulaire du 22 juillet 1851 qui engage les préfets à ne délivrer jamais ni duplicata ni certificat.

Nous croyons qu'il y a lieu de distinguer :

Si le permis a été simplement égaré ou perdu par le chasseur, nous comprenons que l'administration refuse, en fait, un second permis, tant que les nouveaux droits n'ont pas été acquittés. Autrement il pourrait arriver que quelqu'un, trouvant le permis, cherchât à tromper les agents qui surveillent la chasse, de façon que si le chasseur primitif obtenait un duplicata, il y aurait deux personnes chassant avec le même permis. On peut cependant très bien soutenir que, même dans ce cas, l'administration ne peut pas exiger le versement de nouveaux droits, par la raison que la loi n'exige qu'une condition, à savoir : qu'un permis ait été délivré et non qu'on en soit porteur. Ce qui est perdu, d'ailleurs, ce n'est pas le permis, mais simplement l'écrit qui le constate et sert de moyen de preuve.

D'autre part, si le chasseur perd son permis par suite d'un événement de force majeure, à condition bien entendu que cet événement soit prouvé, ou si le permis se trouve, par une cause quelconque, hors d'usage, nous croyons que le préfet ou le sous-préfet devrait délivrer un nouveau permis ou un duplicata, sans exiger le paiement de nouveaux droits.

Il est regrettable que notre loi de 1844 n'ait pas prévu ces diverses hypothèses. Le projet Morillot de 1894, pour combler cette lacune, ajoutait à l'article 5 (devenu l'article 7 dans ce projet) un paragraphe ainsi conçu : « En cas de perte, le permis de chasse pourra être délivré par duplicata, sans autres frais que le paiement du timbre de la demande. Le permis adiré sera annulé par arrêté du préfet ou du sous-préfet qui l'aura délivré. »

§ XIII. — Sanction de la chasse sans permis.

Quelle sanction sera applicable à l'individu qui sera trouvé chassant sans permis ?

Le décret de 1812 qui contenait les dispositions pénales portées contre ceux qui chasseraient sans le permis de port d'armes de chasse créé par le décret de 1810, infligeait au délinquant une amende qui ne pouvait être moindre de 30 francs ni excéder 60 francs (article 1). En cas de récidive, l'amende était de 60 francs au moins et de 200 francs au plus. Le Tribunal pouvait en outre prononcer un emprisonnement de 6 jours à 1 mois (article 2). Il y avait dans tous les cas confiscation des armes et, si elles n'étaient pas saisies, le délinquant était condamné à les apporter au greffe ou à en payer la valeur suivant la fixation qui en était faite par le jugement, sans que cette fixation pût être au dessous de 30 francs.

La jurisprudence de la Cour de cassation de 1812

reconnaissait que le délit de chasse sans permission et le délit de port d'armes formaient deux cas bien tranchés donnant lieu à une double amende. Le délit de chasse était puni d'après la loi du 30 avril 1790 et celui du port d'armes sans permis d'après le décret de 1812. Or, dans les bois soumis au régime forestier, l'administration forestière avait qualité pour poursuivre les délits de chasse mais ne l'avait pas pour poursuivre les contraventions aux règlements sur le port d'armes, d'où résultait la nécessité, lorsqu'un individu était prévenu des deux délits, de dresser deux procès-verbaux dont l'un était poursuivi par l'administration et l'autre par le Procureur du Roi.

Depuis la loi de 1844 qui crée le permis de chasse, il n'y a plus aucune distinction de ce genre, mais toute violation à l'une ou à l'autre des règles qui régissent le permis de chasse, sa nécessité, ses formalités, son caractère de personnalité et sa durée, constituent nécessairement le délit de chasse sans permis.

L'article 11 inflige aux délinquants une amende de 16 à 100 francs qui peut être portée au double, aux termes de l'article 14, « si le délinquant était en état de récidive, et s'il était déguisé ou masqué, s'il a pris un faux nom, s'il a usé de violence envers les personnes ou s'il a fait des menaces ». Pour qu'il y ait récidive, il faut que dans les douze mois qui ont précédé l'infraction le délinquant ait été condamné pour délit prévu par la loi de 1844.

Il n'y a pas d'emprisonnement pour le délit de chasse

sans permis, à moins que le délinquant ne soit en état de récidive et n'ait pas encore satisfait à une condamnation précédemment encourue. Dans ce cas, la peine de l'emprisonnement de six jours à trois mois peut être appliquée facultativement.

Dans tous les cas, la confiscation de l'arme doit être prononcée et l'article 16 renouvelle sur ce point les dispositions du décret de 1812.

Le tribunal peut enfin, en vertu de l'article 18, précédemment étudié, priver le délinquant du droit d'obtenir un permis de chasse pour un temps qui ne saurait excéder cinq ans.

Ces dispositions sont malheureusement à peine suffisantes et n'intimident que fort peu les délinquants. La confiscation, notamment, pour être efficace, devrait être sévèrement appliquée, tandis qu'il arrive tous les jours que le condamné dépose au greffe un fusil sans valeur acheté chez les marchands d'habits, fripiers ou brocanteurs, qui font de ces armes un commerce tout spécial.

CHAPITRE II

DES RAPPORTS DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE ET DU DROIT DE CHASSE

SECTION PREMIÈRE

DU DROIT DE CHASSE EN FRANCE ET DE SA CESSION.

§ 1^{er}. — Le droit de chasse appartient au propriétaire et
à ses ayants-droit.

La loi de 1844 confirmant le principe admis en 1789 considère le droit de chasse comme un attribut du droit de propriété. « Nul n'aura la faculté de chasser sur la propriété d'autrui, dit l'article 1^{er}, sans le consentement du propriétaire ou de ses ayants-droit. »

Certains ont prétendu que notre loi de 1844, en consacrant ce principe, s'est mise en contradiction avec le droit naturel, d'où dérive le droit de chasse, qui, d'après eux, devrait être libre pour tous. Ce reproche est injustifiable. Le droit de chasse dérive incontestablement du droit naturel, mais il ne faut pas confondre le droit personnel et le droit réel de chasse. Le droit de chasser appartient personnellement à tous, mais nul ne peut l'exercer au préjudice et contre le gré du propriétaire du sol. S'il en était autrement, ce serait

battre en brèche l'inviolabilité de la propriété et ouvrir la porte à de graves abus. La chasse n'est pas seulement un plaisir, mais un droit qui dérive du droit naturel et que le Code civil et la loi de 1844 s'accordent pour n'attribuer qu'au propriétaire seul. « La propriété, dit l'article 544 du Code civil, est le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou règlements. » Le droit de chasser étant un accessoire, un des éléments de la jouissance, doit être forcément considéré comme un attribut de la propriété et réservé, à ce titre, exclusivement au propriétaire du fonds, qui seul a qualité pour profiter de tous les avantages que ce fonds peut procurer.

D'un autre côté, les particuliers ont la libre disposition des biens qui leur appartiennent, et le droit de chasse, comme tout autre bien, peut faire l'objet d'un acte de disposition gratuit ou onéreux, d'une cession ou d'un bail. Dans ces cas, le propriétaire perdra tout ou partie de son droit et le cessionnaire acquerra le droit de chasser, soit à l'exclusion du propriétaire, soit concurremment avec lui, suivant les termes de l'acte.

En dehors du propriétaire et de ses concessionnaires qui peuvent chasser en vertu d'une convention spéciale, il est certaines personnes auxquelles le droit de chasse appartient. Nous voulons parler du possesseur, de l'usufruitier et de l'emphytéote.

La possession, d'après l'article 2228 du Code civil, est « la détention ou la jouissance d'une chose ou d'un

droit que nous tenons ou que nous exerçons par nous-mêmes ou par un autre qui la tient ou l'exerce en notre nom ». Ce qui distingue le possesseur du simple détenteur, c'est qu'il détient la chose avec l'intention de la posséder pour lui-même et de n'en point reconnaître d'autre maître que lui. Le possesseur est présumé être le véritable propriétaire, peu importe qu'il le soit ou non en réalité, il a l'exercice des attributs de la propriété et par suite le droit de chasser.

L'usufruitier jouit également du droit de chasse. Son droit ne saurait faire aucun doute, car l'article 578 du Code civil lui donne le droit de jouir de la chose comme le propriétaire lui-même, à la charge seulement d'en conserver la substance. Le droit de chasse, accessoire de la jouissance, appartient à l'usufruitier sur les terres soumises à l'usufruit tant que dure celui-ci. Les auteurs sont unanimes sur ce point. Le nu-propriétaire ne peut rien faire sur l'héritage qui soit de nature à nuire à l'usufruitier ; il doit respecter les baux consentis par ce dernier dans les limites fixées par les articles 1429 et 1430 du Code civil et ne pourrait pas détruire les bois ou taillis, non plus que les fourrés qui servent d'abri au gibier.

Si le nu-propriétaire chasse contre le gré de l'usufruitier, quelle est la nature de la responsabilité encourue par lui ? D'après une première opinion admise par M. Championnière, l'usufruitier ne pourrait intenter qu'une action en dommages-intérêts, car le nu-propriétaire a causé dommage à l'usufruitier, mais n'a pas

chassé sur le terrain d'autrui, puisque ce terrain lui appartient. Nous considérons cette opinion comme erronée et nous croyons qu'au lieu de donner aux mots « terrain d'autrui » un sens strict et étroit, il faut au contraire les interpréter d'une manière rationnelle. Vis-à-vis de l'usufruitier, le nu-propriétaire doit être considéré dans notre hypothèse comme un étranger et, comme tel, il se rend coupable d'un délit lorsqu'il chasse sur les terres soumises à l'usufruit.

Certaines législations étrangères ont consacré d'une façon formelle le droit de l'usufruitier. On peut citer, entre autres : l'Espagne (art. 14, loi du 10 décembre 1879) ; la Saxe (loi de 1864, art. 1) ; le Grand Duché de Bade (circulaire du Ministre de l'Intérieur du 28 février 1851).

Le droit de l'emphytéote est analogue à celui de l'usufruitier ; il jouit des mêmes prérogatives et doit avoir, comme lui, le droit de chasse. Il en était d'ailleurs ainsi dans l'ancien droit. La solution de cette question ne souffre aucune difficulté si l'on admet avec la jurisprudence et la majorité des auteurs que l'emphytéose constitue un droit réel immobilier. Si l'on admet au contraire, avec quelques auteurs et contrairement à la tradition, que l'emphytéose n'est qu'un bail à long terme ne donnant par conséquent qu'un droit personnel, on sera forcé d'admettre une décision contraire.

Il est enfin deux catégories de personnes auxquelles le droit de chasse ne saurait certainement pas être

accordé. Il s'agit de l'usager et du créancier antichrésiste.

Les droits d'usage se règlent en général par le titre qui les constitue et sont plus ou moins étendus d'après ses dispositions. Si la convention est muette au sujet de la chasse, il faut refuser à l'usager la faculté de chasser car son droit est essentiellement restreint et limité. Il ne peut se servir de la chose et en percevoir les fruits que dans la mesure de ses besoins et de ceux de sa famille. Or, à moins que le fonds ne soit spécialement destiné à la chasse (par exemple s'il s'agit d'une garenne) le produit de cette chasse ne saurait appartenir à l'usager. On peut citer à l'appui de cette opinion un arrêt de la Cour de Metz du 26 février 1850 (1). Nous croyons cependant, avec un certain nombre d'auteurs, que l'usager aurait le droit de chasser s'il s'agissait d'un droit d'habitation sur une maison entière et l'enclos qui y est attenant car autrement le droit conféré par l'article 2 de la loi de 1844 n'appartiendrait à personne. En tous cas le droit de l'usager étant personnel il ne pourrait être ni cédé ni affermé.

L'antichrésiste est le créancier qui reçoit un immeuble en gage avec la faculté d'en percevoir les fruits qu'il impute annuellement sur les intérêts et subsidiairement sur le principal de la créance. L'antichrèse est donc le nantissement d'un immeuble et confère au créancier le droit de rétention. Le droit de l'antichrésiste

(1) Metz, D. 50, 2, 124.

est essentiellement précaire et restreint et malgré l'assertion de certains auteurs on ne saurait lui reconnaître le droit de chasser. Celui-ci est une dépendance de la propriété et la propriété, au cas d'antichrèse, reste entière aux mains du débiteur. Le gibier ne peut pas être considéré comme un fruit ; il serait d'ailleurs très difficile d'évaluer la proportion dans laquelle sa valeur devrait être imputée sur les intérêts de la créance. Si cependant la chasse était affermée au moment du contrat d'antichrèse, le prix du fermage appartiendrait à l'antichrésiste comme produit de la propriété.

Ainsi le droit de chasse sur un terrain déterminé appartient uniquement au propriétaire de ce terrain et aux personnes qui lui sont assimilées. C'est un attribut du droit de propriété, un des éléments du *jus utendi* et du *jus fruendi* qui permettent au propriétaire d'une chose de s'en servir pour tous les usages auxquels elle peut se prêter et d'en retirer tous les fruits qu'elle est susceptible de donner.

De ce que le droit de chasse appartient au propriétaire, à l'usufruitier ou à l'emphytéote, il ne s'ensuit pas que ces personnes doivent l'exercer elles-mêmes. Elles peuvent, si bon leur semble, en disposer comme de tout autre élément de la propriété. Elles peuvent le céder, le donner à bail ou simplement permettre à qui bon leur semble d'exercer ce droit.

§ II. — Il est permis de chasser sur le terrain d'autrui avec le consentement du propriétaire ou de ses ayants-droit. — Preuve et conditions du consentement.

Il est donc possible de chasser sur le terrain d'autrui, mais il faut avoir pour cela le consentement du propriétaire ou des personnes assimilées. C'est là une condition indispensable sans laquelle le fait de chasse serait délictueux. Rien ne saurait y suppléer ; pas même la prescription. Quel serait en effet le droit d'un individu qui aurait acquis le droit de chasse par la prescription ? Ce serait une servitude qui, pour être permise dans notre droit, devrait être réelle et être attachée, non pas à la personne du chasseur qui aurait prescrit, mais à sa propriété qui deviendrait alors le « fonds dominant ». Cette servitude serait apparente mais discontinue et comme telle ne saurait s'acquérir par la prescription puisque l'article 691 du Code civil, alinéa 1, ne permet ce mode d'acquisition que pour les servitudes à la fois apparentes et continues. Les auteurs sont unanimes en ce sens, et la Cour de Metz, dans un arrêt du 26 février 1850 (1), a consacré cette solution.

S'il est permis de chasser sur autrui avec le consentement du propriétaire, il faut en déduire que toutes les poursuites intentées contre le chasseur devront être annulées s'il prouve, même au cours des débats, l'existence de ce consentement. La justification du consente-

(1) Metz, D. 50, 2, 124.

ment anéantira les poursuites à quelque époque de la procédure qu'elle soit fournie, et sans distinguer si la justification est orale ou écrite. Telle est la décision adoptée par la Cour de cassation du 6 mars 1846 (1). Toutefois il résulte de ce même arrêt que lors même qu'on aurait l'autorisation générale du propriétaire et qu'on pourrait ainsi chasser sans délit sur les terres dépouillées ou non de leurs fruits, on pourrait néanmoins, si l'on passait sans le consentement du fermier sur des terrains préparés ou ensemencés, être passible de l'amende de 1 à 5 francs prévue par l'article 471, 13°, du Code pénal. On commettrait dans ce cas une contravention de simple police.

Quels sont donc les moyens de prouver le consentement du propriétaire et comment doit-il être accordé ? La loi n'a pas déterminé la forme du consentement ; les juges peuvent donc admettre toute espèce de preuve, soit écrite soit testimoniale. Le serment pourrait même être déféré. L'appréciation des faits qui constituent le consentement du propriétaire appartient aux tribunaux et échappe à la censure de la Cour de cassation. Ainsi jugé par la Cour de cassation dans un arrêt du 12 juin 1846 (2).

La loi, disons-nous, n'a pas déterminé la forme du consentement. Il peut être exprès, tacite, ou même, au dire de certains auteurs, présumé. Il n'est pas nécessaire,

(1) Cass., D. 46, 1, 168.

(2) Cass., D. 46, 4, 64.

pour être en règle vis-à-vis de l'autorité, d'être porteur d'une permission écrite du propriétaire ; il suffit d'avoir son consentement et le chasseur peut, en cas de poursuites, justifier de l'existence du consentement par tous les moyens de preuve.

Certains ont prétendu cependant que la permission doit être délivrée par écrit et exhibée par le chasseur, faute de quoi celui-ci devrait, même en cas d'acquiescement, payer les frais des poursuites. Aucun texte ne justifie cette solution. Sans doute il serait désirable que le consentement du propriétaire fût toujours délivré par écrit. Ce serait un excellent moyen de preuve et cela faciliterait singulièrement non seulement l'œuvre des tribunaux, mais aussi le contrôle des agents de l'autorité qui pourraient ainsi se faire représenter par les chasseurs ces permissions écrites comme ils se font représenter les permis de chasse.

C'est d'ailleurs ce qui existe dans plusieurs législations étrangères. En Russie notamment et en Danemark pour chasser sur le terrain d'autrui, il faut une autorisation écrite du propriétaire de ce terrain. Il en est de même en Espagne en vertu de la loi de 1879. Dans le royaume des Pays-Bas celui qui chasse sur le terrain d'autrui en vertu d'une permission, d'un acte de location ou de fermage, doit être pourvu d'une autorisation écrite du propriétaire ou de l'ayant-droit, et l'exhiber comme le permis de chasse à toute réquisition des employés chargés de la surveillance de la chasse. Cette formalité n'est pas exigée de celui qui

chasse en compagnie du propriétaire ou de l'ayant-droit, car la présence de ce dernier est considérée comme une preuve suffisante de son consentement. Ces autorisations écrites sont exemptes des droits de timbre et d'enregistrement.

Quels que soient les avantages que présenterait ce système, aucun texte ne permet en France d'exiger que le consentement du propriétaire soit constaté par écrit. Il peut être tacite et c'est aux tribunaux d'apprécier les faits qui le constituent. Dans un arrêt précité du 12 juin 1846 la Cour de cassation a décidé « que la loi qui ne punit la chasse sur le terrain d'autrui qu'en tant qu'elle a lieu sans le consentement du propriétaire n'exige point que ce consentement soit exprès ». Le consentement tacite est donc suffisant ; les discussions à la Chambre des députés lors de la confection de la loi sont formelles à cet égard et les auteurs l'admettent aussi. Si donc un propriétaire laissait chasser quelqu'un sur ses terres à son vu et su, il ne serait pas recevable à poursuivre pour un nouveau fait de chasse qui se produirait, tant qu'il n'aurait pas manifesté au chasseur son intention de lui interdire dorénavant la chasse. De même il arrive souvent qu'un propriétaire tolère la chasse sur son terrain, soit parce qu'il ne chasse pas lui-même, soit parce qu'il n'est pas sur les lieux, soit parce que les terrains sont de peu d'étendue ou disséminés. Dans ces cas et sans qu'il soit besoin d'en rechercher le motif le silence du propriétaire suffit ; s'il ne se plaint pas, personne n'a rien à dire, la loi confère à lui seul le droit de

faire réprimer le fait de chasse sur son terrain. Cependant le chasseur protégé seulement par le silence du propriétaire ne se trouve jamais en pleine sécurité. La tolérance peut cesser tout à coup et le propriétaire peut trouver bon de poursuivre celui qui en profitait. Il a le droit de changer d'avis. Il a aussi le droit de faire des exceptions à sa tolérance et parce qu'il en a usé à l'égard d'un grand nombre de personnes, son droit n'en existe pas moins, il peut l'exercer envers toute autre qu'il ne juge pas convenable de laisser chasser sur son terrain. Le chasseur ne devait pas se confier aux apparences ; s'il a cru trouver sécurité dans un silence antérieur, ou dans des habitudes plus ou moins anciennes, plus ou moins générales, il pouvait et devait même savoir que rien ne lui en garantissait la durée.

En tous cas, qu'il soit exprès ou tacite, c'est au chasseur de prouver le consentement du propriétaire. Certains auteurs ont soutenu avec M. Championnière que « toutes les fois qu'il n'existe pas de motif fondé de supposer un refus, le consentement doit être présumé et que le chasseur ne commet pas de délit quand il a de justes raisons de croire que le propriétaire ne se refuserait pas à le laisser chasser sur son terrain ». Cette opinion nous paraît exagérée et très dangereuse. Ce serait laisser un champ beaucoup trop vaste à l'appréciation des tribunaux et ce serait surtout permettre à des chasseurs de mauvaise foi de chasser impunément sur le terrain d'autrui. Ces chasseurs ne manqueraient certainement pas de prétendre qu'ils étaient de bonne foi, le ministère

public serait presque toujours dans l'impossibilité de prouver le contraire et les tribunaux, dans le doute, acquitteraient la plupart du temps. Cette opinion pourrait ainsi conduire à des abus déplorables et qu'il serait très difficile de sanctionner. La bonne foi n'est d'ailleurs pas admise en matière de délit de chasse. Nous considérons le consentement tacite comme suffisant parce que c'est en réalité un consentement, mais il est impossible de faire dériver ce consentement du silence seul du propriétaire, ou de ce qu'il n'aurait pas fait garder ses terres ou publier la défense qu'on y chassât, ou de cet autre fait par exemple que ses terres seraient improductives ou dépouillées de leurs récoltes. La Cour de cassation exige comme nous le verrons que le consentement soit antérieur au fait de chasse qu'il concerne, et condamne ainsi implicitement l'opinion que nous combattons.

Il y a lieu de remarquer toutefois que si le consentement ne doit pas être présumé vis-à-vis du propriétaire du terrain, il doit l'être au contraire vis-à-vis du ministère public. L'article 26 de la loi de 1844 ne permet au ministère public de poursuivre les délits de chasse sur autrui qu'autant qu'il y a une plainte de la partie lésée, à moins que le délit n'ait été commis dans un terrain clos et attenant à une habitation ou sur des terres non dépouillées de leurs fruits. En dehors de ces deux cas exceptionnels, s'il s'agit d'un simple délit de chasse sur autrui, et s'il ne s'y joint pas un autre délit tel que par exemple la chasse sans permis, c'est surtout l'intérêt particulier du propriétaire qui se trouve lésé, beaucoup

plus que celui de la société ; et si le propriétaire préfère ne pas donner suite à l'affaire il vaut mieux que le ministère public ne poursuive pas l'infraction.

Quelles sont les conditions nécessaires pour que le consentement du propriétaire puisse valider le fait de chasse sur autrui qui sans lui serait délictueux ? Ces conditions peuvent se ramener à trois :

1^o Il faut d'abord que le consentement soit donné par le propriétaire lui-même, ses ayants-droit ou leurs représentants légaux ;

2^o En second lieu, qu'il soit antérieur au fait de chasse auquel il se rapporte ;

3^o Qu'il s'applique à tout.

Le consentement doit émaner du propriétaire lui-même ou de ses ayants-droit, autrement dit de celui à qui le droit de chasse appartient. Cela est évident. Puisque le droit de chasse est un attribut du droit de propriété, si le propriétaire ou les personnes qui lui sont assimilées, c'est-à-dire l'usufruitier et l'emphytéote, n'ont ni cédé ni loué leur droit de chasse, eux seuls pourront consentir à ce qu'une autre personne chasse sur leurs terres. S'ils ont au contraire cédé ou loué ce droit, ce sera le cessionnaire ou le locataire qui seul, à l'exclusion du propriétaire, pourra donner une semblable permission. L'autorisation émanée de toute autre personne serait sans valeur et celui qui chasserait ainsi commettrait un délit.

Ce principe est incontestable, mais diverses hypothèses peuvent se présenter :

Il se peut notamment que la propriété appartienne à un mineur ou à un interdit. Dans ce cas l'autorisation devra être consentie par le tuteur, représentant légal de ces incapables. Si le propriétaire est une femme non séparée de biens, son mari agira pour elle ; mais au cas de séparation de biens contractuelle ou judiciaire, la femme, en vertu des droits que lui confère l'article 1449 du Code civil, pourra donner seule des autorisations de cette nature.

Que décider au cas où la propriété est indivise entre plusieurs individus ? Personne ne conteste qu'un seul des propriétaires indivis ou des communistes a le droit de chasser sur la totalité des biens indivis, car le tout appartient à tous et aussi chaque partie de ce tout. Tous les copropriétaires peuvent aussi se donner des ayants-droit par bail ou cession. De même qu'ils peuvent disposer de leur part dans la propriété, de même ils peuvent disposer de leur part dans un accessoire de cette propriété. Mais il y a désaccord lorsqu'il s'agit de décider si un seul des copropriétaires peut valablement, tout en conservant pour lui-même l'exercice du droit de chasse, donner à d'autres l'autorisation de chasser sur toute la propriété.

De nombreux auteurs se prononcent avec M. Petit pour l'affirmative. Pour être copropriétaire, disent-ils, on n'en est pas moins propriétaire ; l'abus, même le simple usage, peut être dommageable aux autres copropriétaires jusqu'au point d'annihiler tous les bénéfices de leur droit, mais ils peuvent ne pas rester dans l'indivision, l'article 815 du Code civil leur donnant le

droit de provoquer le partage. Tant qu'il y a indivision, chaque copropriétaire est censé posséder le tout, ou du moins on ne saurait dire quelle portion n'est pas la sienne. Le droit de chasse est indivisible, il faut bien l'accorder à tous les copropriétaires avec ses conséquences, si l'on ne veut pas arriver à le refuser à tous.

Certains vont plus loin et déduisant les conséquences de cette théorie, prétendent que chaque copropriétaire peut consentir non seulement formellement, mais aussi tacitement. Il en résulte que si tous les copropriétaires, à l'exception d'un seul, poursuivent le chasseur étranger auquel n'a été donnée aucune permission expresse, celui-ci pourra s'appuyer sur le silence de l'un des copropriétaires pour échapper à la condamnation. Sans doute, disent-ils, s'il convient à l'un des copropriétaires de renoncer aux poursuites, cette reconciation ne peut lier les autres ni faire que le délit n'existe pas, mais il suffira au chasseur inculpé de répondre que le silence de ce copropriétaire est une preuve de son approbation et par suite de son consentement.

En supposant que cette théorie doive être approuvée, nous ne saurions en tous cas admettre la conséquence que nous venons d'indiquer. Le consentement doit être antérieur au fait reproché, sinon ce n'est plus un consentement mais une simple approbation, une renonciation aux poursuites, qui ne saurait lier les autres copropriétaires. Il suffira, répondent nos adversaires, que le copropriétaire pour arrêter les poursuites vienne dire : « j'ai permis ». Cela est incontestable et le résul-

tat sera le même en pratique, mais l'hypothèse est alors très différente. Il ne s'agit plus dans ce cas d'une simple renonciation aux poursuites, mais bien d'un consentement qui est censé avoir été accordé verbalement antérieurement au fait de chasse incriminé.

La Cour de Rouen, dans un arrêt du 21 février 1862 (1), adoptant une solution tout à fait contraire à la précédente, a jugé qu'il y avait délit susceptible d'être poursuivi par les autres intéressés, pour celui qui chassait avec la seule permission de l'un des communistes. Cet arrêt exige donc la permission de tous les propriétaires qui sont encore dans l'indivision.

Voulant trancher par un texte formel cette importante controverse, le projet Morillot de 1894, plus explicite que notre loi de 1844, adoptait la solution de la Cour de Rouen et contenait dans son article 2 un paragraphe ainsi conçu : « Le droit de chasser sur un terrain indivis ne peut être valablement conféré que par tous les copropriétaires. »

C'est en effet la décision qui nous paraît la plus équitable, car il pourrait arriver, dans l'opinion opposée, qu'un des communistes, voulant ennuyer les autres, donne des autorisations très nombreuses et rende en fait le droit de chasse complètement impossible à ses copropriétaires.

Le consentement doit être, en second lieu, antérieur au fait de chasse auquel il se rapporte. Il est clair, en

(1) Rouen, D. 62, 5, 55.

effet, qu'un consentement qui ne serait obtenu du propriétaire que postérieurement au fait incriminé, ne saurait en faire disparaître le caractère délictueux. Il serait toujours indiscutable qu'au moment où il chassait, l'individu n'avait pas le consentement du propriétaire, et c'est précisément ce que prévoit et punit la loi. (En ce sens, Cour de cassation, arrêt du 2 janvier 1862) (1).

Si le consentement est donné spécialement en vue du fait antérieur incriminé, le résultat pratique sera le même, car le propriétaire, dans ce cas, ne se plaindra évidemment pas, et comme le ministère public ne peut poursuivre sans une plainte de la partie lésée, le chasseur ne courra aucun risque.

Si, au contraire, le consentement n'est donné que d'une façon générale, son effet sera de valider pour l'avenir les actes du chasseur qui l'aura obtenu, mais les actes de ce même chasseur, antérieurs à l'obtention de cette autorisation, n'en resteront pas moins délictueux et, si le propriétaire se plaint, la condamnation sera inévitable.

Il est enfin nécessaire, et c'est la dernière condition, que le consentement s'applique à tout, tant au point de vue du terrain et du temps où le fait de chasse a lieu qu'au point de vue des moyens employés par le chasseur.

Si l'autorisation est générale, le chasseur peut aller

(1) Cass., D. 62, 4, 400.

partout sans délit, quand bon lui semble, et employer tous les engins et modes de chasse permis par la loi de 1844. Au contraire, si cette autorisation est restreinte à certaines pièces de terre spécialement désignées, par exemple aux champs dépouillés de leurs récoltes, à telle ou telle partie de la propriété, le permissionnaire devra rester strictement dans ces limites, car il violerait la loi s'il chassait sur d'autres propriétés. (En ce sens, Paris, 7 décembre 1844) (1). De même si le propriétaire ne permet de chasser que pendant un certain temps, à des heures ou à des jours indiqués, seul ou accompagné d'auxiliaires, avec bourses, filets ou fusils, ou s'il ne permet de tuer que certaines espèces de gibier déterminées, le permissionnaire devra, pour ne commettre aucun délit, se conformer exactement aux termes de l'autorisation.

Le consentement du propriétaire est-il toujours nécessaire pour l'exercice légal du droit de chasse? Oui, mais il est un cas cependant où l'on peut, sans délit, chasser sur le terrain d'autrui sans l'autorisation du propriétaire, ou même malgré son opposition. Nous voulons parler du cas où le préfet, soit d'office, soit sur la demande des lieutenants de louveterie, des conservateurs des forêts ou des maires des communes, ordonne dans un but d'intérêt public de procéder à des battues dites administratives pour la destruction des animaux nuisibles. Ces battues, réglementées par l'ar-

(1) Paris, D. 45, 4, 81.

rêté du 19 pluviôse an V et l'ordonnance du 24 août 1814, ont lieu sous la surveillance des agents forestiers. La décision préfectorale supplée dans ce cas au consentement de celui qui jouit du droit de chasse, et l'intérêt public le voulait ainsi. Toutefois, il y a lieu de remarquer que cette attribution de l'autorité administrative porte atteinte à l'inviolabilité de la propriété ; elle est donc tout à fait exceptionnelle et le préfet ne doit en user qu'avec la plus extrême réserve. Tant qu'il n'y aura pas pour l'intérêt public nécessité absolue d'ordonner ces battues, il devra les refuser, sauf au cultivateur qui se plaint, à obtenir s'il y a lieu du propriétaire des dommages-intérêts pour les dégâts causés par les animaux. Ces dommages-intérêts ne devront même être accordés que si le plaignant prouve que la multiplication excessive de ces animaux provient d'une faute évidente ou tout au moins d'une négligence coupable du propriétaire de la chasse. Dans le cas contraire, aucun recours ne pourrait être exercé contre ce dernier, car le gibier, nuisible ou non, peut alors être considéré comme un produit naturel du sol.

§ III. — Le fermier d'un fonds de terre a-t-il le droit de chasse sur ce fonds ?

Ainsi, peuvent seuls exercer le droit de chasse sur un terrain déterminé, le propriétaire, ses ayants-droit ou les personnes munies de leur consentement.

En cas de location du fonds, à qui appartiendra le

droit de chasse ? Est-ce au propriétaire ou bien au fermier ? Si le bail parle du droit de chasse expressément ou implicitement, tout le monde est d'accord pour dire qu'il faut interpréter la convention, car c'est elle qui doit faire loi entre les parties. Mais sur le point de savoir à qui le droit de chasse appartient, du propriétaire ou du fermier, dans le silence du bail, les auteurs sont très partagés. La jurisprudence est presque unanime pour réserver ce droit au propriétaire, mais la question fait, en doctrine, l'objet de grandes discussions et de toutes les questions qui se rapportent à la chasse c'est peut-être la plus controversée. Il existe sur ce sujet de nombreux systèmes.

1^{er} système. — Le droit appartient au fermier seul. — Ce système admis par M. Duvergier (1) repose principalement sur l'article 1709 du Code civil. « Le louage de choses, dit cet article, est un contrat par lequel l'une des parties s'oblige à faire jouir l'autre pendant un certain temps et moyennant un certain prix que celle-ci s'oblige à lui payer. » Le fermier a droit à toute la jouissance du fonds, sans qu'il y ait à distinguer si elle porte sur les agréments ou les produits. Si le droit de chasse ne peut pas être considéré comme un fruit du fonds, il n'en constitue pas moins une utilité, un avantage dont le fermier doit pouvoir profiter comme de tous les autres en vertu de son bail. Le droit de chasse est si bien un produit qu'il ne peut être

(1) Duvergier, *Traité du louage*, t. 1, n° 73.

affermé. Le cas du fermier, ajoutent les partisans de ce système, est analogue à celui de l'usufruitier, il n'y a pas de raison pour accorder le droit de chasse à l'un et le refuser à l'autre.

Ils invoquent, comme argument historique, la loi des 22 et 30 avril 1790 qui semble supposer que le fermier a de plein droit et sans stipulation formelle le droit de chasse, puisque son article 1^{er} déclare que celui qui aura chassé sans permission sur le terrain d'autrui sera condamné à payer une amende de 10 livres au propriétaire des fruits. Le propriétaire des fruits c'est le fermier, ce texte ne se comprendrait donc pas si le fermier n'avait pas le droit de chasse car il serait obligé, au cas où il chasserait sur le fonds loué, de se payer à lui-même cette indemnité.

Il y a d'ailleurs à cela, disent-il encore, une question d'équité. Ce sont les récoltes du sol qui nourrissent le gibier, comment le fermier, propriétaire de ces récoltes, n'aurait-il pas le droit, par compensation, de chasser le gibier?

Nous ne croyons pas devoir admettre cette théorie. Nous verrons à propos du quatrième système que le droit de chasse ne saurait être compris dans le droit de jouissance que peut exiger le fermier. Quant aux deux derniers arguments par lesquels on essaye de défendre le système de M. Duvergier, nous croyons pouvoir dire qu'ils n'ont aucune valeur.

L'article 1^{er} de la loi du 30 avril 1790 commence par poser le principe que « nul ne pourra chasser chez

autrui... », puis il ajoute « à peine de 20 livres d'amende envers la commune du lieu et d'une indemnité de 10 livres envers le propriétaire des fruits, sans préjudice de plus grands dommages-intérêts s'il y a lieu ». Cela ne démontre pas du tout que le fermier possède le droit de chasse. Pour rechercher le sens de la loi il ne faut pas s'attacher isolément à une de ses dispositions. Si le législateur se fut borné à dire : « envers le propriétaire » sans ajouter ces deux mots : « des fruits », aucune question n'aurait pu naître. De ce que le législateur a dit « propriétaire des fruits » il ne faut pas conclure qu'il a, dans la seconde partie de cet article, attribué au fermier le droit de chasse qu'il venait de reconnaître au propriétaire dans la première partie de ce même article. Si le législateur a employé cette expression, c'est par inadvertance ; il n'a sans doute pas réfléchi que le propriétaire des fruits pourrait n'être pas le propriétaire du terrain.

En outre, l'indemnité est accordée, non parce qu'il y a eu dommage causé, mais parce qu'il y a eu violation du droit de chasse. L'action à laquelle donne lieu le délit de chasse sur autrui a en quelque sorte un double objet ; elle tend à la réparation du dommage causé au propriétaire des fruits, mais accessoirement seulement, car elle tend principalement à la répression de l'acte délictueux. Ce qui le prouve, c'est que lorsque le terrain n'est couvert d'aucune récolte, l'indemnité est néanmoins due par celui qui a chassé sans permission sur le terrain d'autrui. Dans cette hypothèse, ce n'est

évidemment pas le propriétaire des fruits qui peut la réclamer puisqu'il n'y a pas de fruits, mais bien le propriétaire du terrain dont on n'a pas respecté le droit de chasse. Du reste, le fermier aura toujours le droit de se faire indemniser si quelque dommage a été causé à ses récoltes par le chasseur. Quiconque, en effet, cause du dommage à autrui, est tenu de le réparer aux termes de l'article 1382 du Code civil. L'article 1^{er} de la loi de 1790 réservait déjà ce droit du fermier par ces mots : « sans préjudice de plus amples dommages-intérêts s'il y échoit. »

L'argument tiré soi-disant de l'équité ne saurait non plus nous inquiéter, car les droits du fermier sont suffisamment sauvegardés même en lui refusant le droit de chasse. S'il savait, au moment du contrat de bail, que le gibier était en quantité suffisante pour causer un tort quelconque à ses cultures, il ne tenait qu'à lui de débattre avec le propriétaire le prix du loyer et de le fixer de façon à compenser le préjudice qui pourrait résulter des dégâts. S'il ignorait au contraire cette particularité et s'il ne s'en est aperçu que postérieurement au contrat de bail, il peut encore recourir contre son bailleur en vertu de l'article 1721 du Code civil. Au cas où ces faits ne se produiraient qu'au cours du bail, le bailleur étant tenu de faire jouir le preneur, celui-ci pourrait demander, suivant les circonstances, soit la résiliation du bail, soit une diminution du prix. De plus, s'il y a faute de la part du bailleur, si par exemple il néglige de faire le nécessaire pour empêcher la trop grande multi-

plication du gibier ou s'il favorise cette multiplication excessive, il pourra se voir condamné à payer au fermier des dommages-intérêts.

2^e système. — Le second système est celui de Proudhon (1) qui, bien que partisan du premier système en principe, établit une distinction. Le droit de chasse, d'après lui, appartient tantôt au propriétaire et tantôt au fermier. « Sur cette question, dit-il, qui nous paraît présenter beaucoup de difficultés, nous croyons qu'il faut faire une distinction entre le cas où les terres comprises dans le bail à ferme consisteraient en bois, buissons ou terres vagues, et celui où il aurait été établi sur des fonds en culture. Dans le premier cas, nous croyons que le fermier ne pourrait invoquer le droit de chasse pour lui, attendu que ce droit n'aurait rien de commun ni avec les fruits du fonds baillé à ferme ni avec la garantie de la perception. Dans le second cas, au contraire, nous estimons qu'on ne devrait pas refuser le droit de chasse au fermier, parce qu'en le lui refusant, on le priverait d'une de ses garanties sur la perception des fruits de la terre amodiée, lesquels fruits pourront être dévastés ou endommagés, soit par le gibier, soit même par des chasses intempestivement exercées par le propriétaire. »

Cette distinction nous paraît arbitraire et ne repose sur aucune base rationnelle. Proudhon refuse dans le premier cas le droit de chasse au fermier sous prétexte

(1) Proudhon, *Traité du domaine privé*, t. 1, n^o 382.

que ce droit n'a rien de commun avec les fruits du fonds. Cela ne prouve rien puisque c'est précisément ce qu'il s'agit de prouver. Il accorde au contraire dans le second cas le droit de chasse au fermier pour lui permettre de protéger ses récoltes contre les ravages du gibier, mais ce n'est pas une raison suffisante. Le fermier a le droit de tuer les bêtes fauves qui détruisent ses récoltes et quant aux ravages causés par le gibier proprement dit qu'il n'a pas le droit de tuer, il peut demander devant les tribunaux des dommages-intérêts au titulaire de la chasse. Le fermier est donc suffisamment protégé contre les dégâts du gibier sans qu'il soit nécessaire de lui donner le droit de chasse.

3^e système. — Moins exclusif que les précédents, le troisième système exposé par M. Duranton (1) reconnaît le droit de chasse concurremment au propriétaire et au fermier. Il appartient au propriétaire comme attribut de la propriété, au fermier en vertu de la loi du 30 avril 1790 dont nous avons parlé en exposant le premier système. Elle déclare que l'indemnité pour fait de chasse sur autrui est due au propriétaire des fruits et elle donne le droit de se plaindre, non-seulement au propriétaire du fonds, mais « à toute autre personne intéressée ». D'après cela « il serait aussi absurde, dit M. Duranton, que celui qui doit recevoir l'indemnité soit condamné à la payer, qu'il serait contradictoire que celui qui a l'action pour fait de chasse, quand un autre a chassé sans

(1) Duranton, *Traité du domaine privé*, t. 4, n° 286.

sa permission, fût lui-même soumis à cette action pour avoir chassé sur le même terrain sans la permission d'un autre ». Le fermier a donc implicitement le droit de chasser, mais alors il semble qu'il doit également pouvoir interdire cette faculté au propriétaire. Non, répond M. Duranton « la conséquence ne nous paraît nullement nécessaire, puisque à l'égard du propriétaire, plus spécialement encore qu'à l'égard du fermier, c'est une question d'intention ; et tout doit porter à penser, surtout lorsqu'il s'agit d'une propriété d'une certaine étendue et qui renferme notamment des bois et des landes, que le bailleur est censé s'être réservé pour lui et les siens la faculté de chasser, mais sans pour cela avoir nécessairement entendu l'interdire au fermier ».

Bien que la Cour de cassation de Belgique se soit plusieurs fois prononcée en faveur de ce système, nous le croyons inadmissible. Nous savons ce que vaut l'argument tiré du texte de la loi de 1790. En outre, les conséquences pratiques qu'entraînerait le système de M. Duranton suffiraient à le faire repousser. Il tend à mettre en présence deux droits opposés et contradictoires et son application serait une source de confusion et de conflits perpétuels. Si le propriétaire et le fermier ont à la fois le droit de chasse, tous deux pourront non seulement l'exercer, mais aussi le faire exercer, le céder ou le louer à un nombre plus ou moins grand de chasseurs ; de sorte que par la volonté de l'un des deux leur droit deviendrait bientôt le droit de tous. Ce n'est pas là une hypothèse invraisemblable, car les discus-

sions sont fréquentes entre propriétaires et fermiers, et il ne serait pas rare de voir des fermiers donner des permissions de ce genre, uniquement par esprit de tracasserie à l'égard de leur propriétaire, ou inversement.

En outre, qu'arrivera-t-il si quelqu'un chasse sur la propriété affermée sans avoir obtenu préalablement la permission soit du propriétaire, soit du fermier ? Ceux-ci ne pourront certainement pas avoir tous deux l'action en justice, car alors il y aurait deux indemnités et la loi n'en accorde qu'une ; auquel des deux faudra-t-il donc l'accorder ? Que décider aussi dans le cas où le propriétaire voudra poursuivre tandis que l'autre ne le voudra pas ? L'individu qui désirera chasser sur un terrain affermé devra se munir d'une double permission émanant à la fois du propriétaire et du fermier, mais il en résultera que la volonté de l'un d'eux sera enchaînée par la volonté de l'autre.

1^e système. — Les trois premiers systèmes que nous venons d'exposer ne sauraient donc être admis. La majorité des auteurs et la jurisprudence s'accordent généralement pour adopter un quatrième système d'après lequel le droit de chasse, dans le silence du bail, appartient au propriétaire seul à l'exclusion du fermier. Cette théorie nous paraît aussi la plus vraisemblable et la plus juridique, mais nous verrons s'il n'y aurait pas lieu d'y apporter, comme le voudraient les partisans d'un cinquième système, certaines exceptions.

Le fermier n'a pas le droit de chasse. A moins de stipulation contraire, ce droit reste au propriétaire.

De nombreux arrêts ont consacré ce système, notamment deux arrêts de la Cour de cassation du 4 juillet 1845 (1) et du 5 avril 1866 (2) et un arrêt de la Cour de Riom en date du 21 décembre 1864 (3). C'est aussi l'opinion de nombreux auteurs tels que MM Aubry et Rau, Championnière, Toullier, Petit, Dalloz et Tropolong (4).

La convention de bail ne porte, de droit commun, que sur la perception des fruits. Le gibier n'étant pas un fruit, le fermier ne doit pas en jouir.

Le bail, sauf stipulation contraire, ne confère au fermier qu'un droit purement personnel, celui de jouir et de percevoir les fruits du fonds affermé. Le gibier à aucun point de vue ne saurait être considéré comme un fruit. Ce n'est évidemment pas un fruit industriel, car le travail du fermier n'est pour rien dans sa production. C'est encore moins un fruit civil et ce n'est même pas un fruit naturel car le gibier n'est pas produit par la terre. Le gibier n'est pas davantage un produit car dans ce cas il appartiendrait au propriétaire, ce qui est contraire à la loi puisque le gibier n'appartient à personne et devient la propriété du premier occupant.

La question des rapports entre propriétaires et fer-

(1) Cass., D. 43, 1, 351.

(2) Cass., D. 66, 1, 411.

(3) Riom. D. 65, 2, 24.

(4) Aubry et Rau, t. 3, § 366, note 2 ; Championnière, p. 48 ; Tropolong, *Louage*, t. 1, n° 461 ; Dalloz, n° 49 ; Petit, t. 1, p. 229 ; Toullier, t. 4, n° 19,

miers au sujet du droit de chasse fut d'ailleurs posée à la Chambre des députés par M. de la Plesse au moment de la discussion de notre loi. Il fut répondu par M. le Garde des Sceaux : « Nous faisons une loi sur la police de la chasse, nous n'avons pas entendu établir de principe relativement à l'exercice de la chasse. La question posée par M. de la Plesse reste parfaitement entière d'après les principes du droit et de la jurisprudence. Il y a bien d'autres dispositions qu'on aurait dû introduire dans la loi si on avait dû s'occuper de l'exercice de la chasse. » Or, déjà avant 1844 comme depuis cette époque, la jurisprudence a toujours accordé le droit de chasse au propriétaire, à l'exclusion du fermier, refusant d'assimiler le gibier aux fruits produits par la terre ou les bois. (Pourraient être cités notamment les arrêts de la Cour de Paris du 19 mars 1812 (1), de la Cour d'Angers du 14 août 1826 (2) et de la Cour de cassation du 12 juin 1828 (3).

Le principe admis par le quatrième système doit-il être général? Nous ne le croyons pas. Nous acceptons comme règle générale que le propriétaire a seul droit à la chasse, mais nous pensons, avec *un cinquième système*, qu'en dehors même de toute stipulation du bail de nature à indiquer l'intention des parties, il y a des cas où cette intention doit être présumée d'elle-

(1) Dalloz, *Répertoire*, 422.

(2) Angers, D. 27, 41, 96.

(3) Dalloz, *Rép.*, 422.

même. Le droit de chasse appartiendra ainsi au fermier, soit lorsqu'il s'agira d'un fonds de telle nature que le gibier en est l'unique revenu ou une branche importante de revenu, soit lorsqu'il s'agira d'une location ayant pour objet l'agrément lui-même du fonds loué. Nous croyons par exemple que s'il s'agit de la location d'une propriété de luxe comprenant une maison et un parc attenant à l'habitation, il est impossible d'admettre que le propriétaire pourra y chasser et y faire chasser, car c'est précisément pour l'agrément qu'il peut donner que ce parc a été loué. La Cour de Paris a consacré cette décision dans un arrêt du 17 août 1846. La même solution devrait être adoptée, selon nous, s'il s'agissait par exemple de la location d'une garenne, car le gibier constitue dans ce cas un véritable produit du fonds. C'est là une question d'appréciation.

M. Marcadé (1) adopte ce système et la Cour de Rouen, dans un arrêt du 22 mars 1861 (2), a déclaré que « la présomption en faveur du propriétaire fléchit lorsque le droit de chasse exercé par lui ou par le tiers qui le tiendrait de lui serait, en l'état des choses, tellement incommode ou onéreux au preneur qu'on ne puisse facilement admettre qu'il ait eu l'intention de s'obliger à le subir ».

Certains auteurs, en vertu de ces principes et se ba-

(1) Marcadé, *Explication théorique et pratique du Code civil*, article 1719, tome 6, p. 461.

(2) Rouen, S. 61, 2, 406.

sant en outre sur l'inviolabilité du domicile, prétendent même que le propriétaire ne saurait conserver le droit de chasse dans le cas où le terrain loué est clos et attenant à l'habitation du locataire dont il forme une dépendance nécessaire. En supposant que cette restriction doive être admise, les tribunaux devraient avoir soin de la renfermer dans de justes limites et se garder de l'étendre à des parties du fonds affermé qui ne seraient pas une dépendance immédiate de l'habitation.

Projets de lois. — Pour mettre fin à ces controverses, un certain nombre des propositions déposées depuis 1844 à la Chambre des députés, plus explicites que notre loi actuelle, fixaient d'une façon précise les rapports entre propriétaires et fermiers.

Dans la session de 1883 un projet du 21 novembre (1) déclarait que « le propriétaire conserve le droit de chasse sur ses terres affermées à moins de stipulation contraire ». Le projet Morillot de 1894 reprenant le texte voté par le Sénat en 1883 tranchait de même la question en faveur du bailleur, ajoutant à l'article 2 un paragraphe ainsi conçu : « à moins de convention contraire le propriétaire bailleur conserve le droit de chasse et peut en disposer. »

Par contre une proposition déposée par MM. Lemire et Dussaussoy le 7 juillet 1898 (2) admet une solution différente qui ne saurait être rattachée à aucune des

(1) Annexe au procès-verbal de la séance du 21 novembre 1883.

(2) Annexe au procès-verbal de la séance du 7 juillet 1898.

théories que nous avons exposées. Dans l'état actuel des choses, disent les auteurs de ce projet, les tribunaux ont une certaine latitude sur la question du droit de chasse dans le silence du bail car ils peuvent, en dehors des dispositions écrites, rechercher la commune intention des parties dans des circonstances spéciales de fait qui équivalent parfois à des stipulations formelles. En déclarant qu'à moins de convention contraire le propriétaire conserve le droit de chasse, on restreint les facultés que la jurisprudence actuelle laisse aux tribunaux. Pour concilier les droits du fermier et ceux du propriétaire on pourrait distinguer le droit de chasse et le droit de chasser. Dans le silence du bail le droit de chasse appartiendrait au propriétaire bailleur, mais le droit de chasser serait reconnu au fermier preneur. Ce droit de chasser serait strictement limité à la personne du fermier et de ses fils. L'article unique de cette proposition portait : « Dans le silence du bail, le droit de chasse appartient au bailleur. Néanmoins le preneur, sauf renonciation expresse de sa part, a personnellement et pour ses fils habitant avec lui, le droit de chasser sur les immeubles affermés. »

En supposant que ce système pût être rapproché de l'une des théories que nous avons discutées, c'est avec le système de M. Duranton qu'il semblerait présenter le plus d'analogie. Toutefois il y a entre ces deux systèmes de grandes différences. Le fermier dans le système de M. Lemire n'a pas un droit de chasse égal à celui du propriétaire, mais un simple droit de chasser.

incessible et susceptible de n'être exercé que par lui-même et ses fils. Malgré cela les difficultés pratiques signalées pour ce système seraient encore très grandes.

Le projet de M. Jacob du 8 juin 1899 attribuait dans le silence du bail le droit de chasse au fermier. Il faut, disait l'auteur de cette proposition, intéresser le preneur à la reproduction du gibier qu'il nourrit. Dès que le fermier pourra chasser sur les terres qu'il cultive ou louer sa chasse, il s'ingéniera à défendre lui-même son gibier contre tout agent destructeur, aussi bien contre les braconniers que contre les animaux nuisibles tels que les renards. Il protégera toujours et cultivera avec un soin jaloux son gibier qui pourra devenir pour lui un produit appréciable tout en lui procurant une agréable distraction. Nous savons ce que vaut cet argument que nous avons déjà réfuté.

Nous croyons qu'il est préférable de décider que le droit de chasse, droit voluptuaire et d'agrément, reste en principe au propriétaire sauf les restrictions indiquées dans le cinquième système. Si le fermier veut jouir du droit de chasse il devra, lors du contrat de bail, stipuler expressément cette faculté.

Droit comparé. — Plusieurs législations étrangères cependant reconnaissent le droit de chasse au fermier à l'exclusion du propriétaire, sans qu'il soit besoin de convention expresse. Il en est ainsi en Espagne en vertu de la Ley de Caza de 1879, article 13 ; en Danemark en vertu de la loi du 25 mars 1851, article 7 ; en Suède en vertu de la loi du 21 octobre 1864, article 3.

Par contre, en Roumanie aux termes de la loi du 10 novembre 1891, le droit de chasse n'appartient au fermier que si par le contrat d'affermage ce droit lui a été concédé.

Le droit de chasser les lièvres et les lapins étant en Angleterre attaché depuis le *ground game act* du 7 septembre 1880 (43-44 Victoria chap. 47) au fait même de la possession, appartient au tenancier. Toute convention intervenant entre le propriétaire et l'occupant à l'effet de dépouiller ce dernier du droit qui lui est conféré par la loi serait frappée de nullité.

§ IV. — Cession du droit de chasse.

Le propriétaire, d'après les principes du Code civil, a non seulement le droit de jouir de sa chose, mais encore celui d'en disposer comme bon lui semble, à condition de n'en point faire un usage contraire aux lois et règlements d'ordre public.

La faculté de chasser étant dans l'ancien droit un privilège réservé aux nobles, ceux-ci ne pouvaient ni céder leur droit ni le faire exercer par d'autres. Le droit de chasse leur était accordé par le roi pour leur procurer un divertissement et leur permettre de se préparer aux fatigues de la guerre, ce but n'aurait pas été atteint s'ils avaient pu s'en dessaisir au profit d'autres personnes. Ils ne pouvaient disposer de ce droit ni à titre gratuit, ni à titre onéreux. Le droit de chasse était un privilège et non pas une dépendance de la propriété :

c'était un droit personnel, purement honorifique, qui n'était pas *in fructis* et dont les nobles et les seigneurs ne devaient pas faire argent. De certains actes judiciaires, il semble cependant ressortir que la prohibition ne s'étendait pas à la chasse des oiseaux de passage et des lapins de garenne. A la veille de la Révolution, un arrêt du Conseil du roi, du 30 septembre 1722, rappelait ces prohibitions. Depuis 1789, le droit de chasse est un attribut de la propriété, et il n'y a plus aucune restriction de ce genre. L'article 1^{er} de la loi du 3 mai 1844 dispose que nul n'aura la faculté de chasser sur la propriété d'autrui sans le consentement du propriétaire ou de ses ayants-droit, ce qui implique bien que le propriétaire ou ses ayants-droit sont autorisés à se substituer un tiers pour l'exercice du droit de chasse.

Le propriétaire peut donc non seulement exercer par lui-même le droit de chasse qui lui appartient, mais encore le concéder soit à titre gratuit, soit à titre onéreux. Il faut bien se garder de confondre cette cession, surtout lorsqu'elle est à titre gratuit, avec la simple permission que donne un propriétaire de chasser sur son terrain. Celle-ci n'est tout simplement qu'une forme du consentement exprès dont nous avons indiqué les conditions de validité. Nous savons qu'elle ne peut émaner que du propriétaire lui-même, de ses ayants-droit ou de leurs représentants légaux et qu'elle peut être prouvée par tous les moyens de droit commun.

La simple permission diffère de la cession du droit de chasse en plusieurs points très importants :

a) La cession du droit de chasse peut avoir lieu soit à titre gratuit, soit à titre onéreux; la simple permission est presque toujours à titre gratuit.

b) Par la cession, le propriétaire aliène son droit et l'acquéreur ou le locataire devient seul maître de la chasse à l'exclusion du propriétaire. Il peut faire chasser par d'autres ou même rétrocéder son droit. Par la simple permission, le chasseur n'a qu'un droit tout personnel et ne saurait y faire participer d'autres que lui.

c) Le cessionnaire est titulaire d'un droit véritable que le cédant est tenu de respecter. La permission ne confère qu'un droit essentiellement précaire et révocable *ad nutum*.

d) Si le propriétaire aliène son fonds, le droit du cessionnaire pourra être opposé à l'acquéreur, il ne saurait en être de même pour le droit du permissionnaire.

e) Enfin, le cessionnaire, à la différence du permissionnaire, a qualité pour porter plainte contre les tiers qui chassent sur la propriété où s'exerce son droit.

Il se peut, d'autre part, que la permission ne soit pas complètement gratuite. Dans ce cas encore, il faudra la distinguer de la cession, mais ce sera aux tribunaux d'interpréter la convention pour rechercher quelle a été la commune intention des parties. La comparaison du prix de la permission avec l'importance de la chasse pourra fournir, dans ce but, d'utiles indications. Si le prix est tout à fait dérisoire en comparaison de la valeur de la chasse, il faudra décider qu'il y a simple permission et non pas cession du droit de chasse.

Conditions. — Quelles sont les conditions que doit remplir la cession pour être valable ?

Comme toute cession d'un droit quelconque, la cession du droit de chasse peut avoir lieu soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, et ne peut être valablement consentie que par ceux qui jouissent du droit concédé. Le propriétaire ou ses ayants-droit auront seuls qualité pour cela.

Ce principe étant admis, nous devons remarquer qu'à la différence de la simple permission qui, généralement, présente peu d'importance et se donne verbalement, la cession a presque toujours lieu en vertu d'un acte qui prend la forme soit d'une vente, soit d'un échange, soit d'un louage, voire même d'une société (car plusieurs chasseurs peuvent former entre eux une société civile pour exploiter en commun les divers droits de chasse qui leur appartiennent).

Pour savoir, dans ces diverses hypothèses, quelles seront les personnes capables de consentir à de telles cessions et quelles formalités devront être exigées, il faudra se reporter aux règles générales du Code civil relatives à la capacité des personnes. Un bail de chasse, par exemple, qui n'est en somme qu'une variété de cession (en prenant le mot cession dans un sens large), ne sera valable, si la propriété appartient à un mineur, que s'il est consenti par le tuteur de cet incapable en vertu de l'article 450 du Code civil. Le délai maximum de neuf ans fixé par les articles 1718, 1429 et 1430 combinés du Code civil devrait être observé. L'article

450 précité s'opposerait en outre à ce que le tuteur se portât locataire du droit de chasse appartenant au pupille sans que le conseil de famille ait autorisé le subrogé-tuteur à lui en passer bail.

Grave est la controverse sur le point de savoir si la cession du droit de chasse peut être perpétuelle. Pour pouvoir résoudre cette question, il faut préalablement examiner si le droit de chasse aliéné à perpétuité constitue une servitude réelle ou une servitude personnelle.

Trois systèmes ont été soutenus.

Le premier système considère le droit de chasse comme un démembrement de la propriété qui peut être cédé à perpétuité comme la propriété elle-même (1). C'est d'après ces principes que la Cour d'Amiens, dans un arrêt du 2 décembre 1835 (2), a jugé que le vendeur pouvait se réserver, sur le fonds vendu, le droit de chasse à perpétuité pour lui, ses héritiers et ayants-causes, et que cette clause était obligatoire pour les tiers acquéreurs ultérieurs comme pour les premiers acquéreurs. De telles clauses, disent les partisans de ce système, n'ont rien de féodal et ne sont point contraires aux principes de 1789. Nous ne saurions cependant souscrire à cette opinion dont le résultat serait de reconnaître l'existence d'un démembrement de la propriété qui n'existe pas d'après le Code civil.

Pour tourner la difficulté, les partisans du second sys-

(1) Toullier-Duvergier, *le Droit civil français suivant l'ordre du Code*, t. II, n° 588.

(2) Amiens, D, 36, 2, 29.

tèmes font une distinction. Ils concluent à la validité de la cession lorsqu'elle a lieu en faveur d'un fonds ou du moins d'une personne considérée en tant que propriétaire du fonds. Ainsi la cession perpétuelle serait permise si elle était faite au propriétaire d'un fonds déterminé et à ses successeurs, même à titre particulier, dans la propriété de ce fonds. Par contre, ils refusent d'admettre la cession perpétuelle du droit de chasse faite au profit de certaines personnes déterminées, par exemple au profit d'une personne et de ses héritiers seulement. Dans ce dernier cas ce serait, disent-ils, créer une servitude personnelle, ce que prohibe formellement l'article 686 du Code civil. Dans le premier cas au contraire il s'agit non plus d'une servitude personnelle prohibée par la loi, mais d'une servitude réelle créée au profit d'un fonds et parfaitement licite.

Cette distinction nous paraît dénuée de fondement car les deux hypothèses tombent l'une comme l'autre sous le coup de l'article 686 du Code civil. La condition indispensable de toute servitude réelle c'est, dit M. Demolombe (1), « que la charge imposée à l'un des héritages en faveur de l'autre soit telle qu'elle ne puisse pas en quelque sorte se concevoir en dehors de ces héritages ». Or, dans la première hypothèse, le droit de chasse accroît sans doute la valeur marchande du fonds dominant, son utilité et son agrément, mais la valeur intrinsèque du sol n'est pas accrue. Le profit de ce

(1) Demolombe, *Traité des servitudes*, t. II, n° 686.

droit de chasse s'attache non pas au fonds mais à la personne du propriétaire. Nous avons il est vrai dans notre droit quelques servitudes personnelles, l'usufruit, l'usage, l'habitation, mais elles s'éteignent par la mort du titulaire et le cas est bien différent. S'il fallait admettre la théorie que nous critiquons, ce serait créer, selon l'expression de M. Marcadé (1), « des services fonciers en la forme et personnels au fond ». Or toute obligation de ce genre décorée du nom et de la forme d'un service foncier, mais qui ne l'est pas réellement, est nulle aux yeux du Code.

M. Marcadé admet en conséquence une troisième opinion que nous croyons devoir partager et d'après laquelle la cession du droit de chasse ne peut en aucun cas être perpétuelle. La jurisprudence est plutôt en ce sens. La Cour de Paris par un arrêt du 26 juin 1890 (2) et la Cour de cassation par un arrêt du 4 janvier 1891 (3) approuvant un arrêt de la Cour de Caen, ont déclaré nulle et de nul effet la stipulation du droit de chasse faite au profit des propriétaires successifs d'un domaine déterminé.

En admettant que la cession du droit de chasse ne peut pas être perpétuelle, nous reconnaissons implicitement que ce droit ne peut pas faire l'objet d'une vente pure et simple ou conditionnelle, car la condition est par définition même un événement futur mais incertain.

(1) Marcadé, *Explication du Code civil*, t. II, article 686.

(2) *Gazette du Palais*, 5 juillet 1890.

(3) *Le Droit*, 5 avril 1891.

Si la cession pouvait être faite sous condition suspensive, elle n'existerait pas encore *pendente conditione*, mais naîtrait pour toujours au cas où la condition se réaliserait. Si elle pouvait être faite sous condition résolutoire, elle existerait dès l'acte de cession mais risquerait de devenir définitive et perpétuelle au cas où la condition viendrait à faire défaut. Le terme suspensif devrait être également prohibé pour les mêmes raisons que la condition suspensive, d'autant plus que le terme est un événement futur dont la réalisation est certaine.

Le propriétaire pourra donc céder temporairement le droit de chasse sur son terrain aussi bien à titre onéreux qu'à titre gratuit, soit pour un certain nombre d'années soit pour la vie d'une ou de plusieurs personnes déterminées. La Cour de Metz dans un arrêt du 1^{er} mars 1854 (1) reconnaît ce principe.

Lorsque la cession est à la fois à titre temporaire et à titre onéreux elle prend la plupart du temps la forme du contrat de bail ou location de chasse. C'est de beaucoup le cas le plus fréquent. Il importe cependant de ne pas confondre la location et la cession de chasse. Nous donnons ici au mot cession un sens étroit. Jusqu'alors nous avons entendu par cession de chasse, d'une façon générale, tous les modes de transférer le droit de chasse à autrui. Dans un sens plus étroit, il faut entendre par cession les modes de transférer le droit de chasse autres que le contrat de bail. Au sens large la

(1) Metz, D. 1854, 2. 266.

cession est synonyme de concession et comprend la location, au sens étroit elle n'est, comme la location, qu'une variété d'un même tout et il importe de bien distinguer ces deux choses. Le cessionnaire et le locataire ont tous deux le droit de faire dresser des procès-verbaux; de poursuivre les délinquants qui chassent sur les terres dont ils ont la chasse, et de leur demander des dommages-intérêts. Ils ont tous deux la faculté de céder leur droit, ils sont responsables des dégâts causés par le gibier s'il y a faute ou négligence de leur part, etc... Mais la cession du droit de chasse peut avoir lieu à titre gratuit ou à titre onéreux, tandis que la location de chasse a toujours lieu à titre onéreux. En outre, si la cession est à titre gratuit les règles de la donation seront applicables, et si elle est à titre onéreux, les règles varieront suivant la forme d'acte employée; tandis que les règles applicables à la location sont toujours celles du louage de choses.

Effets. — Quels seront les effets de la cession ou du bail de chasse?

Entre les parties les droits et obligations réciproques des cocontractants seront réglés d'après les principes généraux du Code civil en matière d'obligation.

S'il s'agit d'une concession gratuite du droit de chasse (ce qui ne peut avoir lieu que pour un temps déterminé, d'après l'opinion que nous avons admise), ou s'il s'agit d'une vente sous terme résolutoire, il faudra appliquer les règles des donations ou des ventes à terme. De même, si deux ou plusieurs propriétaires conviennent

d'échanger pendant un certain temps (c'est le cas du cantonnement) ou de mettre en commun les droits de chasse qu'ils possèdent respectivement sur leurs propriétés, les règles de l'échange et de la société civile, compatibles avec ce genre de concession, devront être appliquées. Dans ce dernier cas, les chasseurs peuvent même former entre eux une association constituant une société civile parfaitement valable, qui peut agir en justice, aux poursuites et diligences du conseil d'administration qu'elle s'est constitué. Ce droit a été reconnu par la Cour de cassation dans un arrêt du 18 novembre 1865 (1).

Les locations de chasse seront en général soumises aux règles du louage de choses. Ainsi, les articles 1714 et suivants du Code civil lui seront applicables. Le bail pourra être fait verbalement ou par écrit. Dans le premier cas, il sera soumis, quant à la preuve de son existence et du prix, aux dispositions des articles 1715 et 1716, et dans le second, aux dispositions de droit commun relatives aux actes authentiques ou aux actes sous seing privé, notamment à l'article 1325, qui exige autant d'originaux qu'il y a de parties en cause ayant un intérêt distinct. L'enregistrement du bail se fera conformément aux règles ordinaires des lois du 22 frimaire an VII (dans les trois mois sous peine d'un double droit), du 23 août 1877 (déclaration du bail verbal) et du 26 juin 1824 (droit de vingt centimes pour

(1) D. 66, 4, 455.

cent sur le prix total de toutes les années cumulées).

Conformément aux articles 1736 et 1737 du Code civil, les baux de chasse, s'ils sont consentis pour une durée déterminée, expireront par l'arrivée du terme fixé sans qu'il soit besoin de donner congé, et s'ils sont consentis pour une durée indéterminée, l'une des parties ne pourra donner congé à l'autre qu'en observant les délais fixés par l'usage des lieux. En outre, l'article 1774 relatif aux baux des biens ruraux recevrait son application. Le bail de chasse de durée indéterminée devrait donc être présumé fait pour permettre au preneur d'exercer son droit pendant toute la période comprise entre l'ouverture et la fermeture de la chasse. Les règles de l'article 1738 relatives à la tacite reconduction doivent être appliquées, et si, à l'expiration du bail de durée déterminée, le preneur reste et est laissé en possession, il s'opérera un nouveau bail considéré comme consenti pour une durée indéterminée. Le bail de chasse n'est pas résolu par le décès de l'une des parties, il en est autrement en Prusse et en Saxe, où le bail est résolu par le décès du locataire.

Si pendant la durée du bail, la propriété est détruite en totalité par cas fortuit, le bail sera résolu de plein droit en vertu de l'article 1722. Au cas où elle ne serait détruite qu'en partie, le preneur pourrait, suivant les circonstances, demander soit une diminution du prix, soit la résiliation du bail. Il n'y aurait lieu, dans l'un et l'autre cas, à aucun dédommagement de la part du propriétaire.

De même, ce dernier étant obligé par les articles 1719 et 1723 « de faire jouir paisiblement le preneur pendant la durée du bail » et « d'entretenir la chose louée en état de servir à l'usage pour lequel elle a été louée » ne pourrait pas, pendant la durée du bail, changer l'état des lieux. Il ne pourrait pas, par exemple, défricher un bois dont il aurait loué la chasse et le convertir en plaine, car le locataire a entendu louer la chasse d'un bois et non d'une plaine. Il y a toutefois lieu en cette matière de laisser aux tribunaux une certaine liberté d'appréciation, car il est évident que le bailleur aura le droit d'accomplir sur sa propriété les modifications qui ne sauraient porter aucune atteinte au droit de jouissance du locataire.

De son côté, le preneur est obligé de payer le prix de loyer convenu et d'user du droit de chasse comme le ferait un bon père de famille. Il ne pourrait donc pas, sans s'exposer à des dommages-intérêts vis-à-vis du propriétaire en vertu des articles 1143 et 1728 du Code civil, abuser de la chasse au point de détruire complètement ou presque complètement le gibier.

Par l'effet du bail le preneur est substitué au bailleur pour l'exercice du droit de chasse. Qu'arrivera-t-il si malgré la cession le propriétaire chasse sur le fonds affermé ? Commettra-t-il le délit de chasse sur autrui prévu par la loi de 1844 ? Ce point est controversé.

Nous avons déjà vu une question analogue à propos du cas où le nu-propriétaire chasse au détriment de l'usufruitier. Certains auteurs prétendent que la situation est

la même et se prononcent d'une façon identique dans les deux questions. En conséquence, les uns (1) prétendent que le bailleur ne saurait être poursuivi pénalement en vertu de l'article 44, mais pourrait être simplement actionné en dommages-intérêts par le preneur, car il n'a pas, à proprement parler, chassé sur le terrain d'autrui puisque le terrain lui appartient. Les autres répondent qu'il faut interpréter les mots « terrain d'autrui » d'une façon rationnelle et déclarent l'article 44 applicable, car le bailleur doit être considéré, par rapport à la chasse louée, comme un véritable étranger.

Pour notre part, tout en admettant la première solution, nous croyons qu'il ne faut pas identifier les deux questions. La situation du bailleur vis-à-vis du locataire est analogue à celle du nu-propriétaire vis-à-vis de l'usufruitier, mais non pas identique. L'usufruitier possède un droit réel, le locataire un simple droit personnel. Le bailleur est tenu de faire jouir le locataire de la chasse, le nu-propriétaire est seulement tenu d'en laisser jouir l'usufruitier. Cette réserve étant faite, nous pensons que le bailleur qui chasserait au mépris du bail ne commettrait pas un délit au sens de l'article 44. On ne peut pas dire qu'il a chassé sur le terrain d'autrui. Il est tenu d'une obligation personnelle vis-à-vis du locataire, il doit lui procurer la jouissance paisible de la chose louée et s'il ne remplit point cette obligation, s'il trouble par son fait la jouissance du preneur,

(1) Dalloz, Giraudeau.

celui-ci pourra simplement réclamer la résiliation du bail et des dommages-intérêts en vertu des articles 1741 et 1184 du Code civil.

D'autre part, le locataire doit se conformer strictement aux termes du contrat de bail qui lui a été consenti. Si le bail ne fait aucune restriction, le droit de chasse passe tout entier au locataire qui peut alors chasser comme le pourrait le bailleur lui-même. Si le bail au contraire impose au preneur certaines conditions, par exemple quant à la manière de chasser, quant au nombre d'invités permis, etc... le propriétaire pourra, au cas où le locataire ne respecterait pas ces conditions, demander la résiliation du bail et mêmes des dommages-intérêts en vertu des articles 1741 et 1184 du Code civil précités. Le locataire, dans ce cas, commettrait en outre un délit. De nombreux arrêts sont en ce sens, notamment un arrêt de la Cour de cassation du 8 novembre 1849 (1). En supposant enfin que le bail de chasse fasse certaines réserves au profit du bailleur et que celui-ci conserve par exemple exclusivement le droit de chasser certaines espèces de gibier, le locataire qui viendrait à dépasser les limites de son droit serait absolument sans droit en dehors de ces limites : il se rendrait coupable du délit de chasse sur autrui et pourrait être poursuivi en vertu de l'article 11 de la loi de 1844.

A l'égard des tiers, les effets de la cession ou de la

(1) D. 49. 4, 204.

location de chasse seront également réglés par les principes généraux des conventions.

Le locataire, étant substitué au bailleur pour l'exercice du droit de chasse, pourra seul donner à d'autres personnes la permission de chasser sur le fonds affermé (sauf convention contraire) et lui seul pourra poursuivre les délits de chasse commis à son préjudice.

De ce que le preneur est subrogé, sauf convention contraire, dans les droits du bailleur pour tout ce qui a trait à la chasse, il résulte, par une juste réciprocité, qu'il doit être tenu vis-à-vis des propriétaires riverains du dommage que le gibier peut causer à leurs champs. Il est juste que les dégâts causés par la trop grande multiplication du gibier ne puissent être imputés qu'à celui-là seul qui a le droit de le détruire. Il faut, bien entendu, pour le locataire de chasse comme pour le propriétaire lui-même, que le dommage soit réel, sérieux et qu'il soit causé par la faute ou tout au moins par une négligence coupable de la part du titulaire de la chasse. Les tribunaux devront exiger rigoureusement la preuve de ces deux conditions et n'apprécier les faits qu'avec une très grande circonspection. Les riverains qui se plaignent ont souvent des prétentions fort exagérées, cherchant à tirer le plus de bénéfices possibles du prétendu préjudice qu'ils invoquent, et si les tribunaux accueillaient trop facilement leurs doléances, il en résulterait une véritable exploitation pour les propriétaires ou locataires de chasse.

La cession ou le bail de chasse sont-ils opposables au tiers acquéreur ? La question est discutée.

On a prétendu que l'article 1743 du Code civil, relatif au louage ordinaire, ne serait pas applicable en notre matière. Cet article est ainsi conçu : « Si le bailleur vend la chose louée, l'acquéreur ne peut expulser le fermier ou le locataire qui a un bail authentique ou dont la date est certaine, à moins qu'il ne se soit réservé ce droit par le contrat de bail. » Si l'acte de cession ou de location prévoit expressément le cas, il faudra nécessairement s'en rapporter à ses termes ; mais s'il est muet sur ce sujet, que devra-t-on décider ? Ceux qui refusent d'appliquer ici l'article 1743 prétendent qu'il a pour but de protéger les industriels et les cultivateurs qui, sans cette disposition, n'auraient jamais osé traiter aucune affaire importante, dans la crainte d'être évincés par un nouvel acquéreur. Or, disent-ils, ces considérations sont fort justes à l'égard de la location d'une propriété rurale ou d'un bâtiment, mais ne sauraient être invoquées lorsqu'il s'agit d'une location de chasse qui est une affaire toute de plaisir et doit être réglée d'après l'ancien droit. La seule ressource pour le cessionnaire ou le locataire, ce serait donc, dans ce système, de faire évaluer dans un acte authentique accompagnant l'acte de cession ou de bail, les avantages qu'il entend retirer du droit de chasse et de faire obliger conditionnellement son vendeur ou son bailleur au paiement de la somme fixée.

Malgré tout, nous pensons qu'il faut appliquer au bail de chasse l'article 1743 dont la disposition est conçue en des termes généraux qui n'admettent pas d'except-

tion. L'acquéreur aura simplement le droit de recourir en garantie contre son vendeur, au cas où celui-ci lui aurait laissé ignorer le bail ou la cession.

La question se poserait différemment s'il s'agissait, non plus d'un bail ou d'une cession temporaire du droit de chasse, mais bien d'une cession faite à titre perpétuel. D'après l'opinion que nous avons précédemment admise, une pareille cession est nulle et ne saurait, par conséquent, être opposée au tiers acquéreur. Pour ceux qui admettent la validité de cette cession et lui reconnaissent le caractère d'une servitude réelle, il est, au contraire, très facile de soutenir qu'elle peut lui être opposée.

On s'est demandé de même si l'article 1717 du Code civil était applicable en matière de chasse. Aux termes de cet article : « Le preneur a le droit de sous-louer ou même de céder son droit à un autre, si cette faculté ne lui a pas été interdite. » Malgré la généralité de cet article, certains ont voulu soutenir que le bail et la cession du droit de chasse sont personnels au preneur, de sorte que celui-ci ne pourrait rétrocéder son droit. Rien ne nous paraît susceptible de justifier cette solution. L'article 1717 est général comme l'article 1743, et nous ne voyons aucune raison pour ne pas l'appliquer ici. Le cessionnaire ou le locataire est subrogé en matière de chasse aux droits du cédant ou du bailleur, à moins de stipulation contraire, il peut donc non seulement donner à des tiers des permissions individuelles, mais encore rétrocéder ou sous-louer son droit à d'au-

tres. Il y aurait toutefois lieu, semble-t-il, d'apporter à ce principe une exception. S'il résulte de la convention ou des circonstances que ce droit de chasse n'a été cédé qu'en considération de la personne du cessionnaire ou du locataire et pour lui seul et sa famille, autrement dit, si ce droit a été concédé *intuitu personæ*, toute rétrocession de ce droit devra être considérée comme nulle. Il en sera ainsi très souvent lorsque la concession aura eu lieu à titre gratuit. Ce sera aux tribunaux d'apprécier, d'après les termes de l'acte ou l'ensemble des circonstances, si le droit de rétrocession n'a pas été interdit en tout ou en partie. Au cas où cette interdiction résulterait des termes de l'acte, la clause devrait être interprétée rigoureusement, comme l'exige l'article 1717 du Code civil.

Qu'arrivera-t-il si le propriétaire, après avoir cédé ou loué à quelqu'un, sans réserve aucune, le droit de chasse sur son fonds, fait à un autre une seconde cession au mépris de la première? Le second cessionnaire ou locataire pourra-t-il chasser sans crainte ou commettra-t-il en chassant un délit? C'est surtout sur ce point qu'apparaît l'importance de l'enregistrement des cessions ou locations.

Il faut supposer, bien entendu, qu'il s'agit vraiment de cessions ou de baux successifs, s'il s'agissait de simples permissions successives, comme la permission à un caractère essentiellement précaire, on pourrait, soit envisager la seconde comme une révocation tacite de la première, soit la considérer comme donnant au se-

cond permissionnaire le droit de chasser concurremment avec le premier ; mais dans les deux cas, la question présenterait peu d'importance, puisque le simple permissionnaire n'a pas le droit de poursuivre les délits de chasse.

La question ne se poserait pas non plus s'il s'agissait d'une simple permission accordée à une personne et suivie d'un bail ou d'une cession au profit d'une autre. La permission ne donne qu'un droit précaire tacitement révoqué par le bail ou la cession postérieure, et le permissionnaire qui chasserait après ce bail ou cette cession pourrait être poursuivi correctionnellement par le nouveau possesseur du droit de chasse ; à condition toutefois que le titre de ce dernier soit déjà enregistré comme l'exige l'article 1328 du Code civil. Le délinquant devrait être condamné même si sa bonne foi était prouvée, car l'article 1328 suppose que les actes enregistrés sont connus des tiers. L'enregistrement ne serait pas nécessaire pour que le cessionnaire ou le locataire pût poursuivre un individu qui chasserait sans permission d'aucune sorte, car cet individu ne tenant pas son droit du propriétaire de la chasse et n'invoquant aucun titre en contradiction avec celui du locataire, ne serait pas un tiers, aux termes de l'article 1328.

Notre hypothèse est toute différente. Un propriétaire concède à quelqu'un son droit de chasse, puis fait une seconde cession ou location au mépris de la première. Le premier cessionnaire pourra évidemment re-

courir contre le bailleur ou le cédant pour trouble de jouissance, mais quels seront ses droits contre le second locataire ou cessionnaire ? Celui-ci pourra-t-il être poursuivi correctionnellement en vertu de l'article 11 de la loi de 1844 pour chasse sur le terrain d'autrui ? Oui, si le premier acte est authentique, car il a par lui-même date certaine à l'égard des tiers. S'il est sous seing privé, tout dépend de la question de savoir si la première cession a été enregistrée ou non, car l'article 1328 déclare que « les actes sous seing privé n'ont de date contre les tiers que du jour où ils ont été enregistrés, etc..... ». Cette formalité a-t-elle été remplie ? Le premier cessionnaire est en possession inattaquable du droit exclusif de chasse à l'égard de tous. Quiconque chasse au mépris de ce droit, même de bonne foi, commet un délit. Ainsi jugé par la Cour de cassation dans un arrêt du 21 juillet 1865 (1).

De deux cessionnaires ou de deux locataires successifs, le seul qui pourra chasser légalement sera donc celui qui, le premier, aura fait enregistrer son titre. L'inculpé ne serait même pas recevable à prouver que le locataire ou le cessionnaire postérieur qui, le premier, a fait enregistrer son titre, connaissait la cession antérieure. La Cour de Metz, le 10 février 1864, s'est prononcée en ce sens (2).

Si les deux actes ont été enregistrés le même jour,

(1) Cass., D. 65, 1, 497.

(2) Metz, S. 67, 2, 184.

celui des porteurs de ces actes qui seul aura le droit de chasse sera celui qui le premier aura été mis en possession. Enfin, si aucun des actes n'a été enregistré, il n'y aura délit d'aucune part, et les deux cessionnaires ou locataires pourront également chasser sans délit.

Dans tous les cas, la bonne foi du délinquant ne serait pas une excuse, et le délinquant ne pourrait pas prétendre qu'il ignorait la concession faite par le propriétaire. La Cour de Colmar, le 29 décembre 1861, s'est prononcée en sens contraire (1), mais la Cour de cassation, dans un arrêt précité du 21 juillet 1865, a reconnu qu'en matière de chasse la bonne foi n'est pas une excuse.

Tels sont les effets des cessions et locations de chasse. Pour savoir comment ces conventions devront être interprétées il faudra se reporter aux articles 1156 et suivants du Code civil relatifs à l'interprétation des obligations en général. On devra, non pas s'attacher au sens littéral des termes employés, mais rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes. Si l'acte porte par exemple le mot cession, les tribunaux devront l'interpréter dans le sens le plus large, c'est-à-dire dans le sens d'une cession et non d'une simple permission. C'est d'ailleurs une question d'appréciation qui sera tranchée d'après l'ensemble des circonstances. Dans le doute il faudra, conformément à l'article 1162, se prononcer en faveur du locataire.

(1) Colmar, D. 21. 2, 435.

§ V. — **Fait de chasse sur autrui sans le consentement du propriétaire ou de ses ayants-droit.**

Il nous reste à examiner quelle sera la sanction des faits de chasse sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire. L'article 41 de la loi de 1844 inflige au délinquant une amende de 16 à 100 francs et la peine est encourue, nous l'avons dit, malgré la bonne foi de l'inculpé. Il résulte des travaux préparatoires que la bonne foi est impuissante à servir d'excuse en matière de délit de chasse. Les infractions à la loi de 1844 bien qu'étant de véritables délits participent du caractère des contraventions et doivent être réprimées, contrairement à ce qui a lieu pour les délits ordinaires, même s'il n'y a pas eu intention délictuelle. La jurisprudence de la Cour de cassation a été fixée en ce sens par plusieurs arrêts rendus notamment le 12 avril 1845, le 17 juillet 1857 et le 21 juillet 1865 (1).

S'il n'est pas nécessaire que le chasseur ait su qu'il violait la loi, il faut cependant qu'il ait eu la volonté d'accomplir le fait qui peut être délictueux sans qu'il s'en doute. Ainsi le chasseur qui poursuivrait sur le terrain d'autrui une pièce de gibier non blessé, levée sur sa propriété, pourrait être condamné alors même qu'il croyait la chose permise. Il n'encourrait au contraire aucune poursuite s'il prouvait qu'il s'est simple-

(1) Cass. D. 45. 1. 252; D. 57. 1. 381; D. 65. 1. 497.

ment trompé de limites et qu'il chassait sur le terrain d'autrui croyant être sur le sien, car dans ce cas il n'a pas voulu chasser sur autrui.

Nous laissons de côté la question de savoir quels sont exactement les faits qui rentrent dans le délit de chasse sur autrui. Le simple passage du chasseur, même armé, sur le terrain du voisin, ne constitue pas un délit, mais tout fait de chasse sur la propriété d'autrui tombe sous le coup de l'article 11. Le droit de suite ou droit de faire suivre par ses chiens sur le terrain d'autrui la bête qu'ils y ont conduite, en suivant ou non les chiens, était permis dans l'ancien droit, mais la loi du 30 avril 1790 l'a certainement aboli. Toutefois la loi de 1844 permet aux tribunaux d'excuser, suivant les circonstances, le simple passage des chiens courants partis à la poursuite du gibier lancé, surtout si le chasseur fait tout ce qu'il peut pour les rompre. Le chasseur peut aussi sans délit chercher sur le fonds voisin une pièce de gibier tuée qui est allée y tomber. Il peut même y relever et achever une pièce de gibier mortellement blessée qui se trouve sur ses fins. Nous savons, en outre, que lorsqu'il s'agit de battues organisées par ordre de l'administration, le consentement du propriétaire n'est pas nécessaire.

En dehors de ces cas exceptionnels, tout fait de chasse sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire constituera un délit et tombera sous la sanction de l'article 11. La poursuite de ce délit ne sera toutefois possible et la sanction ne pourra être appliquée que si le

propriétaire lésé se plaint, le ministère public ne pouvant pas agir de sa propre initiative, aux termes de l'article 26 de la loi de 1844. Enfin, d'après l'article 29 de cette même loi, toute action relative aux délits de chasse se prescrit par le laps de 3 mois à compter du jour du délit.

§ VI. — État, Communes, Établissements publics.

Pour ne point sortir du sujet que nous nous sommes tracé nous ne dirons que quelques mots sur le droit de chasse et sa cession dans les propriétés de l'État, des communes et des établissements publics.

Ces personnes morales peuvent, comme tout individu, posséder des propriétés foncières et tirer de celles-ci tous les avantages et les produits qu'elles sont susceptibles de procurer. En ce qui concerne le droit de chasse, attribut de la propriété, il est évident que ces personnes morales n'ayant pas d'existence matérielle ne pourront pas l'exercer par elles-mêmes. Leurs représentants n'auront pas qualité pour en profiter personnellement car c'est un bien qui appartient à la personne morale qu'ils représentent et non pas à eux.

Les établissements publics seront considérés comme des simples particuliers et loueront la chasse sur leurs propriétés par l'intermédiaire de leurs administrateurs, dans la forme ordinaire des autres baux et locations. Les conditions seront réglées par la commission d'administration de l'établissement et devront être soumises à l'approbation du préfet si le bail est consenti pour

une durée de plus de 18 ans, conformément à la loi du 7 août 1851. L'adjudication devra avoir lieu conformément à la loi du 12 août 1807 et ne sera définitive qu'après l'approbation du préfet.

Que décider pour l'État et les communes ? Faut-il admettre que chaque membre de ces collectivités pourra chasser librement dans leurs propriétés ? Non certainement car ce serait créer un nombre considérable de chasseurs qui détruiraient infailliblement le gibier, seraient très difficiles à surveiller et constitueraient un très grand danger pour la sécurité publique. Le seul moyen pour l'État et les communes de tirer profit du droit de chasse qui leur appartient c'est de le céder ou de le donner à bail.

État. — Au sujet de l'État il faut bien distinguer son domaine public et son domaine privé.

Pour chasser sur le domaine public il suffit d'avoir un permis de chasse et d'être en temps non prohibé. Il n'est besoin d'aucune autorisation administrative. Il en est ainsi pour les routes, les chemins, les rivières navigables et flottables, et nous croyons inutile de nous étendre davantage sur ce point.

Dans les propriétés privées, qui comprennent principalement des forêts, personne ne peut chasser autre que les adjudicataires de la chasse. Longtemps la chasse fut interdite en principe dans les forêts de l'État exclusivement réservées aux plaisirs personnels du roi. Les lois des 28 et 30 avril 1790 et du 28 vendémiaire an V maintenaient cette prohibition. Toutefois le gouver-

nement pouvait accorder des permissions gratuites d'y chasser. Louis XVIII approuva ce genre de gestion par deux ordonnances émanées du Grand Veneur en date des 15 et 20 août 1814. Mais une loi du 21 août 1832 vint déclarer que la location de la chasse dans les forêts domaniales serait désormais obligatoire. « A partir du 1 septembre 1832, dit cette loi, le droit de chasse dans les forêts de l'État sera affermé et mis en adjudication. » On s'aperçut vite que bien souvent ces locations avaient lieu à des prix minimes et en disproportion avec le dommage causé par la chasse aux forêts ; aussi le 24 avril 1833 une loi nouvelle rendit les locations purement facultatives et laissa le soin d'en décider à l'administration des forêts : « A partir du 1^{er} septembre 1833 le droit de chasse dans les forêts pourra être affermé et mis en adjudication. »

Les formalités et les conditions des locations sont réglées par l'ordonnance des 20 juin et 12 juillet 1845 et par le cahier des charges de l'administration des forêts approuvé par le ministre des finances. Ce cahier des charges donne lieu à bien des critiques et réclamations, notamment en ce qui concerne le droit que veut se réserver l'administration des forêts de faire détruire par ses agents les animaux tels que les lapins si elle les juge trop nombreux.

Communes. — En ce qui concerne les propriétés communales, les baux de chasse sous l'empire du décret du 25 prairial an XIII étaient passés par le maire à la charge d'obtenir l'approbation du préfet et du

ministre de l'intérieur. Depuis les lois du 18 juillet 1837 et du 5 avril 1884 ce sont les conseils municipaux qui règlent les conditions des baux dans une délibération qui doit être soumise à l'approbation préfectorale lorsque la durée du bail doit excéder dix-huit ans. Dans ce cas le préfet a un délai d'un mois pour annuler cette délibération s'il le juge à propos. Les baux sont passés par le maire et le conseil municipal peut l'autoriser à les passer amiablement. S'il y a adjudication, le maire doit être assisté de deux conseillers municipaux.

Le maire ne pourrait pas accorder seul des autorisations de chasser sur les propriétés communales. Il n'y a pas lieu de distinguer, bien que le contraire ait été soutenu, s'il s'agit de bois ou de terrains communaux. Ceux qui chasseraient avec de pareilles permissions seraient sans droit et commettraient un délit.

Enfin, il est évident que les communes ne peuvent pas céder plus de droit qu'elles n'en ont. Elles ne peuvent céder que le droit de chasse inhérent à leurs propriétés et ne sauraient nullement le concéder sur les terres appartenant à leurs habitants. Depuis quelques années, certains conseils municipaux ont pris l'habitude d'organiser annuellement, sur le territoire de la commune, une chasse à laquelle sont invités un grand nombre de chasseurs et dont le butin est au profit soit des habitants soit des pauvres de la commune. Tout individu qui participe gracieusement à cette chasse a le droit de chasser pendant le reste de la période d'ouverture sur le territoire communal. Cette permission est

incontestablement valable sur les terres appartenant à la commune ou à ceux des habitants qui ont bien voulu consentir à cette combinaison, car alors ce sont eux-mêmes qui, par l'intermédiaire du maire, ont donné leur consentement au chasseur étranger et ils ne pourraient pas ensuite retirer arbitrairement ce consentement pour poursuivre le chasseur rencontré sur leurs terres. Il en serait tout autrement pour les terres des habitants qui ont refusé, dès le début, d'approuver l'acte du conseil municipal. Dans ce cas il n'y a pas consentement du propriétaire, l'autorisation du maire et du conseil ne saurait y suppléer et quiconque voudrait s'en prévaloir pour chasser sur le terrain d'autrui commettrait un délit.

SECTION II

DES DIVERS SYSTÈMES RELATIFS AUX RAPPORTS DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE ET DU DROIT DE CHASSE (CRITIQUE, PROPOSITIONS DE LOIS ET DROIT COMPARÉ).

Notre loi de 1844 consacrant le principe admis par la loi de 1790, considère le droit de chasse comme un attribut essentiel de la propriété. Le propriétaire ou ses ayants-droit peuvent seuls se livrer légalement à l'exercice de la chasse sur leurs terres, et personne autre ne peut y chasser sans leur consentement. Ce principe a

fait l'objet d'un certain nombre de critiques en France et nous croyons, pour notre part, qu'il pourrait être utilement restreint dans son application, comme en Allemagne, sans qu'il soit nécessaire pour cela de porter atteinte aux principes du droit naturel. Beaucoup de législations étrangères ont adopté des systèmes plus ou moins différents et nous pensons qu'il n'est pas sans intérêt de jeter un rapide coup d'œil sur les divers systèmes adoptés ou proposés, tant en France qu'à l'étranger.

1^o Régime spécial et exceptionnel de la principauté de Monaco où le droit de chasse est complètement supprimé.

Nous passerons sous silence le régime admis par la principauté de Monaco. La chasse, sur le territoire de cet État, est complètement interdite par une ordonnance de Charles III du 1^{er} octobre 1880 dont l'article unique est ainsi conçu : « La chasse est interdite dans notre principauté à partir du 1^{er} janvier prochain. » Cette interdiction se comprend très facilement. La principauté de Monaco est d'une étendue relativement très petite, les terrains bâtis en forment la majeure partie et si la chasse, surtout au fusil, pouvait y être exercée, il en résulterait un grand danger pour la sécurité des personnes et les accidents seraient forcément très fréquents. L'abolition du droit de chasse dans cet état présente d'ailleurs peu d'intérêt, car le gibier y est excessivement rare et se réduit à quelques oiseaux de mer.

Cette interdiction absolue du droit de chasse constitue un cas exceptionnel et ne se retrouve nulle part ailleurs. Partout la chasse est pratiquée et son exercice est soumis à des conditions plus ou moins étroites.

2^o Système de la liberté absolue.

Certains ont prétendu que le droit de chasse, dérivant du droit naturel, devrait être absolument libre pour tous sans autres restrictions que celles nécessitées par les mesures d'intérêt public et la protection de l'agriculture. Un projet de loi fut déposé dans ce sens à la Chambre des députés le 23 octobre 1898 par MM. Vailant, Chauvière, Coutant et Marcel Sembat, représentants du parti socialiste.

Le droit de chasse, disent les partisans de cette théorie, dérive du droit naturel et la loi de 1844 a méconnu ce principe en le considérant comme un attribut de la propriété. Pour les peuplades sauvages primitives la chasse et la pêche étaient les uniques moyens d'existence, de quel droit nos sociétés civilisées interdisent-elles au pauvre, à celui qui n'a pas de propriétés particulières, de chasser dans les campagnes où ses ancêtres poursuivaient librement toute espèce de gibier? Condamner pour fait de chasse ou braconnage un vagabond sans asile, un ouvrier sans travail qui a besoin de gibier pour se nourrir, c'est commettre un véritable crime social. La chasse doit être libre, ouverte à tous, sous réserve toutefois des mesures que l'intérêt public

exige pour la protection de l'agriculture et la sécurité des particuliers. D'après ce système, il n'y aurait plus de chasses réservées et le permis de chasse ne serait plus nécessaire.

Cette théorie, remarquons-le, n'est pas nouvelle. Après avoir proclamé dans la nuit du 4 août 1789 l'abolition des privilèges, l'Assemblée Constituante, par un décret du 11 août suivant, rendit à tout propriétaire « le droit de détruire et faire détruire sur ses possessions toute espèce de gibier sauf à se conformer aux lois de police qui pourraient être faites relativement à la paix publique ». Pour mettre fin aux désordres qui suivirent la promulgation de cette loi, la Constituante fut obligée de réglementer la chasse par la loi des 21 et 29 avril 1790 où elle reconnut à nouveau le droit de chasse comme un attribut de la propriété. Au cours des débats, cependant, le système que nous combattons avait été soutenu par Robespierre : « Je m'élève, disait-il, contre le principe qui restreint le droit de chasse aux propriétaires seulement. La chasse doit être libre pour tout citoyen indistinctement. J'en réclame donc la liberté illimitée, en prenant toutefois les mesures nécessaires pour la conservation des récoltes et pour la sûreté publique. » L'assemblée repoussa ce système à juste raison.

A première vue on serait peut-être tenté de l'admettre. Le gibier étant *res nullius* appartient au premier occupant et il semble logique de conclure au droit naturel de le poursuivre. Avec tant soit peu d'attention on re-

connait facilement que cette théorie est à la fois injuste et impraticable.

La chasse n'est plus comme autrefois, quoiqu'en disent nos adversaires, un privilège réservé à une certaine classe de la société. Ce n'est pas un simple plaisir permis à certains et refusé à d'autres, mais un véritable droit, inhérent à la propriété. Or un propriétaire peut tirer de sa chose tous les avantages qu'elle est susceptible de produire. De quel droit viendrait-on lui prendre la chasse qui constitue pour lui un agréable passe-temps s'il l'exerce en personne et un revenu parfois considérable s'il la donne en location ? Retirer le droit de chasse aux propriétaires pour le donner à tous, ce serait méconnaître l'inviolabilité de la propriété et consacrer une injustice flagrante. Ce serait un acheminement vers le communisme, et c'est pourquoi les membres du parti socialiste défendent avec tant d'énergie ce système. Si l'on supprime une partie du droit de propriété, un de ses attributs, il n'y a pas de raison pour ne point le supprimer complètement.

Les auteurs de ce projet reconnaissent eux-mêmes que des restrictions peuvent être apportées à l'exercice de la chasse dans un but d'intérêt public et de protection pour l'agriculture et le gibier. La plus élémentaire de ces mesures, en dehors du permis de chasse dont nous avons déjà démontré la nécessité, n'est-elle pas de commencer par n'accorder le droit de chasse qu'au propriétaire du terrain, à ses ayants-droit ou à ceux qu'ils autorisent ? Le contraire faciliterait singulière-

ment le vagabondage et conduirait à des violations continuelles des propriétés privées. On verrait, sous prétexte de chasse, des gens sans aveu envahir à tout moment la propriété d'autrui et troubler le propriétaire dans la jouissance paisible à laquelle il a droit de prétendre. Il en résulterait une gêne considérable et des discussions incessantes qui troubleraient inévitablement l'ordre public.

Enfin ce système conduirait à d'énormes abus ; les nombreux chasseurs tueraient le plus de gibier possible, dans la crainte que ce qu'ils ménageraient ne fût tué par d'autres, et bientôt tout le gibier aurait disparu. Nous avons déjà dit quel intérêt s'attache à sa conservation, il constitue une richesse publique et ce n'est pas quand, de tous côtés, on se plaint de sa diminution, qu'il faut songer à prendre des mesures dont le résultat serait de le faire complètement disparaître.

Ce système n'est d'ailleurs adopté dans aucun pays européen. Nous ne parlerons pas des vastes territoires à peine habités de l'Afrique, de l'Asie ou de l'Amérique, non soumis au régime de la propriété individuelle et dans lesquels il est permis, par la force même des choses, de chasser sans crainte de léser le droit d'autrui. En dehors de ces cas exceptionnels, tout au plus pourrait-on citer la Grèce où la chasse est à peine réglementée, la Chine où la propriété privée n'est souvent pas respectée par les chasseurs. En Perse, le droit canon musulman renferme quelques prescriptions relatives aux animaux dont la chair est défendue, à la propriété

du gibier et à la façon de le mettre à mort sans enfreindre les préceptes religieux, mais il ne fait aucune autre restriction et permet de chasser partout. Toutefois, le Shah jouit d'un pouvoir absolu, soit pour réserver à son usage personnel des étendues de terrain où lui seul aura le droit de chasser, soit pour interdire complètement la chasse dans certaines régions où il juge à propos de favoriser le repeuplement. Dans un but de sécurité publique, il est complètement interdit de chasser sur les territoires sacrés et dans un certain périmètre autour des grandes villes ou le long des voies de communication. Il est en outre interdit de pénétrer dans les terrains clos sous peine de délit.

Nulle part ailleurs, soit en Europe, soit dans les autres pays civilisés, la chasse n'est complètement libre au point de vue des lieux où elle peut être exercée. Un grand nombre de nations ont adopté le système français ou système du droit de chasse considéré comme attribut de la propriété. Certains critiques l'attaquent cependant et voudraient le voir remplacé par un système de liberté sous réserve du droit pour le propriétaire d'interdire la chasse sur ses terres. Ce serait un rapprochement de la théorie romaine dont les traces sont très visibles dans plusieurs législations étrangères, notamment en Italie. En Danemark le droit de chasse n'est pas encore aujourd'hui complètement rattaché à la propriété. Il est confisqué en Suisse au profit de l'État et son exercice est soumis dans les pays allemands à des règles toutes spéciales. Ce sont là autant de systèmes

qu'il nous faut étudier rapidement pour nous arrêter quelques instants, dans une troisième section, sur la discussion du système allemand dont beaucoup de dispositions pourraient peut-être, en France, être utilement appliquées.

3^e Système du droit de chasse attribut de la propriété ou système français.

Un grand nombre de pays ont adopté, sauf quelques modifications de détail, le système français qui considère le droit de chasse comme un attribut de la propriété et punit quiconque chasse sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire ou de ses ayants-droit, d'une peine correctionnelle, sans préjudice de l'indemnité due par le délinquant pour le dommage causé. Il se retrouve notamment dans le royaume des Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, la Roumanie, la Turquie, la Suède et la Norvège, la Russie, l'Espagne, l'Angleterre.

La Belgique, le Luxembourg, la Roumanie et la Turquie admettent le système français sans modifications notables.

La loi hollandaise du 1^{er} juillet 1857, modifiée par celle des 14 et 15 avril 1886, ne permet de chasser sur le terrain d'autrui, nous le savons, qu'aux personnes munies d'une autorisation écrite du propriétaire ou de ses ayants-droit, mais cette formalité n'est pas exigée de celui qui chasse avec le propriétaire ou l'ayant-droit et

n'est pas non plus applicable aux fermiers ou adjudicataires quand le droit de chasse n'est pas réservé par une stipulation expresse du bail. Plus explicite que notre loi de 1844, elle déclare que le droit de chasse ne peut pas être séparé de la propriété par aliénation.

En Suède, d'après la loi du 21 octobre 1864, le droit de chasse appartient à l'État sur toutes les terres du domaine et ne peut être exercé que par le roi, le grand veneur, les gens de la suite ou le directeur général des forêts. Les agents chargés de la surveillance de ces terres peuvent chasser dans les limites de leurs circonscriptions respectives, excepté cependant sur certains terrains indiqués et spécialement réservés à l'usage du roi. En outre, dans les terres de l'État, le roi seul peut chasser ou donner l'autorisation de chasser certains animaux tels que l'élan, le cerf, le chevreuil, le renne sauvage et le cygne. Sur les terres des particuliers, le droit de chasse appartient au propriétaire et passe au fermier à moins de stipulation contraire. La chasse est libre pour tous les citoyens suédois sur les terres forestières désincorporées, sur les terres excédantes et les vastes terrains inoccupés de l'extrémité nord du royaume, sur les îles et la pleine mer.

Même principe en Norvège où le droit de chasse, en dehors des terres de l'État, appartient exclusivement aux propriétaires ou aux personnes munies de leur autorisation. Le droit du propriétaire n'est cependant pas absolu car la loi du 22 juin 1863, article 3, ne lui permet de prendre du 1^{er} août au 31 octobre qu'un seul élan,

un seul castor et deux cerfs sur chacune de ses propriétés matriculées. Toutefois, cette restriction peut être levée par le gouvernement après rapport des autorités communales, lorsque ces animaux causent un trop grand dommage aux propriétés. Sur les terres incultes, non entourées et suffisamment éloignées des terrains défrichés, tout Norvégien peut chasser librement sans autorisation, mais à condition de ne pas employer de chiens, et de n'agir que pendant le temps permis qui varie suivant les espèces de gibier. Dans les terrains communaux, la chasse est permise à tout le monde avec ou sans chiens et même à l'aide de pièges.

En Russie, le droit de chasse appartient au propriétaire dans l'enceinte de sa propriété. Pour chasser sur le terrain d'autrui il faut une autorisation écrite du propriétaire de ce terrain. Sur le domaine de la Couronne, le droit de chasse peut être accordé, soit par affermage fait aux enchères publiques, soit par des permis taxés et sanctionnés par le ministre des domaines de l'État, après examen préalable par les autorités gouvernementales ou de district. Sur les terres de la Couronne qui ne sont ni affermées ni réservées pour la chasse de l'Empereur, les membres de l'administration des forêts de l'État et les gardes forestiers de la Couronne peuvent y chasser gratuitement et sans permis spécial, dans les limites de leur étendue de surveillance. Dans les régions du nord et du nord-est, où la chasse constitue un commerce, le ministre des domaines de l'État peut accorder sans bail et sans permis le droit de chasse aux paysans.

Sur les terres dépendant d'une commune rurale, la chasse appartient à cette commune. Les paysans qui ne sont pas de la commune et les étrangers ne peuvent chasser sur lesdites terres qu'en vertu d'un arrêté. L'exercice de la chasse sur les terrains dépendant d'une ville est soumis à la décision des autorités municipales.

En Espagne, il faut à la fois, pour pouvoir chasser, un permis de port d'armes et un permis de chasse. Moyennant cette condition, il est permis de chasser sur les terres de l'État et sur celles des provinces et des communes qui ne sont pas spécialement réservées. Dans les propriétés particulières, peuvent seuls chasser le propriétaire et les personnes auxquelles il a délivré une autorisation écrite. Tout propriétaire peut céder à un tiers l'exercice du droit de chasse sur ses domaines, et lorsqu'il donne son fonds en location, le droit de chasse appartient au fermier, à moins que le contrat de bail n'ait stipulé le contraire. Toutefois, les fermiers des biens communaux ne peuvent s'opposer à ce que les autres habitants de la commune chassent sur ces biens, l'essence de la terre communale étant d'emporter le droit de chasse pour les habitants de la commune. Dans les pâturages, domaines et autres terres appartenant à des particuliers et qui ne sont pas murées, fermées ou closes, il est permis de chasser, mais seulement après l'enlèvement des récoltes, sans le consentement préalable du propriétaire. Le consentement, dans ce cas, est présumé avoir lieu tacitement. En outre, le chasseur peut pénétrer dans les propriétés qui ne sont

pas closes, sans l'autorisation du propriétaire, pour s'emparer d'une pièce de gibier blessée ou morte, mais il est responsable du dommage qu'il peut y causer. Les conditions d'exercice du droit de chasse varient suivant qu'il s'agit du grand ou du petit gibier.

La législation anglaise mérite enfin une remarque particulière. Nous avons vu précédemment que, dans le silence du bail, la loi anglaise accorde au fermier le droit de chasser les lièvres et les lapins à l'exclusion du propriétaire. Depuis l'act du 5 octobre 1831, qui fut pour l'Angleterre ce qu'avait été pour la France le décret du 7 août 1789, le droit de chasse est une dépendance de la propriété. Toute personne payant l'impôt sur le revenu jouit du droit de poursuivre et de tuer le gibier sur ses terres, et tout individu qui chasse sur le terrain d'autrui sans autorisation est puni d'une amende de 2 livres sterling. Les propriétés relevant en principe du souverain, le droit de chasse n'est en quelque sorte qu'une concession faite au propriétaire et le permis de chasse, *game licence*, a dans une certaine mesure le caractère d'une permission. Le décret de 1831 laissait subsister le droit que les seigneurs ou *landlords* possédaient avant cette loi sur les landes, terrains incultes, pâturages et terres communales. Le *landlord* pouvait seul y chasser, même si ces terrains étaient clos et protégés par des barrières. Le *ground game act* du 7 septembre 1880, rendu dans les quarante-troisième et quarante-quatrième année du règne de Victoria, a considérablement restreint ce droit. Nous savons que l'act de Guil-

laume IV, de 1831, donnait dans le silence du bail le droit de chasse au fermier. Depuis le *ground game act*, dont le but était d'assurer la protection de l'agriculture contre les dégâts du gibier, la chasse aux lièvres et aux lapins se rattache non plus à la propriété mais au fait de la possession. Tout fermier, tout tenancier ou les personnes par lui autorisées peuvent, du 11 décembre au 31 mars, tuer sur les terres qu'il occupe les lièvres et les lapins. Toute convention contraire serait nulle. L'exercice de ce droit est soumis à quelques conditions sur lesquelles nous croyons inutile d'insister.

4^o Système de la liberté restreinte.

Ce système peut se présenter sous trois variantes :

A. — *Système de la simple réserve au profit du propriétaire du droit d'interdire la chasse sur ses terres.*

— Certains ont critiqué le système français et prétendu que la loi de 1844 porte atteinte au droit naturel en subordonnant la faculté de chasser au consentement du propriétaire ou de ses ayants-droit. Cette condition, disent-ils, serait avantageusement remplacée par la simple réserve pour le propriétaire du droit d'interdire la chasse sur ses terres. Au lieu de poser en principe qu'il faut pour chasser sur le terrain d'autrui le consentement du propriétaire, on devrait, d'après cette théorie, déclarer qu'il est permis de chasser partout, sauf dans les terrains dont le propriétaire se sera préalablement et publiquement réservé personnellement la chasse.

C'était le système proposé dans un projet de loi de MM. Chauvin, Viviani et Jules Guesde déposé le 14 novembre 1896 à la Chambre des députés et tendant à établir un impôt sur les chasses gardées. Invoquant une partie des arguments déjà réfutés à propos du système de la liberté absolue, les auteurs de ce projet, dans un but collectiviste, demandaient que pendant les périodes déterminées par l'article 3 de la loi du 3 mai 1844 sur la police de la chasse, tous les citoyens possesseurs d'un permis de chasse pussent librement chasser sur tout le territoire de la République, à l'exception des terrains dont les droits de chasse auraient été réservés et soumis à l'impôt prévu par ce projet.

Que faut-il en penser ? Dire que la loi de 1844 a méconnu le droit naturel nous paraît exagéré. Nous croyons au contraire qu'elle l'a consacré en faisant du droit de chasse un attribut essentiel du droit de propriété que peuvent seuls exercer le propriétaire, ses ayants-droit ou les individus munis du consentement de ces personnes. Déclarer la chasse libre partout, sauf le droit pour le propriétaire de se réserver la chasse sur ses terres, ce serait renverser le principe et donner au propriétaire, à titre de simple faculté, ce qui doit lui appartenir à titre de véritable droit. Il faut que le propriétaire jouisse complètement de son droit de propriété, qu'il ait exclusivement le droit de chasser et qu'une permission soit nécessaire pour qu'un autre puisse l'exercer à sa place. Le droit naturel serait violé si le propriétaire avait besoin, pour jouir exclusive-

ment du droit de chasse, d'en faire expressément la réserve.

B. — *Système du consentement tacite ou de la publicité des réserves.* — Nous ne saurions donc souscrire à la théorie que nous venons d'exposer mais nous ne pouvons nier qu'il y aurait parfois un intérêt pratique très grand à mieux assurer la publicité des chasses réservées, pour éviter les nombreux procès immérités encourus souvent, dans les campagnes où la propriété est très morcelée, par des chasseurs de bonne foi. C'est le système proposé dans un projet de loi déposé le 7 juillet 1898 par M. Lemire à la Chambre des députés. Déjà antérieurement, une proposition de M. Isambard ayant pour but de protéger les cultivateurs contre les animaux malfaisants, s'occupait accessoirement de cette question et la résolvait dans le même sens.

Les réserves de chasse, disent les partisans de ce système, sont une source d'ennuis et de tracasseries dans les pays à propriétés divisées et non closes. « Il arrive souvent que le chasseur met le pied sans le savoir sur des terrains réservés et qu'on lui dresse procès-verbal quand il est de la plus complète bonne foi. Les conventions sur la chasse sont en effet d'ordre absolument privé et rien dans la législation actuelle n'oblige à leur donner une publicité quelconque. Elles peuvent devenir, dans les pays divisés par l'intérêt ou l'esprit de parti, des pièges à procès. Que le propriétaire ou ses ayants-droit gardent pour eux-mêmes ou cèdent à d'autres la faculté de chasser sur leurs terres, c'est un droit

que la loi leur reconnaît. Mais que l'exercice de ce droit soit subordonné à des conditions qui l'empêchent de tourner au détriment de la paix publique et du bon ordre dans les communes, voilà qui est désirable et qui peut être fait par un moyen bien simple : l'affichage des chasses réservées dans les mairies de la situation des biens. » Ce système mettrait fin à tous les procès qui entretiennent tant d'animosités et de divisions dans les campagnes : « On ne verra plus de chasseurs de bonne foi guettés par un garde embusqué, être l'objet d'un procès pour avoir pénétré sur une parcelle gardée qui ne l'était pas la veille et être pour ainsi dire victimes d'un guet-apens. Les infractions à la loi sur la chasse pourront rester des délits car ceux qui les commettront seront réellement des braconniers pour lesquels la police correctionnelle est faite. »

Le projet Isambard de 1894 portait en conséquence dans son article 12 : « sur les propriétés autres que forêts, bois, vignes, herbages ou enclos pourvus de bâtiments ruraux et occupés par le bétail, le consentement tacite du possesseur du droit de chasse est réputé accordé à tout porteur de permis de chasse, si la propriété ne porte pas d'une manière apparente et permanente la défense d'y chasser ou la réserve de la chasse, et si en même temps la déclaration des parcelles gardées ou interdites n'a pas été faite à la mairie. » Dans son article unique, le projet Lemire de 1898 déclarait : « Toute chasse réservée sera affichée à la mairie de la situation des biens. L'omission de cette forma-

lité entraînera la nullité de tout procès-verbal dressé sur cette réserve. »

Dans ces deux projets, il ne s'agit plus, comme dans le système précédent, de déclarer la chasse libre, sauf la faculté pour le propriétaire de réserver la chasse sur ses terres. Le droit de propriété ici reste intact et absolu, mais dans un but d'utilité pratique, pour éviter les procès immérités, on demande simplement d'exiger pour les réserves de chasse une certaine publicité. Le droit de chasse reste au propriétaire, et son consentement est nécessaire pour pouvoir chasser sur son terrain, mais ce consentement est réputé tacitement accordé sur les propriétés qui ne sont pas réservées d'une façon suffisamment publique. Nous ne voyons pas de grand inconvénient théorique à ce système, qui respecte en somme les principes du système français ; mais reste la question de savoir quelles mesures de publicité devraient être adoptées. L'affichage à la mairie, réputé connu de tous, paraît à peine suffisant, car les chasseurs auraient peut-être peine à se rappeler exactement la liste des chasses réservées. Peut-être vaudrait-il mieux, en supposant que l'on prenne parti pour cette théorie, exiger, comme dans le projet Chauvin de 1896, que des écriteaux suffisamment apparents soient fixés de place en place sur le terrain réservé. Ce sont là des questions de détail sur lesquelles nous croyons inutile d'insister.

C. — *Ancien système romain et système italien ou de la défense tacite.* — Le système de la simple réserve,

au profit du propriétaire, du droit d'interdire la chasse sur ses terres, se rapproche dans une certaine mesure de l'ancien système romain dont les traces se retrouvent encore en Portugal et en Italie.

Nous avons vu, dans notre aperçu historique, que la chasse était libre à Rome, mais tout propriétaire pouvait interdire à quiconque de pénétrer sur son terrain. Lorsqu'un chasseur se heurtait à une pareille défense, il devait la respecter, sinon le propriétaire pouvait le poursuivre par l'action d'injure et, s'il commettait quelque dommage, lui demander, par l'action de la loi *Aquilia*, réparation du préjudice causé.

Contrairement à ce qui a lieu en France, où l'on ne peut chasser que là où c'est permis, on peut en Italie chasser partout où ce n'est pas défendu. Il n'est pas permis de s'introduire sur les terrains d'autrui malgré la défense des propriétaires, ni personnellement, ni avec chiens d'aucune espèce, pour l'exercice de la chasse. Cette défense est toujours présumée pour les terres ensemencées ou pour celles où la récolte est pendante et pour les propriétés qui se trouvent fermées par des murs, haies ou autres clôtures quelconques. Pour pouvoir chasser sur ces propriétés, il faut obtenir la permission écrite des propriétaires.

De même, la loi portugaise du 31 mai 1884 relative au district de Lisbonne permet de chasser : « 1^o sur ses propres terres cultivées ou non cultivées ; 2^o sur les terrains publics ou municipaux qui ne sont ni cultivés ni entourés de murs, de fossés ou de haies et pour les-

quels il n'a pas été fait une exception administrative ; 3° sur les terrains particuliers qui ne sont ni cultivés ni entourés de murs, de fossés ou de haies. » Il est implicitement défendu de chasser partout ailleurs, car le législateur présume que le propriétaire s'y opposerait.

Ainsi dans ces législations, à la différence du système prédécent, il est permis de chasser partout où ce n'est pas défendu soit expressément, soit tacitement. C'est là une ressemblance avec l'ancien système romain. Celui qui ne respecte pas ces prohibitions commet un délit qui donne lieu à une amende et s'il y a lieu à des dommages-intérêts en réparation du préjudice causé. Ce que nous reprochons à ce système c'est qu'il est, en somme, basé sur l'idée de la liberté du droit de chasse qui doit être au contraire un attribut de la propriété. Un propriétaire ne doit pas avoir besoin de défendre la chasse sur ses terres, la loi ne doit reconnaître le droit de chasser qu'à lui seul, sauf à lui de permettre à qui bon lui semble de l'exercer. La distinction entre les terres cultivées ou non, entre celles où la récolte est faite et celles où elle se trouve encore pendante, est tout à fait dénuée de fondement juridique. Sans doute le but de cette disposition est de protéger l'agriculture, mais un propriétaire doit avoir seul le droit de chasser aussi bien sur ses terres incultes que sur celles qui sont ensemencées.

5^o Système du droit de chasse confisqué au profit de l'État
ou système Suisse.

Le législateur suisse adopte un système d'un genre tout particulier. Le pouvoir législatif est partagé dans cet état entre l'Assemblée fédérale et les Cantons. En matière de chasse, l'article 25 de la Constitution fédérale du 29 mai 1874 donne à l'Assemblée fédérale de la Confédération « le droit de statuer des dispositions législatives pour régler l'exercice de la pêche et de la chasse, principalement en vue de la conservation du gros gibier dans les montagnes, ainsi que pour protéger les oiseaux utiles à l'agriculture et à la sylviculture ». Les Cantons n'ont donc le droit de réglementer la chasse sur leur territoire que pour les questions qui ne sont pas réservées ou tranchées par la loi fédérale.

C'est pour consacrer ces pouvoirs respectifs que fut rendue la loi fédérale du 17 septembre 1875 dont les trois premiers articles sont ainsi conçus :

« Art. 1^{er}. — Chaque canton doit, par des lois ou par des règlements, déterminer le régime de la chasse, en conformité de la présente loi, et le faire protéger par l'action des pouvoirs compétents.

Art. 2. — Tout Suisse est autorisé à chasser sur le territoire du canton qui lui a délivré un permis de chasse cantonal, sous réserve toutefois des dispositions de l'article 24. Les Cantons peuvent accorder le droit de chasser aux étrangers établis.

Art. 3. — Les législations cantonales déterminent le

système d'après lequel la chasse doit être exercée dans chaque canton, sous réserve des dispositions de la présente loi fédérale. »

L'article 24 auquel fait allusion l'article 2 porte que : « les lois et règlements des cantons sur la chasse doivent être soumis à l'examen et à l'approbation du conseil fédéral. »

Il résulte implicitement de cette loi que chaque canton est tenu de réglementer l'exercice de la chasse. Le législateur a compris les dangers que présenterait le système de la liberté absolue et n'a pas voulu que l'exercice de la chasse fût complètement libre dans aucun canton. Les permis de chasse sont très nombreux, de prix très variable et les conditions d'exercice de la chasse varient suivant qu'il s'agit du gibier de plaine ou du gibier de montagne. L'article 15 de la loi de 1875, afin d'éviter la disparition du gibier, interdit complètement de chasser dans certaines régions qui constituent les districts francs.

En vertu des droits que leur confère la loi de 1875, les cantons ont adopté en matière de chasse diverses dispositions législatives qui toutes se ramènent à deux systèmes, soit à celui des chasses avec patente ou permis, soit à celui des chasses louées. Dans les deux cas le droit de chasse est distinct de la propriété. C'est l'État qui se considère comme propriétaire du droit de chasse et qui seul peut en accorder l'exercice. Le propriétaire du fonds ne compte pas et jamais son consentement n'est nécessaire.

La plupart des cantons ont adopté le régime des chasses avec patente ou permis. Dans ce système l'État, c'est-à-dire le canton, est propriétaire du droit de chasse et vend aux particuliers des permis qui leur confèrent le droit de chasser où bon leur semble dans tout le territoire cantonal, sauf dans les propriétés closes ou couvertes de récoltes et dans un certain rayon autour des lieux habités. Toutefois dans certains cantons, notamment à Genève, le chasseur qui pénètre sur le terrain d'autrui doit « s'en retirer au premier avertissement soit du propriétaire soit de toute autre personne venant de sa part », sinon « le propriétaire a le droit de requérir le chasseur de lui déclarer ses nom, prénoms et demeure. Les agents de l'autorité ne dresseront procès-verbal et ne feront rapport pour ces contraventions que sur la demande du propriétaire ». A part quelques dispositions de ce genre, le chasseur n'a pas à s'inquiéter des droits du propriétaire. Les permis de chasse dans ce régime ont donc non seulement, comme en France, le caractère d'une mesure de sécurité publique, mais encore celui d'une concession de chasse consentie par l'État.

Le système des chasses louées ne se rencontre que dans un très petit nombre de cantons. On peut citer ceux d'Argovie et de Bâle-Ville. Le canton, propriétaire du droit de chasse, afferme ce droit à des locataires qui, seuls, ont alors par délégation le droit de l'exercer ou de le faire exercer par d'autres. Tout chasseur doit être, néanmoins, pourvu d'un permis. De même

que le législateur français refuse à certains individus le droit d'obtenir un permis de chasse, de même le législateur suisse, dans ces cantons, refuse à certaines personnes qui ne présentent pas suffisamment de garanties le droit de se porter adjudicataires.

Le canton de Bâle-campagne adopte à la fois les deux systèmes. Ce sont les communes qui possèdent le droit de chasse par délégation du canton et, parmi ces communes, les unes admettent le régime des chasses louées, les autres celui des chasses avec permis.

Nous ne saurions admettre aucun de ces deux systèmes. Ils enlèvent au propriétaire, pour l'attribuer à l'État, un des éléments essentiels de la propriété et conduisent à un communisme que nous ne pourrions accepter. C'est une véritable expropriation que rien ne justifie. Les inconvénients à la fois théoriques et pratiques que nous avons signalés en réfutant la théorie de la liberté absolue du droit de chasse se retrouvent dans ce système. Le droit de chasse, au lieu d'appartenir à tous, comme dans le système de la liberté absolue, appartient ici à l'État, mais le résultat est le même, car il suffit, pour obtenir les patentes ou se porter adjudicataire, de ne point se trouver dans un des cas d'exclusion prévus par la loi. L'État, à moins de tomber dans l'arbitraire, ne peut point refuser les patentes ou l'adjudication aux individus qui se trouvent dans les conditions légales.

On objectera peut-être que l'État représente les particuliers et que son consentement remplace celui du pro-

priétaire. Pour que cette objection ait quelque valeur, il faudrait que ce dernier consente volontairement à abandonner son droit de chasse au profit de l'État, or, il n'en est rien, puisque c'est l'État lui-même qui s'attribue le droit de chasse et le concède sans prendre d'aucune façon l'avis du propriétaire.

Sans doute les propriétaires profitent indirectement de leur droit de chasse en ce sens que le produit des permis ou des locations vient grossir la caisse communale ou cantonale et diminuer, par conséquent, le chiffre d'impôts nécessaires. Cette diminution d'impôts, semble-t-il, peut compenser, pour les particuliers, la perte du droit de chasse, mais si le propriétaire préfère garder pour lui-même son droit de chasse, quitte à payer un chiffre de contributions plus élevé, de quel droit l'État vient-il en décider autrement ? D'ailleurs, pour que cela fût juste, il faudrait que le produit des patentes ou des adjudications ne profitât, comme en Allemagne, qu'aux seuls propriétaires expropriés, en ne dégrèvant que les impôts de ces derniers. Il n'en est rien puisque ce produit vient grossir la caisse commune du canton et que celui-ci se considère personnellement comme propriétaire du droit de chasse.

C'est donc absolument comme si le droit de chasse était libre pour tous et c'est une théorie communiste que repoussent les principes de la plus élémentaire justice.

Il en serait ainsi, non seulement dans le système des chasses avec permis, mais aussi dans le système des

chasses louées. Pour ce dernier, nous ferons en outre remarquer qu'il serait inadmissible de voir un grand propriétaire foncier obligé de se porter adjudicataire et de payer un prix de location pour pouvoir exercer la chasse sur un district de chasse composé peut-être en grande partie de terres lui appartenant et sur lesquelles il a, de par le droit naturel, le droit de chasser librement. Ne serait-ce pas injuste et pourrait-on raisonnablement prétendre, dans cette hypothèse, que l'État représente le propriétaire ?

Il serait en outre impossible d'invoquer, pour soutenir le système suisse, les principes démocratiques dont on argumente si souvent à notre époque. Nous croyons avoir suffisamment démontré la nécessité du permis de chasse, mais si l'on veut faire du communisme et déclarer la chasse libre pour tous, il faut le faire franchement et supprimer pour le permis de chasse le caractère de concession que la loi suisse lui reconnaît dans le régime des chasses avec patentes. Quant au système des chasses louées, il crée incontestablement un privilège pour les favorisés de la fortune qui seuls ont les moyens de se porter adjudicataires.

Enfin, les résultats du système suisse seraient désastreux au point de vue de la conservation du gibier. Peut-être les locataires, dans les cantons qui louent leurs chasses, chercheront-ils à conserver le gibier au début de leur bail, mais il est évident que dans les dernières années, n'étant pas certains de pouvoir relouer, ils chercheront à tirer le plus de profit possible d'une

location dont ils voient la fin prochaine et s'efforceront de tuer le plus de gibier qu'ils pourront. Dans les cantons qui sont soumis au régime des patentes, les nombreux porteurs de permis, pouvant chasser sur tout le territoire, détruiront chacun le plus de gibier possible, dans la crainte qu'un autre ne s'en empare. Ils n'auront aucun intérêt à ménager ce gibier qui, forcément, diminuera considérablement.

Ce résultat se fait vivement sentir en Suisse où certaines espèces de gibier atteignent une valeur marchande très élevée alors que le gibier importé de Bavière se vend à des prix beaucoup plus modérés.

Les conséquences fâcheuses de la liberté en matière de chasse ont été expérimentées en Allemagne après 1848 et c'est pour mettre fin aux abus qui suivirent la promulgation de cette loi que fut votée la loi du 7 mars 1850 beaucoup plus avantageuse au point de vue de la conservation du gibier.

6^e Système Allemand.

Le système admis en Allemagne et en Autriche mérite une attention particulière et nous croyons devoir en faire l'exposé rapide dans une section spéciale où nous indiquerons les avantages qu'il offre en pratique et l'utilité que pourrait peut-être présenter en France son application.

SECTION III

DU SYSTÈME ALLEMAND, DE SES AVANTAGES PRATIQUES ET DE
L'UTILITÉ QUE PRÉSENTERAIT PEUT-ÊTRE EN FRANCE SON
APPLICATION.

Lorsqu'en 1814 et 1815 les provinces rhénanes (Bas Rhin et Rhin moyen) passèrent à la Prusse, la loi française en matière de chasse parut insuffisante au nouveau législateur, surtout au point de vue de la conservation du gibier. Par un arrêté du 18 août 1814 le gouverneur Sack confisqua totalement le droit de chasse au profit, non plus de l'État comme dans le système Suisse, mais au profit des communes. Le territoire de chaque commune était divisé en cantons de chasse loués au profit de la caisse communale. Seuls les propriétaires de 50 hectares au moins sans enclaves conservaient le droit de chasser sur leurs terres. C'était une véritable expropriation sans indemnité des petits propriétaires et que rien ne saurait justifier. Les grands propriétaires eux-mêmes n'étaient pas absolument libres dans l'exercice de leur droit car ils ne conservaient ce droit qu'à titre purement personnel et en outre le fermier de la chasse communale avait, concurremment avec eux, le droit de chasser sur leur fonds. Sous le masque d'une mesure de protection pour le gibier, ce système conduisait donc

à une véritable confiscation du droit de chasse au profit des communes. Les arguments que nous avons employés pour combattre le système suisse peuvent également lui être opposés et suffisent à le réfuter.

Pour corriger l'exagération de ce régime, un décret royal du 17 avril 1830, conçu dans un ordre d'idées beaucoup moins étroit, vint à nouveau réglementer la chasse dans un sens plus équitable. Les terres des petits propriétaires trop peu étendues pour que ceux-ci pussent y chasser utilement ou sans qu'il fût à craindre une diminution rapide du gibier, étaient encore réunies en districts de chasse et louées par la commune, mais à la différence du régime précédent, le produit des locations, au lieu de grossir la caisse communale, devait profiter aux propriétaires expropriés. La cote servant à distinguer les grands propriétaires des petits était aussi modifiée. Considérant d'une part qu'il ne faut enlever l'exercice du droit de chasse qu'à ceux auxquels il est vraiment nécessaire de le retirer, et trouvant d'autre part le chiffre de 50 hectares insuffisant, le nouveau décret exigeait, pour qu'un propriétaire conservât personnellement le droit de chasser sur ses terres, qu'il eût au moins non plus seulement 50 hectares mais 300 morgen, c'est-à-dire 75 hectares. Ce régime respectait les droits du propriétaire tout en diminuant le nombre des chasseurs afin de protéger le gibier.

La loi du 31 octobre 1848 ayant, à l'exemple de la loi française, proclamé pour tout propriétaire en Prusse

le droit exclusif de chasser sur son fonds sans permission, le décret de 1830 fut nécessairement aboli. La loi de 1848 n'apportait à cette liberté des propriétaires aucune restriction, si ce n'est, aux termes de son article 4, l'obligation de respecter les mesures édictées « par les ordonnances générales ou locales sur la police de la chasse qui ont pour but de protéger soit la sécurité publique soit la récolte des fruits de la terre ».

On conçoit facilement qu'un régime de liberté aussi étendue succédant tout à coup au régime féodal, de nombreux abus n'aient pas tardé à se produire. Le nombre des chasseurs devint considérable, la surveillance fut rendue très difficile, des abus se commirent à tout instant et le gibier diminua dans des proportions inquiétantes. C'était là un résultat inévitable contre lequel le législateur allemand se vit forcé de réagir.

De toutes part on réclama que la chasse fût à nouveau réglementée. Quel système fallait-il adopter ? On se trouvait, d'une part, en présence du système français qui respecte incontestablement les droits du propriétaire, mais paraît insuffisant pour assurer la conservation du gibier. D'autre part les habitants de la Prusse Rhénane, qui connaissaient par expérience les bons résultats pratiques du régime adopté par le décret de 1830 aboli en 1848, réclamaient à grands cris son rétablissement. Le législateur, soucieux d'assurer la conservation du gibier tout en respectant les droits du propriétaire, étendit alors à toute la monarchie prussienne, sauf quelques modifications de détail, le système du décret de 1830 ;

et rendit la fameuse loi du 7 mars 1850 dont les principes se retrouvent dans la législation cynégétique des divers pays de l'Allemagne et de l'Autriche.

Exposé du système allemand.

Afin d'éviter la destruction du gibier par un nombre trop considérable de chasseurs, la loi de 1850 respecte en principe le droit du propriétaire, mais elle décide en pratique que ce droit sera exercé personnellement si la propriété est d'une certaine étendue et par l'intermédiaire d'un fermier communal si elle est moins considérable.

L'exercice du droit de chasse aux termes de l'article 2 « n'est accordé au propriétaire sur ses propres terres que :

a) Sur les propriétés situées dans le territoire d'une seule ou de plusieurs communes limitrophes, dont la superficie en terre ou en bois s'élève à 300 morgen au moins et dont l'ensemble n'est coupé par aucune terre étrangère. Les cours d'eau et les chemins ne sont pas considérés comme interrompant cet ensemble.

b) Sur les terrains complètement clôturés : le Landrath (conseiller provincial) est chargé de vérifier si cette condition est remplie.

c) Sur les lacs et les étangs installés pour la pêche, et qui se trouvent dans lesdites propriétés, ainsi que sur les îles assez grandes pour former une propriété répondant aux exigences renfermées dans la lettre *a*. »

Toutes les autres pièces de terres du territoire d'une

commune, ne rentrant pas dans ces catégories, sont réunies pour former un district de chasse commun :

« Il est cependant permis, dit l'article 4, aux habitants d'une ou de plusieurs communes de s'entendre pour former, avec la sanction de l'autorité, une communauté qui, par la réunion des terres communes, formera un canton de chasse communal.

« Les autorités communales sont invitées également à diviser, du consentement des autorités supérieures, le territoire d'une commune en plusieurs cantons de chasse indépendants, sans cependant que chacun de ceux-ci puisse comprendre une étendue moindre de 300 morgen. »

Les propriétaires qui pourraient, en vertu de l'article 2, se réserver exclusivement l'exercice de la chasse sur leurs terres peuvent, s'ils le préfèrent, joindre ces dernières à celles de la commune.

La loi règle d'une façon très précise les droits respectifs des propriétaires en cas d'enclave. L'article 7 notamment porte que les terrains qui sont enclavés, en tout ou en grande partie, dans les bois d'une superficie de plus de 300 morgen et d'un seul tenant, ne doivent pas être compris dans le canton de chasse communal, même s'ils ne se trouvent pas dans les conditions de l'article 2. Le propriétaire de ces terrains est obligé d'en céder le droit de chasse au propriétaire du bois, moyennant une indemnité ou prix de location fixé, soit amiablement, soit par le Landrath et les tribunaux supérieurs.

Les terres sur lesquelles le droit de chasse personnel du propriétaire est supprimé forment, avons-nous dit,

un ou plusieurs cantons de chasse. Ces cantons sont loués par les autorités communales au profit non pas de la commune, mais des particuliers dont les terrains sont englobés dans le canton ainsi formé. La répartition du produit des locations se fait d'après la contenance cadastrale de chaque terrain. C'est ce qui résulte des articles 9, 10, 11 ainsi conçus :

Art. 9. — Les propriétaires des terres formant un canton de chasse sont représentés, dans les affaires qui concernent la chasse, par les autorités communales.

Lorsque plusieurs pièces de terre, appartenant à diverses communes, ont été réunies pour former un canton de chasse, ce sont les autorités cantonales qui remplacent les autorités communales.

Art. 10. — Les autorités communales peuvent, par mesure conservatoire :

a) Défendre complètement la chasse ;

b) Faire chasser par un chasseur particulier pour le compte des propriétaires réunis ;

c) Mettre en adjudication, aux enchères publiques ou louer à main ferme le droit de chasse sur les terres formant un canton de chasse communal.

La durée des baux de location ne peut être inférieure à trois ans ni dépasser douze années.

Art. 11. — Le prix de la location et le revenu du gibier tué par le chasseur particulier sont versés dans la caisse communale.

Ces sommes, déduction faite des frais de garde, sont ensuite réparties, par les soins de l'autorité communale, entre les propriétaires des parcelles sur lesquelles la chasse s'exerce, au prorata de l'importance de ces parcelles.

Cette loi prussienne de 1850 a servi de type aux lé-

gislations cynégétiques de presque tous les pays de l'empire d'Allemagne et de l'empire d'Autriche-Hongrie. Le système qu'elle adopte est appliqué notamment par la loi bavaroise du 30 mars 1850, article 4 ; la loi badoise du 29 avril 1886 ; la loi du 7 février 1881 relative à l'Alsace-Lorraine ; la loi wurtembergeoise du 27 octobre 1855. Il se retrouve, conçu dans un sens un peu moins étroit, dans la patente impériale de François-Joseph I^{er} du 7 mars 1849, article 6, qui vint remplacer en Autriche la patente du 7 septembre 1848, de même que la loi du 7 mars 1850 en Prusse vint remplacer la loi du 31 octobre 1848.

C'est aussi le système adopté par la loi hongroise du 19 mars 1883.

Nous n'insisterons pas sur ces diverses législations. Elles ne présentent entre elles que quelques différences de détail, notamment au point de vue de la contenance exigée pour qu'un propriétaire puisse conserver personnellement l'exercice du droit de chasse sur son fonds. Il faut par exemple :

En Prusse 300 morgen (75 hectares).

En Bavière 240 fagwerk (environ 80 hectares) de plaines ou 400 fagwerk (133 hectares) de montagnes.

En Wurtemberg 50 morgen seulement (environ 15 hectares).

En Alsace-Lorraine 25 hectares.

Dans le grand duché de Bade 72 hectares.

En Autriche 115 hectares.

Ce sont là des modifications de peu d'importance

qui laissent intact le principe même du système allemand.

Ainsi, dans le système allemand, le droit de chasse reste au propriétaire du fonds quelle que soit son étendue ; mais l'exercice de ce droit appartient à la commune sur les terres qui n'ont pas, d'un seul tenant, le nombre d'hectares exigé. La raison en est que le législateur considère dans ce cas le terrain comme étant de trop faible étendue pour que le propriétaire puisse y chasser d'une façon utile et sans être à tout instant exposé à empiéter sur les droits du voisin. En outre, le législateur, par mesure d'intérêt public, veut empêcher que les campagnes ne soient sillonnées par une nuée de chasseurs qui, fatalement, détruiraient en très peu de temps toute espèce de gibier.

Tout propriétaire d'un fonds de terre ayant la contenance exigée, est autorisé à exercer d'une manière indépendante et exclusivement le droit de chasse sur ce fonds. Il peut le louer ou le faire exercer par d'autres, mais il peut aussi, s'il le préfère, en abandonner l'exercice à la commune et, dans ce cas, il reçoit, comme les petits propriétaires, une part proportionnelle dans le produit de la location, suivant la contenance cadastrale de son terrain.

La loi du 7 février 1881, relative à l'Alsace-Lorraine, présente sur ce point une particularité qu'il est nécessaire de noter. Les propriétaires dont les terres ont la contenance de vingt-cinq hectares d'un seul tenant exigée par cette loi, n'ont pas de plein droit l'exercice du

droit de chasse, ils ont simplement la faculté de le réserver par une déclaration faite au maire dans un certain délai. Le résultat pratique est le même, mais peut-être cette disposition ne met-elle pas suffisamment en lumière le caractère essentiel du droit de chasse, attribut de la propriété.

Il est surtout dans cette loi une disposition que nous ne saurions admettre. Aux termes de l'article 4 :

« Le produit de la location de la chasse sera versé dans la caisse communale.

Ce produit sera réparti entre les propriétaires à raison de la contenance cadastrale des terrains et des eaux qui feront partie du district de chasse donné en location. Seront acquises à la caisse communale les sommes qui n'auront pas été retirées dans les deux ans qui suivront la publication du rôle de répartition.

Le produit de la location de la chasse sur un ban communal restera acquis à la commune, lorsqu'il en sera décidé ainsi par les deux tiers au moins des intéressés, pourvu qu'ils possèdent en même temps plus des deux tiers de la superficie du ban communal soumise aux dispositions de la présente loi. Ladite décision restera en vigueur pour toute la durée de la location.

Lorsqu'une semblable décision aura été prise, les propriétaires qui, en vertu de l'article 3, se seront réservé à eux-mêmes l'exercice du droit de chasse, verseront dans la caisse communale une somme proportionnelle à la contenance cadastrale des terrains et des eaux réservés, laquelle somme sera ajoutée au produit provenant de la location du reste du ban communal. »

Il dépend donc de la volonté de la majorité des propriétaires, d'attribuer à la commune le produit des lo-

cations, et de priver ainsi les particuliers de toute indemnité. C'est inadmissible. Nous comprenons qu'il en soit ainsi pour les deux tiers des propriétaires qui consentent volontairement à ce sacrifice, mais l'autre tiers, c'est-à-dire la minorité, ne saurait y être contraint. Ce serait une véritable injustice. On ne peut pas priver ainsi les individus d'un droit qui leur appartient, quelque minime qu'il soit. Ce serait sans doute avantageux pour la commune, mais s'il y a de bonnes raisons pratiques pour enlever à certains propriétaires l'exercice du droit de chasse, il n'y en a aucune pour leur refuser l'indemnité correspondante à laquelle leur situation de fortune ne leur permet peut-être pas de renoncer.

Projet Georges Graux de 1894.

Un système qui présente avec le régime allemand une certaine analogie, mais qui en diffère cependant considérablement, a été proposé le 23 octobre 1894 à la Chambre des députés par M. Georges Graux. D'après cette proposition dont nous donnons ci-dessous le texte des principaux articles (1), les propriétaires dont les terres ont la contenance de vingt-cinq hectares n'ont

(1) Art. 1^{er}. — Le droit de chasse sur les terres, bois, étangs ou marais, constituant des propriétés privées, sera exercé par la commune pour le compte des propriétaires.

Sont néanmoins autorisés à se réserver l'exercice du droit de chasse :
1^o les propriétaires de terrains entourés d'une clôture continue faisant obstacle à toute communication avec les héritages voisins ; 2^o les pro-

pas de plein droit l'exercice du droit de chasse, ils ont simplement la faculté de le réserver (comme en Alsace-Lorraine) par une lettre adressée au maire dans les deux mois qui précèdent l'adjudication de la chasse communale. S'ils ne font point cette réserve, le droit de chasse sur leur propriété est exercé par la commune comme pour les terrains de moindre importance. S'ils veulent se réserver ce droit, ils versent dans la caisse communale une somme proportionnelle à l'importance de leur propriété. En tous cas, qu'ils se réservent ou non l'exercice du droit de chasse, ils participent comme les petits propriétaires à la répartition du produit total des locations, proportionnellement à la contenance de leur terrain. Un propriétaire qui possède au moins 25 hec-

propriétaires de terrains, d'étangs ou de marais, à la condition que la superficie contiguë des terrains soit au minimum de 25 hectares, et celle des étangs ou marais de 5 hectares.

La contiguïté n'est pas interrompue par les chemins de fer, les routes et les cours d'eau.

Art. 2. — La chasse du territoire communal sera louée en totalité ou par fractions, constituant des lots, dont chacun aura une contenance d'au moins 200 hectares, par voie d'adjudication publique, conformément aux règles relatives à la location des biens communaux, pour une période de 9 années.

Art. 3. — Dans les deux mois qui précéderont l'adjudication, les propriétaires, remplissant les conditions prévues par le § 2 de l'article 1^{er}, devront, par une lettre adressée au maire et qui sera transcrite sur un registre spécial, déclarer qu'ils se réservent le droit de chasse sur leurs terres.

A défaut de cette déclaration, dans le délai légal, ils seront déchus de leur droit.

Art. 4. — Le produit de la location de la chasse sera versé dans la caisse communale et réparti entre les propriétaires de la commune,

tares devrait donc pour pouvoir chasser exclusivement sur ses propriétés, en faire préalablement la déclaration et commencer par payer la valeur du droit qu'il se réserve, sauf à en être ensuite indirectement remboursé. Sa situation est la suivante : « S'il renonce à son droit de réserve, dit l'exposé des motifs, il participe au revenu communal résultant de la location. S'il exerce son droit, il a le même avantage, mais il doit préalablement verser à la caisse municipale sa part de location. Dans le premier cas il est complètement assimilé aux autres propriétaires de la commune, dans le second il leur est seulement assimilé au point de vue de la recette à partager, et il est assimilé aux adjudicataires au point de vue de la dépense à effectuer. »

proportionnellement à la contenance cadastrale des terrains et des eaux de chacun.

Art. 5. — Les propriétaires se trouvant dans les conditions prévues au § 2 de l'article 1^{er} devront verser dans la caisse communale une somme proportionnelle au montant de la location de la chasse sur le territoire de la commune et à la contenance cadastrale des terrains, marais et étangs, dont ils se seront réservé la chasse.

Art. 6. — Chaque année, dans le courant du mois de janvier, le maire fera publier le rôle de répartition des sommes revenant à chaque propriétaire sur le montant de la location de la chasse communale.

Si ces sommes ne sont pas retirées dans le délai de six mois après la publication du rôle, elles sont acquises à la caisse municipale.

Art. 7. — Lorsque, dans une propriété d'une superficie contiguë de 25 hectares, se trouve une propriété enclavée d'une contenance inférieure, le propriétaire de la superficie contiguë a le droit de chasse sur le terrain enclavé si, dans la huitaine qui précède l'adjudication, il s'engage par écrit à payer pour ce terrain une indemnité proportionnelle au produit de la location du territoire de la commune.

Art. 8, 9 10. — Dispositions transitoires.

Quels que soient les arguments que l'on invoque en faveur de ce système, nous croyons le système allemand préférable. Sans doute, on dira que le projet Graux conduit en pratique au même résultat et présente les mêmes avantages au point de vue de la conservation du gibier, mais il nous paraît sauvegarder beaucoup moins bien les droits du propriétaire. Il tend à considérer le droit de chasse, non plus comme un attribut de la propriété, mais comme un droit communal. La loi de 1850 laisse complètement le droit de chasse au propriétaire, seulement, par mesure d'ordre public, elle enlève aux petits propriétaires l'exercice seul de ce droit, afin d'éviter la destruction du gibier par un nombre trop considérable de chasseurs. Elle laisse intact, en principe, le droit de chasse lui-même qu'elle reconnaît comme attribut de la propriété. Il y a de bonnes raisons, au point de vue pratique, pour enlever l'exercice du droit de chasse aux individus qui ne possèdent qu'un terrain d'une faible étendue, mais ces raisons, comme nous le verrons dans la suite, ne peuvent plus être invoquées si on veut l'enlever aussi aux grands propriétaires. Le projet supprime pour tous l'exercice du droit de chasse et ne donne au propriétaire de 25 hectares qu'un simple droit de se réserver cet exercice moyennant le paiement d'un prix de location. C'est absolument comme si la commune supprimait complètement l'exercice du droit de chasse et ne donnait au propriétaire de 25 hectares qu'un droit de préférence sur l'adjudication. Or, puisque cette sup-

pression de l'exercice du droit de chasse, à la différence du système allemand, ne peut pas se justifier dans le projet que nous combattons, nous ne voyons pas de raison pour que la commune, allant plus loin, ne supprime pas complètement le droit de chasse lui-même pour en répartir ensuite le produit.

En outre, le propriétaire de 25 hectares est obligé de se réserver l'exercice du droit de chasse et de payer préalablement un prix de location fixé d'après le montant de la location de la chasse sur le district communal. Il reçoit ensuite la part qui lui revient dans le produit total des locations, mais il n'en est pas moins vrai qu'il est obligé de faire une avance de fonds et de payer, tout au moins en apparence, pour pouvoir chasser sur son propre terrain.

Le système du projet Graux ne met donc pas suffisamment en évidence le caractère essentiel du droit de chasse attribut de la propriété, et nous le croyons de beaucoup inférieur au régime adopté par les pays allemands et autrichiens.

Discussion du système allemand.

Le système allemand compte un certain nombre de partisans, mais il a aussi de nombreux adversaires.

On l'accuse tout d'abord de méconnaître, d'une façon indirecte, le principe de la propriété. Il n'en est rien. Les législations des divers pays de l'Allemagne et de l'Autriche distinguent nettement le droit de chasse et

l'exercice du droit de chasse. Elles commencent par poser en principe que le droit de chasse appartient au propriétaire du sol, elles laissent ce droit intact et n'en réglementent absolument que l'exercice. Elles soumettent sans doute cet exercice à des conditions très étroites mais excellentes en pratique et qui ne touchent en rien au principe même du droit de chasse attribut de la propriété. Les textes sont formels sur ce point. « Le droit de chasse, dit la loi hongroise de 1883, est une dépendance inséparable de la propriété foncière. » « Le droit de chasse, dit également la loi de 1866 relative à la Bohême, dérive de la propriété du sol. L'exercice du droit de chasse est régi par la présente loi. » Le même principe est posé pour l'Alsace-Lorraine par la loi de 1881, dont l'article 1^{er} est ainsi conçu : « Le droit de chasse appartenant à chaque propriétaire sur son terrain, ainsi que le droit de chasse sur l'eau, ne seront exercés que suivant les dispositions de la présente loi. »

Il ne peut donc y avoir aucun doute, c'est seulement l'exercice du droit de chasse que le système allemand entend supprimer pour certains propriétaires. Il enlève simplement aux propriétaires dont les terres n'ont pas une contenance suffisante le droit d'y exercer la chasse d'une manière indépendante et exclusive.

On répond, cela revient au même que de supprimer pour ces propriétaires le droit de chasse lui-même. Les Allemands, comme les Suisses, ont fait bon marché du droit de propriété, avec cette différence que les Suisses

l'ont sacrifié ouvertement et sans détour, tandis que les législateurs germaniques, tout en n'en tenant pas compte, l'ont cependant proclamé en tête de leurs lois pour sauvegarder les apparences. Réglementer l'exercice du droit de chasse, c'est un faux prétexte, et cela revient au même que d'exproprier.

Nous ne le pensons pas. Le système allemand ne méconnaît aucunement le droit du propriétaire et ne conserve nullement à la chasse son ancien caractère régalien. Peut-être, à première vue, pourrait-on croire qu'il en est autrement, mais avec tant soit peu d'attention, il est facile de voir que ce régime ne touche en rien au droit du propriétaire lui-même. Bien différent du système suisse et du système proposé par le projet Georges Graux, le système allemand met simplement à l'exercice du droit de chasse des conditions très étroites sans doute, mais qui n'ont rien d'injuste et présentent en pratique de très grands avantages.

Ce n'est pas, comme en Suisse, une confiscation au profit de la commune ou de l'État, puisque le produit des locations ne reste pas dans la caisse communale, mais est réparti entre les propriétaires. C'est une simple réglementation, dans un intérêt public, d'un des attributs de la propriété. Les exemples de réglementations de ce genre ne manquent pas dans nos lois. N'avons-nous pas les lois relatives aux alignements, qui ne permettent pas au propriétaire de bâtir à sa guise sur son propre terrain ? N'avons-nous pas aussi les lois relatives au drainage et aux inondations ? Le droit de

propriété, *jus utendi et abutendi*, n'est en aucune façon violé par cette substitution de la commune au propriétaire pour l'exercice du droit de chasse sur les petites propriétés.

Ce n'est ni une confiscation ni une expropriation. En supposant même que ce fût une expropriation pour cause d'utilité publique, elle ne pourrait avoir lieu que pour des raisons graves et exceptionnelles et moyennant une juste indemnité. Ces conditions nous paraissent observées.

L'indemnité, dira-t-on peut-être, sera on ne peut plus minime, car la répartition du produit de location entre tous les propriétaires expropriés ne produira souvent pour chacun d'eux qu'un dégrèvement très faible. C'est possible, mais en tous cas, cette indemnité sera toujours proportionnée à la contenance cadastrale des terrains englobés dans le canton communal, et si elle est parfois minime, c'est que le droit de chasse auquel elle correspond l'est aussi. L'indemnité est donc juste.

Quant aux raisons, elles nous paraissent suffisamment graves. Le système allemand, d'une part, empêche la disparition du gibier que l'État doit chercher à conserver et, d'autre part, il est avantageux à la fois pour l'ensemble des chasseurs et pour le petit propriétaire lui-même. Non seulement ce dernier reçoit par voie de dégrèvement ou de répartition une juste indemnité, qui sauvegarde son intérêt individuel, mais encore il trouve dans l'application du système allemand un très grand avantage.

L'extrême morcellement de la propriété foncière en France rend illusoire l'exercice du droit de chasse pour le plus grand nombre des propriétaires dans la plupart des communes. Le propriétaire qui n'a pas un certain nombre d'hectares contigus ne peut pas, en fait, exercer utilement son droit de chasse si chaque propriétaire du même village veut exercer le même droit. Comment par exemple celui qui possède quelques hectares seulement composés de plusieurs pièces, peut-il chasser sans s'exposer à tout instant à empiéter sur le terrain du voisin ? Ne voyons-nous pas journellement des procès pour ce motif ? Il n'est même pas invraisemblable de craindre que ce chasseur, entraîné par la poursuite d'un gibier qu'il a levé dans les étroites limites de sa petite propriété, ne soit tenté de sortir sciemment de ces limites, au risque de commettre un délit pour chasse sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire.

Sans doute les petits propriétaires peuvent s'entendre entre eux pour se donner réciproquement la permission de chasser sur leurs terrains respectifs, ou même s'entendre pour louer en commun leur chasse sans l'intervention de la commune ; mais les rivalités mesquines, les froissements d'amour-propre et les tracasseries de tout genre sont fréquentes entre les propriétaires ruraux et il suffit de la mauvaise volonté de l'un d'eux pour empêcher les autres d'arriver au résultat cherché.

Le système allemand en faisant exercer par l'intermédiaire de la commune le droit de chasse sur les terres appartenant aux petits propriétaires, procure à ces der-

niers le moyen de tirer utilement et régulièrement profit du droit qui leur appartient, alors qu'ils ne le pourraient pas eux-mêmes. La loi de 1866, en Bohême, moins étroite que les autres législations germaniques, permet d'ailleurs aux propriétaires d'une même commune qui ne possèdent pas personnellement les 115 hectares exigés par cette loi, de former entre eux une association de chasse, pourvu que l'ensemble de leurs propriétés réunies forme un tout de 115 hectares au moins d'un seul tenant. Dans ce cas ils sont autorisés à se passer de l'intermédiaire de la commune et peuvent user eux-mêmes de leur droit de chasse, soit en le louant, soit en le faisant exercer par des chasseurs commissionnés.

L'intérêt individuel est donc pleinement sauvegardé par le système allemand.

S'il en est ainsi, pourquoi, dira-t-on, le système allemand exproprie-t-il seulement les petits propriétaires ? L'exercice du droit de chasse devrait être confié à la commune aussi bien sur les grandes propriétés que sur les petites. Dans ce régime les grands propriétaires seuls conservent le droit d'exercer d'une manière indépendante et exclusive le droit de chasse qui leur appartient. C'est créer un privilège en faveur de la grande propriété. La loi de 1850 et les législations germaniques auxquelles elle a servi de type sont empreintes d'un caractère féodal qu'on ne saurait admettre.

L'objection nous paraît dénuée de tout fondement. Sans doute la commune enlève aux petits propriétaires le droit de chasser d'une manière indépendante sur leurs

terres, mais elle leur donne en compensation une juste indemnité, tandis que les autres, auxquels il n'a rien été enlevé, ne reçoivent rien de la commune. L'intérêt des particuliers est donc également respecté pour tous.

Il y a d'ailleurs de bonnes raisons pour accorder le droit de chasse indépendant aux grands propriétaires et le refuser aux petits. Nous avons dit que le système allemand, loin d'exproprier les petits propriétaires de leur droit de chasse, leur permet au contraire de tirer profit de ce droit dont ils ne pourraient pas jouir utilement et légalement par eux-mêmes, étant donné le morcellement de la propriété foncière. Qu'il en soit ainsi pour les petits propriétaires ruraux, cela est incontestable, mais la raison ne s'appliquerait plus si l'on voulait enlever l'exercice du droit de chasse aux particuliers dont les propriétés sont d'une contenance suffisante pour qu'ils puissent y chasser par eux-mêmes, indépendamment de toute intervention communale, sans crainte d'empiéter à tout instant sur le terrain d'autrui.

Il y a d'ailleurs une autre raison pour laquelle les législations germaniques ne font pas aux petits propriétaires la même situation qu'aux grands. Le législateur allemand attache avec raison une très grande importance à la conservation du gibier. Or, au point de vue de cette conservation, les grands propriétaires offrent plus de garantie que les petits. Celui qui possède un terrain d'une contenance suffisante pour pouvoir utilement y chasser ou en louer la chasse, s'efforce d'empêcher le braconnage, de ménager le gibier, de favo-

riser même sa multiplication. Il cherche en un mot par tous les moyens possibles, soit par intérêt, soit par amour-propre, à faire de sa propriété ce qu'on appelle une jolie chasse. Il en est tout différemment du petit propriétaire rural. Celui-ci, à moins de s'associer avec ses voisins, ce qui n'est pas toujours possible, ne peut pas louer sa chasse. Son terrain est d'une étendue trop petite pour cela et si même il parvenait à louer la chasse de ce fonds, le produit qu'il en tirerait serait insignifiant. Il chassera donc lui-même, mais il n'aura qu'une faible superficie à parcourir. Il n'aura aucun espoir de pouvoir y conserver le gibier, ni encore moins de l'y multiplier. Le gibier qu'il rencontrera aujourd'hui sur sa propriété sera la plupart du temps un animal de passage qui demain sera sur le fonds d'un autre et sera peut-être tué, s'il le ménage, par l'un des nombreux petits propriétaires voisins. Dans cette crainte, le chasseur détruira tout le gibier qu'il trouvera sur ses terres.

Tout ce que l'on peut exiger du système allemand sur ce point, c'est que le nombre d'hectares considéré comme nécessaire pour pouvoir conserver personnellement l'exercice du droit de chasse soit fixé de façon telle que cet exercice ne soit vraiment enlevé qu'aux particuliers dont les terres sont d'une contenance trop petite pour qu'ils puissent y chasser utilement. Le chiffre de 25 hectares exigé en Alsace-Lorraine par la loi de 1881 et proposé par le projet Georges Graux nous paraît à ce point de vue un peu faible, surtout lorsqu'il s'agit de plaines. Une étendue de 25 hectares de bois,

d'un seul tenant, représente pour la chasse un espace relativement beaucoup plus étendu et beaucoup plus utile que 25 hectares de plaines. Peut être y aurait-il lieu de fixer des cotes différentes suivant qu'il s'agit ou non de terrains boisés. Ce sont là des questions de détail qui ne modifient nullement le principe lui-même du système allemand.

Ce régime ne crée donc pas un privilège pour la grande propriété. Les adversaires cependant du système allemand répondent que s'il n'a pas un caractère féodal il a tout au moins un caractère anti-libéral et anti-démocratique. Que fait-il, dit-on, de l'égalité civile proclamée par nos lois françaises et nos principes de 1789 ? Les riches seuls peuvent chasser puisqu'il faut pour cela, ou bien être propriétaire d'une grande étendue de terrains, ou bien louer à des prix forcément élevés la chasse que la commune met en adjudication par cantons d'une grande superficie.

Cette objection n'a pas plus de valeur que la précédente. Dans tous les systèmes qui reconnaissent plus ou moins le droit de chasse comme attribut de la propriété, les personnes qui ne sont pas propriétaires ou qui n'ont pas les moyens suffisants pour être locataires de chasse ne peuvent pas chasser, à moins d'avoir le consentement de celui auquel appartient le droit de chasse. Ce résultat est inévitable, à moins de déclarer la chasse libre pour tous ou d'appliquer le système suisse des chasses avec patente, ce que nous ne saurions admettre. Quant au petit propriétaire, à celui qui, dans le système fran-

çais, pourrait en droit chasser sur son terrain, il n'est pas non plus sacrifié. Le système allemand ne se montre pas du tout anti-libéral en lui refusant l'exercice du droit de chasse, puisqu'il ne le refuse qu'à ceux qui ne pourraient pas, en fait, en jouir utilement. L'inégalité qui existe entre les grands et les petits propriétaires n'est pas du tout créée par le système allemand. Elle existe en fait dans tous les systèmes et elle est inévitable. La loi allemande fournit au contraire au petit propriétaire, nous l'avons dit, le moyen de tirer un profit utile de son fonds au point de vue de la chasse.

D'ailleurs ceux qui n'ont pas le moyen de louer à eux seuls tout un canton de chasse, mais qui peuvent cependant consacrer aux plaisirs cynégétiques une certaine somme d'argent, ont parfaitement le droit de s'associer entre eux pour louer en commun le canton qu'ils désirent. Plusieurs législations allemandes, notamment la loi badoise, prévoient ce cas et soumettent les adjudications et les sous-locations à des conditions spéciales. Le législateur allemand s'est proposé, entre autres buts, d'éviter la destruction du gibier par un nombre trop considérable de chasseurs, or, ce but ne pourrait plus être atteint s'il était possible à l'adjudicataire de s'adjoindre un nombre indéfini d'associés ou de sous-locataires.

Les adversaires du système allemand ne se tiennent pas pour battus et l'accusent alors de tendre au communisme et d'avoir, sous un masque aristocratique en apparence, un véritable caractère socialiste. Enlever

aux particuliers, disent-ils, l'exercice du droit de chasse pour le donner à la commune, c'est un acheminement vers le communisme et personne ne saurait l'admettre.

Cette objection, croyons-nous, repose sur une erreur. Nous avons déjà dit que la commune ne touchait en rien au droit de propriété des particuliers. Le droit de chasse n'appartient pas à la commune, il reste exclusivement aux propriétaires, mais il est simplement exercé par l'intermédiaire de la commune. Nous en dirions autrement si le produit des locations était pour la caisse communale, car dans ce cas les raisons qui nous ont fait repousser le système suisse nous obligeraient à repousser également le système allemand. Mais il n'en est rien. La commune, dans ce dernier système, ne tire personnellement aucun profit du produit des locations. Les propriétaires seuls peuvent y prétendre et la répartition n'a lieu qu'entre les propriétaires auxquels on enlève l'exercice du droit de chasse ; les autres n'y ont aucun droit. La commune n'est donc qu'un simple intermédiaire. Cet intermédiaire est obligatoire, il est vrai, mais nous avons vu pour quelles raisons d'ordre public.

Comment, d'ailleurs, les adversaires du système allemand peuvent-ils prétendre qu'il est à la fois féodal, anti-libéral et socialiste ? N'y a-t-il pas là une contradiction qui montre le peu de fondement de leurs objections ? Si la législation allemande, en matière de chasse, est empreinte d'un caractère féodal et anti-démocratique, elle n'est évidemment pas socialiste ni communiste, car ce sont là des caractères opposés absolument incompatibles.

Le système allemand n'est donc pas injuste, et les avantages qu'il présente en pratique sont très grands. Il est avantageux, nous le répétons, pour le petit propriétaire lui-même auquel il permet de tirer utilement profit de son fonds au point de vue du droit de chasse par l'intermédiaire de la commune, alors qu'il ne le pourrait pas lui-même. En outre, l'État et les communes ont un grand intérêt au repeuplement du gibier, non seulement dans le but de développer un des éléments de l'alimentation publique, mais aussi afin d'augmenter leurs recettes. Le monopole de la poudre grossit les ressources de l'État et les permis de chasse sont pour les communes et l'État une source importante de revenus. Si le gibier disparaissait, les chasseurs disparaîtraient aussi et cette source de revenus serait tarie.

Or le système allemand est excellent pour la conservation du gibier. Tout le monde est obligé de le reconnaître, même les adversaires de ce régime. Les faits sont d'ailleurs probants. Le gibier abonde en Allemagne, se vend à des prix très abordables et s'exporte même dans des États voisins tels que la Suisse dont le régime cynégétique est très différent. Dans ce pays, au contraire, le gibier est très rare et se vend fort cher. L'Alsace-Lorraine qui resta soumise à la loi française de 1844 jusqu'en 1881 est depuis cette époque beaucoup plus giboyeuse qu'elle ne l'était auparavant.

En 1867 M. de Goulhot de Saint-Germain, rapporteur de diverses pétitions relatives à la chasse, disait au Sénat : « Si dans une pensée de prévoyance et de

conservation d'une ressource précieuse pour le pays, le gouvernement croyait devoir un jour se livrer à l'étude de la question relative à la protection du gibier, il y aurait lieu, selon nous, d'examiner s'il ne conviendrait pas de réglementer l'exercice du droit de chasse eu égard à l'étendue des propriétés, car ce droit qui dérive uniquement du principe même de la propriété, ne peut et ne doit être, en fait, sérieusement attribué qu'à ceux dont les parcelles comportent, par leur contenance, une pratique présumée suffisante pour la chasse. Ce serait, il est vrai, une restriction apportée à un des attributs de la propriété ; mais cette restriction ne serait-elle pas justifiée par des raisons d'intérêt général et d'utilité publique de nature à la faire admettre ? Si dans l'état de division où se trouve la propriété et qui tend chaque jour à s'accroître, la faculté de chasser sur toutes les parcelles, quelle qu'en soit l'étendue, reste résolue individuellement à tous les propriétaires du sol, on ne peut se dissimuler que, dans un temps donné, la destruction totale du gibier sera la conséquence fatale de cette faculté et qu'indépendamment des effets désastreux qu'elle occasionnera au point de vue de l'alimentation publique, elle aura pour conséquence de développer chaque jour davantage, au sein des campagnes, des habitudes de désordre et d'oisiveté, également préjudiciables à la propriété et à la sûreté des personnes (1). »

(1) *Moniteur universel*, 8 mars 1867.

Pour les diverses raisons que nous venons d'exposer, le système allemand semble avantageux, et bien qu'il compte de nombreux adversaires, beaucoup désireraient le voir appliquer en France.

On trouve dans certaines communes, depuis plusieurs années, une pratique visiblement inspirée de la même idée que le système allemand et dont le but est de procurer en fait les mêmes avantages que lui. Il devient d'usage, dans ces communes, d'affermir la chasse sur les biens communaux et sur les terrains des propriétaires qui ont renoncé à l'exercer moyennant une redevance payable à la caisse municipale.

La légalité de cette pratique ne saurait être contestée. Les propriétaires peuvent, si bon leur semble, disposer de l'exercice de leur droit de chasse et s'entendre entre eux pour le louer en commun par l'intermédiaire de la commune, qui n'est alors que leur mandataire. C'est leur droit, mais c'est une simple faculté pour eux, car rien ne les y oblige. S'ils s'entendent, les résultats des législations d'outre-Rhin seront peut-être en partie obtenus, mais, même dans ce cas, nous croyons que cette pratique est très loin de présenter les mêmes avantages que le système allemand. Ne suffira-t-il pas du mauvais vouloir d'un des propriétaires pour entraver ou peut-être même faire échouer la combinaison ? Les rivalités sont nombreuses dans les campagnes, et bien souvent les paysans refuseront leur participation, uniquement par tracasserie. Quelle sécurité aura dans ce cas l'adjudicataire de la chasse commune ? Il sera forcé, pour ne courir

aucun risque, de bien s'assurer que tous les propriétaires, sur le terrain desquels il croit pouvoir chasser en vertu du bail consenti par la commune, ont bien donné à celle-ci leur autorisation expresse. S'il se trouve plusieurs parcelles de terre enclavées et dont les propriétaires, par mauvaise volonté, se réservent personnellement la chasse, le locataire communal sera à tout instant exposé à y pénétrer de bonne foi et des nombreux procès en résulteront. Il peut arriver encore que le nombre des propriétaires consentants soit très minime, et, dans ce cas, le canton de chasse communal sera d'une étendue peut-être trop faible pour pouvoir être mis utilement en adjudication. En considération de ces divers inconvénients qui se présenteront forcément si tous les propriétaires ne s'entendent pas entre eux, peu d'amateurs se présenteront aux adjudications, et les prix de location n'atteindront que des chiffres très faibles, au grand détriment de tous.

Pour que la commune puisse utilement former un canton de chasse et le louer avec profit pour les propriétaires, il faut que toutes les terres dont la contenance est inférieure à un certain chiffre soient obligatoirement englobées dans ce canton. Une simple faculté ne saurait jamais procurer un résultat aussi avantageux et aussi certain.

En 1844, au cours des débats sur la discussion de la loi, on avait proposé un amendement ainsi conçu : « Les communes rurales pourront, au moyen d'une délibération du Conseil municipal homologuée par le Préfet,

affecter le droit de chasse sur les biens communaux et sur le terrain des propriétaires qui déclarent renoncer à exercer ce droit par eux-mêmes. Dans ce cas le prix du fermage sera appliqué au paiement du garde-champêtre et s'il y a lieu au rachat des prestations en nature et autres charges communales. Le dégrèvement aura lieu de manière à ce qu'il allège d'autant la part de contribution attribuée sur les rôles de la commune à ceux des propriétaires qui auraient renoncé à exercer le droit de chasse. » C'était tout simplement reconnaître l'usage que nous venons d'exposer, et lui laisser son caractère purement facultatif. Le ministre de la justice en fit avec raison la remarque et déclara que rien n'empêchait que cette pratique continuât.

La même idée fut reprise par M. Morillot dans son projet de 1894 dont sept articles sont consacrés à ce sujet. Ces textes permettent aux propriétaires, comme l'amendement proposé en 1844, d'abandonner facultativement l'exercice du droit de chasse sur leurs terres à la commune, par déclaration à la mairie acceptée par délibération du Conseil municipal. Le produit de la location des cantons de chasse ainsi formés par la commune viendrait en déduction des impôts à verser dans la caisse communale par ces propriétaires, proportionnellement au nombre d'hectares dont chacun aurait cédé la chasse à la commune. C'est encore dans ce projet une simple faculté et nous pensons qu'il n'y a besoin d'aucun texte pour reconnaître aux propriétaires un droit qu'on ne saurait leur contester. La seule uti-

lité d'un texte en cette matière, ce serait de généraliser cette pratique, de bien préciser les droits et les devoirs respectifs de la commune et des propriétaires quant à l'abandon de l'exercice du droit de chasse, et de régler légalement certaines questions de détail, telles que la manière de faire cet abandon et de répartir par voie de dégrèvement le produit des locations. En tous cas le projet Morillot, n'établissant comme l'amendement de 1844 qu'une simple faculté, ne saurait jamais procurer un résultat aussi avantageux et aussi certain que le système allemand.

Que faut-il en conclure ? On pourrait sans doute utilement modifier la loi de 1844 dans le sens du projet Morillot, mais nous venons de dire que ce serait insuffisant. Nos préférences sont pour l'application du système allemand tel qu'il est, sauf à fixer le chiffre de contenance exigé de façon telle que la loi n'enlève l'exercice du droit de chasse qu'à ceux qui vraiment ne pourraient pas utilement chasser sur leurs terres sans l'intervention de la commune.

On dira peut-être que ce système est possible en Allemagne, mais que son application se heurterait en France à nos idées démocratiques. Nous avons vu qu'il n'a rien d'anti-démocratique et d'anti-libéral bien qu'il soit peut-être, mais en apparence seulement, un peu aristocratique. Pourquoi ne pourrait-on pas l'appliquer s'il est bon et s'il n'a rien d'injuste ? Ce système n'est d'ailleurs pas aussi oppressif que certains veulent bien le dire, puisque les habitants de la Prusse-Rhénane,

qui de 1830 à 1848 en avaient fait l'expérience, réclamèrent à grands cris, en 1850, son rétablissement. On s'en trouve bien en Allemagne et l'Alsace-Lorraine n'a jamais réclamé depuis 1881, époque à laquelle le système allemand remplaça pour ce pays la législation française du 3 mai 1844.

Approuvé :

Le Président de la thèse,

A. LE POITTEVIN.

Vu :

Par le Doyen,

GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION. — Délimitation du sujet	4

PREMIÈRE PARTIE

APERÇU HISTORIQUE

§ I ^{er} . — <i>Temps anciens</i>	5
Peuples primitifs. — Droit romain.....	5
§ II. — <i>Histoire du droit de chasse en France</i>	10
Gaulois et Francs. — Féodalité.....	10
Interdiction de la chasse aux ecclésiastiques.	11
Forêts et garennes. — Ordonnance de Charles VI de 1396 ; interdiction de la chasse aux roturiers laboureurs ou artisans. — Principe du droit régalien. — Ordonnance de Louis XIV de 1669 ; interdiction de la chasse à tous les roturiers. — Garennes et capitaineries.....	16
Révolution. — Décret des 4 et 11 août 1789. — Décret des 28 et 30 avril 1790	31
Loi du 3 mai 1844. — Aperçu des principaux projets de lois déposés depuis cette époque.....	33
§ III. — <i>Résumé historique des principales législations étrangères</i>	36
1 ^{er} groupe. — Angleterre, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Espagne, Russie.....	37

2 ^e groupe. — Allemagne, Autriche, Hongrie.....	46
3 ^e groupe. — Italie, Suisse.....	56

DEUXIÈME PARTIE

DROIT ACTUEL

Principes généraux de la loi de 1844. — Des quatre conditions nécessaires pour pouvoir chasser légalement.....	59
--	----

CHAPITRE PREMIER

DU PERMIS DE CHASSE

§ I ^{er} . — <i>Historique</i> . — Ancien droit. — Décrets de 1810 et 1812. — Loi de 1844.....	67
§ II. — <i>Distinction du permis de port d'armes et du permis de chasse</i> . — Aujourd'hui le permis de chasse implique le permis de port d'armes. — Pays où il faut à la fois ces deux permis : Italie, Angleterre, Espagne, Hongrie.....	73
§ III. — <i>Le permis de chasse existe presque partout</i>	78
Exceptions : Finlande, Norvège, Perse.....	78
§ IV. — <i>Raison d'être du permis de chasse</i>	78
Il s'explique aussi bien pour la chasse sans armes que pour la chasse avec armes.....	78
Examen des projets de lois tendant à la suppression du permis de chasse : projet de M. Dréolle du 30 mars 1876 ; projet de M. de Guilloutet du 21 mars 1881. — Rapport de M. Labitte du 11 juin 1881.....	81
§ V. — <i>Exceptions à la nécessité du permis de chasse</i>	87
1 ^o Quant à la personne du chasseur : Il n'y a en France aucune exception. — Femmes. — Officiers de l'ouvèterie. —	

Il est exigé sans distinction de nationalité ni de fonctions. — Personnel et auxiliaires de chasse. — Droit comparé : Saxe, Alsace-Lorraine, Angleterre.....	87
2 ^o Quant au mode de chasse employé : Aucune exception en France. — Il est exigé même pour les modes de chasse exceptionnellement autorisés. — Droit comparé : Angle- terre	93
3 ^o Quant au lieu où s'exerce la chasse : Le respect du domi- cile exige une exception en faveur des terrains clos et at- tenants à une habitation. — Droit comparé : Russie.....	94
4 ^o Quant au gibier : Le principe de la légitime défense exige une exception pour la destruction des animaux malfai- sants et nuisibles et celle des bêtes fauves. — Projets de lois. — Droit comparé : Angleterre... ..	97
§ VI. — <i>Formalités relatives à l'obtention d'un permis de chasse</i>	102
Autorité compétente pour délivrer les permis de chasse. — Projet primitif et texte définitif de 1844. — Décrets de 1860 et 1861.....	102
Qui doit faire la demande ? — Cas spéciaux.....	105
La demande doit-elle être rédigée sur timbre ?.....	105
La seule justification à produire est celle du paiement préa- lable des droits. — Cas des mineurs. — Controverse pour la femme mariée majeure ; projet de 1889. — Ne serait- il pas bon d'exiger d'autres justifications ? — Luxem- bourg. — Formalités pour les étrangers ; Hongrie, Prusse, Cantons suisses.....	106
Avis du maire. — Raisons de cet avis. — Critique. — Bel- gique.....	112
Procédure spéciale pour la ville de Paris.	115
Décision du préfet ou du sous-préfet. — Il n'est pas lié par l'avis du maire. — Cas où le permis est accordé et cas où il est refusé. — Mesure proposée par le projet Morillot de 1894 pour activer ces formalités.....	115

§ VII. — <i>Tout individu peut-il ainsi obtenir un permis ?...</i>	417
L'obtention est la règle, mais il y a des exceptions spécialement énumérées par la loi de 1844. — L'article 6 indique les individus auxquels l'autorité administrative peut facultativement refuser le permis. — Les articles 7 et 8 indiquent : le premier les individus auxquels le permis ne doit pas être délivré, et le second ceux auxquels il ne doit pas être accordé. — Modifications proposées par le projet Morillot de 1894. — Belgique. — Privation du droit d'obtenir un permis, à titre de peine, en vertu de l'article 48. — Insuffisance de ces dispositions. — Corrections qu'il conviendrait d'y apporter.....	418
Cas du permis délivré par erreur à une personne incapable ou indigne. — Controverse : 3 opinions.....	428
Recours contre la décision du préfet ou du sous-préfet...	431
Cas où le chasseur qui a régulièrement obtenu un permis de chasse devient ensuite incapable ou indigne. — Controverse : 2 opinions.....	432
§ VIII. — <i>Droits conférés par le permis régulièrement obtenu.</i>	433
Il autorise l'exercice du droit de chasse mais ne confère pas ce droit. — Pour qui est-il valable ? Il est personnel, mais permet au chasseur d'employer des auxiliaires. — Où est-il valable ? Dans toute la France sans qu'il soit besoin d'aucun visa. — Pendant combien de temps est-il valable ? Un an. — Point de départ de ce délai. — Le jour de la délivrance ne doit pas compter dans le calcul du délai. — Système français des dates variables et système des dates fixes : droit comparé et propositions de lois. Discussion de ces deux systèmes	433
§ IX. — <i>De la taxe afférente au permis de chasse.....</i>	439
Elle doit être payée d'avance. — Historique. — Elle est exigée actuellement en France pour l'obtention de tout permis. — Exception admise par les décrets du 21 mars 1811, du 12 mars 1813 et l'ordonnance du 9 septembre 1814 en faveur des personnes décorées des ordres français ; et sup-	

primées par l'ordonnance du 17 juillet 1816. — Exceptions admises par les législations étrangères, soit en considération de la qualité ou des fonctions des chasseurs, soit par suite de raisons diverses : Brunswick, Bohême, Hongrie, Espagne, Russie, Pays-Bas.....	139
--	-----

§ X. — <i>Critique des dispositions relatives à la taxe et à la durée des permis de chasse. — Projets de lois et législations étrangères.....</i>	143
---	-----

Cette taxe est-elle juste ? — Elle est à la fois juste et nécessaire. — Projet Paulin Daudé de 1899 tendant à la délivrance gratuite du permis de chasse. — Réfutation de cette théorie....	144
---	-----

Fixation de cette taxe. — Elle ne peut être fixée que par une loi. — Comment doit-elle être établie ? — Deux systèmes sont en présence : le système du permis unique et le système des permis multiples. — Exposé et discussion de ces deux systèmes.....	146
---	-----

1 ^{er} système. — Permis unique. — C'est le système français et le meilleur. — Un seul permis, le même pour tous et d'une durée de 1 an. — Ce système se subdivise en 3 opinions : les uns trouvent la taxe actuelle insuffisante, les autres la trouvent trop élevée, d'autres enfin sont partisans du statu quo. — Projets de lois qui adoptent ce système et fixent le prix du permis unique d'après l'une ou l'autre de ces trois opinions. — Innovation du projet Morillot de 1894 pour le prix des permis délivrés à des étrangers... .	147
--	-----

2^e système. — Permis multiples. — C'est le système adopté par la plupart des législations étrangères. — Les permis sont alors différenciés :

a) Soit quand au mode de chasse auquel ils donnent droit (Belgique, Espagne, Italie, Pays-Bas).....	151
b) Soit quant au gibier (Colonies et États africains)...	153
c) Soit quant à leur durée de validité (Saxe, Brunswick, Hongrie).....	155
d) Soit en raison des qualités personnelles du chasseur (Bohême).....	156

e) Soit en vertu de plusieurs de ces points de vue réunis (Bade, Luxembourg, Alsace-Lorraine, Suisse, Japon).	156
f) Soit d'après l'époque à laquelle ils sont délivrés (Angleterre)	161
<i>Projets de lois</i> qui adoptent ce deuxième système : 4 août 1876 ; 16 février 1878 ; Labitte, 4 novembre 1881 ; Naquet, 2 novembre 1893 ; Gendre, 7 mai 1894 ; Pommeray, 27 juin 1899.....	161
<i>Appréciation de ces deux systèmes.</i> — Pourquoi nous préférons le premier.....	165
<i>Appendice.</i> — Projet de loi de M. Chavoix du 20 mai 1879 tendant à remplacer la taxe du permis de chasse par une taxe sur les fusils ; et projet de M. Jacob du 8 juin 1899 tendant à remplacer le permis de chasse lui-même par une taxe proportionnelle et progressive sur le droit de chasse. — Réfutation de ces propositions.....	169
§ XI. — <i>Représentation du permis de chasse.</i> — Comment il doit être représenté.....	177
§ XII. — <i>Cas de perte ou de destruction accidentelle du permis.</i> — Controverse. — Solution du projet Morillot de 1894.....	178
§ XIII. — <i>Sanction de la chasse sans permis.</i> — Décret de 1812 et loi du 3 mai 1844.....	180

CHAPITRE II

DES RAPPORTS DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE ET DU DROIT DE CHASSE

SECTION PREMIÈRE

Du droit de chasse en France et de sa cession

§ I ^{er} . — <i>Le droit de chasse appartient au propriétaire et à ses ayants-droit.</i> — Cessionnaires, locataires, possesseurs, usufruitier, emphytéote. — Il n'appartient pas à l'usager ni à l'antichrésiste.....	183
---	-----

§ II. — <i>Il est permis de chasser sur le terrain d'autrui avec le consentement du propriétaire ou de ses ayants-droit. Preuve et conditions du consentement.....</i>	189
Rien ne peut y suppléer. — Le droit de chasse ne s'acquiert pas par la prescription.....	189
La justification du consentement anéantit les poursuites ..	189
Preuve du consentement et comment doit-il être accordé? — Tout moyen de preuve admissible. — Il peut être exprès ou tacite. — Pas besoin d'autorisation écrite. — Controverse. — Droit comparé: Espagne, Russie, Pays-Bas. — Le consentement peut-il être présumé? — Controverse...	190
Conditions du consentement	195
1 ^o Il doit être donné par le propriétaire lui-même, ses ayants-droit ou leurs représentants. — Cas des mineurs, interdits, femmes mariées. — Propriétés indivises. — Controverse	195
2 ^o Il doit être antérieur au fait.....	198
3 ^o Il doit s'appliquer à tout, car le consentement peut être plus ou moins large.....	199
Cas où le consentement du propriétaire n'est pas nécessaire. — Pouvoirs des maires et préfets. — Battues administratives.....	200
§ III. — <i>Le fermier d'un fonds de terre a-t-il le droit de chasser sur ce fonds?.....</i>	201
Grave controverse. — Cinq systèmes :	
1 ^o Le fermier seul peut chasser. (Duvergier).....	202
2 ^o Le droit de chasse appartient tantôt au propriétaire et tantôt au fermier. (Proud'hon).....	203
3 ^o Le propriétaire et le fermier peuvent tous deux chasser concurremment. (Duranton).....	207
4 ^o Le droit de chasser appartient au propriétaire seul. — (Majorité des auteurs et jurisprudence).....	209
5 ^o Le propriétaire seul peut chasser, sauf certains cas laissés à l'appréciation des tribunaux.....	211

Divers projets de lois relatifs à cette question. — 21 novembre 1883. — Morillot, 1894. — Lemire et Dussaussoy, 7 juillet 1898. — Jacob, 8 juin 1899.....	213
Droit comparé : Espagne. — Danemark. — Suède. — Système anglais.....	215
§ IV. — <i>Cession et location du droit de chasse</i>	216
Historique.....	216
Distinction de la cession (sens large) et de la simple permission.....	217
Conditions de la cession :	
1 ^o Elle peut avoir lieu soit à titre gratuit, soit à titre onéreux.....	219
2 ^o Elle doit être consentie par celui qui possède le droit de chasse ou ses représentants légaux. Règles particulières à certains cas.....	219
3 ^o Peut-elle être perpétuelle ? Grave controverse. — Trois systèmes.....	220
Distinction du bail et de la cession (sens étroit).....	223
Effets de la cession et du bail.....	224
Entre les parties. — Forme, preuve, enregistrement de l'acte. — Expiration des baux de chasse ; tacite reconduction. — Subrogation du locataire ou du cessionnaire aux droits du cédant. — Droits et obligations réciproques du cédant d'une part et du cessionnaire ou locataire d'autre part. — Le propriétaire qui chasse au mépris de la cession ou du bail commet-il un délit ? Controverse. Trois systèmes. — Le locataire ou le cessionnaire qui outrepassé son droit commet-il un délit ? Plusieurs hypothèses.....	224
A l'égard des tiers. — Le locataire ou le cessionnaire est subrogé aux droits et obligations du cédant. — Responsabilité au cas de dommage causé par le gibier. — La cession ou le bail sont-ils opposables au tiers acquéreur ? Controverse. — Faculté pour le locataire ou le cessionnaire de rétrocéder leur droit. Controverse. — Cessions et baux	

successifs. Enregistrement de l'acte de cession ou de location. Diverses hypothèses.....	229
Interprétation des actes de bail et de cession de chasse....	236
§ V. — <i>Faits de chasse sur le terrain d'autrui sans le consentement du propriétaire ou de ses ayants-droit</i>	237
Sanction. — La mauvaise foi n'est point nécessaire, mais il faut la volonté du fait. — Le fait de chasse sur autrui sans le consentement du propriétaire est-il toujours délicueux ?.....	237
§ VI. — <i>État, communes, établissements publics</i>	239
Aperçu des règles principales relatives au droit de chasse et à sa cession dans les propriétés de l'État, des communes et des établissements publics.....	239

SECTION II

Des divers systèmes relatifs aux rapports de la propriété foncière et du droit de chasse (Critique, propositions de lois et droit comparé).

1 ^o Régime spécial et exceptionnel de la principauté de Monaco où le droit de chasse est complètement supprimé...	244
2 ^o Système de la liberté absolue :	
Projet de loi du 25 octobre 1898. Arguments et réfutation. — Grèce, Chine, Perse	245
3 ^o Système du droit de chasse attribut de la propriété, ou système français :	
France, Belgique, Luxembourg, Roumanie, Turquie, Pays-Bas, Suède et Norvège, Russie, Espagne. — Particularités du système anglais.....	250
4 ^o Système de la liberté restreinte. — Trois variantes :	
a) Système de la simple réserve, au profit du propriétaire, du droit d'interdire la chasse sur ses terres. — Projet de loi du 14 novembre 1896	255

<i>b)</i> Système du consentement tacite ou de la publicité des réserves. — Projets des 23 janvier 1894 et 7 juillet 1898 .	257
<i>c)</i> Ancien système romain et système italien ou de la défense tacite. — Italie, Portugal	259
5 ^o Système du droit de chasse confisqué au profit de l'État ou système suisse. — Deux modes : système des chasses affermées et système des chasses avec patentes ou permis	262
6 ^o Système allemand. — Pays allemands et autrichiens	268

SECTION III

Du système allemand; de ses avantages pratiques et de l'utilité que présenterait peut-être en France son application.

Origine de ce système	269
Exposé du système allemand. — Intervention partielle de la commune dans l'exercice du droit de chasse. — Particularités du régime admis en Alsace-Lorraine par la loi du 7 février 1881	272
Projet Georges Graux du 23 octobre 1894. — Réfutation	278
Discussion du système allemand	282

Grande Imprimerie de Blois, 2, rue Haute. > 5076
